

**M. Mitterrand  
reçoit  
le président  
Chadli**

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Abonnements : 2 DA : Maroc, 500 dr.; Tunisie, 200 m.; Algérie, 1.400 DA; Arabie, 15 m.; Belgique, 20 F; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA; Danemark, 450 kr.; Espagne, 80 pes.; E.-U., 50 c.; Japon, 60 ¥; Liban, 50 L.; Norvège, 800 kr.; Pays-Bas, 1,25 f.; Portugal, 20 esc.; Royaume-Uni, 325 F CFA; Suède, 2,75 kr.; Suisse, 1,40 f.; Yougoslavie, 65 d. Tarif des abonnements page 24. 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09. Tél. MONDIPAR 69572 F C.C.P. 4267 - 23 PARIS. Tél. : 246-72-23.

## La Communauté européenne à l'épreuve

### Un coup d'éclat à Strasbourg

L'Assemblée européenne vient de déclencher un double conflit avec le conseil des ministres des Dix. Elle a voté un budget de la Communauté pour 1983 qui dépasse le maximum autorisé par le conseil. Elle a surtout bloqué le versement des compensations accordées au Royaume-Uni pour réduire sa contribution nette au budget européen en 1982 ainsi que celle, plus modeste, prévue par voie de conséquence en faveur de la R.F.A. Chaque année, depuis son élection au suffrage universel en 1979, l'Assemblée rappelle ainsi à l'opinion son existence en ouvrant une crise budgétaire.

Elle met cette fois en cause un Etat membre, la Grande-Bretagne, et le problème auquel elle est la plus sensible depuis son entrée dans la Communauté : l'allègement de sa contribution au budget. L'amertume des Britanniques risque de les conduire à des réactions d'autant plus vives que les discussions à peine engagées sur le montant de l'enveloppe à leur retourner en 1983 et 1984 ont déjà révélé que leurs partenaires étaient bien décidés à faire en sorte que la compensation soit dégressive. Alors que Londres menace de ne plus verser sa contribution au budget communautaire, naissent déjà les procès d'intention : ce sont les Allemands, et surtout la France, insinuant-on à Strasbourg, qui ont fait échouer les négociations entre le conseil et l'Assemblée, parce qu'ils voulaient remettre en cause l'arrangement budgétaire conclu entre les Neuf et la Grande-Bretagne en juin 1982. Rien pourtant dans le comportement de M. Chaudernagor, mercredi, n'a pu donner à penser que la France cherchait à se dérober aux obligations souscrites.

Il est vrai que l'offensive de l'Assemblée exigeant, à propos des compensations accordées au Royaume-Uni en 1982, « la garantie politique qu'il s'agit des dernières mesures spéciales de compensation », apporte de l'eau au moulin des Français, opposés à la pratique du « juste retour » et faisant d'un accroissement des « ressources propres » de la Communauté la condition de l'adhésion de l'Espagne. Un rebondissement du conflit franco-britannique sur le budget et les problèmes liés (réforme de la politique agricole commune et élargissement) risquent effectivement d'altérer de nouveau l'ambiance communautaire.

Reste que l'Assemblée a posé un vrai problème. Pour remédier aux déséquilibres budgétaires, elle appelle de ses vœux de nouvelles politiques communes, une réforme des règles financières. Ou du moins, car elle sait qu'il va falloir imaginer une solution rapide au conflit qu'elle a fait surgir l'ouverture d'un débat sérieux sur ce double thème. Celui sur l'augmentation des ressources propres devient inéluctable, et il est légitime que l'Assemblée entende y être associée. Il reste à savoir si l'Assemblée, dont le prestige, du fait de ses insuffisances au moins autant que de son manque de pouvoirs, a fortement fléchi depuis son élection, peut encore prétendre avec succès jouer un rôle actif. Le coup d'éclat auquel elle vient de se livrer masque mal la faiblesse de l'institution.

### La baisse du dollar provoque de vives tensions au sein du Système monétaire

Les ministres des finances des Dix se sont réunis ce vendredi 17 décembre à Bruxelles pour examiner la situation économique et financière de la C.E.E. et le dossier de l'augmentation des ressources du F.M.I. Ils devaient aussi évoquer la crise budgétaire qui secoue la C.E.E. et les tensions monétaires provoquées par la baisse du dollar.

Le recul de la devise américaine, qui s'est accentué dans la matinée — son cours qui était de 7 francs en début de semaine est revenu de 6,88 à 6,81 francs à Paris et de 2,42 à 2,40 deutschemark à Francfort, — provoque en effet de vives tensions au sein du système monétaire européen (S.M.E.) entre les monnaies fortes (DM, florins) et monnaies faibles (lire, franc belge, franc français), tensions qui obligent les banques centrales à intervenir massivement pour défendre les parités et font naître des rumeurs de réajustement au sein du S.M.E., qualifiées de « radicales » par M. Delors à son arrivée à Bruxelles.

Le dollar baisse et va continuer de baisser. Les milieux financiers internationaux qui, il y a à peine un mois, le considéraient comme une valeur refuge, « quoi qu'il arrive », en sont convaincus. Les premiers intéressés sont, certes, les partenaires des Etats-Unis, dont les balances commerciales sont gravement déséquilibrées par le coût grandissant des achats en matières premières, illicites en dollars, le pétrole en tête. Mais les Etats-Unis eux-mêmes commencent à constater l'étendue des dommages causés à leur économie par la surévaluation du dollar (20 % au moins), favorisant les importateurs et pénalisant les exportateurs.

Le résultat en est un gonflement brutal du déficit commercial américain qui pourrait atteindre 75 milliards de dollars en 1983, le double de celui de 1982 et le triple de celui de 1981. Certes, le revenu extérieur des Etats-Unis est énorme (excédents des services et dividendes des filiales étrangères), et ce pays n'a jamais éprouvé aucune difficulté à solder ses déficits extérieurs, puisqu'il les règle en sa propre monnaie. Mais, relève M. Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, la progression des importations et la diminution des exportations retiennent du travail aux usines américaines : la reprise de l'économie en 1983 va obligatoirement en souffrir. Il faut donc, assure M. Feldstein, que le dollar baisse et, avant lui, le taux d'intérêt « mesuriers » qui l'ont fait, en grande partie, monter.

Il est rejoint, dans ses conclusions, par M. Volker, le président de la Banque centrale des Etats-Unis, le FED qui, après avoir poussé ces taux à des sommets inconnus l'automne dernier et au premier semestre 1982, vient, au début de cette semaine, d'accélérer leur baisse. Officiellement, il invoque le marasme persistant de l'économie.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 34.)

## Les autorités polonaises s'efforcent de neutraliser M. Lech Walesa

Les derniers développements de la situation en Pologne confirment que les autorités s'efforcent de neutraliser M. Walesa : vendredi matin 17 décembre, la police a voulu interdire aux journalistes l'accès du domicile de ce dernier à Gdansk. Finalement, une centaine d'entre eux ont pu aller chez le dirigeant syndicaliste.

Jeudi, le pouvoir militaire polonais avait dû, ce qui constitue un échec moral, mettre Gdansk en état de siège et appréhender M. Walesa, pendant neuf heures, pour empêcher ce « citoyen comme les autres » de prendre la parole en public.

A Varsovie, la police a, le même jour, dispersé plusieurs centaines de manifestants, qui criaient : « Libérez Lech ! » et « A bas la faule ! ». Elle en a poursuivi certains jusqu'à l'intérieur de l'église Sainte-Anne.

A Katowice, malgré un important dispositif policier mis en place, de nombreux habitants ont, toute la journée, rendu hommage à la mémoire des sept mineurs de la fosse Wujek, tués par balles par les forces de l'ordre il y a un an.

De notre envoyé spécial

Gdansk. — Triste image que celle de cette foule ne pouvant se rassembler vraiment que derrière des murs d'églises, que celle aussi de ces petits cortèges hâtivement formés et plus vite encore dispersés à coups de matras et de grenades lacrymogènes.

Il y a deux ans, ici même, autour du chantier Lénine, trois cent mille personnes venues de toute la Pologne étaient réunies pour inaugurer le monument dédié aux morts de décembre 1970. La foule était pour elle. La foule, aujourd'hui, appartient à d'autres, à ces militants en armes qui ont noyé la ville dans le gris de leurs uniformes. Ils sont partout, à chaque arrêt d'autobus, à chaque carrefour, jusque dans les

quartiers les plus périphériques, autour du chantier surtout, interpellant, contrôlant, parodant et, par intermittence, sifflonnant Gdansk en longues colonnes motorisées, tous gyrophares allumés en plein jour.

Triste spectacle que ce peuple quadrillé, empêché d'être ce qu'il veut être — libre — par ce dani de justice qu'on appelle « équilibre européen ». Oui, mais, dans le même temps, quel échec pour les autorités que cette journée ! Echec moral, bien sûr, car il n'est jamais glorieux de voir le visage que ce régime avait jeudi, mais échec politique avant tout.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

## Violente manifestation à Buenos-Aires contre le régime

La plus importante manifestation de rue contre le régime militaire argentin depuis mars 1976 s'est terminée dans le désordre jeudi 16 décembre, à Buenos-Aires. On déplore un mort et plusieurs centaines de blessés. L'ampleur de cette démonstration organisée par toutes les forces d'opposition illustre le fossé grandissant entre l'opinion et un régime en difficulté.

Correspondance

Buenos-Aires. — Un mort, plusieurs centaines de blessés de côté des manifestants et des forces de l'ordre, près de deux cents arrestations et des dégâts matériels importants, tel est le premier bilan de ce qui devait être une marche pacifique. Pour la démocratie et la reconstruction nationale. Le jeudi 16 décembre.

Il est très vite apparu que le service d'ordre mis en place par la Multipartite (1) avait du mal à contrôler les quelques cent vingt mille manifestants (cinquante-cinq mille selon les estimations officielles) qui se massaient sur la place de Mai et le long de l'avenue de Mai. Les militants de la M.P. (Mouvement pour la Démocratie et la Liberté) ont débordé rapidement le cordon établi par les organisateurs de la manifestation et se sont concentrés à quelques mètres de la Maison Rose bien avant l'arrivée des cinq présidents des formations composant la Multipartite.

Les autres groupes de manifestants avançant lentement vers le point de rassemblement, au milieu des applaudissements et sous pluie de petits bouts de papier lancés des balcons qui surplombent l'avenue.

JACQUES DESPRES.

(Lire la suite page 4.)

(1) La Multipartite regroupe plusieurs formations politiques d'opposition, en particulier les péronistes, les radicaux, le mouvement M.A. l'ancien président Frondizi, les démocrates-chrétiens et les radicaux intransigeants.

## Les quotidiens régionaux face aux nouveaux médias

Les quatre-vingts quotidiens régionaux et départementaux qui quadrillent la province ont accompli depuis vingt ans des efforts d'adaptation et de modernisation qui leur ont permis de bien résister à la poussée des moyens audiovisuels.

De nouveaux défis leur sont aujourd'hui lancés avec l'explosion des radios locales privées, l'introduction de la publicité de marque sur FR3, les projets de quatrièmes chaînes et de réseaux câblés locaux, le développement de la télématique. Ils se manquent pas de moyens pour y répondre.

### I. - La défense des bastions

par YVES AGNÈS

L'Union en détresse à Reims : les ouvriers imprimeurs et les journalistes des *Dépêches* à Dijon en conflit avec M. Jean-Charles Lignel, le patron du puissant *Progrès* de Lyon ; l'O.P.A. du *Républicain lorrain* (Metz) sur son voisin *l'Est républicain* (Nancy) ; l'arrêt de l'édition lilloise du quotidien par-

sien *le Matin* : les incalculables en série de directeurs de journaux comme « prêtre-nom » de M. Robert Hersant... L'actualité bourdonne, depuis la fin de l'été, de nouvelles peu réjouissantes sur la presse quotidienne régionale.

Ecume des vagues, nouvelles trompeuses. Cette presse-là n'est pas moribonde et les difficultés y sont finalement moins importantes qu'à Paris. De 1960 à 1980, la P.Q.R., comme l'appellent les gens du métier, a gagné 300 000 lecteurs (+4,7 %), pendant que les quotidiens parisiens en perdaient plus d'un million (-35 %). Même si ces chiffres recouvrent des situations fort inégales, même si la tendance nationale est en fait à l'érosion lente depuis une douzaine d'années, les journaux de province ont bien résisté aux bouleversements technologiques — la modernisation des imprimeries, la montée en puissance de l'audiovisuel — et aux mutations sociologiques, en tout premier lieu l'urbanisation.

Les bénéfices d'exploitation réalisés et les sommes investies dans la modernisation témoignent d'une solide santé. Quelques exemples : les *Dernières Nouvelles d'Alsace* (Strasbourg, 217 600 exemplaires) ont réalisé 20 millions de francs de marge en 1981 (5 % du chiffre d'affaires) et investi en douze ans environ 70 millions de francs. *Ouest-France*, le premier quotidien en dif-

fusion (siège à Rennes, douze départements, 702 000 exemplaires), a vu sa marge grimper jusqu'à 30,8 millions de francs en 1980 (22,8 en 1981), soit un pourcentage de 5,7 % du chiffre d'affaires (3,7 en 1981) ; *Ouest-France* a investi entre 1971 et 1981 l'équivalent de 447,8 millions de francs de 1981.

(Lire la suite page 14.)

### AU JOUR LE JOUR

L'Exposition universelle qui aura lieu à Paris en 1989 sera l'apothéose des libertés. Deux siècles après la prise de la Bastille, des millions d'hommes et de femmes viendront de tous les horizons aux rives de la Seine. Ils arpenteront « les chemins de

### 1989

liberté », thème officiel. Chaque nation va préparer un beau pavillon. On s'active déjà : en Pologne, en Turquie, en Argentine, partout fusent les propositions, jaillissent les idées.

BRUNO FRAPPAT.

### LA MORT DE CLARA MALRAUX

Clara Malraux, écrivain et première épouse d'André Malraux, est morte subitement le mercredi 15 décembre. Elle était âgée de quatre-vingt-cinq ans.

### La lutte inégale

« C'est agréable d'être intelligent : on plait aux hommes intelligents ! »

Nous sommes en 1921, à Auteuil, chez les Goldschmidt, bourgeois juifs fraîchement arrivés de Magdebourg. Clara, vingt-quatre ans, est rentrée tard, à pied, d'un banquet d'adieu à l'autre bout de Paris. M<sup>me</sup> Goldschmidt, comme toutes les mères, a demandé comment s'était passée la soirée. Clara ne se trouve pas belle, non, mais mignonne, ça oui, et cela se voit, pensive sur son visage pointu. Un jeune homme nouveau et intrus, nommé Malraux, vient d'ailleurs de lui dire, en la reconduisant sans la regarder, « Aussi intelligent que vous, n'est-ce pas ? » et d'ajouter, en regardant devant sa porte comme un mâle dans la houle, « Je ne connais que Max Jacob ! »

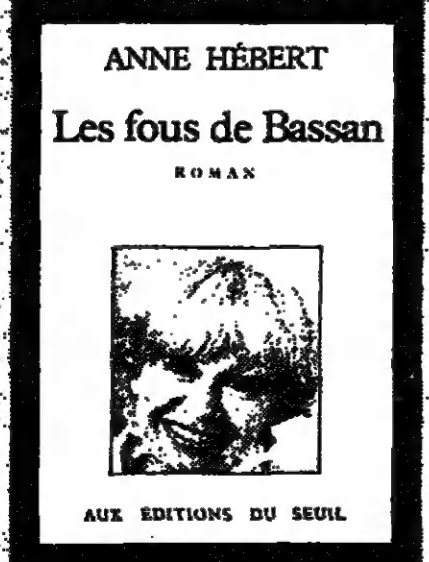
Amoureuse, Clara ? On n'est jamais trop prudente, avec les mères, et cela rend méfiant d'avoir des parents étrangers. Longtemps, comme par superstition, elle appellera son amour une « amitié volupueuse ». Ce soir-là, en tout cas, elle s'en tire par un aphorisme à la cantonade sur le plaisir de plaire aux hommes intelligents.

« Elle a mieux que plus. Le lendemain, le jeune André téléphone : « J'aime votre voix ! ». Il l'emmène danser, thal, la tango ou. Caveau révolutionnaire, (déjà le sens des hasards éloquent) Elle ne comprend pas tout ce qu'il dit, de sa voix en trébuchant, mais elle tient sa parole. Il cite Nietzsche : elle répond : « Hildebrandt ! » commente Dostoevski ; elle y va de son cher Tolstoï, qui lui n'a pas lu le *Bois de Boulogne*. « Dans vous, je serais devenu un rat de bibliothèque », dira-t-il.

B. POIROT-DELPECH.

(Lire la suite page 29.)

## ANNE HÉBERT PRIX FEMINA



La plus belle langue que l'on puisse lire en cette rentrée. Anne Ponc / La Point

Nous ne sommes pas dans un roman policier, mais dans un roman sauvage qui dit que c'est le vent, le vent, le vrai responsable, ce vent qui entête et rend fou. Françoise Xenakis / Le Matin

SEUIL

### Mgr LUSTIGER invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde », diffusée dimanche 19 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'archevêque de Paris répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Woodrow du Monde, d'Odile Mazerolle et de Robert Serres de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

دعواتكم للإصلاح



## Spirituel et temporel

La déclaration « sociale » de l'épiscopat français a choqué deux intellectuels catholiques, qui exercent ici leur droit de remontrance. Philippe Nemo lui reproche d'avoir interiorisé une analyse marxiste et de se vouer ainsi à n'être plus qu'une secte s'adressant à un milieu social déterminé. Pierre de Boisdeffre de ne pas voir que le déclin de l'Eglise s'explique avant tout parce qu'elle ne répond pas à la soif de divin qui anime tant d'êtres humains. Quant à Manuel de Diéguez, il croit que l'homme est voué aux prestiges de l'imaginaire et qu'il serait bien imprudent de ne pas laisser la précieuse espérance subsister au fond de la boîte de Pandore.

## Où la charité n'est pas charitable

par PHILIPPE NEMO (\*)

QUELQUES semaines après sa publication, la déclaration de l'épiscopat « sur la conjoncture économique et sociale » mérite qu'on y revienne. Je trouve ce texte savant, et c'est la mort dans l'âme que je ne résous à en parler. J'y suis pourtant obligé en conscience. Les évêques de France, ce sont les évêques de France, ils ne sont pas l'Eglise. Ils peuvent se tromper. Un croyant peut le leur dire.

Bien qu'ils s'en défendent par des formules toutes rhétoriques, ils situent leur intervention, non pas au plan des fins, mais à celui des moyens les plus précis. Or la théologie est science des fins. La question du comment relève de la science profane. En prenant position sur des questions économiques et quasiment administratives, bien au-delà des principes exposés jadis dans la « doctrine sociale de l'Eglise », les évêques ont engagé le magistère sur des problèmes techniques pour lesquels ils ne sont pas a priori compétents.

Si au moins, sur ce plan, ils étaient écumeniques ! Mais une certaine conception de l'économie commande tout le texte. Elle s'exprime notamment lorsque les évêques flétrissent les « mentalités » qui ont accompagné — et rendu possible — la croissance, à savoir « le vif désir d'atteindre le niveau de vie de la catégorie sociale jugée immédiatement supérieure ». Dès 1975, dans une déclaration comparable, ils se demandaient si le retour à la croissance était « souhaitable ».

### Une fuite en avant ?

Ils considèrent donc la croissance comme une « fuite en avant » aux effets pervers. La raison et la justice seraient de travailler seulement pour satisfaire des « besoins » limités et définissables à l'avance. Au-delà, le travail et les revenus correspondants seraient du luxe, payé par le chômage et la pauvreté d'autrui. La crise ne ferait que rendre insupportable une situation dont l'opulence des années de croissance masquait les vices intrinsèques.

Cette conception n'est guère répandue chez les économistes. La croissance, disent-ils, n'est pas nécessairement une « fuite en avant », sauf déréglés conjoncturels. C'est, malgré le paradoxe, un

état d'équilibre : la productivité augmentant, il faut que la production augmente pour que l'emploi reste constant. Il faut donc aussi que la consommation augmente. La « surchauffe » n'est pas un accident, mais la condition sine qua non du fonctionnement normal de l'économie.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les comportements individuels et apprécier moralement les « mentalités ». Les agents économiques doivent pouvoir espérer, pour eux-mêmes et leurs proches, une amélioration de leur situation par rapport aux normes du passé. C'est la condition nécessaire pour qu'ils travaillent, non pas plus, mais autant que par le passé ! Ainsi seulement travaillent-ils à l'optimum de leurs possibilités et créent-ils un optimum de richesses pour la collectivité tout entière. Loin de prendre à autrui, sauf cas spéciaux et circonscrits, un travail qui précéderait, cet entraînement crée des besoins nouveaux, augmente l'activité globale, et donc on définit l'emploi.

Quel est, dès lors, le problème de fond que pose la déclaration des évêques ? Beaucoup, parmi les hommes politiques, les économistes, l'électorat de l'opposition, partagent les finalités morales de l'épiscopat. Mais les moyens d'aboutir à ces fins sont, pour eux, tout autres.

### Une situation impossible

Derrière l'égoïsme apparent d'un chef d'entreprise ou d'un cadre bien payé, a fortiori derrière la vie normale d'un simple ouvrier ayant deux salaires, ils voient un système fonctionner tant bien que mal, même aujourd'hui. Ils constatent que ce système produit et dégage des surplus, plus que toute économie planifiée. Ils pensent que les pauvres, objet de la sollicitude des évêques, sont encore plus pauvres dans les pays collectivistes. Ils croient donc que la charité vraie commande de faire fonctionner au mieux ce système, et qu'il faut contraindre la sollicitude publique mais irraisonnée à l'égard des plus défavorisés, le « partage », immédiat, au point de résultat de freiner la machine et donc de rendre encore plus aigus à terme les

(\*) Philosophe et écrivain.

problèmes socio-économiques qu'on veut résoudre. Ils croient que la charité à courte vue n'est pas vraiment charitable.

Dans quelle situation morale sont-ils après la publication du document épiscopal ? Ils ne peuvent démentir sur le plan technique avec un discours ex cathedra. Mais ils ne peuvent non plus renoncer à leurs convictions morales, ni au lien qu'ils savent exister entre celles-ci et l'enseignement qu'ils ont reçu de l'Eglise. Ils sont donc dans une situation impossible.

Cette situation, les évêques n'ont pas voulu la créer. Ils n'ont sans doute même pas cru écrire un texte politiquement orienté, d'autant qu'ils y ont glissé quelques phrases sur le corporatisme et l'abus du système de protection sociale qui visent apparemment tout l'éventail politique. Ils ont sans doute pensé qu'ils tenaient le langage du simple bon sens.

Mais c'est cela même qui est grave. La bonne volonté des évêques n'est pas en cause. Mais leur candeur apparaît comme d'autant plus significative. Elle pourrait bien traduire le fait que le clergé de France, en 1982, a interiorisé, non certes les intentions, mais le fond de l'analyse socio-économique de la gauche. Qu'il est désormais socialisant, naturellement et sans effort. Marxisant sans voir de malice. Et qu'il a perdu une grande part de son autonomie intellectuelle.

L'Eglise ne se propose-t-elle pas pour la tâche que les « pouvoirs publics » et les « forces organisées » ne peuvent assumer seuls : « changer les mentalités », de manière à rendre possible « le nécessaire partage à la fois de l'emploi et du revenu » ? Je ne sais si le gouvernement et les syndicats attendaient un appui aussi peu discret.

Cela n'est pas de bon augure pour l'avenir social de l'Eglise de France. On voit se profiler le risque que, si elle continue dans cette voie, elle ne soit bientôt plus la cléricature ouverte d'une société ouverte, prêchant efficacement le monde spirituel à un monde temporel dont elle connaît tous les rouages, mais quelque chose comme une secte issue d'un milieu social déterminé et parlant pour un milieu social déterminé. Cette perspective est horrible. Les évêques, si l'on se leur donner un conseil, feraient bien d'y réfléchir.

## Le pacte avec le rêve

par MANUEL DE DIÉGUEZ

A l'extrême gauche, un parti de la sainteté politique, locomoteur de l'intransigence doctrinale, conduit infailliblement au gouffre, comme le catholicisme, pris en charge par les docteurs de l'absolu, conduit tout droit au sein de la sang des croisés et aux bûchers de l'inquisition. A ses côtés, le disciple socialiste est condamné à aller au charbon et à faire rouler le mythe sur les amorceurs de la casuistique.

C'est que tout rêve politique est un dieu biface — un Quichotte et un Sancho. Tronçant dans l'empyrée de ses écritures, le Quichotte marxiste insufflé son orthodoxie à son écuyer pousse. Son rôle est de recharger les accumulateurs de la pureté dogmatique — celle des chevaliers de l'idée — chaque fois que le Toboso idéologique a perdu sa charge insurrectionnelle dans l'épreuve du labeur quotidien. — c'est-à-dire par la méchanceté de Merlin l'Enchanteur. Aussi, un stage purificateur dans les séminaires marxistes s'impose-t-il aux socialistes à chaque génération. Bienheureux recharge mystique, celle qui marque de ses hautes régénératrices l'histoire sainte de l'espérance laïque, de ses pâques périodiquement rejoints et de ses purges ressuscitatives !

De son côté, le mythe chrétien est également un Jésus politique, pulse que le sacrifice du Golgotha soit tour à tour la liberté et l'obéissance. Signe, d'une part, de la toute-puissance de l'Esprit, qui a fait non seulement d'une décision de justice légalement prononcée par un pouvoir d'Etat légitime une erreur judiciaire monstrueuse, mais le meurtre de Dieu, et signe, d'autre part, de la toute-puissance de César, puisque la victime rédemptrice appelle les catholiques à respecter les pouvoirs établis — et notamment à valider la volonté de son Père de l'offrir en expiation pour les péchés du genre humain — la croix se recharge, comme le mythe socialiste, par l'appel armé à l'insurrection et à la soumission.

Mais cette loi de l'auto-fécondation cyclique des mythes par le recours à un exorcisme sacrificiel bivalent engendrant le réaffirmation de la compréhension de l'histoire de l'Occident, ou bien convient-il de remonter jusqu'aux sources du Nil

générateur et nourricier de nos dieux ? Dans huit ans, toutes les parties finiront le deux centième anniversaire d'une formidable révolution du sacré : celle au cours de laquelle l'intendant du ciel pour la France eut la tête tranchée par le bourreau de la République, afin que les promesses de l'égalité évangélique pussent enfin s'accomplir ici-bas. Alors, de l'autel de l'échafaud libérateur sur lequel pètit la monarchie de droit divin, l'espérance des nations, fécondée par cette immolation, se déversa dans les sillons de la gloire républicaine. Les nations ne s'abreuvent plus du sang d'un Golgotha lointain, mais des moissons rédemptrices de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité.

### Deux espèces de maîtres

Deux espèces de maîtres en naquirent : les « spirituels », qui s'incarneront dans un discours demeure profondément social et une nouvelle race de « réalistes », rejetons d'une bourgeoisie demeure aussi experte à serrer les cordons de la bourse que sous les rois. Un combat à la fois onctueux et écharné pour la conquête du pouvoir administratif moderne s'ouvrit entre ces deux styles des nouvelles classes dirigeantes. Le peuple, tout ensemble fêté et méprisé par ces deux nouvelles, servit à la fois d'enjeu et d'arbuste à cette seule authentique « lutte des classes ».

La bourgeoisie se révèle incapable de mobiliser l'espérance chrétienne en la renouant. Elle en perd le lien véritablement. Elle se contente de la caresse à brandir à défaut de l'aide, elle découvre, mais un peu tard, que tout politique durable scelle un pacte avec le rêve.

Aujourd'hui, l'Eglise de France prête son concours au rêve de justice du socialisme en exaltant la dimension libératrice et insurrectionnelle de la croix : naturellement, l'alliance de l'espérance socialiste et de l'espérance chrétienne aboutirait, si elle durait, à un nouveau type de « nomenklatura ». Mais que la roue tourne et l'Eglise retrouve son appui au socialisme pour exalter d'archet l'autre face — l'obédience — de sa « béatitude » qu'est le Calvaire. Contre l'« église » benéficiant et prophétiquement Lech Wałęsa, « l'Eglise » d'abord des problèmes d'Eglise.

Peut-être serait-il temps de comprendre qu'en son fondement même, à la fois cléricale et bourgeois, la politique occidentale est l'héritière de vingt siècles de théologie chrétienne et de son Dieu bifrons. Elle enfante donc sans cesse à nouveaux frais ses Alcaïdes de l'idée de Justice et ses Tartufes habiles à marier l'esprit de Liberté avec tout pouvoir établi. Seule l'étude du songe religieux de l'Occident fournit la clé de l'ambiguïté des politiques de l'espérance, et donc de l'âme même de nos démocraties, condamnées à sacrifier tantôt le songe et tantôt le sillage du travail alimentaire.

Reste la question essentielle : si l'homme est décidément un animal voué aux prestiges de l'imaginaire, comment empêcher à la fois qu'il se dessèche dans le réalisme plat et qu'il s'égare dans les cosmologies religieuses et dans leurs faux paradis ? Ah ! la fable offre de Pandore que Zeus avait offerts à Prométhée, et dans laquelle il avait enfoncé par tous les maux de l'humanité, sachant qu'à peine la boîte imprudemment ouverte il s'en échapperaient pour ravager la Terre !

Qu'on se souvienne pourtant de la sagesse politique du mythe grec. Il enseigne que la boîte fut refermée juste à temps et que, par bonheur, la précieuse espérance resta au fond.

## L'irrésistible déclin

par PIERRE DE BOISDEFFRE (\*)

Fort bien. Et aussi : « Convertissez-vous ! ». Mais eux, qu'attendent-ils pour se convertir ? Ils se décrivent ainsi : « Prêtres courageux et cependant moins nombreux... religieux aux nombreuses présences, militants riches de persévérance... » (1) sans paraître se rendre compte qu'eux-mêmes ont, en quinze ans, vidé les églises et tari la source des séminaires. A propos de ceux qui abandonnent chaque année le service de l'autel, de ceux qui vivent en concubinage, de ceux qui trafiquent, pas un mot de repentir, pas un signe d'humilité !

Au lieu du catéchisme simple et fort de nos pères, que d'alibis confortables ! « N'enfermons pas le message évangélique entre les murs de nos églises ». Commencez donc, mes Pères, par faire vivre vos églises ! Les jeunes, les marginaux et les pauvres. Et si vous vous occupez un tant soit peu des familles chrétiennes que vous désespérez ? Le tiers-monde, la faim dans le monde, le partage. — Est-ce votre unique souci ? Que faites-vous du Décalogue, de la morale de vos pères ?

Prêtres, prenez garde, ce n'est pas seulement de pain, comme vous l'imaginez naïvement, que les hommes ont besoin, c'est de Dieu. Si vous ne leur donnez pas ce Dieu qu'ils ne connaissent pas, qui leur donnera ? Conférences, réunions, voyages, congrès, débats, travaux, palabres de toutes sortes, vous soccalez. Or, vous ne devriez avoir — comme le curé d'Ans — qu'une seule occupation : l'âme des hommes et le sang du Christ sur les autels, confesser les pécheurs, entendre les mourants. Tout le reste est littérature.

Le monde meurt de soif, et la sécheresse du Sahel n'y est pour rien. Il suffirait que, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, toutes les églises soient ouvertes pour que le pèché du monde s'y engouffre. Mais les prêtres, aujourd'hui, parlent et agissent comme s'ils ne savaient pas qu'ils sont les messagers du pardon ! Ont-ils lu Bernanos ? « Nous sommes au premier rang d'une lutte à mort, et nos petits derrière nous. Des prêtres ! Mais ils ne l'entendent pas ! ». à qui la faute ?

La chrétienté n'a peut-être jamais été plus vivante que là où l'on persécute les chrétiens, et elle ne paraît jamais plus menacée que là où l'Eglise est libre et le clergé encore riche. Elle survit en Pologne, dans la moitié de l'Europe ; elle recommence à respirer en Chine et même en Guinée, mais partout ailleurs, elle est malade ou elle dépérit. Mais elle ne périra pas d'elle-même : ce sont les clercs qui l'ont condamnée !

« Lève-toi et marche », disent les évêques aux catholiques de France.

donc pas, le cri de la misère universelle ! Ils ne confondent donc que leurs bœufs ! Ils n'ont donc jamais vu se lever, face à face, un visage bouleversé ?

Vous vous « attristez » de la prolifération des sectes. Elle est pourtant votre œuvre, elle témoigne à l'évidence de ce besoin que vous ne voulez pas connaître, qui ne vous intéresse plus et qui est le désir de Dieu.

Au milieu de vous un homme a gardé la foi. Né dans un pays de chrétienté, fidèle à son pays et à ses clochers, Jean-Paul II croit encore à ces choses fortes et simples : la prière, la contemplation, la justice, la patrie. Dans ce monde où le nom du Seigneur est bafoué, il est la cible vivante. (Qui songerait à tirer sur vous ? Le prince de ce monde sait bien que vous ne lui ferez aucun mal !) Mais l'évêque de l'Eglise qui est à Rome (comme vous dites dans votre jargon) ne peut faire à lui seul tout le travail qui incombe à l'Eglise. Ne pouvez-vous donc l'aider ?

Peut-être faudrait-il se réjouir de l'irrésistible déclin de l'Eglise. Pour que l'idée de Dieu puisse reprendre forme et figure, germer dans toutes les couches d'une humanité remodelée, peut-être est-il bon que s'efface tout ce fatras institutionnel qui n'a rien à voir avec l'Evangile ? Peut-être est-il bon que s'effacent, au profit d'autres mieux adaptés aux besoins de ce monde, ces ordres qui, autrefois, furent combattants et missionnaires, mais dont les plus brillantes recrues passent au monde avec armes et bagages ? Peut-être est-il bon que l'Eglise-institution dépérisse ?

De grandes épreuves attendent cette Eglise qui se berce d'illusions et de mots creux, risque de faire perdre la foi au peuple des baptisés qu'elle avait mission d'amener au port. Lorsque aucun fidèle n'entrera plus dans une église, les derniers clercs continueront à jacasser sur la catéchèse et à parler d'Eglise missionnaire quand l'Eglise tout court aura cessé d'exister. Mais à défaut d'une purification par l'épreuve que nul ne peut souhaiter (nous en avons connus des exemples : le sang des martyrs des Carnes a suscité l'Eglise de Lacordaire, d'Ozanam et de Sœur Rosalie), on peut toujours espérer la conversion des pasteurs défilants — ou leur

(\*) Ecrivain, auteur notamment de la *Foi des anciens jours et celle des temps nouveaux* (Payot, 1977).

relève par des laïcs démunis de tout, sauf de foi. Déjà, en marge de l'Eglise établie, d'innombrables communautés vivantes recouvrent en silence la parole du Christ. Laissez-les vivre !

Sept cent millions d'hommes croient encore en Jésus crucifié. Cessez de les désemparer ! Taisez-vous ! Laissez la parole germer en silence dans les cœurs que vous n'avez pas su combler !

P.S. — A peine ai-je écrit ces lignes que je m'interroge. Ai-je le droit de peiner des hommes et des femmes admirables, des prêtres engagés dans tous les combats pour la survie, vivant une existence proche du dénuement et donnant l'exemple de grandes vertus ? Je n'ai aucun titre à parler. Sinon celui-ci : je crois, envers et contre tout, malgré moi, que Jésus est venu dans le monde pour le sauver et que l'Eglise qui est en France — aujourd'hui se conduit comme si elle voulait le perdre. Mais qu'en pensent les chrétiens ?

(1) Message de l'Assemblée plénière des évêques de France à l'ensemble des catholiques de France, 1<sup>er</sup> novembre 1981.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux Accessoires - Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2<sup>e</sup> étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30

malgré l'absence de...  
L'Élysée met l'accent sur...  
Le président de la République...  
Le ministre des Affaires étrangères...  
Le directeur de cabinet...  
Le directeur de la presse...  
Le directeur de la culture...  
Le directeur de la santé...  
Le directeur de l'éducation...  
Le directeur de l'intérieur...  
Le directeur de la justice...  
Le directeur de la défense...  
Le directeur de la coopération...  
Le directeur de la recherche...  
Le directeur de la technologie...  
Le directeur de l'énergie...  
Le directeur de l'environnement...  
Le directeur de la communication...  
Le directeur de la sécurité...  
Le directeur de la police...  
Le directeur de la gendarmerie...  
Le directeur de la justice...  
Le directeur de la défense...  
Le directeur de la coopération...  
Le directeur de la recherche...  
Le directeur de la technologie...  
Le directeur de l'énergie...  
Le directeur de l'environnement...  
Le directeur de la communication...  
Le directeur de la sécurité...  
Le directeur de la police...  
Le directeur de la gendarmerie...

De nombreux...  
Le président de la République...  
Le ministre des Affaires étrangères...  
Le directeur de cabinet...  
Le directeur de la presse...  
Le directeur de la culture...  
Le directeur de la santé...  
Le directeur de l'éducation...  
Le directeur de l'intérieur...  
Le directeur de la justice...  
Le directeur de la défense...  
Le directeur de la coopération...  
Le directeur de la recherche...  
Le directeur de la technologie...  
Le directeur de l'énergie...  
Le directeur de l'environnement...  
Le directeur de la communication...  
Le directeur de la sécurité...  
Le directeur de la police...  
Le directeur de la gendarmerie...  
Le directeur de la justice...  
Le directeur de la défense...  
Le directeur de la coopération...  
Le directeur de la recherche...  
Le directeur de la technologie...  
Le directeur de l'énergie...  
Le directeur de l'environnement...  
Le directeur de la communication...  
Le directeur de la sécurité...  
Le directeur de la police...  
Le directeur de la gendarmerie...



Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### LA PREMIÈRE VISITE DU PRÉSIDENT CHADLI A PARIS

#### L'Élysée met l'accent sur la « solidité de l'amitié » avec l'Algérie malgré le contentieux sur les entrées en France

Le président Chadli Bendjedid est arrivé à Paris ce vendredi 17 décembre, accompagné de trois ministres, MM. Ahmed Taleb Ibrahim (affaires étrangères), Abdelhamid Brahimi (plan et aménagement du territoire), Belkacem Nali (Énergie et industrie pétrochimique) et de deux conseillers, le Dr Amlanour et M. Dries

Jazairi, petit-fils de l'émir Abd el Kader. Il a été accueilli à l'aéroport par M. Mitterrand, qui a tenu à se déplacer personnellement, ce qu'il ne fait que pour les visites d'État, alors que le président algérien effectue une simple escale de travail d'environ quatre heures.

France en faveur des personnes condamnées lors de la guerre d'Algérie. L'important, c'est que la voie à une visite officielle soit ouverte. M. Vauzelle a toutefois admis qu'il existe bien quelques problèmes, posés entre autres par le refus de certains ressortissants algériens. « Mais, dit-il, c'est un point de contentieux minuscule par rapport à l'ensemble global ». Il note les convergences existant entre les deux pays en politique étrangère et sur le plan économique. Il rappelle aussi le protocole de coopération signé en juin 1982 et les accords structurels conclus sur l'habitat et sur les transports. Il constate que le montant des contrats aura atteint cette année 10 milliards de francs, contre 4 milliards en 1981. Il annonce, enfin, que le ministre de l'Agriculture, M. Edith Cresson, se rendra à Alger début janvier - le 7 en principe - pour signer un accord sectoriel dont on se plaît à souligner l'ampleur au vu des travaux préparatoires.

« Depuis mai 1981, le climat politique a changé entre les deux pays et il le demeure, de même que la confiance. Cela étant, il peut y avoir, comme avec tous les alliés, des points de contentieux, mais un point ne remet pas en question toute une amitié. S'il y a des problèmes, les deux chefs d'État ont la volonté politique de les régler », a déclaré M. Vauzelle.

Ces points, ce sont principalement, précise-t-il, les rapatriements

de fonds des pieds-noirs, la question des refoulements et l'affaire des visas (Le Monde du 17 décembre). A ce propos, M. Vauzelle rappelle que la France est confrontée à une grave crise de l'emploi. Il importe donc, dans l'intérêt de tous, d'établir un contrôle de l'immigration clandestine, qui ne concerne pas uniquement l'Algérie, mais aussi la Tunisie, le Maroc et d'autres pays. Il précise que la France est « en train de mettre au point une politique » concernant l'accès des étrangers sur son territoire et que « cela n'est pas facile ». L'esprit de cette réforme est le suivant : « La France a la volonté politique de protéger ses travailleurs, tout en demeurant à la pointe du combat pour la défense des droits de l'homme ».

#### « Affiner le contrôle aux frontières »

Tandis qu'à Tunis le journal La Presse publiait une déclaration de M. François Autain, secrétaire d'État français aux immigrés, affirmant qu'il n'y aura pas de visa (d'entrée en France) pour les ressortissants des pays du Maghreb en 1983 (nos dernières éditions du 17 décembre), M. Vauzelle faisait état d'un communiqué du premier ministre précisant que la France cherche à trouver « une formule moins contraignante que celle des visas », dont les modalités techniques sont « en cours de délibération ».

De son côté, M. Djamel Houhou, ambassadeur d'Algérie, dans une déclaration à TF 1, a cherché à atténuer l'impression qui s'était dégagée de son interview à Antenne 2 (Le Monde du 17 décembre). Tout en confirmant que le problème des refoulements est « très grave », il a déclaré : « Entre Paris et Alger, c'est la lune de miel dans plusieurs domaines... ».

Il a mis l'accent sur l'importance des rapprochements et annoncé que les contrats qui seront signés dans les trois prochains mois atteindront quelque 30 milliards de francs.

PAUL BALTA.

### Plus de 800 000 immigrés algériens

Selon les dernières statistiques, les Algériens présents en France sont au nombre d'environ 816 000, femmes et enfants compris. Quantitativement, ils constituent la première communauté étrangère installée dans l'Hexagone.

Les premières arrivées de travailleurs algériens remontent au début du siècle et à la guerre de 1914-1918, avec l'apport d'un grand nombre de « travailleurs coloniaux ». En 1922, le mouvement reprend (environ 50 000 entrées). De 1922 à 1924, le nombre des travailleurs immigrés algériens atteint 90 000, et le flot ne sera interrompu que pendant la grande crise des années 30 et au cours de la guerre de 1939-1945.

Quand survient la dépression de 1929, les Algériens sont durement touchés : 42 000 retours au pays cette année-là, 43 900 en 1930. Un décret suspendit les entrées en France montrant déjà à quel point ces travailleurs étrangers sont vulnérables en période de difficultés économiques. Malgré tout, une part importante de l'immigration algérienne antérieure restera sur place, puis une nouvelle vague, la troisième, gagna la France de 1935 à 1939.

Après 1945, les industriels européens ont à nouveau besoin de main-d'œuvre pour remplacer les millions d'hommes disparus au cours de la guerre. En France, la reconstruction puis l'expansion réclamèrent une immigration plus massive encore qu'en 1918. Le solde migratoire avec l'Algérie sera, jusqu'à l'indépendance, toujours positif, l'année 1958 mise à part. Le recensement approximatif de 1954 dénombre 212 000 Algériens en France : dix fois plus qu'en 1946, en un vingtième de la population algérienne.

Après l'indépendance, l'émigration, devenue un phénomène structurel des relations franco-algériennes, surviva à sa cause première. L'exode algérien vers la France sera d'autant plus important et d'autant plus anérchique qu'après les troubles de l'immédiat après-guerre, précurseurs de l'insurrection, Paris avait accordé aux Algériens, considérés comme citoyens français, une liberté totale de circulation entre leur pays et la France : cette clause sur la liberté de circulation ne sera dénoncée par la France qu'en 1964. Puis se conclurent jusqu'en 1974 une série d'accords entre Paris et Alger, qui créèrent notamment quatre catégories d'immigrés algériens, dotés d'un statut particulier. Enfin, les accords de décembre 1971 réduisirent, à l'initiative de la France, le contingent annuel des primo-immigrés algériens de 35 000 à 25 000. Mais tous ces accords sont devenus caducs le 19 septembre 1973 après une série d'incidents et de meurtres racistes, notamment à Marseille : Alger suspendit l'émigration de ses travailleurs vers la France.

Malgré tous les obstacles, la communauté algérienne en France a continué de progresser. Elle était passée de 350 000 personnes en 1961 à 755 000 dix ans plus tard (contre 695 000 Portugais et 589 000 Italiens), avec plus de la moitié d'actifs (50 % dans le bâtiment et les travaux publics, 25 % dans la métallurgie et les industries mécaniques, 15 % dans le textile et la chimie). Les Français musulmans (70 000 harkis en 1962) avaient, de leur côté, pratiquement triplé leur nombre. Cette croissance peut s'expliquer par le taux élevé de natalité chez les Algériens : en moyenne trois enfants par famille. Les problèmes posés par la « deuxième génération » - déchirée entre deux cultures et en butte aux difficultés d'emploi qui frappent les jeunes - sont particulièrement aigus. — J. B.

■ M. M. Hamed Yazid, chef de la mission de la Ligue arabe à Paris, a exprimé jeudi 16 décembre, à l'issue d'une réunion des ambassadeurs arabes en France, « l'inquiétude des ambassadeurs devant l'ampleur des refoulements vers le Maghreb et le caractère discriminatoire et arbitraire des mesures prises ». Il a ajouté : « Je souligne de nouveau mon étonnement devant l'amalgame créé par certaines déclarations d'autorités françaises quant aux mesures au problème de la lutte contre le terrorisme. L'ampleur des refoulements vers les trois pays du Maghreb a atteint un seul intolérable et prend de plus en plus un caractère raciste hétéroclite profondément par les ressortissants marocains, tunisiens, algériens et arabes ».

En lui offrant un bijou pour Noël, vous ne pouvez pas vous tromper. Parmi tous les bijoux de la création Fred, nous trouverons le sien. Celui qu'elle-même aurait choisi parce qu'il lui ressemble. Et si vous songez à d'autres cadeaux, sacs, bagages, pendules, boîtes à jeux, vous les trouverez tous au "6 Royale" de Fred. Notre catalogue peut vous être adressé sur simple demande.

**FRED**  
Jocillier

6, rue Royale, Paris 8°. Tél. 260.30.65.  
Le Claridge, 74 Champs-Élysées - Hôtel Méridien, Paris.  
Aéroport d'Orly - La Croisette, Cannes.  
Hôtel Loews, Monte-Carlo - Hôtel Byblos, Saint-Tropez.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills, Houston, Dallas.

### LA FIN DU VOYAGE DE M. SHULTZ EN EUROPE

#### ● MADRID : les nouveaux dirigeants espagnols seraient d'accord pour le maintien des bases américaines.

De notre correspondant

Madrid. — Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, a quitté Madrid jeudi 16 décembre pour Londres, apparemment satisfait des assurances qui lui ont été données par ses hôtes espagnols sur leur « loyauté » à l'égard de l'Occident. Il a annoncé que le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, avait accepté une invitation pour une visite officielle à Washington, vraisemblablement en juin.

« Le président Reagan m'a envoyé ici pour exprimer son appui aux valeurs démocratiques de l'Espagne qui sont particulièrement évidentes après les récentes élections », a affirmé M. Shultz dans une conférence de presse. C'est un thème sur lequel il a insisté durant les vingt-quatre heures passées à Madrid. Il s'agissait d'effacer la fâcheuse impression laissée ici par son prédécesseur, M. Haig, qui avait qualifié de « problème intérieur » la tentative de putsch manqué du 23 février 1981. M. Shultz a tenu à souligner que son gouvernement n'avait nullement fait preuve d'« appréhension » devant la première victoire de la gauche en Espagne depuis près de cinquante ans.

Ses interlocuteurs se sont attachés à lui démontrer qu'une telle crainte n'aurait pas eu de motif. Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Moran, a réitéré les propos tenus quelques jours plus tôt au conseil de l'Otan, affirmant que son pays maintiendrait tous les engagements découlant de l'alliance tant qu'il n'aurait pas définitivement fixé sa position à ce sujet. Le secrétaire d'État a affirmé que la décision appartenait aux Espagnols mais, a-t-il

dit : « Le problème de la modernisation des forces armées espagnoles est lié à l'appartenance de ce pays à l'OTAN ».

Un rapprochement semble intervenu sur le problème le plus épineux, celui de l'accord militaire signé en juin avec Washington par le gouvernement précédent. Il s'agit d'une nouvelle mouture d'un accord en vigueur depuis 1953 sur les quatre bases américaines en territoire espagnol. Le nouveau texte n'a pas encore été ratifié à Madrid. Les socialistes avaient exprimé le désir de le reconsidérer car il avait été rédigé dans l'optique - contestée par le parti de M. Gonzalez - de la participation de l'Espagne à la structure militaire intégrée de l'OTAN.

Les deux parties semblent, maintenant, d'accord de maintenir la substance du texte et de procéder seulement à quelques « ajustements techniques » destinés à éviter que son approbation par l'Espagne, puisse être interprétée comme entraînant l'intégration militaire de l'Espagne dans l'OTAN. Le gouvernement de Madrid pourrait proposer l'adjonction d'une annexe où il exprimerait ses réserves sur ce point.

Le tour d'horizon de la situation internationale auquel se sont livrés MM. Gonzalez et Shultz a permis une discussion approfondie sur l'Amérique centrale. Les États-Unis accordent beaucoup d'importance à la position du chef du gouvernement espagnol sur cette question, vu son influence au sein de l'Internationale socialiste.

THIERRY MALINIAK.

#### ● LONDRES : un débat houleux sur le désarmement a précédé l'arrivée du secrétaire d'État

De notre correspondant

Londres. — Le secrétaire d'État américain commence, ce vendredi 17 décembre, ses entretiens avec les dirigeants britanniques. A la veille de son arrivée à Londres, la Chambre des Communes avait tenu, à la demande de l'opposition travailliste, un débat d'urgence extrêmement houleux sur le désarmement. Ce problème, qui oppose conservateurs et travaillistes, apparaît de plus en plus comme le thème central de la prochaine campagne électorale.

La crainte de la guerre nucléaire, largement répandue dans le public, a été renforcée ces derniers temps à la fois par la proximité du déploiement des missiles « de croisière » et par la nouvelle d'un transfert partiel vers la Grande-Bretagne du quartier général des forces américaines en Europe en cas de conflit. Le débat a opposé le secrétaire au Foreign Office, M. Pym, et son collègue du « cabinet fantôme », M. Healey, qui apparaissent pourtant comme des modérés dans leur camp respectif. M. Pym paraît plus favorable au contrôle des armements que M. Thatcher, qualifiée par M. Owen (social-démocrate) de

« meilleur sergent recruteur de l'unilatéralisme », tandis que M. Healey ne partage pas l'enthousiasme de la majorité de ses amis travaillistes pour un désarmement nucléaire unilatéral.

L'opposition a demandé à M. Pym des assurances sur deux points essentiels : la consultation du Parlement avant la décision définitive de déployer les missiles « de croisière » américains (la Grande-Bretagne doit en accueillir cent soixante) et le droit de veto du gouvernement britannique sur leur utilisation. Sur les deux points, le secrétaire du Foreign Office a refusé de prendre des engagements, indiquant cependant que son gouvernement chercherait à obtenir une participation à la décision de mise à feu.

M. Pym a d'autre part minimisé les nouvelles propositions que les Soviétiques auraient faites à Genève dans les négociations sur les euro-missiles (Le Monde du 14 décembre). Le ministre britannique a déclaré qu'il ne s'agissait pas de propositions de M. Andropov, mais de simples « idées » agitées avant la mort de Brejnev. Il a répété que l'« option zéro » restait l'objectif du gouvernement britannique comme celui des États-Unis.

Enfin, M. Pym a opposé une fin de non-recevoir catégorique à M. Healey qui demandait que la force de frappe britannique soit incluse dans les négociations soviéto-américaines. Sur ce point Londres a adopté un point de vue identique à celui du gouvernement français.

DANIEL VERNET.

■ M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a démenti « catégoriquement », mercredi 15 décembre, qu'un accord soit intervenu entre la France et les États-Unis sur le commerce avec l'Union soviétique lors de la visite, mardi à Paris, du secrétaire d'État américain, M. Shultz. S'inscrivant en faux contre certaines informations, parues notamment dans la presse américaine, M. Cheysson, parlant à TF 1, a réaffirmé que la France « reste seule maîtresse » de sa politique - tant que sa sécurité n'est pas concernée -. Il a ajouté que la France acceptait de discuter avec les États-Unis des dossiers dont les Américains estiment qu'ils relèvent des questions de sécurité, alors que les Français pensent qu'ils n'en relèvent pas.

### Une douzaine de passagers sont refoulés à chaque vol au départ d'Alger vers la France

De notre correspondant

Alger. — « Le visa est un acte politique, pas administratif », nous dit un membre du gouvernement algérien. « Il ne faut pas confondre la liberté d'établissement et la liberté de circulation », commente un responsable français de la coopération. « Une solution a été trouvée en ce qui concerne l'immigration des travailleurs, mais si maintenant on remet en question la possibilité de voyager facilement d'un pays à l'autre, toutes les perspectives ouvertes récemment risquent de se boucher ».

L'émol suscité par les rumeurs sur l'éventualité d'une obligation de visa pour les Maghrébins se rendant en France n'est pas limité aux milieux officiels. Cette affaire est devenue l'un des sujets d'interrogation de l'homme de la rue. Il suffit de se rendre dans les bureaux d'Air Algérie et d'Air France pour mesurer concrètement l'ampleur du problème, en cette période de fin d'année. Pendant les vacances d'été, il faut rester des mois à l'avance, pour une traversée avec son véhicule, sur les bateaux des deux compagnies, l'une algérienne, l'autre française, qui assurent des liaisons maritimes. Les embarquements en période de pointe donnent lieu à des scènes épiques : voitures aux galeries surchargées d'objets hétéroclites sur les quais de Marseille, montagne de cantines et de colis à l'embarquement des bagages à Orly.

Pratiquement, aucune limitation n'est instituée pour l'importation des biens de consommation par les voyageurs. C'est une « soupape de sécurité » pour l'Algérie, en proie à de nombreuses pénuries, et pour la France un marché qu'on ne prend en compte dans aucune statistique du commerce extérieur, mais non négligeable. Les sommes que les voyageurs algériens sont autorisés à dépenser à l'étranger n'étant guère à la mesure de ces emplettes, on peut considérer qu'une partie importante du salaire des travailleurs immigrés est consacrée aux achats faits par les personnes qui leur rendent visite.

Aux voyages familiaux mis à profit pour le renouvellement du matériel ménager et des garde-robes s'ajoutent ceux effectués pour des raisons médicales. La possibilité rassurante de traverser la Méditerranée en cas d'ennuis de santé n'est pas l'apanage des gens fortunés. Elle fait partie des habitudes de nombre de citoyens.

Il y a eu, ces douze derniers mois, quelque six cent mille entrées d'Algériens en France pour des voyages de caractère privé ou touristique, à l'exclusion de ceux effectués par les travailleurs immigrés ayant une

carte de résident. Il s'agit de passagers et non de passagers, la même personne ayant pu faire le même parcours plusieurs fois.

#### Limites des abus

Les autorités ont récemment pris des mesures pour limiter certains abus. Tout Algérien a droit à un passeport pour lui et les membres de sa famille. En pratique, il est difficile d'obtenir ce passeport si l'on ne peut justifier d'un travail fixe. De plus, les modifications intervenues il y a quelques mois dans l'allocation de devises ont gêné ceux qui tiraient profit de la revente de marchandises à l'occasion de voyages réussis. Ces mesures sont appliquées strictement, en même temps que le contrôle des certificats d'hébergement accordés par la France devient plus minutieux. Actuellement, au départ d'Alger, une douzaine de passagers en moyenne sont refoulés à chaque vol, ce qui pose de gros problèmes aux compagnies.

Pour assurer un trafic en pleine expansion en 1980 et 1981, Air France et Air Algérie ont multiplié les vols. Il y a six liaisons quotidiennes entre Paris et Alger, et une ou plusieurs liaisons hebdomadaires entre l'Algérie et les villes de Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nice, Strasbourg et Lille. Depuis janvier, les deux compagnies ont transporté 2,5 millions de personnes. Contrairement à une idée répandue à cause des embouteillages des périodes de pointe, le taux de remplissage moyen n'est plus que de 58 % cette année, à cause des refoulements par la police française et des mesures de contrôle prises par l'Algérie. Des vols à partir de villes de province ont été supprimés parce qu'ils faisaient perdre de l'argent aux compagnies.

Mettre un terme aux humiliations à l'occasion des refoulements arbitraires, prendre en compte des impératifs d'ordre public, qu'il paraît bien maladroite de mêler avec ceux de la lutte contre le terrorisme, ce sont là deux nécessités qui ne doivent pas conduire à des mesures hâtives qui seraient lourdes de conséquences.

« Entre l'Algérie et la France, la dimension humaine a été toujours omniprésente », note l'hebdomadaire Algérie Actualité dans un éditorial consacré aux refoulements. Ce qui est vrai de l'Algérie l'est de l'ensemble du Maghreb, une région qui, au taux actuel de croissance démographique, aura cent millions d'habitants d'ici à la fin du siècle, et avec laquelle les espoirs de coopération privilégiée dans le cadre du bilinguisme justifient des efforts d'imagination et de compréhension.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



# PROCHE-ORIENT AFRIQUE

## Liban

### Le président Reagan insiste sur l'urgence d'un désengagement

Un refus d'Israël de retirer ses troupes du Liban à la demande du gouvernement de Beyrouth ferait de celles-ci « des forces d'occupation », a déclaré le président Reagan dans une interview publiée par le *Washington Post* ce vendredi 17 décembre.

M. Reagan a renouvelé son appel au retrait du Liban de toutes les forces étrangères (syriennes, israéliennes) et « des restes de l'Organisation de libération de la Palestine » et estime que « retarder leur retrait, à présent, place ces pays dans une position d'armées d'occupation ».

M. Reagan a insisté sur l'urgence d'un désengagement au Liban. « Il est temps d'agir maintenant », a-t-il déclaré. « Une fois les forces étrangères sorties du Liban, s'il y a un suivi, nous pourrions poursuivre les négociations majeures pour réaliser la paix et éliminer tous les dangers qui ont mené au Moyen-Orient en ébullition pendant si longtemps ».

On apprend, d'autre part, que les gouvernements de Washington et de Beyrouth ont, le 16 décembre, signé deux accords aux termes desquels les États-Unis fourniraient 22 millions de dollars (en dons et en prêts) pour contribuer aux travaux de reconstruction et de soutien aux petites entreprises du Liban.

● A NEW-YORK, l'Assemblée générale de l'ONU a condamné à l'unanimité, jeudi, les massacres perpétrés en septembre dernier dans le camp palestinien de Sabra et Chatila, près de Beyrouth. Un autre texte qualifiant la massacre d'acte de génocide a été approuvé par 98 voix contre 19 et 23 abstentions.

L'Assemblée générale a également adopté par 87 voix contre 22 et 31 abstentions un texte appelant les États membres à restreindre leurs relations avec Israël tant sur le plan diplomatique qu'économique et culturel. Cette résolution, à laquelle se sont opposés les puissances occidentales, condamne la décision d'Israël d'annexer le Golan syrien et estime que l'État hébreu ne recherche pas la paix.

● A PARIS, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a reçu jeudi après-midi M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste libanais, en visite privée en France. L'entretien, d'une durée d'une heure, a porté sur les efforts diplomatiques de la France en vue d'obtenir le retrait des troupes étrangères du Liban et les opérations ponctuelles qu'elle envisage d'entreprendre dans le cadre de la coopération bilatérale, indiquée-on de source libanaise. Du côté français, on met l'accent sur le fait que M. Joumblatt, qui vient d'échapper à un attentat, est « le représentant d'une des composantes de l'opinion libanaise ». — (A.F.P., Reuter.)

● AU LIBAN, un adjoint du commandant dissident Saad Haddad, M. Ahmed Chitt, a été tué, le 16 décembre, à la suite de l'explosion d'une bombe dans sa voiture. M. Chitt, un officier de l'armée du Liban libre (organisation alliée d'Israël), était responsable du secteur de Nabatieh. D'autre part, le commandant Saad Haddad a décidé d'interdire l'activité des partis politiques au Liban-Sud, y compris du parti des phalanges libanaises et du mouvement chiite Amal. — (A.F.P.)

## SELON UN DIRIGEANT DE L'O.L.P.

### La création d'un gouvernement palestinien en exil est à l'étude

Une délégation du Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.), dirigée par M. Qais Abdel Kerim (dit Abou Leyla), membre du bureau politique, arrive ce vendredi 17 décembre une mission d'information en France. Elle a été reçue successivement par des officiels, des dirigeants des partis de la majorité ainsi que par ceux des principales centrales syndicales. Abou Leyla a plaidé auprès de ses interlocuteurs en faveur d'une action française plus vigoureuse destinée à faire aboutir un règlement du conflit palestinien. Il a indiqué à ce propos que la résistance palestinienne examinait la possibilité de constituer un « gouvernement révolutionnaire en exil » qui serait chargé d'entamer des négociations de paix. Le dirigeant du Front démocratique a donné au cours d'une conférence de presse, tenue jeudi soir 16 décembre, les précisions suivantes :

● Les principaux dirigeants de l'O.L.P., réunis récemment à Aden, ont décidé, « malgré leurs divergences idéologiques et politiques », de faire des résolutions du sommet de Fès la base de leur stratégie diplomatique. M. Georges Habache,

président du F.P.L.P., a notamment souscrit à ces engagements.

● Un compromis entre le texte de Fès et le projet de paix de M. Reagan serait possible si les États-Unis reconnaissent la représentativité de l'O.L.P. et le droit du peuple palestinien à un État souverain.

● L'un des principaux objectifs de l'O.L.P. dans la phase actuelle est d'élargir son audience internationale, y compris en Israël, « où le mouvement populaire en faveur de la paix ne cesse de se développer ». Abou Leyla a confirmé « la décision prise au plus haut niveau » d'engager un dialogue avec « tout Israélien qui admettrait le principe de la création d'un État palestinien et reconnaîtrait la représentativité de l'O.L.P. ».

Dans la Galerie commerciale au 26, Champs-Élysées

**AMANDINE**

vous propose

son assortiment de chocolats belges

une vraie folie !

le kg 98 F

ouvert le dimanche de 14 h 30 à 19 h 30

**VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?**

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

**DAUDE**

72 bis, av. de Wagram, 17<sup>e</sup>

227-88-54/763-34-77

AVANT FERMETURE POUR TRANSFERT

**fouks**

4, RUE DE SÈVRES-PARIS-6<sup>e</sup>

LIQUIDATION TOTALE

par autorisation préfectorale (loi du 30/12/1905)

SON PRÊT À PORTER DE LUXE POUR FEMMES

OUVERT DE 9 HEURES 30 A 19 HEURES

## Afrique du Sud

### Une trentaine de membres de l'A.N.C. ont été arrêtés au Swaziland

Une trentaine de membres de l'A.N.C. (Congrès national africain) ont été arrêtés, jeudi 16 décembre, au Swaziland, nous signale notre correspondant à Johannesburg. Patricia Claude, en soulignant que le petit royaume frontalier de la République sud-africaine coopère étroitement avec Pretoria.

D'autre part, le représentant sud-africain aux Nations unies a indiqué, jeudi soir, que son gouvernement ne paierait pas d'indemnités au gouvernement du Lesotho pour le raid du 9 décembre contre, a-t-il dit, « les terroristes de l'A.N.C. opérant à partir du Lesotho ». Dans une résolution adoptée la veille à l'unanimité, le Conseil de sécurité de l'ONU avait notamment demandé à Pretoria d'« indemniser totalement » les familles des victimes et les pertes occasionnées par ce raid.

De son côté, le ministre sud-africain des affaires étrangères,

M. « Pik » Botha, a affirmé que M. Joe Klue, attaché à l'ambassade d'Afrique du Sud à Londres, « rappele par son département et non en tant que membre du parti » (le *Monde* du 17 décembre) avait obtenu « d'importantes informations concernant les violences que l'A.N.C. planifiait contre l'Afrique du Sud ».

De son côté, un porte-parole de la police sud-africaine a démenti que M. Klue appartenait à ses services, alors qu'à Londres, des sources informées ont indiqué que M. Klue était un sous-officier de la police secrète sud-africaine.

A Paris, enfin, quelque cent cinquante personnes se sont rassemblées jeudi, en fin d'après-midi, devant l'ambassade d'Afrique du Sud pour protester contre l'apartheid et réclamer la grâce de six condamnés à mort appartenant à l'A.N.C. et détenus en Afrique du Sud.

## Kenya

### La cour martiale juge sans désenpanner les conjurés du 1<sup>er</sup> août

La cour martiale spéciale chargée d'instruire le procès des acteurs du coup d'État avorté du 1<sup>er</sup> août a prononcé deux nouvelles condamnations à mort, celles des caporaux Odira Ojide et Edward Orwa Momo, membres de l'armée de l'air. La première condamnation à mort, le 24 novembre, avait été celle du caporal Injani Njeremana.

## De notre correspondant

Nairobi. — Les conjurés avalèrent quelques gouttes de sang, dissoutes dans un verre d'eau, avant de prononcer un serment inspiré des rites en vigueur chez les combattants mau-mau qui luttaient il y a trente ans pour l'indépendance du Kenya. Par cette cérémonie initiatrice scella le recrutement des hommes qui tentèrent, sans succès, le 1<sup>er</sup> août dernier de renverser le régime du président Arap Moi. On dit ce détail au capitaine d'aviation Mwambura. Celui-ci paraissait récemment comme témoin devant l'une des cours martiales qui siègent sans discontinuer à Nairobi depuis près de trois mois. Ce capitaine est un témoin-clé un peu particulier puisqu'il joua dans l'affaire le rôle de l'« homme de paille » infiltré parmi les conjurés sous ordre des services spéciaux. Approché par les journalistes, il avertit ses supérieurs et le chef de l'aviation kenyanne, le général Kariuki en personne, qui, affirmant à deux reprises « être au courant », refusa d'en discuter avec lui. Devant l'indifférence de ses chefs, le capitaine dut tenir son rôle et dissimuler son jeu jusqu'au bout. Il parvint, dernier exploit, à convaincre les putschistes d'abandonner une mission de bombardement sur Nairobi au profit d'une simple mission d'intimidation. D'où le survol apparemment mystérieux de la capitale, le matin du coup, par deux chasseurs F-5, qui repartirent aussitôt vers la base de Nairobi. Le comportement des chefs de l'aviation reste à ce jour inexplicable. Leur négligence fut pour le moins coupable. Le général Kariuki fut démis de ses fonctions et arrêté. Passera-t-il en cour martiale ?

Les défaillances des services de renseignements sont aussi criantes. Plusieurs responsables de haut rang ont été mis à la retraite ou mutés d'office. Le chef de la police, M. Ben Gethi, est détenu. Mais jusqu'à présent un seul officier de la police militaire a été condamné à un an de prison. Peine clémence si on la compare à celles qui ont frappé le menu fretin. Plus de sept cents aviateurs — soit près du tiers de

l'ancienne armée de l'air — ont déjà été condamnés à des peines allant de l'exclusion des forces armées et vingt-cinq ans de détention.

## Les mobiles du complot

Premier Kenyan reconnu coupable de trahison depuis l'indépendance du pays, le caporal Injani, vingt-sept ans, s'est vu infliger la peine de mort (le *Monde* du 26 novembre). Combien de militaires subiront-ils le même sort ? Pour l'instant, seuls deux civils sont inculpés de trahison : M. Raila Odinga, fils du vieux dirigeant de l'ethnie Luo Oginga Odinga, et un journaliste du *Sunday Standard*, M. Makonyango. On ignore tout de leur éventuelle participation au complot. M. Oginga Odinga, quant à lui, est assigné à résidence depuis le 12 novembre à Kisumu, troisième ville du Kenya. En outre, deux responsables étudiants purgent une peine de dix ans de prison. Soixante-quatre autres seront jugés en janvier ou février pour « sédition ».

Grâce aux révélations du « capitaine-espion », on en sait un peu plus sur la préparation du coup et les mobiles des conjurés. Ceux-ci ourdissaient leur complot depuis mars — soit cinq mois avant le coup — époque à partir de laquelle ils tinrent des réunions périodiques à ce sujet. Ils obéissaient à des motivations à la fois corporatistes et politiques. Ils entendaient protester contre les bas salaires et l'absence de concertation dans l'armée de l'air, mais aussi dénoncer les détentions sans jugement et l'officialisation du parti unique. Ils se seraient réclamés des révolutions prétérielles survenues au Ghana et au Libéria.

Les audiences en cours martiale laissent encore bien des questions sans réponse. Combien d'aviateurs ont-ils réussi à échapper aux ruses de l'armée et à trouver refuge à l'étranger, notamment en Tanzanie ? Quel était le degré réel d'implication de civils ? Ont-ils vraiment financé l'achat d'armes ? Le caractère ethnique du complot était-il déterminant, comme tendrait à le faire croire une répression ayant pris pour cible privilégiée l'ethnie Luo ? Y a-t-il eu des ingérences étrangères ? Les prochaines semaines apporteront sans doute leur lot de révélations. On a le sentiment que le pouvoir laisse filtrer les seules informations qu'il a préalablement passées au crible.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

# AMÉRIQUES

## Argentine

### Violente manifestation à Buenos-Aires contre le régime

(Suite de la première page.)

Les leaders politiques, venus en très grand nombre et visiblement émus par la ferveur populaire, avaient du mal à se frayer un chemin au milieu d'une foule de plus en plus compacte.

Le ton monta rapidement sur la place. La marche péroniste et les slogans propres à chaque organisation politique furent en peu de temps remplacés par les cris de « Assassins ! Assassins ! », « Lâchez ! Lâchez ! », « Fils de pute ! », tandis que les manifestants chantaient en chœur : « Qu'ils s'en aillent ! Qu'ils s'en aillent ! ».

Les hélicoptères de la police qui survolaient la place étaient accueillis par les huées de la foule et par des gestes obscènes. Au milieu de cette effervescence, les dirigeants de la Multipartite, manifestement dépassés par les événements, déposèrent une gerbe au pied de la Pyramide de la liberté et abandonnèrent les lieux discrètement, après avoir distribué un document demandant la remise du pouvoir aux civils « au plus tard le 12 octobre 1983 ».

Les incidents éclatèrent lorsque de jeunes manifestants mirent le feu à une moto de la police. Les forces de l'ordre ripostèrent aussitôt par des tirs de grenades lacrymogènes qui ne firent qu'exciter davantage les militants de la J.P. et des groupes d'extrême gauche qui constituaient les premières files des manifestants. Ceux-ci revendiquèrent les barrières métalliques et avancèrent vers la porte principale du palais présidentiel. Une avalanche de pierres s'abattit au même moment sur les policiers et sur la façade de la Maison Rose. Les forces de l'ordre ripostèrent alors brutalement. La police montée fit son apparition tandis que les grenades lacrymogènes pleuvaient sur la foule. Au milieu des cris, de la fumée et des feux allumés pour contrecarrer l'action des gaz, les manifestants se mirent à courir en direction des rues adjacentes. C'est à ce moment que se produisit l'épisode qui a coûté la vie à un jeune homme d'une vingtaine d'années. Un policier en civil, bondissant d'une voiture, tira sur lui à bout portant, le blessant mortellement.

Plusieurs centaines de manifestants, armés de morceaux de bois, affrontèrent encore la police montée, l'obligeant à plusieurs reprises à reculer. Ils se replièrent finalement

vers l'avenue de Mai, brisant sur leur passage vitrines et téléphones publics. Les combats de rue continuèrent jusqu'à la place du Congrès, les forces de l'ordre n'hésitant pas à arroser de grenades lacrymogènes le siège de l'U.C.R. (Union civique radicale) et du parti intransigent. Ce n'est que tard dans la soirée que le calme revint dans le centre de la capitale.

Le secrétaire d'État à l'Intérieur, le général Carlos Cerda, a rejeté sur « plus de trois mille éléments infiltrés » la responsabilité des incidents survenus au cours de la « Marche pour la démocratie ». « Il s'agit d'activités qui ne croient pas en la démocratie », a-t-il affirmé. Le chef de la police fédérale, le général Salsain, a été plus précis encore. Selon lui, les désordres sont le fait d'un groupe de Montoneros et de militants du parti socialiste des travailleurs (P.S.T.), de politique ouvrière (P.O.), tous deux d'obédience trotskiste, et du parti communiste révolutionnaire, de tendance maoïste.

Les dirigeants de la Multipartite ont, de leur côté, diffusé un communiqué dans lequel ils rendent les autorités responsables de « la répression indisciplinée et démesurée » et exigent que ces dernières « fassent concrètement l'opinion publique sur les auteurs des provocations ». Quel qu'il en soit, le fossé entre le régime militaire et le reste de la population s'est considérablement élargi le 16 décembre.

JACQUES DESPRES.

● Le Parlement européen a demandé aux Nations unies d'instituer une commission d'enquête internationale « après le massacre par les troupes guatémaltèques de quinze mille personnes, en dix-huit mois ». Les Dix, outre vivement condamné, jeudi 16 décembre, à Strasbourg, « les actions criminelles des autorités guatémaltèques », ont demandé l'envoi d'une délégation pour examiner la nature de l'aide dont le Guatemala a besoin. L'Assemblée a aussi critiqué l'attitude du Mexique qui a renvoyé un millier de réfugiés que l'armée guatémaltèque a massacré après qu'ils eurent été relâchés. Le représentant de la commission de Bruxelles a déclaré qu'une aide immédiate d'environ 1,3 million de dollars allait être envoyée au Haut Comité des Nations unies pour les réfugiés.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

● LA POSITION DE MOSCOU. — Dans un long éditorial, le premier depuis de longs mois sur ce sujet, le *Pravda* a rappelé, le 16 décembre, les positions de l'U.R.S.S. sur les conditions d'un éventuel règlement en Afghanistan. Le journal affirme que « la révolution en Afghanistan est irréversible », réitère le soutien de l'Union soviétique au gouvernement de Kaboul, et fait porter l'entière responsabilité de la poursuite des combats sur le Pakistan et les pays occidentaux. « L'U.R.S.S. poursuit l'éditorial, est intéressée à ce que l'Afghanistan reste neutre et non aligné et demeure son bon voisin ». La question d'un retrait des forces soviétiques, dit encore le *Pravda*, ne pourrait être discutée que dans le cadre d'un accord général entre l'Afghanistan et ses voisins.

### Etats-Unis

● DEUX BOMBES DE FORTE PUISSANCE ont endommagé jeudi 16 décembre des bureaux de la compagnie aérienne South African Airways et de la société d'information L.B.M. à New-York. Les attentats n'ont fait aucune victime mais ont causé d'importants dégâts aux bâtiments. — (A.F.P.)

### Ghana

● ALERTE AUX FRONTIÈRES. — Les populations frontalières et celles de la région d'Accra ont été mises en garde contre une éventuelle invasion étrangère du pays, a annoncé, jeudi 16 décembre, Radio-Accra. Le chef de l'armée de terre, le brigadier Arnold Quaimoo, a affirmé que toutes les forces armées avaient été placées en état d'alerte. — (A.F.P., Reuter.)

### Irak

● LES MOUDJAHEDIN IRAKIENS ont revendiqué l'attentat qui a eu lieu dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 décembre, à Bagdad (le *Monde* du 17 décembre), contre l'agence nationale

irakienne d'information INA. « Cet attentat a été réalisé par le martyr Abou Fadai, qui s'est jeté avec une voiture contenant 400 kilos de T.N.T. contre le bâtiment de l'agence », a déclaré un porte-parole de ce mouvement d'opposition qui a ses bureaux dans la capitale irakienne. « L'opération a été baptisée Conseil supérieur de la révolution islamique irakienne », a-t-il précisé. Ce conseil, regroupant les principaux mouvements d'opposition irakiens, a été créé à Téhéran au début du mois de novembre. Les moudjahedins irakiens avaient revendiqué la responsabilité de l'attentat suicide à la voiture piégée contre la ministère irakien du plan, le 4 août dernier.

### Madagascar

● LE CALME EST RETABLI A ANTANANARIVO. — Le calme est revenu, jeudi 16 décembre en fin de matinée, à Antananarivo, après les incidents qui ont opposé, tôt dans la matinée, les forces de sécurité aux partisans de M. Monja Jansa, assigné à résidence la veille (le *Monde* du 17 décembre). Aucune scène de pillage n'a été signalée. Mais les magasins sont demeurés fermés et d'importantes forces de sécurité ont occupé les points stratégiques de la capitale. — (Reuter.)

### Zimbabwe

● DEUX FILS DE L'ÉVÊQUE MUZOREWA ARRÊTÉS. — La police a arrêté deux fils de l'ancien premier ministre, l'évêque Muzorewa, a annoncé, jeudi 16 décembre, l'agence zimbabwéenne de presse Ziapa, citant un porte-parole du gouvernement. MM. Wesley et Chido Muzorewa, arrêtés à leur domicile mercredi soir, sont soupçonnés d'avoir violé la loi sur la sécurité en vigueur au Zimbabwe. Selon certaines informations circulant à Harare, des plongeurs auraient trouvé, au fond d'un lac, deux jeunes hommes. — (A.F.P.)

**Cadeaux de Noël et du Nouvel An**

**PARADIS**

(Paris 10<sup>e</sup>)

30 boutiques vous attendent.

Porcelaine-Cristal-Orfèvrerie

**BESTIAL**



CHINE

# A travers les steppes de Mongolie intérieure

## II. - Éleveurs et pasteurs de nouveau à l'honneur

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Comme leurs ancêtres, des centaines de milliers de Mongols nomadisent encore dans les vastes steppes. Regroupés en brigades et en bannières (« le Monde » du 17 décembre), ils sont devenus minoritaires dans leur propre région.

Huhehot. - Au mois de septembre de l'année dernière, les étudiants mongols de l'université de Huhehot, la capitale de la Région autonome de Mongolie intérieure, commençaient une grève des cours. Suivi bientôt par les élèves d'autres instituts de la ville, le mouvement devait durer plusieurs semaines. Selon des informations difficiles à vérifier, il se serait même étendu, pendant un temps, à d'autres villes de la province.

Quelles sont les raisons de cette agitation sur laquelle la presse chinoise centrale, jusqu'à ce jour, a observé le plus complet silence, mais dont on admet, sur place, la réalité ? Les explications varient selon les interlocuteurs. Un responsable du bureau pour les affaires des nationalités, M. Zhao Yubin, y voit, pour sa part, « le résultat direct de la révolution culturelle ». Selon lui, la population de la Région autonome, pendant ces « dix ans de troubles », pour reprendre la formule consacrée, se serait accrue de cinq millions de personnes venues d'autres provinces. Notre « expert » en matière de nationalités ne dit pas que cet apport extérieur de population était destiné, dans l'esprit des dirigeants de l'époque, à renforcer puissamment la présence han face à la minorité mongole. Mais il admet qu'un certain nombre de nouveaux venus, surtout des jeunes, ont eu un comportement qui a alimenté les frictions. En particulier, les « gardes rouges » expédiés dans les zones de pâturage ont, par inexpérience et par ignorance, « détérioré la prairie », créant ainsi des « conflits » avec la population mongole locale. D'autres sources, moins officielles, sans nier les méfaits de la révolution culturelle, ne font pas remonter aussi loin les causes des récents troubles. Selon ces témoignages, le mécontentement des étudiants mongols aurait été provoqué par la ligne délibérément laxiste adoptée peu de temps auparavant par le pouvoir central à l'égard de l'immigration han vers la Région autonome. Au cours d'une réunion, tenue en juillet 1981 à Pékin, en présence de M. Zhao Hui, premier secrétaire de Mongolie intérieure, le secrétaire du parti avait admis qu'il convenait désormais de ne plus procéder à des transferts massifs de population vers les bannières mongoles. Mais, simultanément, il se serait refusé à adopter une politique de blocage de l'immigration, estimant qu'il serait difficile d'empêcher les déplacements naturels des personnes.

D'autre part, le parti, dans sa directive n° 28, adoptée à l'issue de la même réunion, aurait reconnu la justesse du principe préconisant la promotion de cadres des minorités nationales dans les zones où celles-ci sont prépondérantes. Mais, en même temps, il aurait recommandé la nomination d'un « cadrement han », là où cette ethnicité est minoritaire. Autrement dit, dans les zones urbaines les plus peuplées.

La protestation des étudiants - soutenue par une pétition sur laquelle ses signataires, selon une

vieille tradition mongole, auraient apposé leur nom en cercle afin d'empêcher l'identification des meneurs - n'a pas fondamentalement modifié l'attitude du parti. Mais elle a, malgré tout, attiré l'attention sur la nécessité d'un contrôle plus strict de l'immigration sauvage. Désormais, les responsables d'unités économiques devront s'efforcer de trouver sur place la main-d'œuvre nécessaire - exception faite, toutefois, pour le personnel spécialisé, qui pourra être recruté à l'extérieur, en fonction des besoins. Il apparaît aussi, à en juger du moins par certaines explications recueillies sur place, que ce sont dorénavant les unités administratives de base ou les entreprises qui devront présenter aux instances supérieures des demandes de main-d'œuvre justifiées par leur plan de développement, alors que, jusqu'à une date récente, c'est l'inverse qui se produisait. Sans tenir compte de la situation sur le terrain, le centre favorisait ou tolérât des mouvements de populations, laissant ensuite aux autorités locales le soin de les canaliser au mieux.

### Tradition gauchiste

Cette inflexion sensible d'attitude avait été précédée d'un changement beaucoup plus net en matière économique. La stratégie maoïste consistant, ici comme dans toute la Chine, à « prendre les céréales comme axe », quelles que soient les particularités régionales, a été abandonnée. Ses conséquences sur la qualité des sols avaient été désastreuses, aggravant le danger de désertification qui menace une vaste partie de la région. A sa place lui a succédé une ligne qui met en avant l'élevage et la sylviculture ainsi que la diversification de la production industrielle et artisanale. Engagée avec plus ou moins de détermination de la part des responsables locaux dès 1979-1980, cette nouvelle politique a été affirmée avec vigueur dans le document n° 28, auquel le *Quotidien du peuple* s'est référé indirectement, mais très explicitement, à plusieurs reprises depuis la fin de l'année dernière (1).

Cette orientation, est-il dit quelque peu imprudemment, devrait être suivie pendant vingt ou trente ans. A moins long terme, l'objectif est de permettre à la Région autonome d'atteindre, dans un délai de cinq ans, un niveau en valeur de la production industrielle et agricole jamais atteint jusqu'à et, d'ici dix ans, de la hisser au rang des provinces les plus avancées du pays. En 1990, le cheptel devra compter 100 millions de bêtes contre 40 millions actuellement. Ainsi, estime-t-on, la Région pourra-t-elle rivaliser avec la République populaire de Mongolie, située dans l'orbite soviétique, et par rapport à laquelle elle est aujourd'hui, reconnaissance, plus arriérée.

Il faut, bien entendu, dans ces projections hardies, faire la part de l'utopie. Force, toutefois, est de reconnaître, d'une part, que cette politique était une nécessité absolue si l'on voulait que la Mongolie intérieure cesse, selon une expression habituelle, d'être une « grande zone sinistrée ».

L'imposer ne paraît pas, cependant, avoir été une tâche facile. Le

*Quotidien du peuple* n'écrivait-il pas, au printemps dernier, que « la Mongolie intérieure, qui a été l'objet de sabotages graves durant les dix années de désordres intérieurs, sort pour l'essentiel, après trois années de lutttes ininterrompues, d'une période de convalescence » (2) ? La tradition gauchiste semble, en effet, s'être maintenue assez longtemps dans cette marche septentrionale de la Chine que le pouvoir politique et l'armée considéraient encore en 1977 presque uniquement comme une « muraille anti-impérialiste et anti-révolutionnaire ». Et, aujourd'hui encore, on admet à Huhehot que l'influence « de gauche » est toujours présente dans la région.

Entre autres excès, les animateurs de la révolution culturelle avaient commis l'erreur de sous-estimer gravement la question nationale. Cela avait conduit, en 1969, à snupper la Mongolie intérieure de la moitié de son territoire, qui avait été rattachée aux trois provinces de Mandchourie (Heilongjiang, Jilin, Liaoning). L'un des premiers gestes accomplis envers les Mongols après le tournant de troisième plan du comité central du P.C. chinois en décembre 1978 fut donc de rétablir la Région autonome dans ses frontières antérieures. Ce qui fut fait en juillet 1979.

Il convenait, d'autre part, de réhabiliter les victimes de la révolution culturelle. Celles-ci se répartissaient en trois catégories : les membres de la prétendue « clique antiparti d'Ulanfu », personnage historique du mouvement communiste en Mongolie et qui est, aujourd'hui, l'un des vice-présidents du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire à Pékin ; les partisans du « contre-courant de février » (3) et, enfin, ceux du « parti des nouveaux Mongols », héritiers apparentement d'un parti communiste mongol fondé en 1958 par des éléments nationaux mécontents de la politique chinoise. Au total, selon une statistique officielle, 790 000 personnes auraient été, pendant ces années de troubles, arrêtées, critiquées ou exilées : 130 000 auraient subi des sévices corporels, et 22 900 en seraient mortes (4).

### Cicatriser les blessures

La volonté affirmée par le nouveau pouvoir, à partir de 1978-1979, de cicatriser les blessures laissées par cette période a modifié le climat politique, malgré des résistances locales de la part de cadres hants. Cette volonté s'est traduite, par exemple dans le domaine de l'enseignement, par un certain nombre de mesures concrètes. Dans les établissements d'enseignement supérieur, le taux annuel d'admission des étudiants issus des minorités nationales se situe actuellement entre 20 % et 25 % de l'ensemble, alors que les Mongols et les autres minorités ayant encore une existence reconnue dans la région (Dawors, Elunchins, Huis, Mandchous) représentent seulement environ 12 % de la population.

Sept écoles de formation d'instituteurs pour les écoles primaires et moyennes en langue mongole ont été

ouvertes depuis 1979, date à laquelle trois instituts supérieurs destinés aux Mongols ont été fondés : une école normale, un collège médical et un institut spécialisé dans l'étude de la langue mongole. Des classiques ont été réédités, comme, par exemple, la célèbre *Histoire secrète des Mongols* (5), qui était devenue introuvable. Il n'en reste pas moins que 60 % des titres publiés en mongol par les Editions du peuple à Huhehot sont des traductions en chinois et que les tirages restent peu élevés. Quant à la langue mongole, s'il est clair que son emploi ne fait plus tomber sous l'accusation de « déviationnisme », elle reste essentiellement la langue des pasteurs et non celle des citadins.

Sur le plan économique, la priorité donnée à l'élevage s'est accompagnée de mesures complémentaires, telle une exemption d'impôts pendant trois ans, à partir de 1980. Les systèmes d'intéressement à la production et à la responsabilité familiale ou individuelle sur une partie du cheptel ont été généralisés. Ils sont en vigueur aujourd'hui, sous diverses formes, dans 98 % des bri-

gades, nous a dit un responsable. Il s'est ensuivi une amélioration notable du niveau de vie des éleveurs. Leur revenu annuel moyen par tête aurait dépassé 300 yuans en 1981, soit 100 yuans de plus que celui des agriculteurs (un yuan vaut environ 3,70 FF).

La Mongolie intérieure n'en reste pas moins l'une des provinces les moins avancées de Chine, terriblement soumise aux rigueurs climatiques (grands froids comme en 1978, sécheresse en 1981), qui ont des

conséquences désastreuses sur l'élevage. Le produit industriel et agricole de la province par habitant est presque sept fois inférieur à celui de Pékin et ne représente que les deux tiers de la moyenne nationale (6).

Mais il existe aussi une autre Mongolie, plus industrielle, plus moderne, moins authentique, hélas ! Est-ce le prix à payer pour le développement ?

### Prochain article :

#### BAOTOU : CŒUR D'ACIER

(1) Notamment les 7 et 11 novembre 1981 et le 25 mars 1982 : l'un de ces articles indiquait que ce document était « d'une longue portée pour l'édification de la Mongolie intérieure ».

(2) 25 mars 1982.

(3) Le « contre-courant de février » désigne la contre-attaque lancée à la fin du mois de février 1967 par une fraction de l'appareil du parti contre les excès spontanés de la révolution culturelle.

(4) Il faut noter que l'acte d'accusation rendu public le 20 novembre 1980 contre la « bande des quatre » avait rendu responsables deux de leurs « principaux complices » : Kang Sheng et Xie Fuzhi (anciens responsables de la sécurité) de la persécution en Mongolie intérieure de seulement - si l'on peut dire - 346 000 personnes et de la mort de

16 222 d'entre elles. Ces actions auraient été menées, toujours selon l'acte d'accusation, dans le cadre de la répression contre les partisans du « Parti révolutionnaire du peuple de Mongolie intérieure », autre nom, semble-t-il, du parti communiste mongol clandestin.

(5) *L'Histoire secrète des Mongols*, dont l'original en mongol est perdu, est une chronique qui remonte au treizième siècle. Elle couvre une période de cinq cents ans, retraçant l'histoire des principales familles de ce peuple jusqu'au règne de Gengis Khan. Il en existe une traduction française incomplète établie par le grand orientaliste Paul Pelliot.

Cf. : Paul Pelliot, *Œuvres posthumes*, tome 1, *Histoire secrète des Mongols*, Paris, Adrien Maisonneuve, 1959.

(6) *Liaowang*, n° 6, 1982.

# QUI A DÉCIDÉ DE TUER LE PAPE ?

Jean-Paul II était-il le garant de Walesa ?

Oui Existe-t-il une «Bulgarian connection» ?

Oui Y-a-t-il un lien entre la nouvelle

incarcération provisoire de Lech Walesa et l'attentat qui a failli coûter la vie au Pape ?

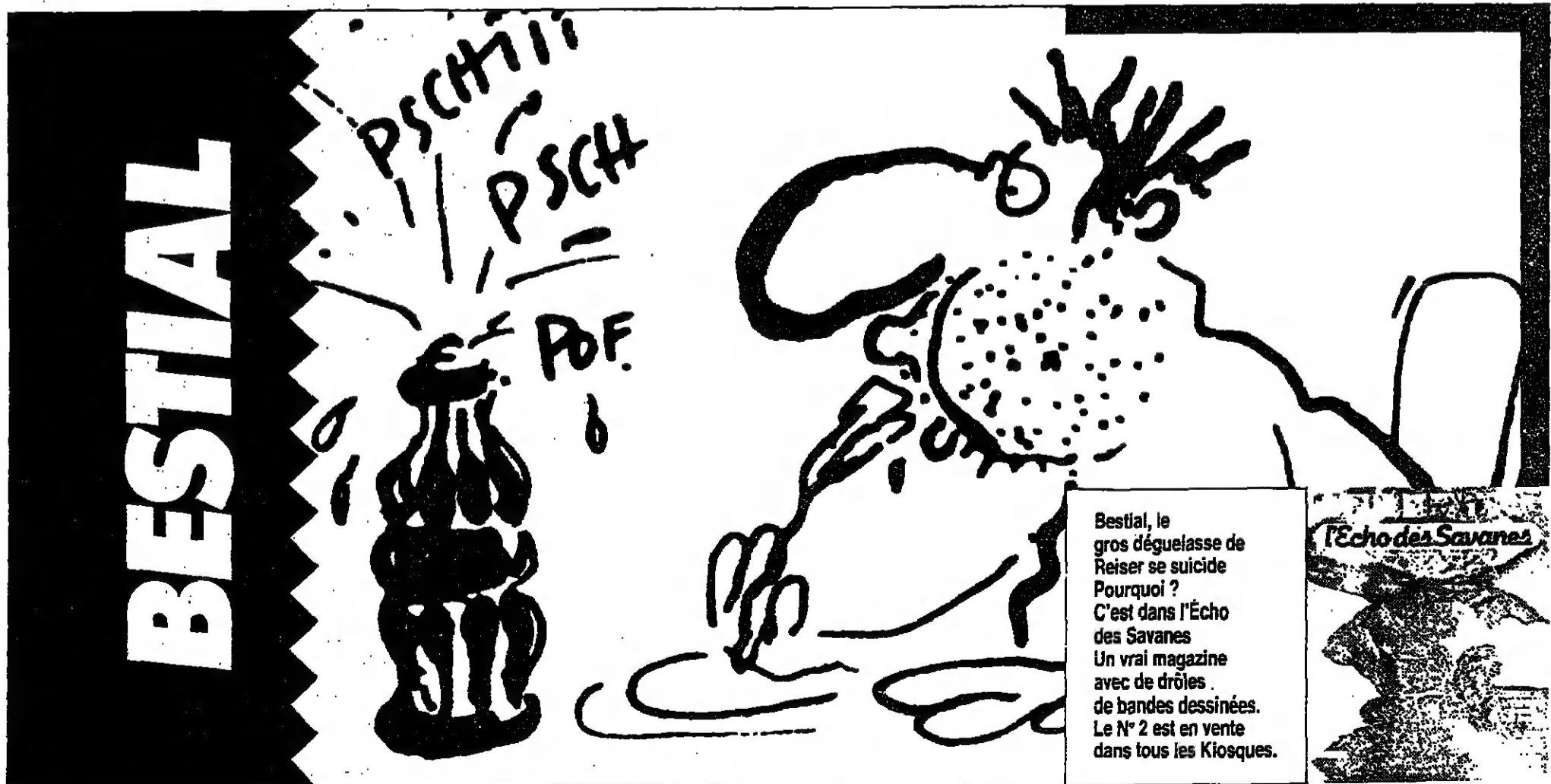
Oui

Oui, mais... La «piste Bulgare» est-elle vraiment la seule ? Qu'en pensent deux membres des services secrets français ? Qu'a découvert le juge chargé de l'affaire ? Le Nouvel Observateur a enquêté dans plusieurs pays pour savoir qui pouvait être derrière cette machination. Cette semaine, dans Le Nouvel Observateur, un dossier complet sur «l'attentat du siècle».

Au même sommaire : Un grand dossier sur Les nouveaux pauvres en 83 : des surprises !

## LE NOUVEL observateur

En vente dès aujourd'hui



Bestial, le gros déguelasse de Reiser se suicide Pourquoi ? C'est dans l'Écho des Savanes Un vrai magazine avec de drôles de bandes dessinées. Le N° 2 est en vente dans tous les kiosques.

l'Écho des Savanes



# EUROPE

## Pologne

### Les autorités s'efforcent de neutraliser M. Walesa

(Suite de la première page.)

Voilà un homme, Lech Walesa, que le pouvoir s'efforçait de faire passer à la fois une simple « personne privée » et un collaborateur opposant amené à merci. « Je parais », annonce l'ex-président de l'ex-Solidarité, et il fait mettre une ville en état de siège. L'avant-veille, puis la veille du jour dit, on lui envoie des convocations chez le procureur, espérant l'amener soit à se cacher, soit à aller de lui-même se faire placer en quarantaine. Il ne bouge pas de chez lui, refusant aussi bien de devenir un quelconque clandestin que d'obtempérer docilement. Il faut alors, jeudi matin à 10 h 20, se résoudre à le faire appréhender. On éloigne les journalistes massés sous ses fenêtres. Armes automatiques à la hanche, des miliciens, qui accompagnent un procureur, montent à son appartement muni du matériel nécessaire à en faire sauter la porte. Inutile : il l'ouvre et demande qu'on lui présente un mandat d'arrêter : « Vous avez déjà eu deux convocations. Cela fait assez de papiers comme cela ! », lui répond-on avant de l'emmener.

M. Walesa n'aura pu parler, mais le moins qu'on puisse dire est qu'il s'est fait entendre. A l'étranger, les journaux publient déjà (le Monde du 17 décembre) le discours qu'il avait préparé et les « radios occidentales » font connaître en Pologne ce texte de fidélité et de raison. Alors le pouvoir, trois jours plus tôt, avait voulu convaincre le monde de ses succès en « suspendant » l'état de guerre, les déclarations de protestation tombent maintenant d'une capitale après l'autre. Deux mots - « Je parais » - et la « personne privée » a repris le premier rôle et affirmé que la Pologne ignorait d'être soumise. Tour cela ne change rien aux rapports des forces, mais la victoire morale et politique est du côté de M. Walesa.

### Les journalistes au commissariat

Tandis qu'on l'emmène, on embarque courtoisement mais fermement tous les journalistes qui s'étaient aventurés près de son domicile. Regroupés dans un commissariat, ils s'entendent dire l'un après l'autre qu'ils devraient, « pour leur sécurité », ne pas se trouver l'après-midi dans les « points chauds ». « Cette date est pour cette ville chargée d'émotion », dit-on, par exemple, au correspondant du Monde, avant d'indiquer qu'il n'est pas impossible que les ouvriers du chantier cherchent à se regrouper devant le monument ou l'immeuble de M. Walesa.

14 heures : le célèbre portail numéroté 2 du chantier, celui qui s'ouvre sur l'esplanade où se dresse le monument. Les barreaux dessinent une zone interdite. On presse les ouvriers quittant le travail d'emprunter d'autres sorties offrant moins de tentation. Ceux qui persistent passent au goutte à goutte entre un double cordon de miliciens. Soudain, un petit

### Au Sénat

### M. CHEYSSON : une chape de plomb est tombée sur la Pologne

L'interpellation de M. Lech Walesa a été évoquée, jeudi 16 décembre, au Sénat, par M. Pierre Mauroy, qui répondait à des « questions au gouvernement ». Les sénateurs, à la demande de M. Chauvin (Val-d'Oise), président du groupe de l'Union centriste, avaient décidé, devant un groupe communiste très gêné, une suspension de séance pour protester contre cette mesure. A la reprise de séance, le premier ministre a déclaré notamment : « La situation en Pologne est inacceptable et je veux exprimer l'indignation du gouvernement. Lech Walesa représente pour la Pologne le mouvement vers davantage de droits, de libertés et d'espoir. On n'arrête pas le droit, la liberté et l'espoir. Le gouvernement français est du côté des droits, de la liberté et de l'espoir. »

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a apporté, après l'intervention du premier ministre, les précisions suivantes : « On nous avait laissé espérer un apaisement aux approches du triste anniversaire du 13 décembre : la Diète polonaise doit prendre position le 18 sur la proposition du général Jaruzelski. Ce qui a été décidé est, en définitive, très peu de chose. L'amnistie accordée est très étroite. Les mesures d'internement ne sont que suspendues. Le premier ministre a fait part de l'émotion que nous cause la nouvelle de l'interpellation de Lech Walesa par la police. Il ne s'agit pas d'une véritable arrestation. Toujours est-il qu'une chape de plomb est tombée sur le pays. La fausse lettre de Lech Walesa qui a été publiée là-bas montre ce qu'est un système policier. »

groupe sort en masse. Les miliciens s'éparpillent. Les barreaux, dans la confusion, se font moins étanches et laissent passer des habitants de la ville, bouquet en main, qui retrouvent au pied du monument plusieurs centaines d'ouvriers. Cela ne fait pas une manifestation - un petit millier de personnes en tout. La plupart des travailleurs du chantier sont sortis sans rien tenter, mais il aura fallu pour cela ce gigantesque déploiement de forces. Ce pouvoir, qui proclame si fort avoir rompu avec le passé du régime, a interdit que soient honorés les morts de 1970. Ce régime « populaire » a montré de lui-même qu'il ne l'était dans aucun des deux sens du terme. Après douze mois d'entreprise de « normalisation », ce n'est pas là non plus un succès.

### « Relevez vos visières »

Non loin, près de la gare, des grenades lacrymogènes sont tirées contre une foule dense, tendue, qui, derrière les barreaux interdisant l'accès au monument, stationne, insolente et butée. D'un mince cortège fusent avec force : « Libérez Lech ! », « Wojciech, bourgeois ! » (1), « Lech, avec nous ! ». A 16 h 30, dans l'église Sainte-Brigitte, celle des chantiers, pleine à craquer, la messe commence sous un chant patriotique. Les fidèles, comme à la revue, font le signe de la victoire. Le prêtre, l'abbé Janowski, appelle sans cesse à ne pas se laisser emporter par la passion.

Son sermon est si long qu'il est clair qu'il veut épuiser ses paroissiens avant de les rendre à la rue. Il n'en parle pas moins du « grain semé », qui, obligatoirement, portera ses fruits, même si l'on ignore comment. Il défend implicitement la politique du

primat en rappelant que l'Eglise a toujours lutté pour la nation, et déclenche un tonnerre d'applaudissements qui l'inquite en lançant à « nos frères qui ne sont pas ici » : « Relevez vos visières, relevez vos visières qui vous empêchent de voir et tendez-nous la main ! » pour que « Noël soit celui de la réconciliation ». Il cite encore - en « regretant qu'il n'ait pu être parmi nous » - Lech Walesa, qui lui a confié il y a peu : « Ma vie, je l'ai consacrée au peuple et à la nation. J'ai sept enfants, mais je lutterai pour les droits de l'homme et pour ceux de mes collègues ouvriers. (...) Nous avons de tous côtés gagné. (...) Car les accords (d'accord) existent, non seulement sur le papier mais dans l'âme de tous les citoyens. »

Nouveau petit cortège à la sortie de la messe. Nouvelle charge qui vaudra une rude bastonnade à l'envoyé spécial de l'A.F.P., Jen Kreuze. C'est fini pour cette journée si chargée de symboles passés et présents. M. Walesa est ramené chez lui. On l'a promis, confie-t-il, toute la journée en voiture. Il n'a donc pas été arrêté ni encore moins inculpé, mais on l'aurait tout de même interrogé un court moment sur des irrégularités financières opportunément découvertes mardi dans la comptabilité de l'organisation régionale de Solidarité pour Gdansk. Apparemment, les bandes magnétiques mystérieuses, les photos, parait-il, compromettantes, les fausses lettres ne suffisent pas déjà pour tenter de discréditer ce « citoyen comme les autres ».

BERNARD GUETTA.

(1) C'est le prénom du général Jaruzelski.

## Roumanie

### A LA CONFÉRENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE M. Ceausescu a mis l'accent sur la nécessaire austérité

La conférence nationale du P.C. roumain s'est ouverte le jeudi 16 décembre, à Bucarest. Cette réunion se tient régulièrement entre deux congrès et, contrairement à ces derniers qui définissent des orientations politiques et économiques pour cinq ans,

elle a pour objet une réflexion sur les options à plus long terme, ainsi que sur les éventuels ajustements des plans quinquennaux. M. Ceausescu, secrétaire général, a présenté le rapport d'ouverture. Il a insisté sur la nécessaire austérité.

De notre envoyée spéciale place assez modeste et le thème de l'histoire, au centre de toutes ses interventions il y a quelques mois, ne fut même pas abordé. Il a insisté sur la « justice de la politique du parti » à pour montrer que le mal ne vient pas du modèle roumain mais d'ailleurs : « Nous traversons, disait-il, une époque très agitée de secousses et d'orages économiques, politiques et militaires de grande envergure qui mettent les peuples à rude épreuve. Affrontant les vagues menaçantes provoquées par les tempêtes et le tremblement de terre, nous devons naviguer avec une très grande attention. »

M. Ceausescu sait où il peut trouver le soutien et l'absolution : dans le sentiment national des Roumains et leur confiance d'appartenir à un petit pays à la merci d'un grand, un petit pays menacé par la folie du monde et qui s'efforce avec son travail de tirer son épingle du jeu. Chaque phrase qu'il se termine par les mots d'indépendance et de souveraineté déclenche inmanquablement un tonnerre d'applaudissements, de même que la proclamation plus emphatique que de coutume de la renonciation à la dictature du prolétariat au profit d'une voie - ou du moins d'une formule - typiquement roumaine, celle de la « démocratie ouvrière révolutionnaire ».

Ce discours d'ouverture est d'abord un constat. M. Ceausescu admet que les objectifs du plan n'ont pas été remplis au cours des deux premières années et qu'ils ne le seront pas à l'issue de la période quinquennale. Il reconnaît implicitement l'échec de la politique d'industrialisation à outrance qui fut son œuvre et qui butte aujourd'hui sur le manque d'énergie et de matières premières. Il met en évidence, chiffres à l'appui, la disparité de développement entre le secteur industriel et le secteur agricole laissé pour compte, et il évoque par un euphémisme les piètres résultats dans le domaine de l'élevage, c'est-à-dire la pénurie de viande et de produits laitiers.

### Importés moins, exporter plus

Les Roumains qui ont déjà appris à se serrer la ceinture devront forcer d'un cran encore : on ne peut, leur dit le président, consommer plus que ce qu'on produit, ni même tout ce que l'on produit. L'augmentation escomptée de la production agricole devra aller d'abord à l'état, et la faiblesse tendance à l'autocommercialisation sera « énergiquement combattue ».

Ce constat étant dressé, les remèdes proposés ont au moins le mérite de ne pas donner dans la dema-

## Italie

### AVANT D'OBTENIR L'INVESTITURE DE SON GOUVERNEMENT M. Fanfani a estimé que la situation économique exige un « traitement urgent »

Rome. - Avec le vote de confiance de la Chambre des députés, jeudi 16 décembre, intervenant après celui du Sénat, le gouvernement Fanfani est pleinement investi de ses pouvoirs constitutionnels. Des votes sans surprise, qui reflètent la position de partis : la nouvelle majorité (démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates et libéraux), soit 349 voix, a voté la confiance, tandis que les communistes, les radicaux, la gauche indépendante et le M.S.I. (parti néofasciste) votaient contre (244 voix). Les républicains (15 voix) se sont abstenus, estimant que le programme économique de M. Fanfani ne constituait pas une solution de continuité par rapport à celui du gouvernement précédent de M. Spadolini. Une position qui témoigne d'une durcissement des rapports entre le parti de l'ex-président du conseil et le nouveau gouvernement.

Deux grands thèmes ont été abordés par le président du conseil dans sa réponse aux interpellations de ces derniers jours, l'affaire bulgare et les problèmes économiques. En ce qui concerne la Bulgarie, M. Fanfani a notamment déclaré : « Les faits disent désormais que le temps des hypothèses est achevé. Les faits parlent de constatactions que la magistrature a pu confirmer par une action tenace. »

Au cours du débat s'était manifestée une divergence entre les partis de la majorité : les socialistes, les

### De notre correspondant

sociaux-démocrates et les libéraux étaient partisans de l'adoption d'une ligne dure à l'égard de Sofia, tandis que les démocrates-chrétiens et les républicains (comme au demeurant les communistes) recommandaient la prudence. Tout en admettant implicitement une responsabilité de la Bulgarie et en soulignant que l'attentat contre le pape, s'il avait réussi, aurait été « le plus important fait déstabilisant de l'histoire mondiale de ces dernières soixante années », le président du conseil a cependant ajouté : « La conscience des implications de l'enquête judiciaire sur la sécurité intérieure, comme les questions internationales imposent de ne pas céder à l'impulsivité. »

Alors que doit s'ouvrir à la Chambre, lundi 20 décembre, un débat sur l'affaire bulgare, la déclara-

tion de M. Fanfani précise la position officielle de l'Italie : « D'un côté, conformément aux conclusions de la réunion du comité interparlementaire sur l'activité des services secrets qui s'est tenue mercredi, l'admission implicite d'une action aux contours encore mal précisés des Bulgares en territoire italien, et de l'autre, une volonté de garder la tête froide. »

Dans l'immédiat, l'ambassadeur d'Italie en Bulgarie, rappelé pour consultation, reste à Rome et va prendre des « vacances prolongées ». En fait, traitant de l'affaire bulgare après un examen de la situation internationale, M. Fanfani a replacé le problème dans un contexte plus large en soulignant : « Le renforcement de la solidarité passe par une entente renouvelée sur les questions fondamentales et notamment celle des rapports Est-Ouest. » Bien que les socialistes soient hostiles à ce qu'ils nomment la « politique du cynisme », alors que les démocrates-chrétiens pensent que la détente peut être préservée, M. Craxi a cependant approuvé la position médiane adoptée par le président du conseil.

En ce qui concerne la crise économique, M. Fanfani a souligné que le pays se trouve dans une situation réclamant un « traitement urgent ». Mais c'est surtout la prudence qui a caractérisé l'intervention du président du conseil, et l'on distingue toujours mal avec quel instrument il se veut redresser la situation, notamment le déficit budgétaire. Une première échec sera, en janvier, la conclusion des négociations entre patronat et syndicats sur l'échelle mobile des salaires. Ce n'est que dans le cas où un accord ne pourrait intervenir que le gouvernement se réserve de prendre des mesures d'urgence. Un programme qui est surtout le fruit d'un compromis à laborieusement négocié entre démocrates-chrétiens et socialistes qu'il semble difficilement réalisable.

PHILIPPE PONS.

### LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la liste officielle du quarante-troisième gouvernement italien de M. Amintore Fanfani :  
Président du conseil : M. Amintore Fanfani (D.C.) ;  
Affaires étrangères : M. Emilio Colombo (D.C.) ;  
Intérieur : M. Virgilio Rognoni (D.C.) ;  
Justice : M. Clelio Darida (D.C.) ;  
Mezzogiorno (développement du Sud) : M. Claudio Signorile (P.S.I.) ;  
Recherche scientifique : M. Pier Luigi Romita (P.S.D.S.) ;  
Fonction publique : M. Dante Schietroma (P.S.D.I.) ;  
Défense : M. Leio Lagorio (P.S.I.) ;  
Travaux publics : M. Franco Nicolazzi (P.S.D.I.) ;  
Postes et télécommunications : M. Remo Gaspari (D.C.) ;  
Participations d'Etat : M. Gianni de Michelis (P.S.I.) ;  
Commerce extérieur : M. Nicola Corbelli (P.S.I.) ;  
Tourisme : M. Nicola Signorile (D.C.) ;  
Santé : M. Renato Altissimo (P.L.I.) ;  
Affaires régionales : M. Fabio Fabbri (P.S.I.) ;  
Rapports avec le Parlement : M. Lucio Abis (D.C.) ;  
Protection civile : M. Loris Fortuna (P.S.I.) ;  
Questions européennes : M. Alfredo Biondi (P.L.I.) ;  
Budget : M. Guido Bodrato (D.C.) ;  
Finances : M. Francesco Forte (P.S.I.) ;  
Trésor : M. Giovanni Goria (D.C.) ;  
Instruction publique : M. Franco Falconio (D.C.) ;  
Agriculture : M. Calogero Mannino (D.C.) ;  
Transports : M. Mario Casali-novo (P.S.I.) ;  
Industrie : M. Filippo Pandolfi (D.C.) ;  
Travail : M. Vincenzo Scotti (D.C.) ;  
Marine-marchande : M. Michele Di Giesi (P.S.D.I.) ;  
Biens culturels : M. Nicola Ver-nola (D.C.) ;  
\* Confirmé dans son poste.  
\*\* Démission : un autre portefeuille dans le précédent cabinet.  
D.C. : démocrate chrétien ; P.S.I. : parti socialiste italien ; P.S.D.I. : parti social-démocrate italien ; P.L.I. : parti libéral italien.

## Union soviétique

### POURSUITE DE LA LUTTE CONTRE LA DISSIDENCE

Moscou (A.F.P.-U.P.I.). - Plusieurs arrestations de dissidents ont eu lieu récemment en U.R.S.S. D'après des informations de sources dissidentes, M. Lev Volokhinski, l'un des représentants du syndicat clandestin Union interprofessionnelle libre des travailleurs (SMOT), a été interpellé le 8 décembre, à Leningrad. Toujours selon des sources non officielles, M. Vladimir Kriski, un scientifique adepte de la secte Krishna, a été condamné la semaine dernière à quatre années de prison et à la confiscation de ses biens « pour avoir porté atteinte aux droits d'autres citoyens en manifestant en public ses sentiments religieux ». Enfin, un militant pacifiste, M. Oleg Radzinski, âgé de vingt-quatre ans, et récemment expulsé de l'université de Moscou, aurait été interné dans un hôpital psychiatrique.

Deux journalistes américains en poste à Moscou ont d'autre part été appelés à témoigner, jeudi 16 décembre, devant un juge d'instruction soviétique enquêtant sur une affaire d'émigration juive. M. Walter Winiewski, chef du bureau de l'agence U.P.I., et M. Robert Gillette, correspondant du Los Angeles Times, ont été convoqués séparément pour être interrogés par le procureur chargé d'instruire une affaire impliquant des juifs qui avaient demandé au chef de l'Etat israélien de les aider à sortir d'Union soviétique. Les questions qui leur ont été posées concernaient essentiellement leurs sources d'informations.

## Hongrie

### PERQUISITION CHEZ M. LASZLO RAJK

La police hongroise a saisi, mardi 14 décembre, au cours d'une perquisition, plusieurs machines à polycopier et des ouvrages édités sans autorisation et a annoncé, mercredi, l'agence officielle de presse M.T.I. Des « avertissements » ont été adressés aux propriétaires de ces appareils, ajoute M.T.I. La descente de police a eu lieu dans l'appartement de M. Laszlo Rajk (fils du ministre de l'Intérieur exécuté en 1949, après un procès forgé de toutes pièces). Tous les mardis, depuis deux ans, on y tenait une séance de lecture et on mettait en vente des samizdats. En septembre 1981, un raid semblable avait eu lieu.

Cette action succède à une vive attaque contre l'opposition, le Napszabadsag du 11 décembre reproche aux opposants et particulièrement à l'écrivain Gyorgy Konrad de « faire le jeu de la propagande occidentale ». Ce durcissement constitue peut-être un gage de fidélité idéologique au moment où, selon le Financial Times, la Hongrie a demandé des « changements qualitatifs » dans les relations économiques entre les pays du Comecon. M. Marjai, vice-premier ministre hongrois, a demandé, en inaugurant de nouveaux services commerciaux à Moscou, une telle modification en raison de la « situation » des économies des pays du Comecon.

En fait, les Hongrois souhaitent que le rouble transférable, qui sert de monnaie de compte seulement pour les transactions au sein du Comecon, devienne une véritable « monnaie convertible ». Or le rouble transférable ne permet même pas à un pays du Comecon qui dispose d'un surplus dans ses échanges avec un Etat du Comecon de l'utiliser pour des achats dans un troisième pays de l'Est.

CLAIRE TRÉAN.



**Vos yeux font confiance  
au n°1 de la TV et de la Vidéo.**

**Vos mains font confiance  
au n°1 de l'électroménager.**

**Vos oreilles peuvent faire  
confiance au n°1 de la Hi-Fi.**



La Hi-Fi chez Darty:  
Des grandes marques  
au prix Darty.



\* Darty 1<sup>er</sup> distributeur Français de TV, électroménager, Hi-Fi, vidéo. Source "La Distribution : ses coordonnées" édition 1982.

#### PARIS

8<sup>e</sup>: DARTY-sous-la-Madeleine  
11<sup>e</sup>: 1, avenue de la République  
11<sup>e</sup>: 25 à 35, boulevard de Belleville  
13<sup>e</sup>: Centre Commercial "Galaxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie  
14<sup>e</sup>: Centre Commercial "Gallie Montparnasse" - 68-80, avenue du Maine  
15<sup>e</sup>: Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle" - 71, quai de Grenelle  
17<sup>e</sup>: 8, avenue des Ternes  
18<sup>e</sup>: 128, avenue de Saint-Ouen

#### RÉGION PARISIENNE

78: Orgeval: Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest  
78: Paris 2: Centre Commercial "Paris 2" - Le Châtenay  
91: Les Ulis: Centre Cial "Les Ulis 2"  
91: Morsang-sur-Orge - 51, rue de Montlhéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)  
92: Asnières: "Carrefour des 4 Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309  
92: Châtillon: 151, avenue Marcel-Cochin - R.N. 306  
92: Boulogne: Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général-Leclerc  
92: Puteaux: Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"

93: Bagnollet: Porte de Bagnollet - Au pied du Novotel - 40, avenue Gallieni  
93: Bondy: 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3  
93: Aubervilliers: Centre "Panific" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Emile-Raynaud  
93: Noisy-le-Grand: Centre Commercial "Les Arcades" - Mairie-la-Vallée  
93: Pierrefitte: 102-114, avenue Léonie - R.N. 1  
94: Champigny: 10-12, av. R. Salengro - La Fourchette - R.N. 4  
94: Créteil: Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"  
94: Ivry: Centre Cial "Ivry bords-de-Seine" - 16, r. Westermeyer  
94: Thiais-Rungis: Centre Cial Régional "Belle Epine" - R.N. 7  
95: Cergy-Pontoise: Centre Régional "3 Fontaines"

#### OISE

60: Beauvais: Centre Commercial "Le Franc-Marché" - 2 à 4, place du Franc-Marché  
60: Creil: Centre Commercial de Creil-Nogent: 10, avenue de l'Europe

#### MARNE

51: Reims-Tinqueux: Zone artisanale du Moulin-de-l'Ecuille - Route de Dormans

**ET 36 AUTRES MAGASINS  
EN PROVINCE.**



Le Monde

# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

APRÈS LA DÉCISION DU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

### Les élus socialistes du Mans refuseront de figurer sur la liste du maire communiste

Les décisions du comité directeur du P.S., rattachant de dix-huit à onze le nombre de villes de plus de trente mille habitants où les socialistes tenteraient d'enlever la mairie au P.C.F., ont été accueillies favorablement par les communistes. M. Paul Laurent soulignant, toutefois, que les cas de Nîmes, Sevrans et Sartrou-

ville constituent une « difficulté ». Celle-ci devait être examinée, vendredi matin 17 décembre, au siège du P.S., par le groupe de travail P.S.-P.C.F. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., avait souligné, jeudi, sur Antenne 2, que les socialistes avaient « fait des

concessions » au P.C.F., en considération du « phénomène de patriotisme de municipalité qui se crée » autour du maire sortant, mais que le mandat des négociateurs socialistes était désormais « précis » pour « chacune des villes en discussion » (nos dernières éditions datées 17 décembre).

De notre correspondant

Le comité directeur d'abandonner Le Mans est contraire aux intérêts de la gauche dans cette ville.

Depuis le début de la journée, un vent de fronde soufflait chez les socialistes, à tel point que les adjoints socialistes sortants, tout comme le président de la communauté urbaine du Mans et les conseillers généraux du P.S., toutes tendances confondues, avaient vite fait savoir qu'ils n'étaient pas question, pour eux, de se présenter derrière qu'un « injus », ou voyant dans la décision du comité directeur une véritable « infamie ».

L'objectif, pour les socialistes, est de faire revenir le comité directeur de leur parti sur son « erreur ». M. Boulard n'a pas eu de mal à convaincre : « C'est une décision arbitraire, a-t-il déclaré, autoritaire, contraire à la démocratie, puisque, par trois fois, à la présidentielle, aux législatives et aux cantonales, l'électorat avait placé largement les socialistes devant les communistes ».

Certes, mais les électeurs communistes verraient-ils là une raison suffisante pour qu'on leur impose une liste de liste socialiste ?

« Nous n'avons jamais demandé cela », répliqua M. Boulard. Il ajouta : « Il est normal que les communistes souhaitent partir derrière leur maire. Ils devraient d'autant mieux comprendre les socialistes. Et, la main tendue : « Je leur demande de réfléchir et je leur propose loyalement : faisons une « primaire » au premier tour, après avoir scellé un pacte de non-agression. Nous pourrions, alors, nous rassembler, au second tour, en fonction de ce que le suffrage universel aura décidé. Les communistes estiment qu'il ne faut pas minimiser les chances de l'opposition, qui, si elle présente une liste unique, pourrait l'emporter dès le premier tour. Face à cette menace, le maire sortant reste, pour les com-

munistes, « en meilleure posture pour battre la droite ».

« Si le maire est si sûr de lui, qu'il accepte une « primaire », rétorqua M. Boulard. Ce n'est pas la main tendue, c'est un défi. Un défi que les militants socialistes souhaitent relever depuis longtemps. Aujourd'hui donc, le défi est double. Parce qu'elle a rasé la décision du comité directeur comme un canotier, la base se tient prête à imiter l'attitude des Bretons du Morbihan, qui avaient soutenu M. Jean Giovannelli aux élections législatives de juin 1981, contre la candidate désignée par la direction du P.S. M. Giovannelli n'est-il pas, aujourd'hui, apparemment au groupe socialiste de l'Assemblée nationale ? Les militants mancéux décidèrent, en assemblée générale, le 22 décembre, de l'attitude à adopter. Dans un salon de l'hôtel

munis, « en meilleure posture pour battre la droite ».

### D'une ville à l'autre

ALLIER

MONTLUÇON. — M. Albert Chaudard, député (P.S.), de l'Allier, adjoint au maire de Montluçon, a déclaré, jeudi 16 décembre, qu'il ne sera pas candidat sur la liste conduite par le maire sortant, M. Pierre Goldberg (P.C.), le comité directeur du P.S. n'ayant pas admis l'organisation d'une « primaire » avec le P.C.F. dans cette ville.

CORRÈZE

BRIVE. — M. Jean-Claude Casaling, député socialiste de la deuxième circonscription, conseiller général, conduira la liste de la majorité. M. Jacques Chaminade, P.C., ancien député, figurera sur cette liste qui affrontera celle du maire sortant, M. Jean Charbonnel, R.P.R. — (Corresp.)

TULLE. — C'est M. François Béal, R.P.R., conseiller général, qui conduira la liste de l'opposition. La deuxième place sera occupée par M. Georges Mouly, U.D.F., sénateur, conseiller général. Le maire sortant est M. Jean Combastel, député communiste de la première circonscription. — (Corresp.)

GARD

NÎMES. — M. Émile Jourdan, député (P.C.) du Gard, maire de Nîmes, où le comité directeur du P.S. a prévu une « primaire » entre socialistes et communistes, a rappelé, jeudi 16 décembre, que, dans les élections législatives de 1967 et de 1968, le P.C.F. avait en tête au premier tour, s'étant effacé en faveur de Georges Dayan (F.G.D.S.), et il a appelé les Nîmois à se mobiliser pour l'« union de la gauche autour de son maire ».

LOT

M. Jean Dumas, R.P.R., maire sortant de Gramat, et M. Alain Chataignol, R.P.R., maire sortant de Souillac, solliciteront le renouvellement de leur mandat.

PUY-DE-DOME

ISSOIRE. — M. Jacques Lavédrine, député socialiste de la troisième circonscription, conseiller général et maire sortant, sollicitera le renouvellement de son mandat à la tête d'une liste d'union de la majorité. Dans l'opposition, deux candidats se sont fait connaître : MM. Jean Grélier, P.R., ancien maire d'Issoire, et

PRECISION. — Dans l'article consacré au Front national (Le Monde du 15 décembre, page 8) nous écrivions que le Front national « pense » avoir, sur les listes d'opposition, des candidats bien placés, notamment à Nogent-sur-Marne sur la liste de M. Carcelon. Ce dernier, conseiller municipal (div. droite), tient à nous préciser que sa liste se veut « apolitique » et que, si des membres du Front national y participent, ce sera à titre individuel et non avec leur étiquette partisane.

RECTIFICATIF. — Une coquille a déformé le sens du commentaire que nous avons consacré, dans nos éditions du 17 décembre, à l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi de décentralisation outre-mer. Il fallait lire : « M. Cèzair a répondu avec humour aux alarmes des représentants des groupes R.P.R. et U.D.F. ». Avec « humour » et non avec « humeur ».

### U.D.F.-R.P.R. : un très large accord

Au terme de leur sixième réunion de concertation, le jeudi 16 décembre, au Sénat, les responsables des deux principales formations de l'opposition — MM. Chauvin, Gaudin et Pinton pour l'U.D.F., MM. Pasqua, Labbé et Pons pour le R.P.R. — ont estimé qu'ils étaient parvenus à un « accord très large » pour les élections municipales.

« Nous présenterons un front uni de listes uniques », ont précisé les deux délégations, qui ont examiné cas par cas la situation dans les deux cent trente et une villes de plus de trente mille habitants. Selon M. Pons, « dans cinq ou six cas, au maximum dix », des primaires auront lieu. Le secrétaire général du R.P.R. a ajouté : « Quelle que soit la profondeur de l'accord politique, il reste quelques problèmes de personnes qui seront résolus par un code de bonne conduite ».

Les responsables du R.P.R. et de l'U.D.F. n'ont pas voulu entrer dans le détail et donner les noms de villes, afin, selon M. Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, « de ne pas amplifier les problèmes ».

M. Adolphe Chauvin, président de l'intergroupe U.D.F. du Sénat, s'est déclaré « très satisfait » de la façon dont les conversations se sont déroulées. « L'union est réalisée, a-t-il dit, l'accord est total ».

Les deux formations sont convenues de présenter cet accord dans

les premières semaines de janvier avec une « certaine solennité ». M. Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., a souhaité que, avant l'officialisation de cet accord, l'union se traduise dans les faits, « de manière convenable », sur le terrain.

Interrogé sur l'éventualité d'un meeting réunissant à Marseille MM. Giscard d'Estaing et Chirac, M. Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et tête de liste à Marseille, a déclaré que « ce serait un grand honneur », mais qu'il en parlerait « le moment venu ».

Aucun nouveau rendez-vous n'a été pris par les négociateurs, qui ont mis à profit cette dernière réunion de concertation pour « examiner la situation de la majorité ». « On a beaucoup ri », a précisé M. Pasqua, président du groupe R.P.R. du Sénat.

### Trois sondages font apparaître une nouvelle dégradation de l'image de M. Mitterrand et de M. Mauroy

Selon le sondage mensuel publié par France-Solr daté 17 décembre et réalisé par l'IFOP du 7 au 14 décembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 896 personnes, 46 % des personnes interrogées se déclarent « plutôt » ou « très mécontentes » de M. Mitterrand comme président de la République. Si, le mois dernier, le pourcentage des mécontents était identique, celui des satisfaits tombait à 37 %. Ce pourcentage tombe à 37 % en novembre, 48 % (au lieu de 47 % en novembre) des personnes interrogées affirment être « mécontentes » de l'action de M. Pierre Mauroy comme premier ministre. Les opinions favorables, qui s'élevaient à 37 % le mois dernier, ne sont plus que de 33 %.

D'autre part, le Quotidien de Paris du 17 décembre publie un sondage mensuel réalisé par l'Indice Opinion du 1<sup>er</sup> au 7 décembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes : 50 % des personnes interrogées ont « plutôt une bonne opinion » de M. Mitterrand (au lieu de 52 % le mois dernier) et 47 % une « bonne opinion » de M. Mauroy (au lieu de 49 % en novembre).

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Michel Rocard reste en tête avec 53 % d'opinions favorables (au lieu de 59 % en novembre), et dans l'opposition M. Simone Veil, avec 54 % d'opinions favorables (au lieu de 51 % précédemment), devance M. Giscard d'Estaing (45 % d'opinions fa-

vorables) et M. Jacques Chirac (38 % au lieu de 37 % le mois dernier).

Enfin, le Matin du 16 décembre publie un sondage réalisé par Louis Harris entre les 29 novembre et 7 décembre auprès de 1 000 personnes. Par rapport à la précédente enquête, effectuée il y a deux mois, M. Mitterrand perd 6 points au total des jugements positifs que son action suscite (48 % au lieu de 54 %), tandis que les jugements négatifs augmentent de 3 points (41 % au lieu de 38 %). De son côté, M. Mauroy enregistre une baisse du pourcentage des Français « satisfaits » de « la manière dont il exerce ses fonctions » : 46 % au lieu de 49 % il y a deux mois, et une augmentation équivalente de ceux qui s'en déclarent « mécontents » (39 % au lieu de 36 %).

A l'exception de la politique étrangère, pour laquelle les Français font plus confiance au gouvernement qu'il y a deux mois (46 % au lieu de 42 %), les personnes interrogées sont plus sceptiques sur l'action gouvernementale : 34 % (soit - 4 points) lui font confiance pour la lutte contre le chômage et 59 % (soit + 3 points) ne lui font pas confiance ; 38 % (soit - 1 point) lui font confiance pour la lutte contre la hausse des prix et 55 % (soit + 1 point) ne la lui accordent pas ; 48 % (soit - 6 points) lui font confiance pour la lutte contre les inégalités sociales et 44 % (soit + 6 points) ne la lui accordent pas.

### UN DÉBAT SUR LES SONDAGES

#### M. Loncle met en cause certaines méthodes

Réunissant des élus et des responsables politiques, des professionnels de la communication, du marketing politique et des enquêtes d'opinion. Faites-le débattre, sous la houlette d'un journaliste, des sondages. Vous y entendrez beaucoup de critiques, quelques lieux communs, parfois des vœux pieux, de temps à autre des propositions, fréquemment des anecdotes.

Organisée par le groupe Information et Communication de l'Association des anciens sciences-po, jeudi 9 décembre, la discussion qui s'est engagée entre MM. Jean-Pierre Audour (vice-président d'Eurocom), Jacques Baumel (député des Hauts-de-Seine, délégué national du R.P.R., chargé de l'audiovisuel), Jean-Marie Lech (directeur général d'IPSOS), Gérard Le Gall (délégué général aux études politiques du P.S.), François Loncle (député P.S. de l'Eure, président de l'intergroupe d'étude des problèmes d'information à l'Assemblée nationale), Thierry Saussier (directeur d'images et Stratégie) et Albert Du Roy (journaliste), a mis en lumière la variété des méthodes. C'est M. Lech qui a constaté la publication de soixante-trois sondages (trente-huit politiques) dans les sept dernières semaines. Le phénomène, observe-t-il, s'amplifie depuis mai 1981 : avant le 10 mai, M. Giscard d'Estaing faisait l'objet de deux enquêtes régulières ; six sondages mensuels différents effectués par six instituts pour six journaux sont désormais réalisés sur M. Mitterrand. Pour M. Lech, cela traduit « un gigantesque besoin d'expressions ». Le nouveau marché est plus idéologique : les journaux se cachent derrière les sondages pour masquer leurs opinions », explique-

« Ce bombardement de sondages, conduit, poursuit M. Le Gall, à la désinformation ».

Il est vain de faire le procès des sondages [qui] répondent à un besoin de connaissance simplifiée et dont la multiplication est positive », estime M. Baumel. Après avoir mis l'idée de l'institution d'une Haute Autorité dans ce domaine, il se déclare hostile à l'interdiction de publication de sondages dans la semaine précédant une élection, disposition qu'il avait approuvée dans le cadre de la loi du 19 juillet 1977. En revanche, M. Loncle n'est pas hostile à cette interdiction au nom de la sérénité qui doit précéder le scrutin.

Sur ce point, les intervenants conviennent, avec M. Saussier, de la difficulté, voire de l'impossibilité, de mesurer l'impact des sondages sur l'opinion.

La mise en cause de la presse pour l'usage qu'elle fait des sondages (argument de vente), pour la manière dont elle traite et interprète les résultats jusqu'à en fausser le sens, n'est pas exclusive. M. Loncle a contesté aussi certaines méthodes des instituts. Il se réfère à un épisode dont il a été témoin : M. Robert Fabre, alors président du M.R.G., dont M. Loncle était alors lui aussi membre, souhaitait se voir citer parmi les personnalités politiques « propices au jugement des sondages ». M. Loncle rapporte qu'exprimant ce souhait au grand institut qui effectuait un baromètre mensuel de ce type (Le Soir pour le Figaro), il lui avait été répondu qu'en échange de commandes de sondages M. Fabre serait « un peu poncé au début ».

A. CH.

### cette semaine dans les nouvelles LITTÉRAIRES

EXCLUSIF : Sabra, Chatila : l'identité des assassins

ROCARD : une interview

GALLOIS : pour des missiles Pershing en France

T V : les clefs d'une crise

Jacques ATTALI  
Roger HANIN  
Ornella MUTI

### ASIE

Vient de paraître un catalogue de 64 pages de 2 630 livres anciens ou épuisés sur l'ASIE.

Envoi contre 20 F (déductibles du premier achat).

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75016 PARIS  
Tél. : 288-58-06 - 288-73-59.

هكذا في الامن



## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Adoption en deuxième lecture du projet de loi d'orientation des transports intérieurs

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 16 décembre, en deuxième lecture, le projet de loi d'orientation des transports intérieurs. La commission mixte paritaire n'ayant pu aboutir à un accord, les députés ont voté, pour l'essentiel, aux dispositions qu'ils ont adoptées en première lecture (le Monde des 14, 15, 16 et 17-18 octobre). Les députés ont notamment voté les articles nouveaux introduits par le Sénat.

M. Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, a souligné que la majorité sénatoriale a mis en cause les aspects les plus novateurs du projet. Il a, d'une part, précisé que la Commission des Communautés européennes a pris connaissance « avec intérêt » du projet gouvernemental qu'elle a approuvé. L'idée d'un schéma général des transports et « n'a pas été l'objet d'objection en la mission de service public du transport ». Dans la discussion des articles, l'Assemblée a notam-

ment rétabli les dispositions relatives au droit au transport et à l'existence du service public des transports. A l'article 8, elle a adopté une nouvelle disposition prévoyant l'inscription des transporteurs publics de marchandises, des loueurs de véhicules industriels destinés au transport, et des auxiliaires de transport, à un registre tenu par les autorités de l'Etat ainsi qu'à leur radiation en cas de manquements graves ou répétés à la réglementation des transports, du travail ou de la sécurité. A l'article 18, l'Assemblée a retenu la rédaction du Sénat modifiée par le gouvernement, qui prévoit que la gestion des filiales de la S.N.C.F. est autonome au plan financier dans le cadre des objectifs du groupe. Il est précisé que ces filiales ne peuvent notamment pas recevoir les concours financiers de l'Etat. A l'article 25, les députés ont rendu obligatoire l'établissement des plans de déplacements urbains.

## LES TRAVAUX DU SÉNAT

### QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

#### M. Mauroy répond au C.N.P.F.

Le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement ont répondu, jeudi 16 décembre, aux questions des sénateurs.

M. Mauroy a répondu à M. Le Grand (Gauche démocratique, Loire-Atlantique) qui l'interrogeait sur l'attitude du gouvernement face aux propositions faites par le patronat lors des états généraux de l'entreprise : « Tous les participants ont dit leur volonté de faire participer les salariés à la gestion de l'entreprise. Je m'en réjouis. Ils ont dit aussi leur volonté de développer les exportations par l'innovation et la qualité. Ils veulent faire mieux comprendre aux Français ce qu'est l'entreprise, je ne cesse de répéter qu'il faut réconcilier nos conceptions avec leur industrie ; mais nous devons nous convaincre qu'il n'y aura plus dans notre pays de progrès économique sans progrès social. Nous n'acceptons pas que se crée une nouvelle catégorie de prolétaires marginalisés. »

« S'agissant des charges des entreprises, notre orientation générale est connue : gouvernement, C.N.P.F. et organisations syndicales s'accordent sur le rôle de l'entreprise dans le redressement national. En se mobilisant contre le chômage, le C.N.P.F. se dit prêt à embaucher tous les jeunes sortant de l'école. Le gouvernement est prêt à définir les termes d'un engagement réciproque ; mais pour être acceptées, les propositions du C.N.P.F. ne sauraient aller contre nos orientations. Je souhaite que des contacts soient pris rapidement. »

« Il ne s'agit pas, a conclu M. Mauroy, d'ignorer la dialectique séculaire qui s'établit en France entre les chefs d'entreprise et les salariés, mais de faire qu'elle s'exprime dans l'intérêt général. »

#### La promesse de Decazeville

M. Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, répondant à M. Puech (R.I., Aveyron) au sujet du sort du bassin de Decazeville, a déclaré : « Le gouvernement est très soucieux de la situation de Decazeville. (...) Les petites entreprises bénéficient d'un financement particulier, avec le concours d'un cabinet sollicité d'intervenir pour faciliter les accords d'entreprises. En cinq ans, quarante-quatre d'entre elles créant deux cent quatre-vingt emplois moyennant 40 millions de francs d'investissement. Les Acieries et Fonderies de Decazeville re-

çoivent, en 1982, 70 millions de francs de fonds publics. La grève de la société d'exploitation sidérurgique de Decazeville va passer, le 1<sup>er</sup> janvier, à la Compagnie française d'acier spécial. »

« Mais il faut répéter que les investissements industriels, en 1981, étaient tombés à 62 milliards de francs ; depuis 1974, la progression de la production industrielle est tombée de 6 % à 1 % par an, moins que celle du P.I.B. ! Tous les bassins d'emploi sont touchés, le Nord, la Lorraine, l'Ouest... Nous ne réussirons que par une mobilisation générale créatrice d'emplois, ce qui ne peut plus être le cas de la sidérurgie. »

#### La loi Guermeur et les communes

M. du Luart (non-inscr., Sarthe), ayant reproché au gouvernement de ne pas imposer aux communes l'aide Guermeur aux écoles privées, M. Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, a souligné : « Vous faites état des communes qui ont refusé de payer, mais vous seriez surpris sans doute de connaître la liste de celles qui l'ont fait - parmi lesquelles Pau, Au Mans, Lannion, à Nantes même, la négociation aboutit. Notre position est parfaitement légitime : relisez l'arrêt Cordier du Conseil d'Etat en date du 1<sup>er</sup> mars 1939 ! Les instructions données aux secteurs prescrivent de faciliter le dialogue. (...) »

#### Les contrôles douaniers

M. Salvi (Union centr., Val-d'Oise), a évoqué un incident ayant affecté le président d'une délégation parlementaire suisse qui se rendait en France à l'invitation du Sénat et avait été interpellé pour avoir « passé » un cadeau destiné au président du Sénat. M. Defferre lui a répondu : « Les douaniers exercent leur contrôle par sondages. Un effort de simplification de formalités a été entrepris. La circulation des personnes doit aussi être contrôlée, car de nombreux travailleurs étrangers reçoivent la visite de parents ou d'amis, ce qui pose un problème délicat pour le contrôle aux frontières. Il faut éviter que de faux touristes, de faux visiteurs restent en France pour y travailler au noir. Cette question doit être réglée par des conversations avec les dirigeants des Etats concernés ; elle sera abordée avec M. Chadli, président de la République algérienne, qui arrive demain à Paris. »

### Un nouveau « non » au « projet Auroux » sur les comités d'hygiène et de sécurité et à la réforme de l'ENA

Le Sénat, par 182 voix contre 106, a repoussé en nouvelle lecture, jeudi 16 décembre, le « projet Auroux » sur les comités d'hygiène et de sécurité. En adoptant la « question préalable » sur proposition de M. Mossion (Un. centr., Somme), rapporteur de la commission spéciale, il a décidé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre la discussion d'une réforme jugée « dangereuse » et ouvrant la voie « à la dictature d'un syndicat sur l'entreprise ».

Les sénateurs ont ensuite adopté, en nouvelle lecture, une motion d'irrecevabilité repoussant une fois de plus, sur proposition du rapporteur, M. Hoeffel (Un. centr., Bas-Rhin), le projet de loi tendant notamment à élargir les conditions d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA).

La majorité sénatoriale a d'autre part repris, en nouvelle lecture, la plupart des modifications qu'elle avait apportées en première lecture au projet de réforme des études médicales et pharmaceutiques. S'adressant à M. Rabite, ministre de la santé, le rapporteur, M. Gouteyron (Un. centr., Haute-Loire), a dé-

claré : « Ce ne sont pas tant les dispositions de ce texte qui nous inquiètent que vos silences. »

Un peu avant deux heures du matin, vendredi, au terme d'une séance de nuit consacrée à l'examen du projet de loi de finances rectificatives pour 1982, le Sénat a adopté ce texte par 299 voix contre zéro et deux abstentions. Le projet voté, modifié, a été renvoyé devant une commission mixte paritaire.

Au cours de la discussion, M. Bin (Un. centr., Ardennes), rapporteur général, a affirmé : « les nationalisations, qui devaient permettre à la nation d'exercer un droit de regard sur les grandes entreprises, ont abouti à mettre le Parlement devant une demande de financement dont il ne peut connaître la destination précise. (...) Ce collectif, a-t-il conclu, s'adressant au ministre du budget, traduit les effets nocifs de votre politique, malgré un effort que je reconnais : vous avez freiné au bord du gouffre. »

Dans sa réponse, M. Fabius a souligné que le Parlement avait tous les moyens de contrôler les comptes des entreprises publiques.

### Les sénateurs communistes jugent que leur Assemblée est devenue une « entreprise de démolition »

Présidente du groupe communiste du Sénat, Mme Hélène Luc (Val-de-Marne) a dénoncé, jeudi 16 décembre, le comportement de l'opposition au Palais du Luxembourg, estimant que celle-ci utilise la majorité dont elle dispose « non pas comme une force (...) de proposition constructive, mais comme instrument de démantèlement ». La preuve en est, a-t-elle souligné, dans le rejet pur et simple des projets soumis aux sénateurs ou dans leur « dénaturation ».

Quant à la discussion budgétaire, M. Luc a observé que « la démagogie effrénée, la surenchère et l'irresponsabilité se sont concurrencées dans les intentions des groupes de droite, pour refuser au gouvernement de la France les moyens du fonctionnement de l'Etat. Alors qu'il s'agit de mobiliser le pays, afin de favoriser l'emploi et de revitaliser l'industrie nationale, la majorité de droite du Sénat n'a eu pour seule préoccupation que de défendre bec et ongles les intérêts des privilégiés de la fortune. (...) Loin d'être source de propositions constructives, le Sénat est devenu une entreprise de démolition, de critiques négatives et démagogiques. Il perd toute crédibilité. »

Après avoir énuméré les projets du gouvernement examinés par le Sénat, Mme Luc a relevé qu'ils vont « dans le bon sens, celui des engagements communs de la gauche », « même si tel ou tel aspect ne va pas aussi loin » que les sénateurs communistes l'auraient souhaité.

**Saint-Roy**  
172, FAUBOURG SAINT-HONORE  
**A OUVERT LA**  
**GALERIE DE L'OR**  
SUR 300 m<sup>2</sup> LES PLUS BEAUX BIJOUX OR, ARGENT ET PERLES PRÉCIEUSES - MONTRES DES PLUS GRANDES MARQUES - 300 MODÈLES  
**PRIX Jamais vus**  
CREDIT JUSQU'À 6 MOIS

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## Pour les fêtes que choisir ? 4 bonheurs de lecture

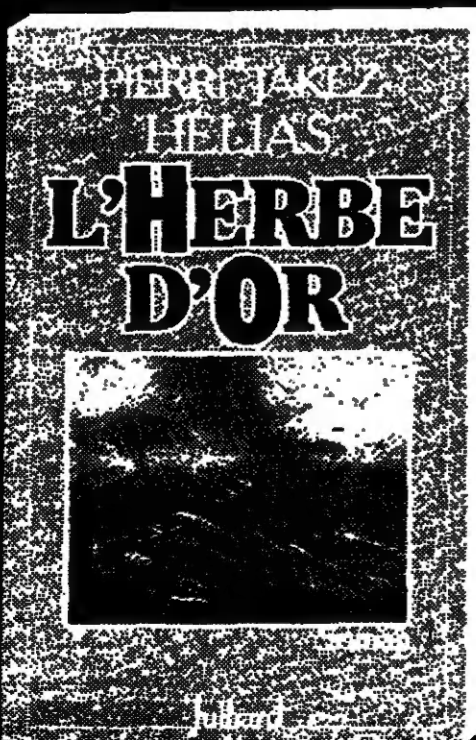
### CHANDERNAGOR



Le triomphe d'un nouveau genre littéraire.

JULLIARD

### HÉLIAS



Un superbe roman de l'auteur du « Cheval d'orgueil ».

JULLIARD

### POLLÈS

HENRI POLLÈS  
**Sur le fleuve de sang vient parfois un beau navire**

Julliard / L'Age d'Homme

Grand Prix du roman de l'Association des Ecrivains de l'Ouest  
Prix Paul Morand

### VOLKOFF

Vladimir Volkoff  
**Le Montage**  
roman

Julliard / L'Age d'Homme

Grand Prix du roman de l'Académie française.



# LES CARRIÈRES DES UNIVERSITAIRES ET DES CHERCHEURS

## Enseignement supérieur : les nouvelles propositions du ministère comportent peu d'innovations

De nouvelles négociations entre les responsables des syndicats enseignants et les représentants du ministère de l'éducation nationale au sujet des carrières des universitaires doivent avoir lieu à partir du mercredi 22 décembre. Les premières discussions, les 17 et 18 novembre, avaient fait apparaître des divergences profondes entre les deux parties (le Monde du 19 novembre). Les syndicats proches de la majorité regrettaient que le ministère pérennise la situation actuelle et refuse la mise en place d'un corps unique des enseignants du supérieur. Les désaccords s'étaient même traduits par deux journées de grève des syndicats de gauche les 25 et 26 novembre et une semaine d'action d'un syndicat proche de l'opposition.

La note d'information qui présente les propositions des services du ministère relatives au statut des personnels enseignants précise que « la simplification et l'harmonisation » des carrières conduisent à l'adoption de « deux grands corps de référence, celui des maîtres de conférences et celui des professeurs ». Le texte souligne que l'équité et la transparence seront renforcées par de nouvelles mesures de recrutement visant à encourager « la mobilité géographique pour faire échec à certaines pratiques qui engendrent la sclérose ». Cependant, il est rappelé que cette réforme des carrières s'opère dans un contexte économique dont « les conditions s'imposent à tous ». Selon les propos de l'un des conseillers du ministre, la communauté universitaire « va être obligée de faire des efforts », ce qui signifie que, en période de « pause catégorielle », décidée par le gouvernement, les possibilités budgétaires ne permettront pas de satisfaire toutes les demandes de promotion.

Le texte ministériel expose les conditions d'accès au corps de base

Avant que ne débute la nouvelle réunion, les services du ministère ont fait remettre aux syndicats les propositions qu'ils souhaitent leur soumettre. Ce texte ne présente pas de grandes innovations par rapport aux déclarations précédentes. La volonté de maintenir deux corps d'enseignants est réaffirmée même si le ministère s'engage à réexaminer cette question dans un avenir lointain.

Les revendications des syndicats ne semblent pas avoir eu beaucoup d'échos dans l'entourage du ministre. La demande de préparation aux métiers d'enseignants du supérieur reçoit une réponse partielle avec la création envisagée d'allocations de recherche et de formation.

(maîtres de conférences) qui est ouvert aux titulaires de la thèse de doctorat « renouvelée ». Il s'agit d'un diplôme unique sanctionnant « un travail de recherche original nécessitant, selon les disciplines, deux à quatre années de travaux après le diplôme d'études approfondies (D.E.A.).

L'instance nationale de recrutement proposée est le Conseil supérieur des universités (C.S.U.), un conseil renouvelé par rapport à l'actuel, avec de nombreuses fusions ou partitions de groupe (par exemple, il est proposé de créer un groupe spécifique pour les sciences économiques, politiques et de gestion). Ce conseil comporte aussi, dans le nouveau découpage, des sections transversales pour les disciplines qui doivent être « fécondées » par l'ensemble des matières représentées au C.S.U. (sciences de l'éducation, sciences de l'information, histoire des sciences et techniques, cultures et langues régionales).

L'instance nationale comporte des membres élus au scrutin proportionnel avec panachage, possibilité de

Les mesures destinées à résorber les personnels en situation précaire sont prévues mais restent soumises à des décisions du ministère du budget. La note ministérielle ne manifeste aucune volonté de changement par rapport aux précédents projets. D'année sabbatique il n'est plus question, le travail en équipe est ignoré. Au contraire, la carrière individuelle avec ses « sauts d'obstacles » semble privilégiée. La recherche est à l'honneur comme du temps de M<sup>me</sup> Alice Saumier-Sèze au détriment de l'enseignement qui apparaît même, dans la formulation du texte, comme une sanction.

Enfin, et c'est le plus inquiétant, ces propositions ne prennent pas beaucoup en compte la future loi d'orientation.

SERGE BOLLOCH.

« selon les procédures prévues pour l'année 1983 et en fonction des possibilités budgétaires ». Enfin, la réintégration des coopérants actuels et futurs doit être facilitée par « la création de plusieurs centaines de postes gagés sur le budget du ministère des relations extérieures et du ministère de la coopération ».

Le texte évoque le problème des enseignants sur poste de deuxième degré, dont le nombre doit être augmenté « pour la réalisation des orientations de la loi relative aux enseignements supérieurs ». Il insiste sur la mission de ces enseignants assumée « à temps plein » et dont la réussite est « essentielle pour la mise en œuvre de la future loi ». Il est possible de s'interroger sur la fonction de ces enseignants à plein temps — donc non chercheurs — et de se demander s'il ne s'agit pas là de la création d'un nouveau corps.

(1) L'« habilitation », à titre personnel, à accéder au corps des professeurs correspond, en quelque sorte, à un « diplôme » de niveau supérieur à la thèse et qui n'est pas attribué à titre permanent.

## Recherche : les négociations commencent avec les syndicats

Le débat lancé voici un an sur le statut des personnels de la recherche publique vient, aujourd'hui, de prendre une orientation plus concrète avec la présentation récente aux représentants des organisations syndicales d'une série de propositions élaborées par les responsables du ministère de la recherche et de l'industrie. Au cours des prochaines semaines, ces représentants devraient être reçus individuellement au ministère pour faire part de leurs remarques et de leurs vœux, de manière à boucler l'affaire à la fin du mois de janvier au cours d'une réunion globale.

Ces négociations ne vont pas sans accroc, et une partie des personnels concernés manifestent une certaine inquiétude devant les projets de simplification et d'harmonisation des carrières des chercheurs qui pourraient conduire à l'adoption de deux grands corps de référence au remplacement du système actuel comprenant quatre catégories : attachés, chargés, maîtres et directeurs de recherche. Certains maîtres de recherche se demandent, en effet, si une telle mesure ne constituerait pas pour eux une déqualification. Rien n'est toutefois figé dans ce domaine, pas plus que dans celui des ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs) de la recherche, dont le ministère tentera de plaider la spécificité.

Près de cinquante mille personnes — quinze mille chercheurs environ et trente-cinq mille ITA — appartenant à une dizaine d'organismes comme, par exemple, le Centre national de la recherche scientifique, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ou l'Institut national de la recherche agronomique sont concernés par cette réforme.

La mise au point des textes, qui doit donner lieu, du moins l'espère-t-on au ministère de la recherche et de l'industrie, à la publication d'un

décret à la fin du premier trimestre de l'année prochaine, est d'autant plus difficile que la concertation ne se limite pas aux seules discussions avec les syndicats. Elle s'étend aussi aux ministères qui partagent la tutelle de certains organismes avec le ministère de la recherche et de l'industrie ; mais aussi à ceux de l'éducation nationale et de la fonction publique. Une certaine harmonisation s'impose donc dans ce domaine, et ce d'autant plus que l'on souhaite une libre circulation des personnes, tant entre les organismes publics de recherche qu'entre ceux-ci et les structures d'enseignement, les administrations et les entreprises.

Cette réforme s'opère cependant dans un contexte économique qui ne facilite pas les choses et que le ministère du budget ne manque pas de rappeler. Certains choix devront être faits, et on n'exclut pas d'accorder des priorités à des personnels placés dans des situations particulières (Offices de la recherche scientifique et technique d'outre-mer et Institut scientifique et technique des pêches maritimes) dont le statut est en retard sur celui du C.N.R.S. — J.-F.A.

Le Conseil supérieur provisoire des universités. — Le Journal officiel du jeudi 9 décembre publie un arrêté du ministre de l'éducation nationale donnant la liste des membres nommés du conseil supérieur provisoire des universités (C.S.P.U.). Ce conseil institué à titre transitoire au mois d'août est composé pour un quart de membres nommés par le ministre et pour les trois quarts de membres désignés par le conseil d'administration de l'enseignement supérieur (le Monde du 19 novembre). Cette instance de recrutement comprend douze groupes de sections correspondants à des regroupements de disciplines et rassemblant au total quarante-neuf sections.

## RELIGION

### Les évêques reprochent à M. Chirac de les mettre en cause dans « des domaines qui relèvent directement de leur charge »

Le Conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris du 13 au 15 décembre, n'a aucune raison d'être satisfait des récentes déclarations de M. Jacques Chirac concernant l'école libre et le document des évêques sur « les nouveaux modes de vie » (le Monde du 15 décembre). Et il n'a aucune raison non plus de cacher son mécontentement.

Aussi a-t-il réaffirmé « son inquiétude à la veille de négociations annoncées à propos de l'enseignement libre et sa position ferme exprimée constamment dans ses déclarations réitérées ». Il a redit sa volonté de ne pas « prêter le flanc à la récupération électorale d'où qu'elle vienne ».

Mgr Vilnet, président de la Conférence épiscopale, a exprimé la reconnaissance des évêques pour les témoignages de soutien et de solidarité que l'épiscopat reçoit fréquemment du pape. « Ce soutien et cette solidarité (...) sont d'autant plus précieux, précise l'épiscopat, en ce jour où, après avoir été reçu en audience par Jean-Paul II, une personnalité politique française met en cause le comportement des évêques de France en des domaines qui relèvent directement de leur charge pastorale ».

En ce qui concerne le document sur les modes de vie, également critiqué en termes vifs par M. Chirac, le Conseil permanent réaffirme que « le chômage reste préoccupant » et que « le nombre croissant de re-

traités pose de nouveaux problèmes entre les générations ». Ce document, loin d'être « multithésien » est un « texte d'espérance ». L'épiscopat annonce son intention de « mener une recherche qui pourrait déboucher en 1984 sur un colloque intitulé : « Y a-t-il une pratique chrétienne de l'économie ? ». De tels colloques devraient permettre « un débat plus large avec la base ».

Le Conseil a de nouveau évoqué le remboursement de l'avortement, qui a déjà fait, à Lourdes, le 28 octobre dernier, l'objet d'un document « extrêmement vigoureux ». Même adaptée, « cette loi ne réduirait rien la responsabilité morale de l'accueil à la vie ». Autrement dit, le moral n'est pas le légal.

Le Conseil permanent a examiné quantité d'autres problèmes concernant le baptême, la formation des laïcs, les assemblées dominicales sans prêtres, le monde rural ou ouvrier, les séminaires, la préparation du synode romain de 1983, qui sera aussi l'année du jubilé sur la réconciliation.

HENRI FESQUET.

**R. BERBIGIER**  
AMEUBLEMENT DECORATION  
Antiquités  
72 RUE H. BARBUSSE  
9 RUE A.G. BELIN - TEL. 961 14 97  
95100 - ARGENTEUIL

**TELEX PARTAGÉ**  
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

Pour votre  
**DEMEUNAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

## M. Savary à l'Assemblée nationale

### « LA SUPPRESSION DE L'AGREGATION EST EN COURS D'EXAMEN »

Répondant à une question de M. Jean-Pierre Michel (député socialiste de Haute-Savoie), M. Alain Savary a déclaré mercredi 15 décembre à l'Assemblée nationale qu'il existait actuellement « deux procédures pour recruter les professeurs de l'enseignement supérieur : le concours sur dossier de recherche pour la plupart des disciplines et, pour quelques-uns, le concours d'agrégation, très critiqué par certains, ardemment défendu par d'autres. Il me semble que nous devons aller vers l'unité des modalités de recrutement ».

Le ministre a ensuite reconnu que la question de la suppression de l'agrégation était « en cours d'examen : les syndicats ont été consultés, la délibération se poursuit au niveau interministériel, et le point de vue de mon collègue de la Fonction publique sera d'autant plus important que le statut des enseignants du supérieur, même s'il est dérogatoire, doit respecter les principes généraux applicables aux agents publics ».

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) déclare, dans un communiqué, que le statut proposé « est contraire aux missions que le gouvernement propose pour l'enseignement supérieur ». Soulignant le caractère « conservateur et rétrograde » des propositions, les responsables du SGEN s'étonnent de la « création d'un corps d'enseignants non chercheurs voués à l'évidence aux filières professionnelles [qui] risque de creuser encore un peu plus le fossé qui sépare les formations professionnelles des formations à caractère fondamental ». Le SGEN regrette le report de la discussion sur le corps unique des enseignants et annonce de nouvelles actions pour le mois de janvier.

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup) renouvelle ses critiques contre les « aspects inacceptables des déclarations ministérielles ». Selon ce syndicat, les projets présentés « peu différents des précédents » s'opposent aux intérêts du service public et des enseignants.

## POINT DE VUE

### Corps unique ou corps unifié de l'enseignement supérieur ?

Par DANIEL BODIOT, JACQUES FONTAINE et JACQUES SOPPESA (\*)

Au moment où le ministère de l'éducation nationale ouvre la discussion sur le futur statut des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur, et semble vouloir pencher vers une structure à deux corps qui correspond, en fait, au maintien de la situation actuelle, il nous paraît opportun de rappeler les raisons qui militent, non pas en faveur d'un corps « unique », mais d'un corps progressivement « unifié ». Et cela n'est pas une simple question de vocabulaire. Les faux débats, les polémiques engendrées au cours des mois ont eu en effet, entre autres conséquences, d'assombrir les esprits du corps unique et ceux qui supporteraient l'ancienneté comme critère de promotion automatique au sein dudit corps. Nous sommes, disons-le clairement, opposés à ce type d'avancement.

La notion de corps unifié, en revanche, permet tout d'abord de s'inscrire dans la durée, de prévoir une action à terme, en profondeur, et non une option immédiate, radicale et tranchée. Elle autorise par ailleurs à élargir le débat, en intégrant le problème des vacataires, celui des enseignants des classes préparatoires et le statut de certains personnels du secondaire qui enseignent à l'université. Elle permet ainsi de ne pas limiter la question à un affrontement stérile et absurde « assistants-maîtres-assistants » contre professeurs. Il faut désamorcer ce style de débat et retrouver les vrais problèmes.

D'une discipline à l'autre, les procédures de recrutement, les statuts, les progressions de carrière, sont distincts et parfois très éloignés. Dans une même discipline, les niveaux hiérarchiques sont multiples, transformant une carrière en course d'obstacles qu'il est de plus en plus difficile de franchir. Cette multiplication des grades et des statuts peut être un facteur de pérennisation de certaines « féodalités » qui ne reposent pas toujours sur les seuls critères scientifiques. La dépendance hiérarchique engendrée par le système à corps multiple dans lequel le recrutement et les promotions sont prononcés par les enseignants de catégories plus élevées peut aussi favoriser le développement d'un clientélisme fort peu garant de la qualité des enseignements.

Ainsi, les nombreux débats qui ont provoqués les Assises de la recherche et la préparation de la nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur ont montré à nouveau l'impérieuse nécessité, pour un enseignant, de faire de la recherche, en dehors de l'intérêt intrinsèque de son développement, la recherche est le seul moteur d'une indispensable remise en cause, et elle constitue un recyclage permanent, garant de la qualité et du haut niveau de l'enseignement. De même, la recherche appliquée, généralisée de progrès technologiques et vecteur privilégié de l'ouverture de l'université sur l'extérieur, doit être aussi consacrée comme l'une des missions fondamentales du supérieur.

#### Recherche et promotion

Cela posé, on ne peut que regretter que les critères actuels d'évaluation de l'universitaire, dont dépend sa promotion, soient trop souvent fondés sur l'analyse exclusive des résultats de sa recherche. L'activité d'enseignement est maintenue fois ignorée, sinon caricaturée, alors même que le schéma simpliste de cours magistraux que nous assurons alors que « nos assistants » contrôleraient strictement travaux dirigés et pratiques est dépassé de plus en plus souvent dans les jeunes universités. Dans de nombreuses disciplines, les cours sont désormais effectués par des maîtres-assistants, voire des assistants, et ce, jusqu'au niveau du troisième cycle.

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur affirme également la formation continue comme l'une de ses missions essentielles. Mais le succès de cette fonction est intimement lié à la prise en compte des efforts importants que devront y consacrer nombre d'enseignants. Les autres missions (gestion, relations avec les collectivités locales, coopération internationale...) occupent de nombreux personnels et jouent un rôle croissant dans le développement et le rayonnement de l'université.

Considérons les motifs fondamentaux évoqués par certains au ministère pour justifier le maintien de la situation traditionnelle, nous rappellerons simplement que la mobilité des enseignants, tout à fait souhaitable, peut fort bien s'intégrer dans le processus proposé de corps progressivement unifié... en apparence justement comme l'un des critères du mécanisme de progression différenciée au sein de ce corps.

Et, dans le contexte général des missions réaffirmées par le projet de loi d'orientation, le chiffre du coût devient un élément second, sinon secondaire. La raison essentielle du corps unifié est, comme nous avons essayé de le montrer, de donner à chaque enseignant sa place dans le système universitaire. La promotion dans ce corps sera fonction de la qualité des services. Cela ne nécessite pas la mise en place de mesures catégorielles exceptionnellement favorables. Et si l'on veut un enseignement supérieur de qualité, il faut en payer le prix.

En fait, un corps progressivement unifié, c'est aussi un problème d'état d'esprit. Ce qu'il est nécessaire de discuter, au-delà des barèmes et des indices, c'est le contenu, le fonctionnement même de l'université, la place et le développement de la recherche, avec des personnels formés, chercheurs, proches des étudiants, et la reconnaissance d'un véritable statut pour les enseignants du supérieur, qui respecte le statut de la fonction publique et permette à l'université de prendre place parmi les grands corps de l'Etat.

(\*) Présidents, respectivement, des universités de Perpignan, Clermont-Ferrand-II et Paris-IV (Panthéon-Sorbonne). Tous trois sont membres du parti socialiste.

**POUR ACCUEILLIR OSCAR QUI DOUBLE DE VOLUME, LE MONDE DOUBLE SA SURFACE.**

... voir pages 18-19

Année noire p

Les études

VOIR TOUS LES HALOGENES

READY MADE



## SOCIÉTÉ

Quarante-sept détenus se sont donné la mort depuis le 1<sup>er</sup> janvier

### Année noire pour les suicides en prison

L'année n'est pas terminée, et déjà un chiffre record de suicides de détenus a été atteint : 47, chiffre qui n'a été relevé qu'en 1975. En 1981, on en avait dénombré 42. A un député, M. André Tourné (P.C., Pyrénées-Orientales), qui s'inquiétait de cette situation, la chancellerie a répondu, en indiquant que le

taux des suicides en milieu carcéral était quasi constant depuis dix ans, malgré les variations en hausse et parfois en baisse de la population pénale : 42 en 1973 ; en 1974, on tombe à 25, mais c'est pour remonter à 47 en 1975 ; 48 en 1976, ainsi qu'en 1977 ; 46 en 1978 ; 36 en 1979 ; 39 en 1980.

La moyenne des suicides en prison est d'environ 40 depuis 1973. Mais la chancellerie omet de préciser que c'est justement depuis dix ans, depuis 1972, qu'ils se multiplient, un phénomène qu'on est impuissant à expliquer. On est resté de 1866 à 1971 à un taux moyen de 19, 20 suicides annuels, indique M. Jean Favard, spécialiste technique au cabinet de garde des sceaux, chargé des problèmes pénitentiaires, « cela quelle que soit l'importance de la population pénale. Jamais, durant cette période, on n'a eu plus de 31 suicides annuels (chiffre record de 1895) et jamais plus de deux années consécutives, 30 (1911-1912). Et puis, soudain, de 1972 à 1982, on passe à une moyenne de 39-40 ».

1982 aura été une année particulièrement noire. Sur 47 suicides, 34 concernent des prévenus, soit 72,3 %, alors qu'ils représentent environ 15 % de la population pénale. 21 détenus, soit 44 %, se sont suicidés dans les deux premiers mois de leur incarcération. Enfin, 1 étaient des mineurs, 1 des exagérés, ce qui est fort rare. Ces constatations, pour l'année, recoupent les caractéristiques générales des détenus en prison : presque uniquement des hommes (ils représentent la quasi-totalité de la population pénale) ; une majorité de prévenus ; une majorité de personnes détenues depuis peu de temps.

Il est toujours difficile de mettre en rapport les suicides en milieu carcéral et les autres. En prison, la dissimulation est impossible, le « chiffre noir » - les suicides non déclarés - est nul. On sait qu'à l'extérieur il est considérable. De plus, il faut examiner les chiffres par tranche d'âge, par origine sociale, selon les comparaisons sont inopérantes.

En 1973, au brusque accroissement des suicides de détenus, la chancellerie a réuni une commission sur ce sujet. Celle-ci suggérait des mesures : équipes d'accueil, information des détenus, attention portée aux prévenus - propres à prévenir le suicide, à empêcher la naissance et le développement du projet suicidaire. Mesures qui sont

pour la plupart restées lettre morte. On insistait sur la responsabilité des détenus pour éviter le « désocialiser » totalement. Neuf ans plus tard, on peut toujours formuler les mêmes recommandations. Toutefois, la commission, dans la partie statistique, a rapporté, estimant que les suicides en milieu carcéral n'étaient pas plus nombreux qu'ils étaient parfois même moins nombreux qu'à l'extérieur, notamment lorsqu'on prend en compte non le chiffre de la population pénale à un moment précis, mais celui de tous ceux qui passent par la prison en une année (environ 100 000 personnes).

« Il n'est pas du tout l'avis de M. Jean-Claude Chesnais, qui a fait une étude beaucoup plus précise à l'occasion de sa thèse sur les morts violentes en France (1). Selon lui, même en prenant l'hypothèse, pour le milieu libre, du chiffre noir le plus grand possible, la « cursivité » - la « mortalité » - demeure considérable. La population pénale étant, dans sa grande majorité, composée d'hommes, la comparaison avec la population masculine est la plus éclairante, écrit M. Chesnais. Alors que le taux des suicides masculins passe de 24,8 pour 100 000 durant les années 50 à 22,5 pour 100 000 en 1972-1974, le taux baisse de 10 %, le taux carcéral augmente de plus de moitié : 119 pour 100 000 en 1972-1974, contre 58 pour 100 000 en moyenne pendant les années 50 ».

#### Des explications subjectives

Et le milieu des jeunes, dans la population libre, est en augmentation constante, c'est sans commune mesure avec ce qui se passe en prison. Le taux de suicide des détenus âgés de vingt à trente ans est deux fois plus élevé que dans la population générale. « A caractéristiques objectives semblables, les détenus de moins de 30 ans meurent plus que les hommes libres », conclut M. Chesnais.

Les tentatives d'explication de cette situation ne peuvent être, elles,

que subjectives et approximatives. « On peut penser que, malgré les réformes, la dichotomie entre la vie libre et la vie carcérale s'est accrue », estime M. Favard. L'insolence à la prison est peut-être de plus en plus forte. C'est aussi ce qu'expliquait M. Chesnais, parlant d'une « perception nouvelle de la privation de liberté et de la situation de détenu par rapport à l'environnement extérieur », de « l'éveil d'une conscience pénitentiaire », notamment, à l'accès de plus en plus large des détenus à l'information depuis 1972.

La commission de la chancellerie en 1973 évoquait, aussi, la vie pénitentiaire ainsi que la composition socioculturelle de la population pénale comme « facteurs aggravants » des suicides. La majorité des participants manifestait que, « en soi, la privation de liberté n'est un facteur déclenchant que, en un cas, la prise en charge d'un homme par l'administration implique que celle-ci fasse tout pour prévenir les actes auto-agressifs que l'homme pourrait commettre ».

L'administration pénitentiaire est-elle soucieuse de prévention ? Et peut-on empêcher un suicide ? On pourrait évidemment réduire le nombre des suicides de prévenus en réduisant le nombre de prévenus. En Angleterre, on est assuré de ne pas être détenu, jugement plus de six à sept ans. Aux États-Unis, existe un système quasi systématique de la liberté sous caution. En France, on peut attendre six mois, un an, parfois plus encore, l'incertitude du nombre d'années de prison qui restera à faire après le procès. Lorsqu'on prend de telles décisions, lorsqu'on incarcère pour un temps qui est perçu comme indéterminé, on peut être certain que l'individu va « craquer » sous une forme ou sous une autre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Voir l'article de Jean-Claude Chesnais, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED) : « Le suicide dans les prisons », dans la revue Population, n° 1, 1976, ainsi que sa thèse soutenue à l'université Paris-I.

## FOURRURES DU NORD



# NOËL en FOURRURE

Du Samedi 11 au Samedi 18 Déc. inclus

# -20%

sur tous les prix marqués

#### MANTEAUX

Rat d'Amérique	2.250 F	5800 F
Murmel	2.950 F	5450 F
Queue de Vison	2.750 F	5400 F
Pahmi	2.650 F	6100 F
Weasel	2.750 F	4800 F
Marmotte Canada	12.750 F	11000 F
Zorinos	2.650 F	4650 F
Canard	11.750 F	9400 F
Opossum d'Amérique	1.350 F	3450 F
Autruche pleines peaux	1.250 F	3850 F
Petit d'Autruche	2.500 F	2100 F
Chevrete	2.250 F	2600 F
Lapin Castorette	2.450 F	1950 F
Lapin naturel	1.250 F	1400 F
Vison dark	12.250 F	12800 F
Vison ranch	12.550 F	14250 F
Vison pastel	10.750 F	15800 F

#### VESTES

Vison bleu	2.250 F	2600 F
Vison dark marmotte	2.450 F	2750 F
Vison dark	2.250 F	7800 F
Lapin naturel	1.250 F	1050 F

#### PELISSES

Intérieur flanc de Marmotte	2.250 F	3050 F
Intérieur Lapin	2.450 F	1950 F
Intérieur Lapin marmotte	1.250 F	1450 F

escompte effectué directement à nos caisses sur tout achat

## CREDIT GRATUIT 12 MOIS

115, 117, 119, rue La Fayette  
PARIS 10<sup>e</sup>  
Près Gare du Nord

100, Av. Paul-Doumer  
(angle rue de la Pompe)  
PARIS 16<sup>e</sup>, métro Muette

MAGASINS OUVERTS TOUTS LES JOURS DE 9 H 00 À 19 H  
SANS INTERRUPTION



#### Témoignage

### Les études en maison centrale

Nous avons reçu de M. Patrick Belleschombre, trente-trois ans, détenu à la maison centrale de Saint-Maur, près de Châteaufort (Seine), un témoignage sur les études en prison, dont nous publions ci-dessous de larges extraits. M. Belleschombre, qui a fait la quasi-totalité de ses études secondaires et supérieures en prison, est titulaire d'une licence de psychologie et d'une licence d'ethnologie. Il a été condamné pour des vols.

On ne justifie pas la prison par les études. Étudier en prison ne signifie pas que sans elle nous n'aurions pas accédé aux études. La seule argumentation valable est circonstancielle (...). Toute immobilité contraint chacun à exercer une action réflexive vers l'extérieur (d'où, en prison, une caractéristique à tous les lieux d'enfermement). Il me semble, en outre, que ce sont ceux qui adoptent une attitude intellectuellement positive en prison qui la justifient, car ils restent incapables d'en dénoncer les fautes et les nul-

sances. La réalité prouve que seuls ceux qui étudient s'engagent contre (et non dans) la prison (...).

Quelles que soient les études entreprises en prison, celles-ci conduisent à l'analyse et à l'examen de la prison dans une perspective critique et à s'engager contre elle. Ici, par exemple, seuls ceux qui étudient s'organisent (...). Ainsi, nous avons créé un journal interne grâce auquel nous élargissons les communications entre les détenus et sur lequel nous indiquons les droits, les recours, les procédures, à employer en cas d'abus. Curieusement, ceux qui réclament le plus ne sont pas les personnes de direction mais les détenus, qui estiment que nous dérangeons le bon fonctionnement de la prison.

Certes, ponctuellement, ce journal met en valeur la prison, mais, à l'long terme, il inscrit une stratégie qui vise à éliminer tout l'édifice de la prison et à la justice. Ceux qui connaissent des prisons françaises savent que ce ne sont pas les révoltes (y compris celles de 1974-1975) qui ont modifié le plus les régimes pénitentiaires, mais bien ce qui s'est fait sur les prisons à cette époque. Du reste, aujourd'hui, la portée de ces révoltes est extrêmement moindre que les luttes et engagements de Michel Foucault à cette période.

Il me semble que je crois, se méprendre sur la perception de la prison par le personnel pénitentiaire. Celles-ci sont très mal comprises et considérées comme des incita-

tions à la subversion, y compris par les mêmes détenus pénitentiaires. Et cela pour deux raisons. La première est que les détenus interprètent l'expression « études » comme la compréhension du système carcéral. Les étudiants représentent toujours la contestation la plus efficace à l'incarcération et à faire taire, car leur motivation naît d'une démarche politique et non viciée. La seconde, indirecte, est qu'il n'y a pas d'étudiants sans enseignants, et qu'une partie de ces enseignants pénitentiaires dans la prison. Ces enseignants sont toujours perçus comme des intrus potentiellement dangereux pour l'ordre et le bon fonctionnement de la prison (...).

Enfin, étudier en prison permet de redimensionner l'écart existant entre la vie carcérale et la vie extérieure. Si la prison ne libère pas les détenus, c'est aussi qu'elle ne leur permet pas de se libérer de la prison. C'est pourquoi les détenus prennent trop conscience de l'efficacité de la vie carcérale et de son écart. C'est, paradoxalement, également la raison pour laquelle les étudiants en prison sont souvent renvoyés vers l'extérieur, à l'anonymat et à l'isolement (...).

Il me semble que s'il ne s'agit plus d'avoir d'études en prison, celle-ci pourrait davantage servir de pressions sur les détenus, et les derniers s'en trouveraient de plus en plus impuissants à réagir d'une quelconque manière.

### VOIR TOUS LES HALOGENES

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce  
Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage

**READY MADE**

38 et 40, rue Jacob  
75006 PARIS.  
Tél. 260.84.25 et 28.01.

Le pull cashmere  
**Ballantyne**  
Un cadeau prestigieux!

Boutique **aramis**

36 rue du Faubourg St Honoré Paris

265.73.76



## SOCIÉTÉ

Quarante-sept détenus se sont donné la mort depuis le 1<sup>er</sup> janvier

### Année noire pour les suicides en prison

L'année n'est pas terminée, et déjà un chiffre record de suicides de détenus a été atteint : 47, chiffre qui n'a été relevé qu'en 1975. En 1981, on en avait dénombré 42. A un député, M. André Tourné (P.C., Pyrénées-Orientales), qui s'inquiétait de cette situation, la chancellerie a répondu, en indiquant que le

taux des suicides en milieu carcéral était quasi constant depuis dix ans, malgré les variations en hausse et parfois en baisse de la population pénale : 42 en 1973 ; en 1974, on tombe à 25, mais c'est pour remonter à 47 en 1975 ; 48 en 1976, ainsi qu'en 1977 ; 46 en 1978 ; 36 en 1979 ; 39 en 1980.

La moyenne des suicides en prison est d'environ 40 depuis 1973. Mais la chancellerie omet de préciser que c'est justement depuis dix ans, depuis 1972, qu'ils se multiplient, un phénomène qu'on est impuissant à expliquer. On est resté de 1866 à 1971 à un taux moyen de 19, 20 suicides annuels, indique M. Jean Favard, spécialiste technique au cabinet de garde des sceaux, chargé des problèmes pénitentiaires, « cela quelle que soit l'importance de la population pénale. Jamais, durant cette période, on n'a eu plus de 31 suicides annuels (chiffre record de 1895) et jamais plus de deux années consécutives, 30 (1911-1912). Et puis, soudain, de 1972 à 1982, on passe à une moyenne de 39-40 ».

1982 aura été une année particulièrement noire. Sur 47 suicides, 34 concernent des prévenus, soit 72,3 %, alors qu'ils représentent environ 15 % de la population pénale. 21 détenus, soit 44 %, se sont suicidés dans les deux premiers mois de leur incarcération. Enfin, 1 étaient des mineurs, 1 des exagérés, ce qui est fort rare. Ces constatations, pour l'année, recoupent les caractéristiques générales des détenus en prison : presque uniquement des hommes (ils représentent la quasi-totalité de la population pénale) ; une majorité de prévenus ; une majorité de personnes détenues depuis peu de temps.

Il est toujours difficile de mettre en rapport les suicides en milieu carcéral et les autres. En prison, la dissimulation est impossible, le « chiffre noir » - les suicides non déclarés - est nul. On sait qu'à l'extérieur il est considérable. De plus, il faut examiner les chiffres par tranche d'âge, par origine sociale, selon les comparaisons sont inopérantes.

En 1973, au brusque accroissement des suicides de détenus, la chancellerie a réuni une commission sur ce sujet. Celle-ci suggérait des mesures : équipes d'accueil, information des détenus, attention portée aux prévenus - propres à prévenir le suicide, à empêcher la naissance et le développement du projet suicidaire. Mesures qui sont

pour la plupart restées lettre morte. Mais sur la responsabilité de donner des responsabilités au détenu pour éviter le « désocialiser » totalement. Neuf ans plus tard, on peut toujours formuler les mêmes recommandations.

Toutefois, la commission, dans la partie statistique, a rapporté, estimant que les suicides en milieu carcéral n'étaient pas plus nombreux qu'ils étaient parfois même qu'à l'extérieur, notamment lorsqu'on prend en compte non le chiffre de la population pénale à un moment précis, mais celui de tous ceux qui passent par la prison en une année (environ 100 000 personnes).

« Il n'est pas du tout l'avis de M. Jean-Claude Chesnais, qui a fait une étude beaucoup plus précise à l'occasion de sa thèse sur les morts violentes en France (1). Selon lui, même en prenant l'hypothèse, pour le milieu libre, du chiffre noir le plus grand possible, la « cursivité » - la « mortalité » - demeure considérable. La population pénale étant, dans sa grande majorité, composée d'hommes, la comparaison avec la population masculine est la plus éclairante, écrit M. Chesnais. Alors que le taux des suicides masculins passe de 24,8 pour 100 000 durant les années 50 à 22,5 pour 100 000 en 1972-1974, le taux baisse de 10 %, le taux carcéral augmente de plus de moitié : 119 pour 100 000 en 1972-1974, contre 58 pour 100 000 en moyenne pendant les années 50 ».

#### Des explications subjectives

Et le milieu des jeunes, dans la population libre, est en augmentation constante, c'est sans commune mesure avec ce qui se passe en prison. Le taux de suicide des détenus âgés de vingt à trente ans est deux fois plus élevé que dans la population générale. « A caractéristiques objectives semblables, les détenus de moins de 30 ans meurent plus que les hommes libres », conclut M. Chesnais.

Les tentatives d'explication de cette situation ne peuvent être, elles,

que subjectives et approximatives. « On peut penser que, malgré les réformes, la dichotomie entre la vie libre et la vie carcérale s'est accrue », estime M. Favard. L'insolence à la prison est peut-être de plus en plus forte. C'est aussi ce qu'expliquait M. Chesnais, parlant d'une « perception nouvelle de la privation de liberté et de la situation de détenu par rapport à l'environnement extérieur », de « l'éveil d'une conscience pénitentiaire », due, notamment, à l'accès de plus en plus large des détenus à l'information depuis 1972.

La commission de la chancellerie en 1973 évoquait, aussi, la vie pénitentiaire ainsi que la composition socioculturelle de la population pénale comme « facteurs aggravants » des suicides. La majorité des participants manifestait que, « en soi, la privation de liberté n'est un facteur déclenchant que, en un cas, la prise en charge d'un homme par l'administration implique que celle-ci fasse tout pour prévenir les actes auto-agressifs que l'homme pourrait commettre ».

L'administration pénitentiaire est-elle soucieuse de prévention ? Et peut-on empêcher un suicide ? On pourrait évidemment réduire le nombre des suicides de prévenus en réduisant le nombre de prévenus. En Angleterre, on est assuré de ne pas être détenu, jugement plus de six à sept ans. Aux États-Unis, existe un système quasi systématique de la liberté sous caution. En France, on peut attendre six mois, un an, parfois plus encore, l'incertitude du nombre d'années de prison qui restera à faire après le procès. Lorsqu'on prend de telles décisions, lorsqu'on incarcère pour un temps qui est perçu comme indéterminé, on peut être certain que l'individu va « craquer » sous une forme ou sous une autre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Voir l'article de Jean-Claude Chesnais, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED) : « Le suicide dans les prisons », dans la revue Population, n° 1, 1976, ainsi que sa thèse soutenue à l'université Paris-I.

## FOURRURES DU NORD



# NOËL en FOURRURE

Du Samedi 11 au Samedi 18 Déc. inclus

# -20%

sur tous les prix marqués

#### MANTEAUX

Rat d'Amérique	2.250 F	5800 F
Murmel	2.950 F	5450 F
Queue de Vison	2.750 F	5400 F
Pahmi	2.650 F	6100 F
Weasel	2.750 F	4800 F
Marmotte Canada	12.750 F	11000 F
Zorinos	2.650 F	4650 F
Canard	11.750 F	9400 F
Opossum d'Amérique	1.350 F	3450 F
Autruche pleines poils	1.250 F	3850 F
Petit d'Autruche	2.500 F	2100 F
Chevrete	2.250 F	2600 F
Lapin Castorette	2.450 F	1950 F
Lapin naturel	1.250 F	1400 F
Vison dark	12.250 F	12800 F
Vison ranch	12.550 F	14250 F
Vison pastel	10.750 F	15800 F

#### VESTES

Vison bleu	2.250 F	2600 F
Vison dark marmotte	2.450 F	2750 F
Vison dark	2.250 F	7800 F
Lapin naturel	1.250 F	1050 F

#### PELISSES

Intérieur flanc de Marmotte	2.250 F	3050 F
Intérieur Lapin	2.450 F	1950 F
Intérieur Lapin marmotte	1.250 F	1450 F

escompte effectué directement à nos caisses sur tout achat

## CREDIT GRATUIT 12 MOIS

115, 117, 119, rue La Fayette  
PARIS 10<sup>e</sup>  
Près Gare du Nord

100, Av. Paul-Doumer  
(angle rue de la Pompe)  
PARIS 16<sup>e</sup>, métro Muette

MAGASINS OUVERTS TOUTS LES JOURS DE 9 H 00 À 19 H  
SANS INTERRUPTION



#### Témoignage

### Les études en maison centrale

Nous avons reçu de M. Patrick Belleschombre, trente-trois ans, détenu à la maison centrale de Saint-Maur, près de Châteaufort (Indre), un témoignage sur les études en prison, dont nous publions ci-dessous de larges extraits. M. Belleschombre, qui a fait la quasi-totalité de ses études secondaires et supérieures en prison, est titulaire d'une licence de psychologie et d'une licence d'ethnologie. Il a été condamné pour des vols.

On ne justifie pas la prison par les études. Étudier en prison ne signifie pas que sans elle nous n'aurions pas accédé aux études. La seule argumentation valable est circonstancielle (...). Toute immobilité contraint chacun à exercer une action réflexive vers l'extérieur (d'où, en prison, une caractéristique à tous les lieux d'enfermement). Il me semble, en outre, que ce sont ceux qui adoptent une attitude intellectuellement positive en prison qui la justifient, car ils restent incapables d'en dénoncer les fautes et les nul-

sances. La réalité prouve que seuls ceux qui étudient s'engagent contre (et non dans) la prison (...).

Quelles que soient les études entreprises en prison, celles-ci conduisent à l'analyse et à l'examen de la prison dans une perspective critique et à s'engager contre elle. Ici, par exemple, seuls ceux qui étudient s'organisent (...). Ainsi, nous avons créé un journal interne grâce auquel nous élargissons les communications entre les détenus et sur lequel nous indiquons les droits, les recours, les procédures, à employer en cas d'abus. Curieusement, ceux qui réclament le plus ne sont pas les personnes de direction mais les détenus, qui estiment que nous dérangeons le bon fonctionnement de la prison.

Certes, ponctuellement, ce journal met en valeur la prison, mais, à l'long terme, il inscrit une stratégie qui vise à éliminer tout l'édifice de la prison et à la justice. Ceux qui connaissent des prisons françaises savent que ce ne sont pas les révoltes (y compris celles de 1974-1975) qui ont modifié le plus les régimes pénitentiaires, mais bien ce qui s'est fait sur les prisons à cette époque. Du reste, aujourd'hui, la portée de ces révoltes est extrêmement moindre que les luttes et engagements de Michel Foucault à cette période.

Il me semble que je crois, me méprendre sur la perception de la prison par le personnel pénitentiaire. Celles-ci sont très mal considérées comme des incita-

tion à la subversion, y compris par les détenus eux-mêmes. Et cela pour deux raisons. La première est que les détenus expriment l'expression négative de la compréhension du système carcéral. Les étudiants représentent toujours la contestation la plus efficace à l'incarcération et à faire taire, car leur motivation naît d'une démarche politique et non viciée. La seconde, indirecte, est qu'il n'y a pas d'étudiants sans enseignants, et qu'une partie de ces enseignants pénètrent dans la prison. Ces enseignants sont toujours perçus comme des intrus potentiellement dangereux pour l'ordre et le bon fonctionnement de la prison (...).

Enfin, étudier en prison permet de redimensionner l'écart existant entre la vie carcérale et la vie extérieure. Si la prison ne libère pas les détenus, c'est aussi qu'elle ne leur permet pas de se libérer de la prison. C'est aussi qu'elle ne leur permet pas de se libérer de la prison. C'est aussi qu'elle ne leur permet pas de se libérer de la prison.

**VOIR TOUS LES HALOGENES**

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce. Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage.

**READY MADE**

38 et 40, rue Jacob  
75006 PARIS.  
Tél. 260.84.25 et 28.01.

Le pull cashmere  
**Ballantyne**  
Un cadeau prestigieux!

Boutique **aramis**  
36 rue du Faubourg St Honoré Paris  
265.73.76



PUBLICITÉ

# HAUTS-DE-SEINE

LE JOURNAL DU CONSEIL GÉNÉRAL

Créé en 1964, le département des Hauts-de-Seine n'aujourd'hui 18 ans. Cette majorité "civile" coïncide avec la majorité tout court : depuis le mois de mars dernier, notre département, comme tous les départements de France, est directement administré par vos élus : les 40 Conseillers Généraux des 40 cantons du département. Son Président, qui assure l'exécutif du département, est M. Paul GRAZIANI.

Avec un budget annuel de deux milliards cinq cents millions de francs, le Conseil Général intervient dans tous les domaines de la vie collective : transports, urbanisme et logement, action sociale, enseignement, vie économique, culture, sport, environnement.

Ainsi, dans ce journal, le Conseil Général des Hauts-de-Seine vous informera périodiquement de son action. Parce que, cette page vous le démontrera, elle vous concerne directement.

## LE PREMIER DÉPARTEMENT DE FRANCE POUR LA VIE COLLECTIVE

Le département, c'est encore, pour beaucoup de gens, quelque chose d'un peu abstrait, de plus lointain que la commune, par exemple. Pourtant, avec la décentralisation, le département est devenu un partenaire essentiel de la vie quotidienne de chacun. Dans les Hauts-de-Seine, il est vrai, on est peut-être un peu en avance : en 1981, l'hebdomadaire "LE POINT" classait les Hauts-de-Seine premier département de France pour la vie collective. C'est que, sans doute, les Hauts-de-Seine, c'est déjà davantage qu'une collectivité : une vraie communauté.

### EN JANVIER 1983 POUR 13 000 JEUNES MOLIÈRE ET BEAUMARCHAIS



Une initiative originale pour un département, qui traduit la volonté des Hauts-de-Seine d'affirmer son identité culturelle : le Conseil Général du département des Hauts-de-Seine a décidé d'offrir début 1983 dix semaines de théâtre classique aux élèves du secondaire. Les établissements scolaires des Hauts-de-Seine.

C'est à la Compagnie Sganarelle, implantée à Neuilly, qu'a été confiée la présentation d'un chapiteau de trois pièces du répertoire classique : le Barbier de Séville de Beaumarchais, les Fourberies de Scapin et le Malade Imaginaire de Molière.

Les Hauts-de-Seine ont une raison particulière de commémorer la création du Malade Imaginaire : c'est l'effet Meudon qu'Armande Béjard avait acquies, peu après sa mort en scène de l'illustre comédien, une superbe demeure aujourd'hui encore présente.

Près de 13 000 jeunes vont ainsi avoir l'occasion d'apprécier, du 17 au 29 janvier, dans le Parc de Sceaux et dans le Parc de Nanterre, pour certains la découverte, les chefs-d'œuvre de notre patrimoine théâtral et de notre langue.

### UN DÉPARTEMENT DE PLUS EN PLUS VERT

Paradoxe pour un département si proche de Paris ? Les Hauts-de-Seine, pourtant très urbanisé, disposent d'une surface très importante d'espaces verts. Aux forêts de Meudon et de Fausses-Reposes, aux Parcs de Marnes et de Saint-Cloud, s'ajoutent à présent les 500 hectares d'espaces verts que le département a acquis ou équipé en dix ans, offrant ainsi aux habitants du département des sites agréables et parfois merveilleux comme, à Boulogne, les Jardins Albert Kahn, leur forêt vosgienne, leurs jardins à la française, à l'anglaise, à la japonaise : l'univers des jardins en réduction.

L'ensemble du département, du nord au sud, se trouve ainsi équipé d'espaces verts anciens ou nouveaux.

Les anciens, outre ceux déjà cités, sont le Parc de Sceaux, la Vallée-aux-Loups - ancienne propriété de Chateaubriand à Chateaufort-Malabry -, les Haras de Jardy à Marnes et Vaucresson, domaine de 100 hectares où le département a aménagé un centre équestre et des courts de tennis.

Les nouveaux espaces verts sont le Parc des Chanteraines, 100 hectares situés à Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne, l'Île-Saint-Germain, dans une boucle de la Seine entre Boulogne, Meudon, Issy-les-Moulineaux, le Parc de l'Île Marante à Colombes, le Parc André Malraux à Nanterre, le Parc du Mont-Valérien.



Mais le département possédait aussi une richesse un peu inexploitée : les bords de la Seine et les îles, qui retrouvent peu à peu une vocation récréative et paysagère. La voile, l'avion, le canotage, des ports de plaisance (à l'Île-Saint-Germain et à Villeneuve-la-Garenne), deviendront une activité habituelle, sinon banale.

A travers quelques exemples, imaginez l'effort du Conseil Général pour créer un cadre exceptionnel pour la vie dans les Hauts-de-Seine, un département où on peut respirer.

### 1 100 ASSOCIATIONS SUBVENTIONNÉES

La vie associative, c'est le même de la vie des départements. Dans les Hauts-de-Seine, elle est très développée, qui démontre la vitalité de notre vie collective.

Le Conseil Général attribue chaque année des subventions départementales de fonctionnement à près de 1 100 associations.

- Associations d'aide sociale  
Logement, aide aux enfants, à la mère, aux personnes âgées, à la famille, aux malades mentaux, aux tuberculeux, à l'enfance inadaptée, au handicapé, aux infirmes, aux travailleurs migrants, aux anciens combattants et victimes de guerre, etc.

- Associations culturelles  
Conservatoires de musique, maisons-foyers-associations de jeunesse, centres sociaux scolaires, bibliothèques, théâtres, centres et sociétés culturelles, centres d'animation culturelle, centres culturels municipaux.

- Associations sportives, protection civile

Sécurité, prévention des accidents.

- Associations à vocation économique  
Travail, formation professionnelle, syndicats, agriculture et pêche, artisanat.

- Relations publiques  
Congrès, parrainages et jumelages, tourisme, environnement.

Le Conseil Général accorde également chaque année des subventions de fonctionnement aux organisations syndicales représentatives des Hauts-de-Seine.

### FOOTBALL LES HAUTS-DE-SEINE ET LE STADE FRANÇAIS S'ASSOCIENT.



Dans la vie d'une communauté, le sport occupe une grande place. D'une certaine façon, la première. Entre de nombreuses villes françaises, entre des régions entières et le sport, il y a bien souvent une véritable identité.

Un nouvel effort pour les clubs.

Dans les Hauts-de-Seine, on pratique à peu près tous les sports. Aussi, le Conseil Général vient-il de prendre une double initiative : ● Augmenter, en 1983, de manière sensible, l'aide qu'il accorde à l'ensemble des associations sportives du département.

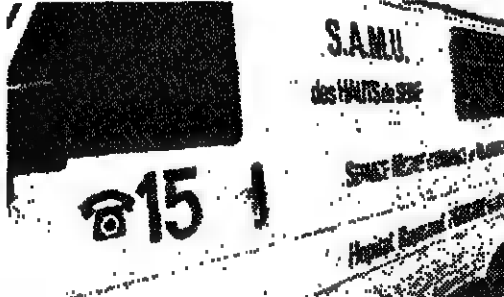
● Entreprendre une action qui doit être le symbole d'une nouvelle communauté entre les habitants du département, pour le sport populaire pour tous, par excellence, le football : la création d'une association pour la promotion et le développement du football.

Cette association est créée avec le Stade Français, club qui fête son centenaire en 1983, actuellement en 2<sup>e</sup> division, club prestigieux et depuis longtemps présent dans les Hauts-de-Seine, et un groupement d'entreprises du département.

Financée par le Conseil Général, l'action de l'association sera essentiellement tournée vers les jeunes du département à qui une formation sera offerte et, pour certains, la possibilité de déboucher sur la pratique professionnelle et sur l'encadrement des clubs.

C'est là, sans doute, le point de départ d'une grande équipe dans les Hauts-de-Seine, née dans le département même.

### SÉCURITÉ



### CONNAISSEZ-VOUS LE 15 ?

Depuis octobre 1981, les Hauts-de-Seine est le seul département de la Région Parisienne à disposer d'un numéro d'appel unifié pour les secours médicaux d'urgence : le 15.

Le 15 vous met directement en communication avec l'AMU, l'Association de Médecine d'Urgence des Hauts-de-Seine (l'AMU, si besoin, fait appel immédiatement au SAMU).

Créé en 1973, le Service d'Assistance Médicale d'Urgence des Hauts-de-Seine est installé au centre du département, à l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, hôpital doté d'un important service de traumatologie. Le Conseil Général subventionne son équipement et son fonctionnement.

Le SAMU effectue directement par ses ambulances médicales les transferts sous dispositif de réanimation des grands blessés ou malades en état de détresse sur les hôpitaux susceptibles de les recevoir. Il assure également une coordination avec les services de Police-Secours, de la Croix-Rouge et des Sapeurs-Pompiers.

### AVEC 60 CRÈCHES DÉPARTEMENTALES

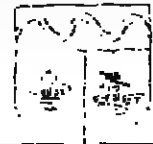
#### UN DÉPARTEMENT-PILOTE

Les femmes qui travaillent sont nombreuses dans les Hauts-de-Seine : le problème de la garde des enfants se trouve posé en permanence aux mères qui veulent reprendre leur activité professionnelle.

Pour le résoudre, le Conseil Général a pris en charge la construction de deux crèches collectives départementales par an depuis 1970. Avec 60 crèches collectives départementales, les Hauts-de-Seine sont le premier département de France pour les crèches.



### HAUTS-DE-SEINE une vraie communauté.





**(Publicité)**

La chasse annuelle des jeunes phoques dans les eaux européennes et canadiennes s'est méritée une bonne part de l'attention du grand public. Beaucoup de choses répétées par les adversaires de la chasse sont inexactes et tendancieuses. Par ailleurs, ce qu'ils ont fait est un sérieux préjudice à l'endroit des collectivités les plus démunies du Canada.

Les phoques du Groenland et les phoques à capuchon ne sont pas des espèces menacées.

Des scientifiques de cinq pays européens, des États-Unis et du Canada ont unanimement établi dans un rapport que la population du phoque du Groenland de l'Atlantique nord-ouest s'est accrue d'une façon significative au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui la population de ce stock compte au moins 1 500 000 unités. Les renseignements visant la population du phoque à capuchon ne sont pas aussi précis. Mais il n'y a, par ailleurs, aucune indication à l'effet que cette espèce soit en danger. Ce rapport fut préparé par la Commission internationale pour l'exploration de la mer (CIEM) et commandité conjointement par la communauté économique européenne et le Canada.

Les scientifiques et les vétérinaires pathologistes ont indiqué à plusieurs reprises que la chasse ~~est~~ menée aussi humainement que sont abattus les animaux des abattoirs européens.

Au Canada, les agents des pêches du gouvernement vont sur la glace avec les chasseurs pour s'assurer que les règlements concernant la conservation et l'abattage sont bien mis en application.

La chasse aux phoques constitue une part importante du genre de vie et de la culture de plusieurs collectivités de la côte nord de l'Arctique.

Elle constitue une partie significative du revenu de plusieurs chasseurs de la côte atlantique du Canada, et c'est l'une des premières sources de revenu de ces collectivités au cours des pénibles mois de l'hiver. Dans l'Arctique, la chasse aux phoques représente la principale source de revenus.

Le gouvernement du Canada ■ proposé qu'on établisse une entente internationale sur la chasse aux phoques de l'Atlantique nord afin d'apporter une gestion et une étude expertes à tous les aspects de la chasse aux phoques, qu'elle soit menée dans les eaux de l'Europe ou du Canada.

**ATTACHÉ DE PRESSE**  
**AMBASSADE DU CANADA**  
35, Avenue de Montaigne  
75008 Paris, tél. 723-01-01

## Les quotidiens régionaux face aux nouveaux médias

(Suite de la première page.)

Le *Républicain lorrain* (Metz, 208 000 exemplaires) a été en 1981 une marge de 30 millions de francs, un pourcentage du chiffre d'affaires de 11 % en 1981, de 6,6 % en 1981 ; il aura investi, entre 1974 et 1985, 143 millions de francs dans nouvelles d'impression Woippy, 5 millions à Metz. Le *Journal de Saint-Omer* (St. Omer, 100 000 exemplaires) est le leader bordelais réalise une marge d'environ 4 %, la *République Pyrénées* et la *Charente* dépassent 10 %. Au *Télégramme de l'Ouest* (Morlaix, 170 000 exemplaires), la marge d'exploitation n'excède pas 1 million de francs, soit 5 % du chiffre d'affaires, les pourcentages qui font rêver les propriétaires de quotidiens parisiens, dont certains ont des marges d'exploitation importants.

Ces bons résultats ne sont pas le fruit du hasard. Commercialement, la P.Q.R. s'est montrée suffisamment agressive pour défendre ses positions contre les menaces venues de différents côtés et pour répondre aux évolutions dans les comportements de lecture. C'est en province que se sont faits les premiers passages à la couleur, à la photocomposition, à l'impression offset. Le processus de modernisation, qui débouche sur la réduction électronique, est à l'œuvre en continu.

Aure effort important : la distribution. Les quotidiens régionaux ont depuis longtemps leurs propres circuits de distribution — ceux qui, en presse parisiennne, sont diffusés par M.N.P.P. (2) — ce qui leur permet d'intervenir beaucoup plus efficacement. Depuis plusieurs années, cortage à domicile, une méthode qui a bien fonctionné dans les quotidiens alsaciens, les *Nouvelles d'Alsace* et l'*Alsace* (Mulhouse), atteignent jusqu'à 80 % des foyers dans les zones rurales (3). « Avec l'urbanisation, nous quittons leur foyer », dit-il, « mais ils ne nous abandonnent pas ». Plus tard, observe M. Louis-Guy Gayan, directeur du développement du groupe Sud-Ouest. Il faut que le journal soit là porte à

7 heures, « Les essais sont lancés dans les grandes villes de la région, avec d'autres journaux ont pris l'avance : la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours) a développé un système depuis quatre ans et diffuse maintenant près de 30 % par portage à domicile ; le Progrès, qui a commencé en 1974, a atteint cette année 15 % de sa diffusion par cette méthode - soit 75 000 exemplaires, - portant son taux de pénétration des foyers à 25 % ».

Le plus dur, attaque la ligue, a dû faire face la presse régionale à la fin des années 70 : journaux gratuits, feuilles de petites annonces et publicité commerciale - avec quelques articles-alibis destinés

villes. L'offensive a commencé dans les années 1970. Elle s'est puisée rapidement récupérée dans les régions. « On a barré la route en l'achetant ou on créait », résume le général de l'Ouest-France. Aujourd'hui, pratiquement, tous les quotidiens régionaux ont leur hebdo d'annonces, comme le *Dépêche du Midi* (Toulouse, 254 000 exemplaires) qui en possède un dans chaque département de sa zone. Certains commencent à penser à l'utilisation rédactionnelle plus intelligente des supports : ainsi le *Télégramme* a-t-il intégré dans le programme de

Effort **continu** dans le **secteur** rédactionnel **des** quotidiens. Sur le **sujet** de **la** **diffusion** de l'information **et** de l'information-service, les journaux **ont** **mis** **en** diverses manières : amélioration **des** pages d'informations **et** **des** internationales, suppléments hebdomadaires, approches rédactionnelles diversifiées dans les éditions locales... **et** les journaux régionaux **ont** désormais **une** leur survie passe par **des** véritables actions de développement, **notamment** face aux nouveaux concurrents **qui** entrent en ligne.

### Des radios partout

C'est que la P.Q.R. a tiré les leçons de l'arrivée de la télévision. Cette ascension irrésistible les a frappés doublement : d'une part, « retenu », par le poids des budgets publicitaires (4) ; d'autre part, la recherche acharnée de la publicité locale ; actuellement, les publicités « extra-locales » situent presque partout au 10 % du chiffre d'affaires publicitaire. D'autre part, les journaux télévisés régionaux de FR ont créé une « La qualité intégrale » ces informations, l'abondance des

équipes rédactionnelles au pouvoir en place, l'impossibilité de l'usage de l'audiovisuel dans le détail que dans le journal imprimé, est atténuée par le danger. Les quotidiens ont fait le nécessaire en améliorant notamment la présentation des journaux. « *... a interdit l'audiovisuel, nous déclarait M. C. Publ. directeur général du République lorrain, le président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.). ... lutté contre le couleur, une meilleure impression. Cette qualité est typique française.* »

Aujourd'hui, les patrons de la P.Q.R. estiment qu'ils auraient dû gagner davantage au temps étiré et ne pas se laisser imposer une concurrence de l'Etat. Mais sont-ils conscients de l'impact de ce phénomène dans une économie privée ? Environ 10 % des recettes de la ville du nord au sud et de l'est à l'ouest — *être présent* —. Les manières sont différentes. Quelques stations ont été agréées par la commission (Radio-100 à Bordeaux) ; certains ont investi sans attendre l'autorisation réglementaire ; d'autres débordent des radios dans leurs locaux (comme Radio-Amiens, par le *Courrier picard*, et 60 autres, par exemple) ; d'autres ont créé des studios privés, prêts à émettre, sans attendre l'autorisation officielle (Radio-Bollwerk, dans l'immeuble de l'Atelier à Mulhouse).

La commission consultative des radios privées locales a estimé qu'une quarantaine de journaux régionaux étaient plus ou moins à une station, dit-on « associative ». Et la loi est contournée presque partout : les journaux qui font les émissions « matinales » en local font 500 000 F selon la loi, mais 1 000 000 F en fait. Une bonne partie du budget de fonctionnement, notamment en rémunérant journalistes et animateurs pris par la rédaction (1 million de francs par an à Metz pour la radio locale au *Républicain lorrain*) ; ce sont eux, grâce à leur influence, qui commencent à intéresser les « grosses entreprises » prêtes à « sponsoriser » telle ou telle émission. « On blâme la radio associative, mais la publicité n'est pas dans une situation saine », reconnaît le président du S.N.P.O.R.

Tant qu'il n'y aura pas d'industrialisation fractionnée de la publicité sur les ondes F.M., les journaux régionaux n'ont pas intérêt à investir massivement dans le radio, juste à faire les efforts nécessaires pour empêcher d'autres d'y prendre des positions dominantes et à le faire au moyen d'information et la capacité professionnelle d'un journal régional surclassent n'importe quelle équipe de bénévoles. **Surprise :** les journaux commencent à être écoutés régulièrement, notamment par les jeunes, la catégorie de lecteurs que la P.Q.R. a le plus de mal à attirer à elle. La promotion réciproque du journal et de la radio peut être faite à l'avenir, surtout par plusieurs directeurs.

**« Des réflexes frileux »**

Toutefois, la presse n'est pas prête d'être sur la question de l'introduction de la publicité sur les ondes. Dans un premier temps, la P.Q.R. s'y oppose farouchement, même qu'elle allait être une mesure déloyale. La pression fut bien forte sur le gouvernement. Celui-ci s'efforça depuis d'expliquer sa position. « La presse n'a pas à considérer qu'elle doit être privilégiée dans les radios », a déclaré M. Georges Filteau, ministre des communications. « Elle n'est pas en position de force et elle ne peut pas... »

ne doivent pas être des prises commerciales, mais des modes de coopération associatifs, conviviaux. Nous sommes dans une période d'exploration; après les premières autorisations, nous pourrions aller sur pièces, avec l'aide de futurs conseils régionaux, à la recherche d'abus audiovisuels. Là où il y aura abus, nous sanctionnerons par le non-renouvellement. -

C'est que, entre-temps, le gouver-  
nement a réussi d'étendre la publi-  
cité nationale à la troisième chaîne.  
En 1983, la publicité "nationale" a  
été autorisée, avec quelques expé-  
riences de publicité régionale. Cette  
dernière pourrait être celle-ci en  
1984. Nouvelle attaque. Elle consiste  
le sommeil les uns d'un co-accusé  
journal. La presse parisienne a  
commencé à crever la publicité  
télévisée, on ne pas nous refaire  
l'article !, s'indigne M. François-  
Régis Hulin. Dans l'immédiat, pas  
de problème : tous estiment que l'in-

production de la publicité nationale  
ne touchera peu. Mais ensuite ?  
« La presse régionale est fragile,  
nous dit M. Gilbert Klein, di-  
recteur de l'Alsace. Un point de publicité  
c'est pour nous 600 000 F. Quatre  
points perdus et nous sommes en

50 % de publicité représente 30 % à 50 % des recettes des quotidiens régionaux. Une poignée brutale de 10 % de recettes compromettrait, en effet, l'équilibre de pas mal de journaux. « Une déstabilisation des entreprises de presse amènerait la disparition de milliers d'emplois, » dit M. Jean-Jacques Kiehlou, directeur général des « Médias de l'Alsace, » président du Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.). Le P.Q.R. défend son droit à l'existence et l'indépendance. « Il faut dépassionner le débat, réplique à Matignon M. Jérôme Clément, conseiller au premier ministre. Le marché publicitaire français est sous-développé ; il y a un milliard de francs qui sont perdus par les entreprises qui trouvent mal à faire des opérations multimédias. Beaucoup de journaux régionaux ont une attitude multimediste, une réflexe fétideux. »

**Le M. Bernard Schreiber, député (P.S.) des Yvelines et rapporteur de la loi sur la communication audiovisuelle, l'introduction de la publicité régionale sur FR3 retirerait 3 à 5 % des lecteurs aux journaux. Ce qui ramène le débat à des plus justes proportions. Surtout si la loi ne prévoit pas de privilégier le vendre, décide d'exclure les entreprises de distribution (grandes surfaces...) de la publicité sur FR3. Une mesure propre à rassurer beaucoup de patrons de presse.**

Reste que derrière cette nouvelle controverse se cache aussi un conflit de nature politique. Le gouvernement aurait en tendance à considérer la P.O.R. comme « globalement d'opposition » et à lui faire payer son indépendance, murmurent quelques directeurs de journaux. « On ne peut pas que d'opposition se met dans le placard », redoute M. Marc Justiniann, P.-D.G. de la Presse. « La Manche (Cherbourg-26 400 exemplaires), ne peut à la fois accroître la publicité FR3 et l'interdire », les diabol, ce serait l'extension du monopole. M. Georges Filloud se récrie : « Les équipes de la P.O.R. ne sont pas des équipes d'opposition à la presse ont bien montré que nous voulons pas lui créer de difficultés supplémentaires ».

Ces pages de l'hebdomadaire ont bien voulu nous offrir : « Nous ne sommes plus considérés par le gouvernement comme l'adversaire à abattre », reconnaît le président du S.N.P.Q.R. Mais la méfiance générale et la désorganisation à tous les niveaux. Il y a gros à parier que les régionaux trouveront la parade.

**YVES AGNÈS.**  
**Prochain article :**  
**LA CONTRE-OFFENSIVE**  
**SUR ÉCRAN**

(1) *Sud-Ouest*, France (Bordeaux), *Charente libre* (Angoulême), la *République des Pyrénées*, *Eclair-Pyrénées* (Pau), au total 453.000 exemplaires.

(2) Nouvelles messageries de la presse parisienne.

(3) *Dernières Nouvelles d'Alsace* ont le plus haut taux de pénétration : un département - le Bas-Rhin - avec 51,5 % des foyers touchés.

(4) En 1973, les quotidiens de vous sa région avaient encore 32 % de la même publicitaire totale : en 1981, 16 % Lire 19 septembre.

**LES BIJOUX D'ART  
JACQUES GAUTIER**



Collier cristal sur argent et  
email noir ..... 1.500 F  
Clips d'oreilles ..... 480 F

OMAI : Eau de parfum  
naturelle exotique

36, rue Jacob, PARIS (6<sup>e</sup>)  
260-24-33

DEUX  
FOILES :  
MME  
S  
MAMIGNONS

QUATRE  
FILES :  
SATOUTS  
FRENCH  
RUCH»

**Hostal Maria**  
MARISA  
CO  
Teléfono: 39 44 73  
**CADEAUX SPORTS  
CHEZ ATHLETIC**  
Les nouveaux arrivés les bienvenus



Le Monde

# LOISIRS ET TOURISME

## RÉVEIL DE L'HOTELLERIE FRANÇAISE

### LES DEUX ÉTOILES : COMME DES CHAMPIGNONS

Car les deux étoiles les bien-aimés de cette décennie 1980. Quarante-sept pour cent des utilisateurs d'hôtels ont déclaré les avoir fréquentés régulièrement en 1981 d'après une étude du C.I.T. d'équipement des P.M.E. Mieux encore : d'après cette même étude, le rapport entre le nombre de touristes qui préfèrent cette catégorie et ceux qui ne l'ont pas choisie est de 2,3 pour les week-ends, 3,1 pour les vacances d'hiver et 1,5 pour les courtes vacances.

En regard de ces pourcentages flatteurs, les deux étoiles ne représentent en 1981 que 19 % du parc hôtelier français : nombre d'établissements et, avec 100 000 chambres, n'offraient qu'une capacité d'hébergement double de celle des trois étoiles (50 000). Les années 70 ont en effet été celles du boom des trois étoiles : Novotel et Mercure dans les métropoles et les villes moyennes.

Les deux étoiles sont pris en sandwich entre les hôtels de luxe (4 et 5 étoiles) et la masse des petits hôtels (1 étoile ou non homologués). L'exemple de l'agglomération parisienne est le plus flagrant puisqu'elle est la plus riche en hôtels de deux étoiles : quatre sur trois dans les régions françaises pour les hôtels de luxe avec près des trois quarts de la capacité nationale dans les catégories quatre et trois étoiles, tandis que, pour plus de 56 %, ses chambres ne sont occupées que par des deux étoiles. Bien que le décor, l'accueil, le cadre de ces deux faux frères n'aient rien de remarquable, leurs prix, désormais libres, les deux insignes de métal attirent comme des aimants les membres de la vaste classe moyenne française.

Le 1975 à 1981, 41 % des prêts du Crédit d'équipement des P.M.E. ont été accordés pour les deux étoiles et 51 % des établissements français ont eu lieu dans cette catégorie.

Dans les années 70, les deux étoiles français ont entrepris un important toilettage. Des chaînes volontaires regroupées en majorité dans deux étoiles - Les Petits Nids de France (100 hôtels, dont seulement 10 trois étoiles), Les Relais du Sud (100 hôtels, dont 10 trois étoiles), France-Accueil (100 hôtels, dont 10 trois étoiles) - ou les associations plus hétérogènes, comme les 700 Logis et Auberges de France, qui comptent plus de 1 700 hôtels, se sont attaqués à la modernisation de leurs établissements et à leur gestion, organisant la mise à jour des membres, la mise au point d'une promotion efficace, voire de services de réservation.

### Tres en vogue

La crise économique a fait le reste. Les « habitués » des trois étoiles peuvent de moins en moins accéder à cette catégorie, sauf pour des séjours assez brefs. Les entreprises, frappées par la récente taxation des frais généraux, ont vu leurs produits en perte de frais ou pour l'organisation de leurs séminaires. Il en résulte un glissement de clientèle

égale à trente chambres en zone rurale (ou présentant un caractère saisonnier en zone non rurale). La même année, le label « deux étoiles confort », attribué à des établissements neufs d'un standing supérieur à celui des anciens deux étoiles, fut créé par les pouvoirs publics.

Les étrangers qui méfient jusqu'ici des deux étoiles réputés pour leur confort ont découvert avec plaisir qu'ils offrent un bon accueil, presque exclusivement vers les trois étoiles et à quelques années, ventilent aujourd'hui leur clientèle presque également entre les deux catégories. Les clients se télescopent de plus en plus. Pour M. Karampournis, propriétaire de Barbizon Alouettes (deux étoiles), la différence est mince. « Aux Alouettes vient une clientèle très aisée, plutôt familiale ; aux Pléiades, établissement réputé dès l'avant-guerre, il y a un peu plus cosmopolite. Quant aux séminaires, je résumerai la différence en disant que nous accueillons aux Alouettes les cadres de chez Renault, et aux Pléiades ceux de Must de Capter. »

### Les deux étoiles du troisième type

La vogue des deux étoiles est telle que les hôteliers qui le pourraient ne veulent pas changer de catégorie. Ni M. Perrier (Logis du France), qui offre à Rasteneuf, dans la Vaucluse, des chambres avec loggia et piscine, ni son voisin, le Carcarille, à Gordes, splendide hôtel provençal en pierre sèche, ne voudraient pour rien au monde être classés deux étoiles, pas plus que M. Arquier (Relais de l'Alsace), dont le bel hôtel se niche au pied de l'aqueduc de Roquefavour (Bouches-du-Rhône). Tous sont unanimes, et un rien rou-

blards : « Les deux étoiles préfèrent les deux étoiles. Pourquoi changer, du moment que les prix sont libres ? ». D'autant que la fiscalité est plus clé-

Ces mutations ont leur locomotive : l'apparition de chaînes dynamiques très minoritaires encore sur le plan numérique (170 hôtels), mais dont le rythme de croissance est spectaculaire. Regroupées dans l'association France Hôtel deux étoiles, neuf chaînes : Arcadie, Arcotel, Campanile, Climat de France, Fimotel, Ibis (qui vient récemment d'absorber Minimote), Serre Roulet, Sogecor et Villages Hôtels - ont un rythme de construction de 2 000 chambres par an, une augmentation de 29 % de leur chiffre d'affaires en 1981. La plupart ont entrepris de se placer sur les marchés étrangers.

Les mêmes groupements financiers (Concorde et Novotel essentiellement) qui ont fait « pousser » les hôtels de deux étoiles depuis une dizaine d'années que, pour employer le jargon du marketing, « le crâneau était porteur ». Ils calculèrent que pour le coût d'un hôtel à mille chambres trois étoiles représentant un investissement de 300 000 F par chambre, on peut réaliser 2 657 chambres deux étoiles à 110 000 F la chambre, soit 78 mini-hôtels à 30 chambres. Élémentaire ! Les deux chaînes se mirent donc à se lancer sur les terres, mais de préférence près des aéroports, à des nœuds routiers ou dans les banlieues. Au départ lancés à l'américaine - les formes de motels d'assez grande capacité (les premiers Ibis), ils se sont peu à peu adaptés à la clientèle française, révisé ce modèle.

Ils offrent une salle de bains complètes avec W.C. séparé, télévision et mini-bar dans chaque cham-

bre, le téléphone direct, voire un appareil de réception électronique sur cartes de crédit (Climat de France). Si les prix restent bien inférieurs à ceux des trois étoiles (100 à 150 F la chambre), c'est que les économies sont réalisées ailleurs.

Economies de service, tout d'abord : ni bagagiste ni femme de chambre à l'étage, service simplifié au restaurant et surtout à la réception, où le prépaiement devient la règle. Le plus désagréable pour les nostalgiques est sans doute la suppression du petit déjeuner dans les chambres, remplacé par un buffet de céréales, jus d'orange ou charcuterie en plus du café-crème.

Economies à la construction, ensuite : chambres petites (9 mètres carrés pour Ibis) ; suppression de l'entrée dans certains Arcades, pensée pour une isolation phonique poussée ; suppression des « faux luxes » : plus de halls d'entrée numérotés ni de salons, il moins qu'ils ne soient remplacés par des modules permettant la tenue de séminaires. Dans Campanile, plus de réception : un entre directement dans la salle de restaurant qui s'ordonne autour d'une « banquette-réception ».

Les premiers jours de l'année verront l'ouverture à Chartres du premier établissement d'une nouvelle chaîne, La Capitainerie. Il aura quarante-huit chambres-cabines de 10,5 mètres carrés, salle de douche et W.C. compris, équipées du vidéo, et un carré-restaurant avec 100 places, qui servira aussi de bar et de réception. Les chambres sont des modules de béton entièrement préfabriqués et pré-équipés. Le prix n'excèdera pas 100 F à 120 F par chambre.

MADELEINE DUPUY.  
(Lire la suite page 16.)

### LES QUATRE ÉTOILES : LES ATOUTS DU «FRENCH TOUCH»

ment de la T.V.A. ; mais le glissement de clientèle qui s'est opéré au bénéfice des hôtels de catégories inférieures n'a pas permis de compenser totalement l'accroissement des charges sociales et salariales.

Dans le même temps, les chaînes françaises se battent de plus en plus à l'étranger dans un marché hexagonal pratiquement saturé, et elles ont bien compris que le secret ne pouvait venir que de l'extérieur, quitte à se heurter aussitôt aux colosses américains qui monopolisent le haut du palmarès de l'hôtellerie mondiale.

Malgré ce handicap, les principaux groupes hôteliers français ont depuis plusieurs années de jouer la carte américaine, un marché particulièrement lucratif qui a l'avantage du nombre (près de 230 millions d'habitants et environ 10 % de visiteurs en plus) et d'une législation fiscale adaptée à ce genre d'initiatives.

L'INDUSTRIE hôtelière mal en France. Particulièrement mal en « haut de gamme » : les quatre étoiles et quatre « luxe » ne peuvent enregistrer un nombre sensible de leur taux d'occupation au fil des mois (moins de 50 % environ en octobre 1982 par rapport à l'année dernière), en partie en raison du relèvement de la T.V.A. ; mais le glissement de clientèle qui s'est opéré au bénéfice des hôtels de catégories inférieures n'a pas permis de compenser totalement l'accroissement des charges sociales et salariales.

Le Club Méditerranée et le groupe Novotel parmi les quinze premières

Le Club Méditerranée et le groupe Novotel parmi les quinze premières

### CLASSÉMENT DES CHAINES INTERNATIONALES EN 1981

Le Club Méditerranée et le groupe Novotel parmi les quinze premières				
Rang	Chaîne	Nationalité	Nombre de chambres	Nombre d'hôtels
1	Holiday Inns	U.S.A.	311.697	1.759
2	Sheraton Corp.	U.S.A.	113.000	430
3	Ramada Inns	U.S.A.	94.060	616
4	Hilton Hotels Corp.	U.S.A.	77.437	221
5	Trust House Forte	G.B.	73.324	805
6	Balkanorient	Bulgarie	61.207	658
7	Howard Johnson Co	U.S.A.	60.600	520
8	Quality Intl.	U.S.A.	51.170	423
9	Club Méditerranée	France	45.921	167
10	Days Inns of America	U.S.A.	45.726	315
11	Novotel S.I.E.H.	France	45.029	353
12	Marriott Corp.	U.S.A.	41.909	102
13	Hyatt Hotels Corp.	U.S.A.	36.000	65
14	Motel Inc.	U.S.A.	34.960	325
15	Hilton International	U.S.A.	31.949	86

(Source : Hôtels et restaurants internationaux, revue spécialisée américaine, anciennement Service International.)

port sur les investissements exportatrices du tourisme, remis en mars 1981 au Conseil supérieur du tourisme. A titre d'exemple, chaque chambre d'hôtel construite à l'étranger représente un investissement de 150 000 francs environ, soit un total de 1,5 milliard de francs d'investissement annuel réalisé sous le contrôle d'entreprises françaises.

Que deviennent ces entrées de devises ? Elles servent à la rémunération provenant des contrats de gestion et de franchise, de l'assistance technique ou, indirectement, du versement à l'étranger des salaires dont une partie est ensuite rapatriée. Pour sa part, la chaîne Ibis réalise un chiffre de 55 millions de francs le montant de ses exportations de services à l'étranger en 1981 et à 11 millions de francs les achats de matériel et produits français à ses hôtels à l'étranger.

« C'est encore trop peu », s'inquiète M. Georges-Henri Willard, président d'Equihôtel, à clouer au pilori les chaînes nationales opérant aux Etats-Unis et où « seule la musique est française... ».

Le fait est que la quasi-totalité du matériel d'exploitation, des fournitures et du mobilier est fabriquée en place, y compris les matelas de style « Louis something » comme on les appelle quelquefois par dérision et dont la facture est « made in U.S.A. ».

Soul ou presque, le groupe Novotel a consenti à réaliser un investissement lourd dans ses implantations (10 à 15 millions de dollars pour chaque Ibis, 20 millions de dollars au minimum pour Sofitel). La répartition des risques a ses limites.

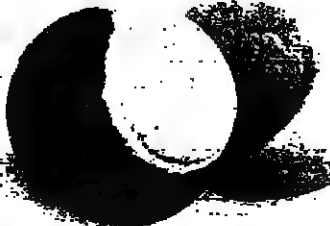
MARTIN.

### Hostal Maria Teresa LLANSA COSTA-BRAVA

Pension complète : 1 150 pesetas  
Réveil : 3 000 pesetas  
ouvert toute l'année  
Téléphone : 19-34-72 - 380004

### CADEAUX SPORTIFS CHEZ ATHLETIC ATTIC

Pour mieux suivre les balles  
Pour mieux suivre le trajet d'une balle sur «court couvert» en lumière artificielle, «stiville» la coloration en bleu, jaune, blanc et orange ou orange et jaune. Le tube pressurisé de 4 balles est vendu en exclusivité par Athletic Attic au prix de 36 F



LES MAGASINS A LA PISTE  
120, RUE DE RIVOLI - 75001 PARIS  
CENTRE COMMERCIAL ROSNY 2

TENERIFE

LES "STARS" de

JET EVASION

2830 F\*

1 semaine à Puerto de la Cruz

\* A partir de, et nombreuses autres destinations intéressantes.

Brochures, renseignements et inscriptions : Jet Evasion  
205, rue de la République 75001 Paris. Tél. 260.30.85  
201, rue de la République 75007 Paris. Tél. 260.30.85

Un cadeau pour les fêtes

GUIDE FRANCE 1983

Le seul guide qui vous parle de ses bonnes adresses comme un ami



## RÉVEIL DE L'HOTELLERIE FRANÇAISE

LES DEUX ÉTOILES :  
COMME  
DES  
CHAMPIGNONS

(Suite de la page 15.)

Tout cela n'a plus rien à voir avec les normes officielles de classement datant de 1964. Elles imposent, par exemple, de n'avoir que 10 % des chambres avec salle de bains, et 10 % d'un isolement sanitaire, un ascenseur à partir de trois niveaux, une seule cabine téléphonique à l'étage. Les deux étoiles nouvelles manquent d'un confort bien supérieur. En revanche, elles contiennent le plus souvent aux normes de superficie pour les chambres, les halls et les parties communes (30 mètres carrés de halls et salons).

Il faut donc jeter aux oubliettes l'arrêt de 1964 ? Ce serait condamner la faillite des milliers d'hôtels qui ne sont parvenus qu'avec peine au rang de deux

étoiles, alors que, chaque année, plus de mille chambres ferment en France. Selon M. Fontcave, sous-directeur du l'Echo touristique du 22 juillet 1982, le gouvernement s'orienterait plutôt vers un système d'équivalences : « Il permettrait à des normes définies en condition qu'il puisse mettre en avant d'autres qualités compensatrices. » Façon de mettre le droit en accord.

## Un slogan qui marche

Le plus piquant est que les deux étoiles tiennent beaucoup à leur classement. Ils ont récemment troqué pour l'appellation France-Hôtel deux étoiles, leur ancien nom d'Asmotec (Association des hôtels et motels économiques). Campanile a pris pour devise « Les deux étoiles vertes ». Plus le terme de deux étoiles perd en signification administrative, plus il en gagne comme slogan.

Un slogan qui marche ! Il n'est que de prendre les projets ou charters en cours à Paris et à Lyon. En région parisienne, 8 établissements sont annoncés dans les Yvelines, 4 dans le Val-de-Marne, 5 ou 6 dans les Hauts-de-Seine, 2 dans le Val-d'Oise, 4 en Seine-et-Marne, 1 en Seine-Saint-Denis, et 1 dans l'Oise, essentiellement dans les villes nouvelles. A Lyon, 11 projets pour 1983 comptent : 1 Ibis à Gerland, 1 Campanile et 1 Minimote à Bron et 1 Ibis à la Part-Dieu, près de la future gare du T.G.V.

Avec leurs chambres identiques, leur architecture passe-partout, leur restauration de qualité mais centrée autour de formules snack ou grill, les deux étoiles de chaîne ne peuvent séduire, semble-t-il, qu'une clientèle

d'affaires qui veut un confort sans surprises. En fait, les nouvelles chaînes, et surtout celles qui construisent de petites unités de France, en France, en France, ont le pouvoir de proposer de vieilles « vénérables bâtisses, des jardins centenaires ou la d'un relais de » elles ont offert ce que beaucoup d'hôteliers indépendants rechignent à accorder : des menus pour les enfants, des équipements de jeux ou de loisirs, une grande souplesse de gestion, la dissociation effective de l'hébergement de la restauration, la multiplication des formules en France, en participation, elles recréent l'ambiance familiale d'un couple de « patrons ». Le a une personnalité à les régionales.

Trouve-t-on dans ces bâtiments un peu malgré tout — des carreaux et quelques pendues — ne peuvent lieu de patine — le charme de l'hôtel géré par des hôteliers ? Tel qui déclare avec vivacité préférer les hôtels anciens, ne manque de pester si, dans d'aux, le de l'antique — solennel robinet — baignoire — trop lent.

MADELINE DUPUY.

UN VILLAGE-CADEAUX  
EN PLEIN PARIS...

... face à l'île Saint-Louis, Saint-Paul, Samedi 18, Dimanche 19 Décembre, antiquaires permanents se joindront, cours du Village, brocanteurs-chineurs, proposant en paquets-cadeaux des d'hier. Pour l'An Neuf, offres de l'Antien ! info)

LES CHAINES  
FRANÇAISES  
AUX  
ÉTATS-UNIS :  
UNE  
IMPLANTATION  
ENCORE  
TIMIDE

— Sofitel : Après avoir apposé cette enseigne en 1979 sur son hôtel de Minneapolis (Minnesota), le groupe a inauguré en octobre dernier un second établissement Sofitel de 111 chambres à Houston (Texas). Son ambition est d'implanter une quinzaine de Sofitel sur le territoire américain au cours des dix prochaines années, deux contrats de gestion ont été signés à Redwood City (Californie) et Austin (Texas), outre l'acquisition de deux emplacements à Miami et Chicago.

— Novotel : Un hôtel de 111 chambres ouvrira ses portes en janvier 1984 au cœur de Broadway, à quelques blocs du gigantesque Roosevelt de 1 111 chambres dont le groupe assure déjà la gestion.

— Ibis : Dans un premier temps, un contrat exclusif de franchise a été confié à un partenaire texan, la société Southwest Inns Ltd, animée par Ray Hankamer Jr. L'ouverture d'un premier hôtel Ibis de 111 chambres est prévue pour avril 1984 à Houston et dix autres projets sont prévus sur l'ensemble du territoire, notamment en Louisiane et en Californie.

— Restauration : Dans la perspective de la prochaine fusion entre Novotel et Jacques Borel International, le groupe hôtelier a racheté une petite chaîne américaine de restaurants à la fin de l'année dernière un ensemble achevé de 111 chambres, outre 11 restaurants à l'enseigne Courtpaille.

Aux États-Unis, le numéro un européen est sans doute le seul groupe à pouvoir offrir une gamme complète d'établissements allant du quatre étoiles luxe au deux étoiles nouvelles normes : — Méridien : Classé au vingt et unième rang parmi les chaînes internationales, la filiale hôtelière d'Air France possède à la fin 1981 un 41 regroupant plus de 1 600 chambres. Aux États-Unis, la société des hôtels Méridien a ouvert un premier ensemble de 368 chambres à Houston en juin 1980, celui d'un hôtel de 770 chambres à New-York en mai 1981 et d'un établissement de 340 chambres six mois plus tard à Boston.

Deux hôtels sont actuellement en construction à San Francisco (712 chambres, ouverture en septembre 1983) et à la Nouvelle-Orléans (504 chambres, en août 1984), une troisième implantation également envisagée à Miami.

— Club Méditerranée : Les « gentils organisateurs » possèdent un village de neige de 7 000 lits à Copper Mountain (Colorado) et une implantation à même type à l'étude soit en Arizona, à Hawaii ou en Floride.

— Concordia : Cette chaîne de 21 (4 650 chambres), propriété de la société du Louvre (groupe Taittinger), de même que filiale deux étoiles Campanile, n'est pas encore présente aux États-Unis. Un projet est toutefois en négociation avancée pour l'édification ensemble de 111 chambres à Houston (Texas), d'un montant de 155 millions de dollars avec la participation de deux firmes d'investissement locales.

— P.L.M. : Cette filiale de l'Européen de Banque (anciennement Banque Rothschild) a été rachetée en octobre dernier par une société de droit belge, la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme, laquelle ne possède aucun hôtel aux États-Unis. P.L.M., par contre, dispose d'un trois-quatre étoiles à 200 à Miami et C.I.W.L.T. entend bien ce pion sur le continent nord-américain pour faire avancer même temps à filiale deux étoiles Arcadia.

— Climats de France : Cette chaîne indépendante s'est allié à des infirmiers étrangers, et deux charters sont actuellement en cours dans la région de Washington, à Gaithersburg (53 chambres) et Annapolis (59 chambres), la société en projet trois autres hôtels de dimension identique.

— Mapotel : Cette chaîne volontaire (groupement d'hôteliers indépendants qui se regroupent sous une enseigne commune) bénéficie depuis février 1981 d'un accord commercial conclut le groupe américain Best Western qui lui permet notamment d'avoir accès au système de réservation informatisé du groupe.

— Relais et châteaux : Cette chaîne volontaire, elle envisage d'exporter sa formule aux États-Unis.

## LES VOYAGISTES DANS LA CRISE

## La Sotair mise sur les charters

ABANDONNANT la colline de Saint-Cloud, la Sotair (société de tourisme aérien international), premier voyageur de France, s'installe au cœur de Paris, 22, quai de la Mégisserie, dans le premier arrondissement. Son « patron », M. Max Albert, a profité de l'inauguration de ces nouveaux bureaux pour présenter le bilan 82 de la société qui regroupe les marques « Jet Tours », « Jet'Am » et « Jumbo ».

Ici aussi, la crise a frappé. Les experts estiment, en effet, à 10 % le nombre de voyages aériens à forfait organisés, cette année, soit une baisse de cinq pour cent environ par rapport à 1981. La Sotair enregistre, elle, un trafic de 170 000 touristes, soit une baisse de 7 % Avec 121 000 voyageurs « Jet Tours », a accompli selon M. Albert, « une performance honnête ». Par contre, « Jumbo » a subi les conséquences de la stratégie des transporteurs réguliers qui ont élaboré des produits concurrents des siens. Quant à « Jet'Am », l'arrêt momentané des vols vers le Canada, pour se conformer à la stratégie d'Air France sur cette destination pour l'été 1982 est, selon la Sotair, « le principal responsable de cette baisse d'activité ». Bref, une année maussade.

Malgré la baisse des recettes, la hausse des prix des voyages aériés à forfait, la Sotair a prévu pour l'année prochaine une augmentation de 4 % de son trafic. Pour compenser ce bel optimisme, cette société a annoncé diverses initiatives. Parmi les innovations figure l'organisation de vols charters pour Israël avec Jumbo. « Jet'Am » renouvellera la route du Canada et maintiendra ses vols en direction de New-York. Chaque semaine de la fin mai à la fin octobre, le dimanche, à seize heures, pour le Canada et deux fois par semaine, le jeudi et le samedi à deux heures pour New-York, un Boeing 747 d'Air charter international (492 places) quittera Orly Sud à destination de Montréal et de New-York.

Selon la période, le prix des vols pour les États-Unis sera de 3.025 à 3.625 Francs. Les vols vers le Canada, étant « légèrement moins chers ». Selon M. Albert : « Ces prix ont toutes les chances de demeurer inchangés et ne risquent pas d'être affectés par les fluctuations du dollar ». C'est en janvier prochain que le calendrier complet de ces vols charters sera définitivement connu.

JEAN PERRIN.

## VOYAGES À THÈME

## Des fêtes et des sports

LES nouveautés 1983 de l'agence voyages Kaoni ont non fêtes et sports. En effet, ce voyageur s'est lancé dans une diversification de produits en misant sur deux thèmes qui font actuellement florès. Kaoni s'est donc associé avec le magazine Peter Snyve pour publier une brochure « Fêtes du monde ». Les amateurs de ces fêtes, dont certaines représentent de grands moments religieux et humains, se régaleront d'assister au culte du Soleil, l'Inti Raimi, à Cuzco (Pérou), au combat qui oppose le bien et le mal dans le cadre du Festival d'Hémis (Ladakh) ou le pèlerinage hindouiste de l'Essola Parahera à Kandy (Sri-Lanka).

Pour les supporters qui aiment communier dans ces grands-messes du sport que sont les tournois de tennis de Wimbledon ou le marathon de New-York, Kaoni a élaboré deux programmes en collaboration avec la firme Adidas. Le premier rassemble quelques grands tournois

de tennis : le Volvo Masters de New-York, du 17 au 25 janvier ; Wimbledon, du 20 juin au 3 juillet ; Flushing-Meadow en septembre et les championnats d'Australie, en décembre 1983. Le second est voué aux grands marathons : Pékin et Montréal en septembre, New-York en octobre 1983.

Une manière d'inviter au voyage les clients les plus fidèles et les moins portés sur le tourisme.

« Dans toutes les agences de voyage.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

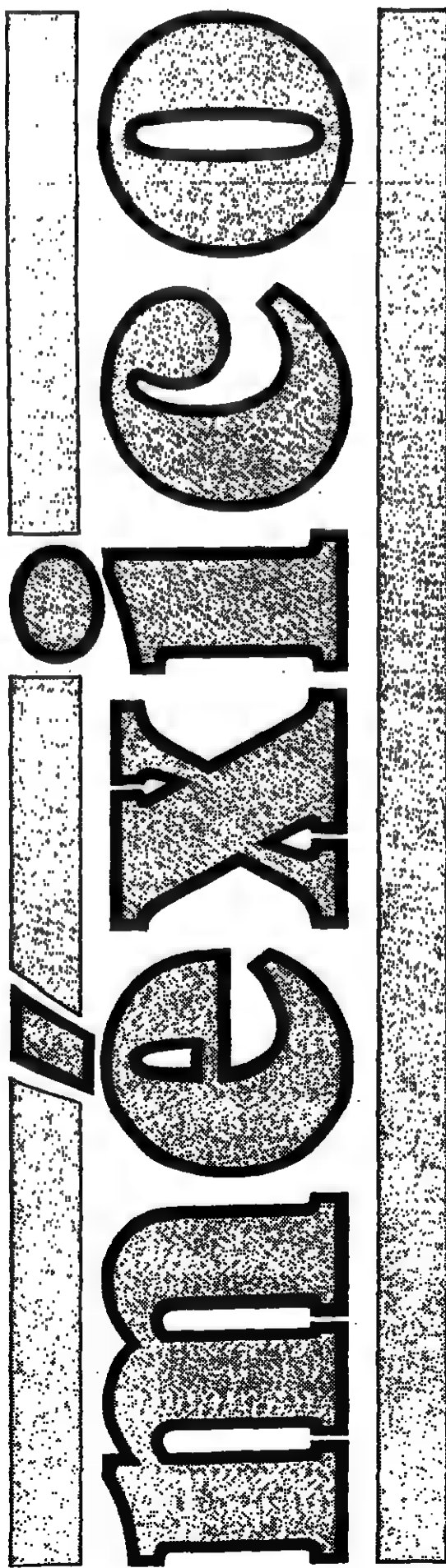
Directeur : Hubert Beau-Méry (0144-1969) Jacques Fauvet (1968-1982)

Impression : du « Monde » 5, r. des Italiens, PARIS-12

Reproduction interdite sans autorisation, sauf accord avec l'éditeur.

Commission paritaire n° 57 437.

ISSN : 0026 - 9360.

Maintenant au  
Mexique...votre  
argent  
c'est de l'or !... offrez-vous un  
passionnant voyage  
à travers ses PAYSAGES  
et son HISTOIRE

Pays par excellence, Mexique vous fera découvrir ses mystérieuses civilisations précolombiennes, ses villes coloniales... les buildings de Mexico, la capitale, avec ses larges avenues, ses parcs ombragés, ses musées où brillent les trésors d'un passé fabuleux et de frappants exemples de l'art contemporain - oublier Guadalajara, ville moderne qui a gardé son charme d'antan. Les plages sont nombreuses, réputées de renommée mondiale comme Acapulco, Puerto Vallarta, Cancun et Cozumel, d'autres plus sauvages, immenses étendues de sable fin, bordées de végétation tropicale : Ixtapa-Zihuatanejo, Careyes ou la Californie. Toute une gamme d'hôtels et de restaurants offrant les spécialités mexicaines ainsi qu'une cuisine internationale... et, partout dans ce pays accueillant, vous trouverez une hospitalité chaleureuse comme le soleil qui illumine toute l'année.

COURS DU CHANGE TRÈS FAVORABLE :  
UN VOYAGE ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBREDe nombreux vols quotidiens relient l'Europe au Mexique.  
Consultez votre Agent de Voyages.SECRÉTARIA DE TURISMO - CONSEJO NACIONAL DE TURISMO - MEXICO D.F.  
DIRECCIÓN GENERAL DE TURISMO - 24, AV. GARCÍA RIVERA, 2000 PARIS, TEL. 75 00 11 11Pour notre documentation, veuillez retourner ce coupon à :  
Bureau d'Information du Tourisme  
34, avenue George V, F-75008 Paris.Nom .....  
Adresse .....

هتدایان الاصل





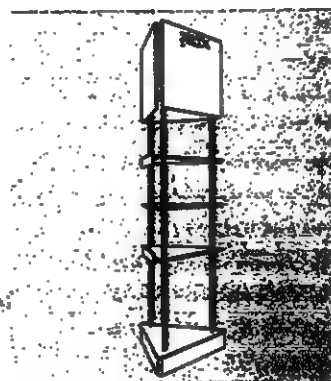


# POUR ACCUEILLIR OSCAR QUI D LE MONDE DOIT SA

Quand on a pour objectif les performances de ses clients, on est soi-même  
merci à nos clients : en 3 ans l'agence Oscar a doublé son chiffre d'affaires  
d'avoir innové avec une double page quadri pour vous en parler en long, en



**Nous remercions aussi :**  
Bien-Etre - La Croix-Rouge  
Française - Générale Biscuit  
GVS Melli - Coiffeurs S.T.A.R.  
Minigrip - L'Oréal Coiffure -  
Printil - Sicli - Vitos.



**PHOX.**  
Pas d'interlocuteurs des idées-services au  
point de vente. Résultat : 12 % d'aug-  
mentation (le marché progresse de 6%).



**ARROW.**  
Un superbe coup de Poiné : le mail-  
leur score d'impact de l'année dans  
ce magazine.



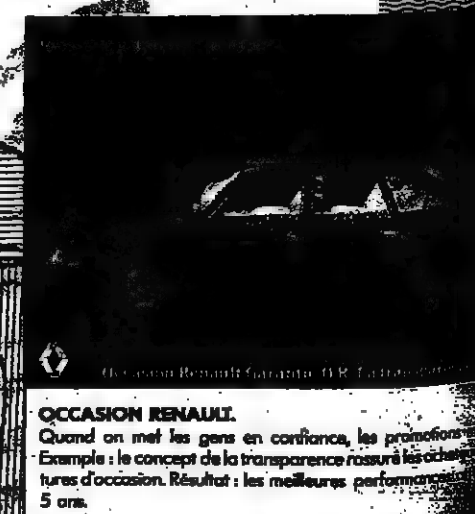
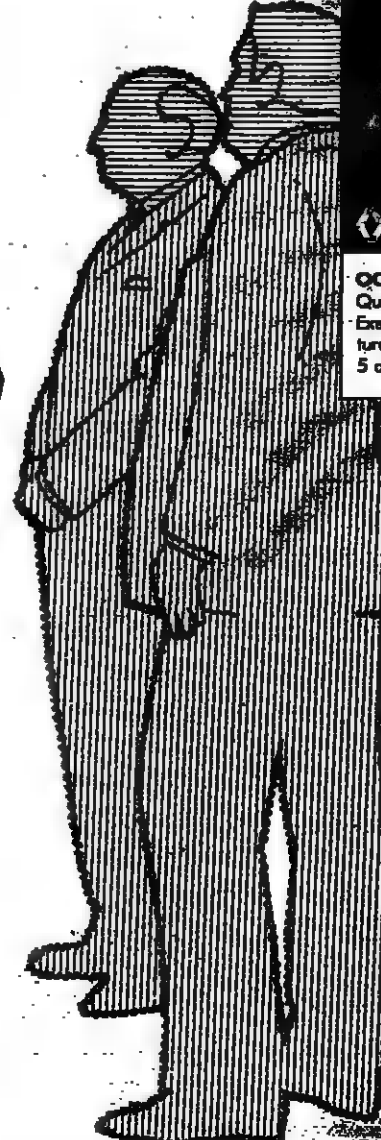
**RADIO-MONT-CARLO.**  
Au programme : de l'audience. Il  
doit être aveugle pour ne pas écouter  
SNC cette année.



**AIWA.**  
Il y a de quoi en faire une journée :  
en un an une progression de 50%.



**RESTAURANT - 62, rue des Capucins.**  
Un lancement fast and good : en 6 semaines  
à Paris et en province sont leaders.



**OCCASION RENAULT.**  
Quand on met les gens en confiance, les promotions  
Exemple : le concept de la transparence rassure les acheteurs  
d'occasion. Résultat : les meilleures performances  
5 ans.

En temps de guerre écon  
notre création est sans lin  
à nos clients dans un esp  
Oscar : Agence conseil

CE À QUO

Herandou - Louis Gehin



هكذا نتواصل

# SCA QUI DOUBLE DE VOLUME, DOUBLE SA SURFACE.

est so-  
e d'aff-  
en lon-  
rformant. Alors,  
erci au Monde  
e et en travers.



**C17.**  
La grande route : 1982, minerve de la réalisation R.F.P.



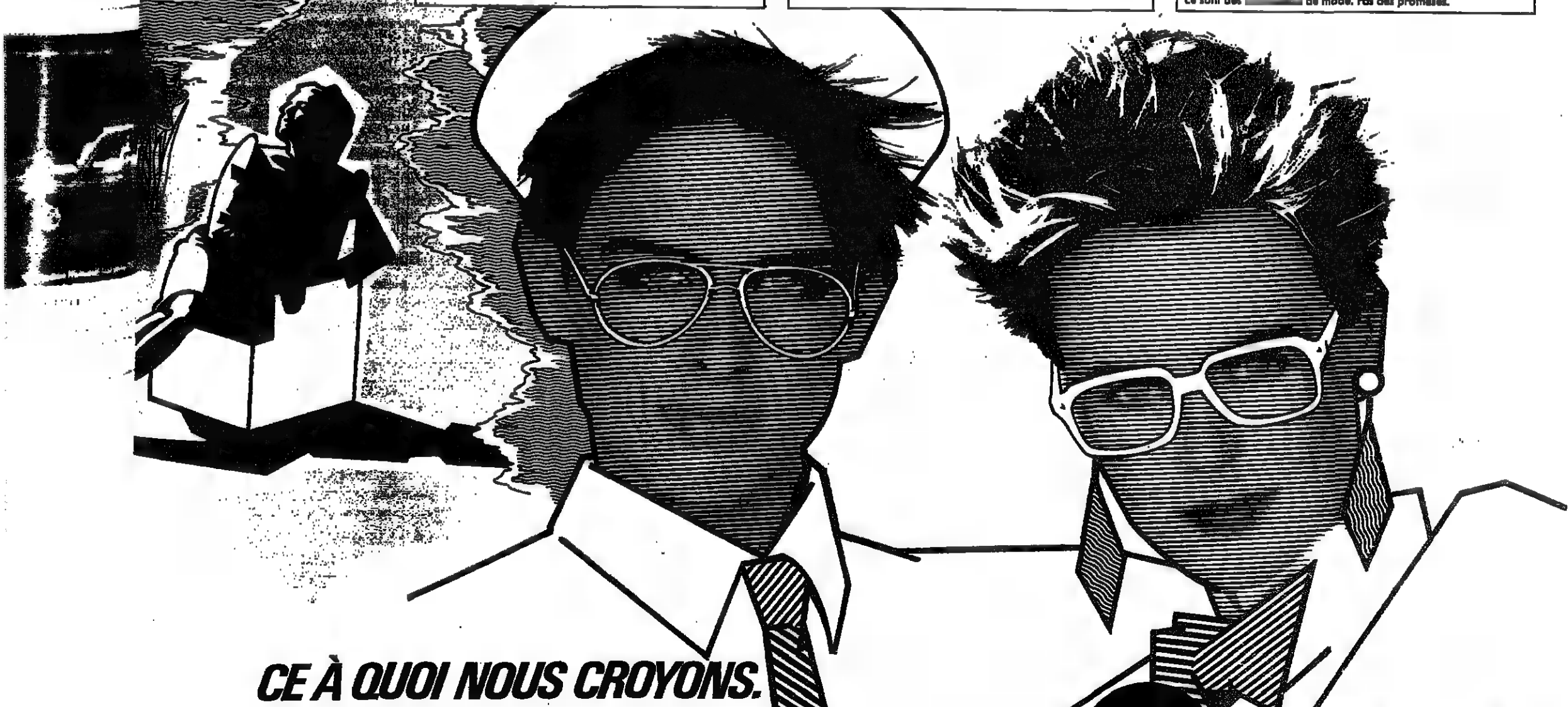
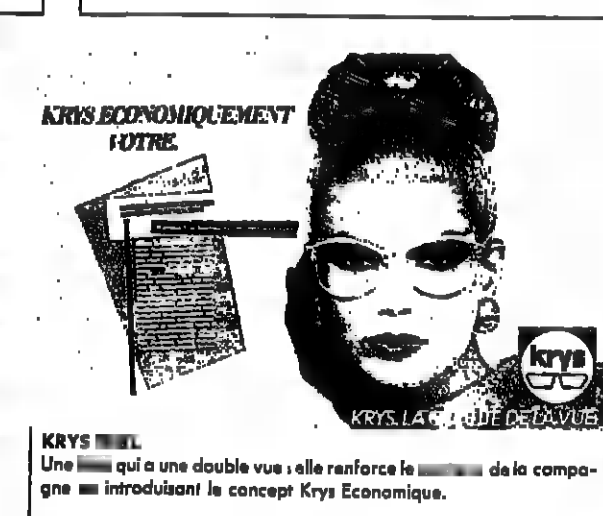
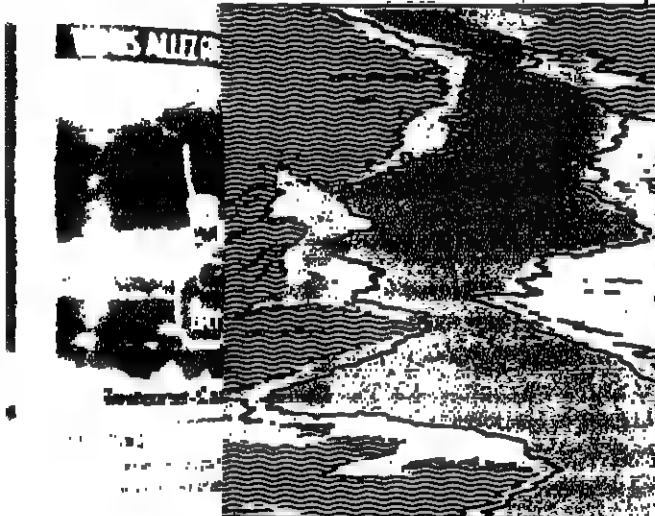
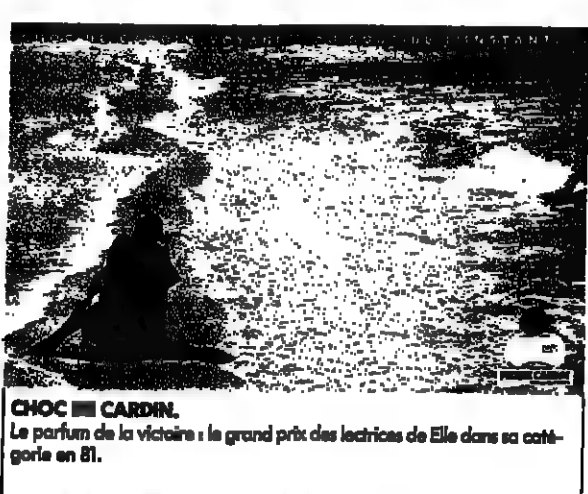
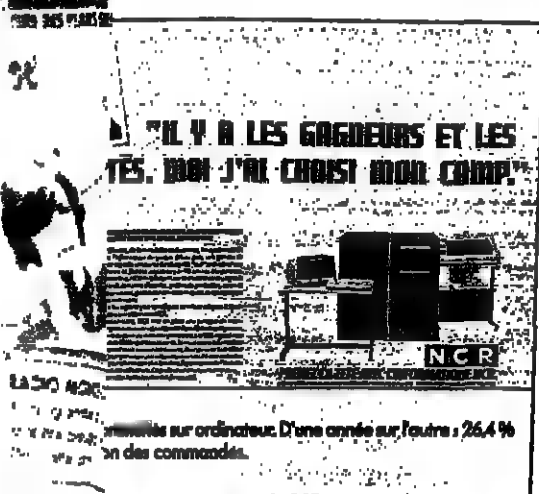
**FLUOGUM SANS SUCRE.**  
Des résultats qui ne manquent pas de sel : 1980/81 : + 40 %, 1981/82 : + 22 %.



**KAZED.**  
Donner de l'imagination à des produits qui n'en ont pas : ça ouvre les portes de la renommée.



**HITBURGER.**  
Une idée simple qui marche : montrer de la glace pour dire surgelé, et on est leader dans les hyper-marchés.



**CE À QUOI NOUS CROYONS.**

Il n'y a pas d'autre voie que la croissance. Il n'y a pas de théorie miracle, pas de style passe-partout : posons comme seules règles de respecter le consommateur et d'être efficaces. Nous nous unissons pétition absolue. Dans une course il n'y a qu'un gagnant. C'est vous. Venez nous voir.  
à Yves Ferandou - Louis Gabinski. 2 rue de la Tour des Dames 75009 Paris. Téléphone : 280.63.11.

# Oscar







# Hippisme

## Les derniers lampions

VINCENNES allume ses lampions et Autout s'élance : les derniers sauteurs du galop ont été, dimanche, pour Meritimo, Salsolier et Shabby. On avait un peu oublié le premier nommé. Victime, en août 1981, d'une tétanie du canon, il s'était d'abord accordé un an de convalescence puis était revenu à la piste par le détour, discret d'Englebert. Il s'y était bien comporté, ramportant deux de ses trois courses de reprise de contact. Mais il y a son, sinon en kilomètres, du moins en difficulté de parcours, entre Englebert et Autout. On pouvait se demander si Meritimo comblerait d'un coup la distance. Il a trouvé le bon rythme. Une victoire, c'est son retour, dans le Prix Léon-Olivier-Rodière, où il a réintallé à la place qu'il occupait avant sa blessure, juste derrière Grandal. C'est-à-dire tout près du sommet. On sait quels vœux exprimer à son entraîneur, Hubert d'Allières : que Meritimo garde la même cap. Le prochain port sera alors la grande course de haies.

### Amitié de jeunesse

La vie de journaliste-éleveur n'a pas toujours été rose. Plus d'une fois, Jean Muller a regretté le bon temps des reportages avec les copains sur les faits divers de Caen à Sées, et plus d'une fois il a été tenté de fermer l'écurie et de reprendre le stylo. Mais le vol en haut de la côte, et le chemin cahoteux des premières années est devenu, une solide avenue.

Edouard, le grand élève René Jariel et la nécessité d'assumer la succession de celui-ci, un des plus importants propriétaires de chevaux d'obstacle. Le journaliste et le mariage mènent doublement à tout. Jean Muller règne maintenant avec bonheur sur un empire terrien et hippique de quelque 250 hectares, cent cinquante bêtes à cornes et une centaine de chevaux, pur-sang et trotteurs.

Les destins hippiques sont intriqués. Jean Muller et son épouse ont deux chevaux ; Jean Muller en possède un. Il en est beaucoup plus, voilà une quinzaine d'années, quand il quitta la rédaction pour devenir entraîneur. Mais il savait entraîner les chevaux, peut-être même il les aimait mieux que les propriétaires. Son nom avait disparu des programmes. Il y a reparu, dimanche, celui d'un unique représentant : Romethen (encore un fils de Carmarthen), porteur des couleurs de son époux. Ce Romethen a été un remarquable sauteur de haies, le Prix Pichon, Vieux La Haye, le nouveau saut de haies.

Les sociétés se tournent vers l'Etat pour leur diminution de son prélevement, l'autorisation d'organiser des concours. L'Etat, pour sa part, ayant des réformes à faire, notamment une mainmise de l'administration sur la P.M.U. et l'accession d'élus différents personnels à la gestion des sociétés, il s'attend à d'opiniâtres marchandages : « Je te donne 20 millions, mais tu m'as donné deux sièges... ». Non, 20 millions et deux sièges... Alors, un siège et deux strapontins... Il paraît que, dans l'immédiat, l'Etat n'aura pas davantage de points que nous ne le croyons. L'établissement Labus, le propos duquel le nouveau directeur national n'a pas encore marché que lui-même, mais que son ami (1) aura certainement fait jurer, dont le mandat de l'Etat n'est pas une garantie gagnée, par le jury. Le boycott de l'Etat et de sa production est, en tout cas, la règle de Chantilly et de Deauville. Ici de vraiment nouveau ne peut être que la réponse la petite hémisphère qui lui a plu et le beau monde hippiques.

LOUIS DÉNIEL

(1) Le Monde du 11 décembre.

**RIETBAD CHAMBRES A LOUER NOËL ET NOUVEL AN**

Chambres agréables. Cuisine soignée. Menus de jour à des prix avantageux. Recommandé par les médecins. Séjour de 14 jours, pension complète F 625. Messes, fango, sauna, solarium. Skis tout près de l'hôtel. 2 skis. Ecouter de ski. Ski de fond.

Renseignements : Situation, de neige et des pistes : 1941/74/4-21-21. Hôtel Rietbad, 9651 Rietbad : 1941/74/4-12-22.

**CROISIÈRE D'HIVER AUX ANTILLES SUR NEW LIFE**

Luxueux navire de 13 mètres (Gib Sea 126) Croisière de séjour 1 ou 2 semaines. Renseignements en 25 rue de la République AIRCOM (S.E.T.I.) 75008 Paris Tél. : 268-15-70

**GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES**

C'est le dernier mode d'été par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décoration d'un buffet où l'on peut se servir et se resservir à volonté.

Garden Buffet ? Un prochain déjeuner à inscrire sur votre agenda !

**150 F** (taxes et service compris) Tous les jours de 12 à 15 h. **Hôtel PRINCE DE GALLES** 33 avenue George-V PARIS 8<sup>e</sup> Tél. 723 55.11

**une exclusivité aeroméxico PARIS-MIAMI 3695 F\***

aller et retour **3695 F\*** VOIS EVASIONS

Mardi, jeudi, samedi de chaque semaine. Aériomex vous propose chaque semaine une exclusivité au départ de Paris, Miami, New York, Los Angeles, pour un prix spécial "Vols Evasions" à 3695 F\* et retour (séjour de 11 à 12 jours).

Miami est la plaque tournante de nombreux vols vers l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Amérique du Centre, l'Amérique du Sud. Miami est la piste d'envol vers les Caraïbes, les Bahamas, séjour idéal pour le tour d'hiver à toutes les îles de la mer.

Miami est enfin la porte de la Floride (Cap Kennedy et son musée spatial, Disneyworld et les Everglades, etc.) et du Sud des Etats Unis du Texas à la Nouvelle Orléans.

**"VOLS EVASIONS" PARIS-MEXICO : 4815 F\***

Renseignements auprès de votre Agent de Voyages agréé d'Aeroméxico : 742.40.50.

**aeroméxico**

## Philatélie

N° 1770

### FRANCE : Série - timbres-taxe -

Quatre nouvelles valeurs s'ajoutent, le 3 janvier 1983, aux six premières du type - insectes - octopédres - mises en service le 4 janvier 1982. - (1<sup>re</sup> - 4<sup>e</sup>/83).

0,40 F, brun foncé, rouge ; Lepidoptera cordigera ;

0,40 F, brun, bleu ; Paederus littoralis ;

0,40 F, noir, brun ; Adalia alpina ;

0,40 F, bleu, brun, noir ; Trichodes alvearius.

Formats 17 x 23 mm. Maquettes de M<sup>me</sup> Schach-Duc, Les 0,30 et 3,00 F ont été gravés par Claude Haley et les deux autres valeurs par Michel Monvoisin. Taille-douce, Pétrigues.

Pour les timbres-taxe n'existe d'oblitération - P.J. -

### En bref...

**CAMEROUN** - Soixante-quinzième anniversaire du scoutisme international. - 400 F. Offset, S.N. Cartor, d'après B. Longlet et L.M. Le-mann.

**HAUTE-VOLTA** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HONG KONG** - Série d'usage courant de seize valeurs, sujet unique pour douze premières (petits formats) et également sujet unique pour quatre fortes valeurs (grande format). 10, 20, 30, 40, 50, 70, 100, 1, 1,30, 2 dollars ; 5, 10, 20, 50 dollars.

**NORVÈGE** - Prix Nobel de la paix 1922, effigie de Fridtjof Nansen (1861-1930). 300 øre. Timbre de "Noël 1982", 1,75 nok, en forme de dix figurines, dentelle à trois côtés, par deux valeurs à côté, l'une massicotée à gauche, l'autre à droite.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**HAÏTI** - Série "fleurs". - 40 F. Nénuphar ; 40 F. Kapokier ; 10 F. Frangipanier ; 10 F. Coccinelle planchondii ; 100 F. Coccinelle. Offset, Edita. - U.A.P.T. - F. et F. Offset, S.N. Cartor.

**ON N'A PAS TOUT DIT SUR LE MEURICE**

Le MEURICE, un des dix douze derniers grands palaces du monde, ouvre maintenant les portes de son restaurant de façon originale et très contemporaine, de 12 à 23 heures.

C'est donc l'endroit idéal pour donner un dîner d'apparat, réussir un déjeuner d'affaires... ou simplement traiter ses amis avec élégance. Il va sans dire que la cuisine y est particulièrement soignée et raffinée ; la carte y est variée et on y trouve des vins de très grande origine.

Le parking, commode et proche, est celui de la place Vendôme.

**RESTAURANT LE MEURICE** 230 rue de Rivoli, 75001 Paris - tél. 260 38.60

(Ouvert tous les jours de 12 à 23 heures - 350 € environ - menu à 160 F S.N.C.)

**Suggestions extraites de la carte :**

- Pâtis de Saint-Jacques au citron vert
- Dolce de sole cuites à la vapeur de petite mer
- Palette de mignons de bœuf avec dix croûtes
- Foie gras aux poires sauce Williams

Menu du jour à 160 F S.N.C.

**Une semaine au soleil de Floride... avec Pan Am : 4 925 F\* seulement.**

Choisissez de passer une semaine entière à vous baigner de soleil sur une plage de Floride, ou préférez le ski nautique, la pêche en haute mer, la plongée sous-marine, le golf ou le tennis... La Floride a beaucoup à offrir en plus de son soleil.

Et avec le séjour Pan Am, vous en aurez le meilleur. Son prix comprend le vol minimum 10 passagers regroupés par l'organisateur

aller et retour sur Pan Am ainsi que 7 nuits à l'hôtel en chambre double. L'hôtel envoie même une "limousine" vous accueillir à l'aéroport.

Mais pour plus de détails, consultez chez votre Agent de Voyages la brochure "Vacances fabuleuses" ou écrivez à Pan Am, 1 rue Scribe 75009 PARIS.

**Pan Am. L'Expérience Avion.**



## —ÉCHECS

**POUR LA MILLIÈME FOIS..**

## Miettes

- **Le restaurant au boulevard** restaurant Nicolas (12, rue de la Fidélité, Paris-10<sup>e</sup>, tél. 770-10-72) a été définitivement fermé non sans le samedi mais, au plus, le lundi soir.
- **Ceux qui connaissaient l'ancien** de Jacques Galois au Mont d'Or de la rue Casimir-Périer, Paris-7<sup>e</sup>, la restauration avec plaisir au boulevard (18, rue du Boccador, Paris-8<sup>e</sup>, tél. 47-20-38). L'ancien bistrot où, au déjeuner, le plat du jour entre 20 et 30 F, un fromage à 8 F, un dessert entre 6 et 8 F, pour le quartier, un repas très cher mais « sympa » et correct.
- **Le Grand Hôtel de l'Europe** (à

**La section des « Reins gourmands »**, de la présidence du jury, les Reins et couteaux : à décider, pour ne faire mieux connaître, de créer un prix littéraire pour les écrivains gourmets.

Ce prix sera remis, chaque année, le premier jour de printemps. Il récompensera tout un ouvrage traitant le goût pour la bonne cuisine, les traditions gastronomiques et les professions des métiers de bouche, mais pas les recueils de recettes.

Le prix consistera en deux repas à prendre dans chacun des restaurants « Reins gourmands » (téléphone 70 98 61) qui ont accepté d'engager à honorer la tenue de son prix au cours de l'année.

■ ■ ■ ■ ■ gourmards • 10, place  
de Concorde, 75008 Paris Tél.:  
70 98 61

pour l'imagination les com-  
mentaires dramatiques de  
qui paraissent anodins... pro-  
Une partie d'échecs, c'est  
une tragédie, une guerre en mini-  
ature, parfois même une comédie.  
Les coups de théâtre s'y succè-  
dent, l'engagement du jeu passe com-  
me l'engagement du joueur. Le zai-  
not, cet allié au jongleur, le Con-  
vennu... «... d'allure,  
avouons-le, que s'il fallait écri-  
re prosaïquement les affres du cham-  
pion qui manque de temps pour ré-  
fléchir et s'aperçoit que tout coup  
nouveau détériore sa position.

Pour les bons jours, pour les champions, l'étude des parties de grands maîtres est un indispensable moyen de formation. Ils attendent donc de Claude Lemoine une analyse approfondie, rarement si minutieuse. Mais Claude se refuse, « c'est leur terrain à eux » dira-t-il, ce cahier de page hebdomadaire.

Cela signifie — j'aillais l'oublier, étant peu fidèle à leur commentaire — figurez donc ou problème. Ayant un jour suggéré à Claude Lemoine de publier de temps à autre un problème en deux ou trois coups, Claude a répondu : « C'est pour les amateurs, ce sont des études ardues, et moi je suis vu répondre que la qualité de la chronique pâtirait d'un trop bas niveau. Comment ne pas donner raison à notre collaborateur ? »

L'heure où le moindre minime ordinaire résout les problèmes en quelques secondes. Essayez de résoudre les problèmes de la chronique publiée par le *Monde* et vous éprouverez la perverse satisfaction de voir littéralement souffrir les circuits électroniques !

**JACQUES SAUVAGEOT.**

**L**ES amateurs de vins du Bordelais pourront bientôt s'occuper d'une autre affaire : l'édification de nouvelles caves. L'édification parisienne (15, place de la Madeleine, 64, rue François-I<sup>er</sup> et 2, rue du Général-Henri-Berter à Neuilly) a douze cinquièmes de Paris : 1976. Le vin passé entre les propriétés ou « châteaux » concernés permet en effet d'avoir accès à deux endroits pour le vin identique (le ballon de 10 cl) à des prix de qualité.

Le principe des « Ecloses » (la venue du vin dans des crus prestigieux) permet à l'amateur de tester ses capacités sur ces vins étonnamment différents. L'éclosure d'un vignoble en 1971 hectares. — J.-Y. M.

Les **PROFESSEURS DE l'ART**  
chez les **CHPEUNEUX**  
insupportables de simplicité !

**Peinture** - Aquarelle - Ecriture  
**Modelage** - Céramique - Bas-relief  
Initiation et perfectionnement  
dans un petit groupe avec des profes-  
sionnels dont la démarche est innovante

**Documentation contre timbres :**  
**LES CHPEUNEUX**  
- La Boissière., 19310 AYEN  
Tel. (45) 25-15-69

## Spécialités françaises et étrangères

**ALSACIENNES**  
AUBERGE DE RIQUEWIHL, 12, r. du Sébastopol, 59. F. 71-21-10. F.s/m.-dim.  
AUGOURMET D'ALSACE, 16, rue Favart (2<sup>e</sup>). Insc. Off. Comique. 75-57-45.

**AUVERGNATES**  
ARTOIS ISIDORE ROUZÉYROL, 13, r. d'Artois, 9, 225-01-10. F.s/m.-dim.

**FRANÇAISES**  
TRADITIONNELLES  
RELAIS BELLMAN, 37, r. François-P. 72-54-42. Juss. 22, h. Cadre-écl. LES CHAMPS D'ORS, 22, rue du Champ-de-Mars (7<sup>e</sup>). 551-52-69. F./dim. m. lundi. Décor de boiseries, cuisine raffinée. Spécialités : poissons, cuisine personnelle.

LAPEROUSE, 51, qu. Gds-Augustins, 326-68-04. Cadeau authent. CHEZ FRANÇOISE  
Aéropage des Invalides (7<sup>e</sup>). 551-87-20 et 705-49-03  
Menu 85 F. et grands crus de France en carafe. Ouv. m. dim. 1<sup>er</sup> déjeuner. Fermé le dim. soir m. lundi.

**LYONNAISES**  
LA FOUX, 2, Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux.

**NORMANDES**  
MAINOIR NORMAND, 77, qu. Courcelles, 227-38-97. F. s/m. Langoustes, poulets au bois.

Coupe d'or de gastronomie internationale.

**PÉRIGOURDINES**  
LE FRIANT, 40, m. Friant, 539-59-98. F./dim. Spéc. Périgord et poissons.

**SARLADAISES**  
LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne. 252-23-62. Cassoulet F. 57 F.

**SUD-OUEST**  
AU VIEUX PARIS, 141, Panthéon (5<sup>e</sup>). 354-79-22. PARKING. Sa cave. P.M.R. 100 F.

**LE REPAIRE DE CANTILLON**  
700-25-86, 8, boulevard Filles-du-Calvaire (11<sup>e</sup>).

**TOURANGELLES**  
L'ECHEMIN EN TAILLE, 24, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. F. dim.

**FRUITS DE MER ET POISSONS**  
LA BONNE TABLE, 42, rue Friant, 539-74-01. Spécialités de poissons.

**DESSIDIER, spécialiste de l'huître,**  
9, place Percier, 227-82-14. Coquillages et crustacés en préparations de poissons du jour.

**TOUR D'ARGENT, 6, pl. de la Bastille,**  
344-32-19 m. 33-32. Huîtres, poissons grillades. Juss. 11 h 15 m.

**TY COZ, 35, rue Saint-Georges,**  
376-42-95. Tous les poissons. F. dim.

**LE LOUIS XIV, 8, bd Saint-Denis,**  
200-19-90 et 208-56-56. F. lundi-mardi. Déjeuners, dîners. Fruits de mer. Glaciers. Rôtisserie. Salon. Parking privé.

**L'OPÉRA DE LA MER, 6, rue Gomboust (1<sup>er</sup>),**  
261-43-93. Formule à déjeuner rapide à 85 F.T.C. (un plat, parmi une douzaine au choix, dessert et un demi vin par pers.) et toujours à 150 F.T.C. et sa carte.

**TOUR DE LYON, 1, r. de Lyon (12<sup>e</sup>),**  
face à la gare. 343-98-30. Huîtres, poissons, grillades. Jusqu'à 11 h 15 matin.

**VIANDES**  
AU COCHON DE LAIT à la broche, 1, rue de la Harpe, 326-03-65. F. dim.

**ARMÉNIENNES**  
LA CAPPADOCE, 67 bis, quai A-Blancq, Allorville, 575-05-30 Dîner dansant avec orch. et duo grec.

**BRESILIENNES**  
GUY, 6, rue Mabillon, 6. 354-86-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978.

**CHINOISES**  
FLEUR MANDARIN, 6, rue de la Vierge, 61, 288-12-18, 527-62-02. Spéc. à la vap. Boutiq. plat à emp.

Livraison à domicile.

**Produits exotiques.** 324-58-54.

**CHINOISES-THAÏLANDAISES**  
CHIEP, 22, rue de Pontbasse (8<sup>e</sup>). 256-23-96. T.J. Nouvelles spécialités du quartier des Champs-Élysées. m. gastronomie chinoise-vietnamienne.

**DANOISES ET SCANDINAVES**  
FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, tél. ELY, 20-41.

**COPENHAGUE, 1<sup>er</sup> étage.**

**ESPAGNOLES**  
EL PACHA, 80, bd de Batignolles, 317-17-17. Jusqu'à 10 h 30 couverts.

**LOS ARCOS, 7, r. Lacharrière (11<sup>e</sup>).**  
Ouv. dim. J. 2 h. 357-63-71. Sont la cuisine de France nous ont offerts, dans une cuisine cuisine flamme et sud-américaine, ses spécialités espagnoles et françaises.

**INDIENNES**  
VISHNOU, 21, r. Daupine, 297-56-54. F. dim. SPECIAL REGIONALES.

**INDRA, 10, r. Cdt-Rivière, F. dim.**  
359-46-00. SPECIAL TANDOORI.

**ASHOKA, 5, rue Dr-Jacques-Clemenceau (15<sup>e</sup>).**  
T.J. 532-96-46. Cuisine du sud de l'Inde. Spécial. TANDOORI.

**INDIENNES-PAKISTANAISES**  
MAHARAJA, 15, r. L-Chapuis (6<sup>e</sup>). F. mardi, 325-17-54. M. Verrin L'ARRE A SOUHAITS, 15, rue du Juss. (1<sup>er</sup>). 233-27-69. Cadre agréable de 400 F. soir 100 F. F. dim. Restaurant, salon de thé.

**MAHARAJA, 72, bd St-Germain,**  
354-26-07. F. lundi. M. Maubert.

**MAROCAINES**  
AÏSSA, 208, 3, r. Ste-Benue, 548-63-22. F.s/m. à 0 h 30. F. d-dél. Tr. fin. Spécial. Pâtes. Rds. 1 part. 17h.

**VIETNAMIENNES**  
NEM, 66, 66, rue Lauriston (16<sup>e</sup>). 727-74-32. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

**METTEZ 12 HUITRES DANS  
VOTRE MOTEUR  
CHEZ CHARLOT**

**CHARLOT ROI DES COQUILLAGES**  
12, place de Cléry, 874, 49, 54 et 66

**CHARLOT™ MERVEILLES MERS**  
bis, bd de Cléry, 522-47,08

4074880

72

**le grand café**

SON BANC  
D'OUTILS RÉFRIGÉRÉ.

SES  
POISSONS.

4, Bd des Capucines, Paris 9<sup>me</sup> : 742.75.77

**Le P<sup>th</sup> QUINQUIN**  
cuisine de qualité  
menu • vin à volonté  
à partir de 45 F S.N.C.  
— ■■■■■ les jours —

les gourmets  
font la différence

**GLACES - SORBETS**  
Dégustation - A emporter

**RAIMO  
GLACIER**  
de père en fils.

75012 PARIS  
Tél. 343.70.70  
Mo. DAUMESNIL (Félix Eboué)

**Au cœur des Boulevards  
dans un cadre rustique**

**Le GAVROCHE**

- Cuisine traditionnelle soignée
- Menu - vin à volonté  
à partir de 49 F S.N.C.
- Ouvert tous les jours

**Environs de Paris**  
**La Petite Auberg**  
**Franc-Comtoise**  
Cuisine REGIONALE  
Cuisine INVENTIVE







# INFORMATIONS « SERVICES »

## ÉDUCATION

### Le calendrier scolaire 1983-1984 pour les élèves

Le calendrier scolaire 1983-1984 diffère de l'année précédente. Ainsi, le samedi suivant le 11 novembre est libéré de préférence à celui qui précède la Pentecôte, la manière d'économiser quelques heures de fuel pour le chauffage des établissements. Dans le même esprit, les congés d'hiver, au mois de février, sont-ils allongés d'une journée et demie. Cela permettra mieux d'utiliser les centres de vacances du associatif. Pour la Corse, le régime dérogatoire entre les zones : c'est le recteur qui fixera, après consultation, les dates pour l'académie.

La composition des zones a légèrement modifiée : les trois académies de la région parisienne constituent une zone à elle-même, les trois académies, la rentrée de septembre 1983 est avancée d'un jour.

Comme les années précédentes une journée supplémentaire de congé pourra être accordée sur la demande des parents.

Il n'y a pas de calendrier ne vaut que pour les élèves : la date de rentrée après les vacances d'été n'est pas indiquée pour les enseignants. Le ministère leur proposait une pré-rentrée le lundi 11 septembre au matin, c'est-à-dire trois jours avant les élèves. Les syndicats s'y opposent. Certains d'entre-eux préféreraient que le temps de concertation destiné à préparer l'année qui s'ouvre soit placé non en septembre, mais à la fin de l'année précédente, c'est-à-dire à l'été. En l'état actuel des choses, cela poserait de sérieux problèmes pratiques. D'autres souhaiteraient que les établissements organisent eux-mêmes la rentrée et l'accueil, par exemple, une semaine pour mieux assurer l'accueil des élèves.

	ZONE I	ZONE II	ZONE III
ACADÉMIES (1)	Paris, Créteil, Versailles	Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Rennes.	Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Limoges, Lyon, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse.
ÉTÉ 1983	du jeudi 30 juin au jeudi 8 septembre	du mardi 28 juin au jeudi 8 septembre	du mardi 28 juin au jeudi 8 septembre
TOUSSAINT	du jeudi 27 octobre au jeudi 3 novembre	du vendredi 28 octobre au jeudi 3 novembre	du vendredi 28 octobre au jeudi 3 novembre
11 NOVEMBRE	du jeudi 16 novembre au lundi 14 novembre	du jeudi 16 novembre au lundi 14 novembre	du jeudi 16 novembre au lundi 14 novembre
NOËL	du mardi 20 décembre au mercredi 4 janvier	du mardi 20 décembre au mercredi 4 janvier	du mardi 20 décembre au mercredi 4 janvier
HIVER	du jeudi 16 février au lundi 27 février	du jeudi 2 février au lundi 13 février	du jeudi 9 février au lundi 20 février
PRINTEMPS	du samedi 31 mars au lundi 16 avril	du vendredi 23 mars au lundi 9 avril	du jeudi 29 mars au lundi 16 avril
ÉTÉ 1984	du vendredi 29 juin au jeudi 6 septembre	du samedi 30 juin au jeudi 6 septembre	du samedi 30 juin au jeudi 6 septembre

(1) Les dates indiquées correspondent au jour de départ après la classe et au jour de rentrée le matin.

## PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 19 DÉCEMBRE

- « Ministère de la marine », 10 h 30, 2, rue Royale, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.
- « Couilles de la Comédie-Française », 10 h 30, place Collette, porte de l'administration, M<sup>me</sup> Oswald.
- « Hôtel de la Ville », 15 heures, 62, Saint-Antoine, M. Jacomet.
- « Exposition de l'Hôtel de Ville et son histoire », 15 heures, Hôtel de Ville, M. Lévy.
- « Madame Louise de France au Carmel de Saint-Denis », 15 heures, M<sup>me</sup> Oswald.
- « Château de la Motte-Lafitte », 15 h 30, entrée côté parc dans le vestibule, M<sup>me</sup> Hulot (Caisse nationale monuments historiques).
- « Exposition Oudry », 10 h 30, Grand Palais.
- « La Mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermitte (Approche de l'art).
- « De Carthage à Kairouan », 11 heures, Petit Palais.
- « Le lycée Henri-IV », 15 heures, 23, rue Clovis.
- « La Mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermitte (Arcus).
- « Musée national des arts populaires », 10 heures, 6, route du Mahatma-Gandhi (L'art pour tous).
- « Exposition Faustin-Latour », 10 h 15, Grand Palais (Art et société).
- « De la rue Visconti au palais de la Reine-Margot », 15 h 15, 21, rue Visconti, M<sup>me</sup> Barthelemy.
- « Trésors d'Irlande », 10 h 30, Grand Palais.
- « Monet au musée Marmottan », 14 heures, entrée, D. de la place, M<sup>me</sup> Colin.
- « L'île Saint-Louis », 10 h 30, métro Pont-Marie.
- « Le Père Lachaise », 18 heures, M<sup>me</sup> Raguenau.
- « Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Connaissance de l'art et d'ailleurs).

- « Services secrets 1939-1945 », 15 heures, Invalides, M. Czorny.
- « Hôtel de Camondo », 15 heures, rue de Monceau, M<sup>me</sup> Ferrand.
- « Napoléon et l'Empire aux Invalides », 15 heures, hall d'entrée, M<sup>me</sup> Hulot.
- « Hôtel du Châtelet », 15 heures, 127, rue de Grenelle (Histoire et archéologie).
- « L'Académie française », 14 h 45, 23, quai Conti, M. de la Roche.
- « Le pont Neuf et la place de l'autrefois », 14 h 30, angle place Saint-Michel, quai des Grands-Augustins (Paris autrefois).
- « Salons », 15 heures, hall d'entrée, M<sup>me</sup> Hulot.
- « Port Royal », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal.
- « Le Palais Bourbon », 15 heures, façade sur le quai (Paris et son histoire).
- « Hôtels du Marais, place des Voies », 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- « L'art du XVII<sup>e</sup> dans les salons de France », 10 h 30, Palais, E. Roman.
- « Hôtel de Crillon », 14 h 45, 10, place des Voies.
- « Palais Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Tourisme culturel).
- « Synagogues de la rue des Rosiers », 15 heures, 3, rue Malher (Le Vieux Paris).

### LUNDI 20 DÉCEMBRE

- « Place des Victoires et les marchands », 15 heures, M<sup>me</sup> de la place, M<sup>me</sup> Colin.
- « Églises Saint-Julien-le-Pauvre et Saint-Severin », 15 heures, devant Saint-Julien, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.
- « Art et religion orthodoxe », 15 heures, 12, rue Daru, M<sup>me</sup> Hulot.
- « L'art du tabac », 15 heures, métro

- Latour-Maubourg, M<sup>me</sup> Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Trésors d'Irlande », 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art).
- « La Renaissance française », 14 h 30, Louvre, porte Denon (Arcus).
- « L'Opéra », 15 h 45, entrée, M<sup>me</sup> Raguenau.
- « Palais de justice », 15 heures, métro Cité, M<sup>me</sup> Hulot (Connaissance de l'art et d'ailleurs).
- « Hôtel de Launay », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M<sup>me</sup> Ferrand.
- « Exposition Faustin-Latour », 15 h 15, Grand Palais, M<sup>me</sup> Hager.
- « Exposition Oudry », 15 heures, métro Champs-Élysées-Clémenceau, M<sup>me</sup> Hulot.
- « Le Sept », 15 heures, métro Miroir, M. de la Roche.
- « Saint-Denis », 14 h 30, portail central de la basilique (Lutèce Visites).
- « Vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).
- « La Mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermitte.
- « Trésors de la faculté de Jussieu », 15 heures, métro Jussieu (Paris et son histoire).

## CONFÉRENCES

### DIMANCHE 19 DÉCEMBRE

- 15 heures, 163, rue Saint-Honoré, de France : « L'étonnant portrait de N.-D. de la Guadalupe », Mexico, Netya : « L'actualité de la Vierge de la Salente ».
- 15 h 30, 15, rue de la Boucherie, G. Paimier : « L'Asie du Sud-Est : Khan à Tamerlan et à l'islamisme vietnamite » (Les « L'Esprit », projections).
- 15 h 30, 19, rue Frédéric-Lemaître, M.-F. Turpud : « Magie et pouvoir des plantes médicinales » (G.R.A.C.E.).
- 16 heures, 81, rue de la Plaine, Dr M. Temiet : « Contraception et fécondité » (Amis juéo-chrétiens de France).

### LUNDI 20 DÉCEMBRE

- 14 h 45, 23, quai de Conti, F. Dalle : « Le pouvoir dans l'entreprise » (Académie des sciences humaines et politiques).

### Les mots croisés

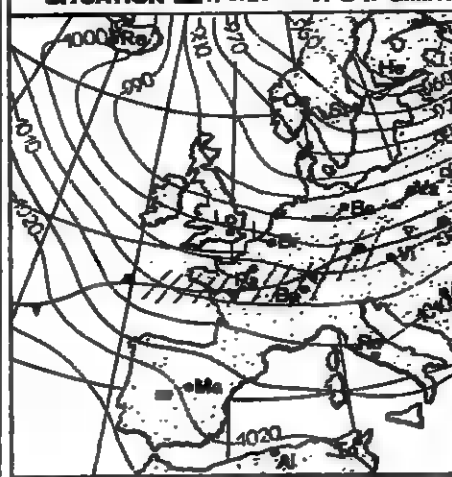
sont en page 23

## un repas une fête

C'est vrai, avec nos repas on se fait une fête. Mais, pour faire provision des meilleurs escargots de France, il faut aller à la MAISON DE L'ESCARGOT qui les vend au détail (depuis 1894) même le dimanche matin et tous les jours sauf le lundi, 78, rue Fondary, XV<sup>e</sup>, M<sup>me</sup> E. Zola. Tél. : 575.31.09.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 17.12.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 17 décembre à 0 h et le samedi 18 décembre à 0 h :

L'Europe et la France vont être balayés par des vents rapides de secteur ouest, puis, à l'ouest, ces derniers seront remplacés par des vents du nord-ouest. Les températures seront assez basses.

Samedi, le matin il pleuvra avec de la neige au-dessus de 600 mètres sur les Vosges, Jura, Bourgogne, Centre-Est et Alpes. Les pluies et neiges seront abondantes. Les températures seront assez basses, en cours d'eau, les températures seront comprises entre 2 et 8 degrés en Alsace, surtout le Nord-Est et le Centre-Est, et de 8 à 10 degrés sur le sud des Alpes. Sur le reste de la France, le ciel sera nuageux, il y aura quelques ondées, les vents du nord-ouest seront assez forts à l'est et les températures comprises entre 2 et 3 degrés dans le Nord, 6 à 7 degrés dans le Sud-Ouest.

En cours de journée, il neigera sur les massifs à très basse altitude au-dessus de 300 à 400 mètres. Les vents s'orienteront au nord dans la vallée du Rhône et sur le Languedoc. Ailleurs, le ciel sera changeant avec des éclaircies, et des averse assez rares près de l'Atlantique. Les vents du nord-ouest resteront forts, les températures s'élèveront au maximum entre 3 et 5 degrés dans le Nord, le Nord-Est, le Centre-Est, 7 à 9 degrés sur l'Ouest et le Sud-Ouest, 5 à 7 degrés sur la région parisienne, le Centre et le Midi méditerranéen où les températures seront comprises entre 2 et 8 degrés.

La pression atmosphérique sera au niveau de la mer d'environ 1015 hPa, le maximum enregistré au cours de la journée du 17 décembre, le second le minimum sera au nuit du 17 décembre, soit 1010 hPa.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 décembre, le second le minimum sera au nuit du 17 décembre, le troisième le minimum sera au nuit du 18 décembre, le quatrième le maximum sera au jour du 18 décembre, le cinquième le minimum sera au nuit du 18 décembre, le sixième le maximum sera au jour du 19 décembre, le septième le minimum sera au nuit du 19 décembre, le huitième le maximum sera au jour du 20 décembre, le neuvième le minimum sera au nuit du 20 décembre, le dixième le maximum sera au jour du 21 décembre, le onzième le minimum sera au nuit du 21 décembre, le douzième le maximum sera au jour du 22 décembre, le treizième le minimum sera au nuit du 22 décembre, le quatorzième le maximum sera au jour du 23 décembre, le quinzième le minimum sera au nuit du 23 décembre, le seizième le maximum sera au jour du 24 décembre, le dix-septième le minimum sera au nuit du 24 décembre, le dix-huitième le maximum sera au jour du 25 décembre, le dix-neufième le minimum sera au nuit du 25 décembre, le vingtième le maximum sera au jour du 26 décembre, le vingt-et-unième le minimum sera au nuit du 26 décembre, le vingt-deuxième le maximum sera au jour du 27 décembre, le vingt-troisième le minimum sera au nuit du 27 décembre, le vingt-quatrième le maximum sera au jour du 28 décembre, le vingt-cinquième le minimum sera au nuit du 28 décembre, le vingt-sixième le maximum sera au jour du 29 décembre, le vingt-septième le minimum sera au nuit du 29 décembre, le vingt-huitième le maximum sera au jour du 30 décembre, le vingt-neufième le minimum sera au nuit du 30 décembre, le trentième le maximum sera au jour du 31 décembre, le trente-et-unième le minimum sera au nuit du 31 décembre, le trente-deuxième le maximum sera au jour du 1<sup>er</sup> janvier, le trente-troisième le minimum sera au nuit du 1<sup>er</sup> janvier, le trente-quatrième le maximum sera au jour du 2<sup>er</sup> janvier, le trente-cinquième le minimum sera au nuit du 2<sup>er</sup> janvier, le trente-sixième le maximum sera au jour du 3<sup>er</sup> janvier, le trente-septième le minimum sera au nuit du 3<sup>er</sup> janvier, le trente-huitième le maximum sera au jour du 4<sup>er</sup> janvier, le trente-neufième le minimum sera au nuit du 4<sup>er</sup> janvier, le quarantième le maximum sera au jour du 5<sup>er</sup> janvier, le quarante-et-unième le minimum sera au nuit du 5<sup>er</sup> janvier, le quarante-deuxième le maximum sera au jour du 6<sup>er</sup> janvier, le quarante-troisième le minimum sera au nuit du 6<sup>er</sup> janvier, le quarante-quatrième le maximum sera au jour du 7<sup>er</sup> janvier, le quarante-cinquième le minimum sera au nuit du 7<sup>er</sup> janvier, le quarante-sixième le maximum sera au jour du 8<sup>er</sup> janvier, le quarante-septième le minimum sera au nuit du 8<sup>er</sup> janvier, le quarante-huitième le maximum sera au jour du 9<sup>er</sup> janvier, le quarante-neufième le minimum sera au nuit du 9<sup>er</sup> janvier, le cinquantième le maximum sera au jour du 10<sup>er</sup> janvier, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 10<sup>er</sup> janvier, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 11<sup>er</sup> janvier, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 11<sup>er</sup> janvier, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 12<sup>er</sup> janvier, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 12<sup>er</sup> janvier, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 13<sup>er</sup> janvier, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 13<sup>er</sup> janvier, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 14<sup>er</sup> janvier, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 14<sup>er</sup> janvier, le sixtième le maximum sera au jour du 15<sup>er</sup> janvier, le soixante-et-unième le minimum sera au nuit du 15<sup>er</sup> janvier, le soixante-deuxième le maximum sera au jour du 16<sup>er</sup> janvier, le soixante-troisième le minimum sera au nuit du 16<sup>er</sup> janvier, le soixante-quatrième le maximum sera au jour du 17<sup>er</sup> janvier, le soixante-cinquième le minimum sera au nuit du 17<sup>er</sup> janvier, le soixante-sixième le maximum sera au jour du 18<sup>er</sup> janvier, le soixante-septième le minimum sera au nuit du 18<sup>er</sup> janvier, le soixante-huitième le maximum sera au jour du 19<sup>er</sup> janvier, le soixante-neufième le minimum sera au nuit du 19<sup>er</sup> janvier, le septième le maximum sera au jour du 20<sup>er</sup> janvier, le septante-et-unième le minimum sera au nuit du 20<sup>er</sup> janvier, le septante-deuxième le maximum sera au jour du 21<sup>er</sup> janvier, le septante-troisième le minimum sera au nuit du 21<sup>er</sup> janvier, le septante-quatrième le maximum sera au jour du 22<sup>er</sup> janvier, le septante-cinquième le minimum sera au nuit du 22<sup>er</sup> janvier, le septante-sixième le maximum sera au jour du 23<sup>er</sup> janvier, le septante-septième le minimum sera au nuit du 23<sup>er</sup> janvier, le septante-huitième le maximum sera au jour du 24<sup>er</sup> janvier, le septante-neufième le minimum sera au nuit du 24<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingtième le maximum sera au jour du 25<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-et-unième le minimum sera au nuit du 25<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-deuxième le maximum sera au jour du 26<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-troisième le minimum sera au nuit du 26<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-quatrième le maximum sera au jour du 27<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-cinquième le minimum sera au nuit du 27<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-sixième le maximum sera au jour du 28<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-septième le minimum sera au nuit du 28<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-huitième le maximum sera au jour du 29<sup>er</sup> janvier, le quatre-vingt-neufième le minimum sera au nuit du 29<sup>er</sup> janvier, le cinquante le maximum sera au jour du 30<sup>er</sup> janvier, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 30<sup>er</sup> janvier, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 31<sup>er</sup> janvier, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 31<sup>er</sup> janvier, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 1<sup>er</sup> février, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 1<sup>er</sup> février, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 2<sup>er</sup> février, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 2<sup>er</sup> février, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 3<sup>er</sup> février, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 3<sup>er</sup> février, le sixième le maximum sera au jour du 4<sup>er</sup> février, le soixante-et-unième le minimum sera au nuit du 4<sup>er</sup> février, le soixante-deuxième le maximum sera au jour du 5<sup>er</sup> février, le soixante-troisième le minimum sera au nuit du 5<sup>er</sup> février, le soixante-quatrième le maximum sera au jour du 6<sup>er</sup> février, le soixante-cinquième le minimum sera au nuit du 6<sup>er</sup> février, le soixante-sixième le maximum sera au jour du 7<sup>er</sup> février, le soixante-septième le minimum sera au nuit du 7<sup>er</sup> février, le soixante-huitième le maximum sera au jour du 8<sup>er</sup> février, le soixante-neufième le minimum sera au nuit du 8<sup>er</sup> février, le septième le maximum sera au jour du 9<sup>er</sup> février, le septante-et-unième le minimum sera au nuit du 9<sup>er</sup> février, le septante-deuxième le maximum sera au jour du 10<sup>er</sup> février, le septante-troisième le minimum sera au nuit du 10<sup>er</sup> février, le septante-quatrième le maximum sera au jour du 11<sup>er</sup> février, le septante-cinquième le minimum sera au nuit du 11<sup>er</sup> février, le septante-sixième le maximum sera au jour du 12<sup>er</sup> février, le septante-septième le minimum sera au nuit du 12<sup>er</sup> février, le septante-huitième le maximum sera au jour du 13<sup>er</sup> février, le septante-neufième le minimum sera au nuit du 13<sup>er</sup> février, le quatre-vingtième le maximum sera au jour du 14<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-et-unième le minimum sera au nuit du 14<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-deuxième le maximum sera au jour du 15<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-troisième le minimum sera au nuit du 15<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-quatrième le maximum sera au jour du 16<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-cinquième le minimum sera au nuit du 16<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-sixième le maximum sera au jour du 17<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-septième le minimum sera au nuit du 17<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-huitième le maximum sera au jour du 18<sup>er</sup> février, le quatre-vingt-neufième le minimum sera au nuit du 18<sup>er</sup> février, le cinquante le maximum sera au jour du 19<sup>er</sup> février, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 19<sup>er</sup> février, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 20<sup>er</sup> février, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 20<sup>er</sup> février, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 21<sup>er</sup> février, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 21<sup>er</sup> février, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 22<sup>er</sup> février, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 22<sup>er</sup> février, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 23<sup>er</sup> février, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 23<sup>er</sup> février, le cinquante le maximum sera au jour du 24<sup>er</sup> février, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 24<sup>er</sup> février, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 25<sup>er</sup> février, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 25<sup>er</sup> février, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 26<sup>er</sup> février, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 26<sup>er</sup> février, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 27<sup>er</sup> février, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 27<sup>er</sup> février, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 28<sup>er</sup> février, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 28<sup>er</sup> février, le cinquante le maximum sera au jour du 29<sup>er</sup> février, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 29<sup>er</sup> février, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 30<sup>er</sup> février, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 30<sup>er</sup> février, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 31<sup>er</sup> février, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 31<sup>er</sup> février, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 1<sup>er</sup> mars, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 1<sup>er</sup> mars, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 2<sup>er</sup> mars, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 2<sup>er</sup> mars, le cinquante le maximum sera au jour du 3<sup>er</sup> mars, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 3<sup>er</sup> mars, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 4<sup>er</sup> mars, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 4<sup>er</sup> mars, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 5<sup>er</sup> mars, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 5<sup>er</sup> mars, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 6<sup>er</sup> mars, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 6<sup>er</sup> mars, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 7<sup>er</sup> mars, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 7<sup>er</sup> mars, le cinquante le maximum sera au jour du 8<sup>er</sup> mars, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 8<sup>er</sup> mars, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 9<sup>er</sup> mars, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 9<sup>er</sup> mars, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 10<sup>er</sup> mars, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 10<sup>er</sup> mars, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 11<sup>er</sup> mars, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 11<sup>er</sup> mars, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 12<sup>er</sup> mars, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 12<sup>er</sup> mars, le cinquante le maximum sera au jour du 13<sup>er</sup> mars, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 13<sup>er</sup> mars, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 14<sup>er</sup> mars, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 14<sup>er</sup> mars, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 15<sup>er</sup> mars, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 15<sup>er</sup> mars, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 16<sup>er</sup> mars, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 16<sup>er</sup> mars, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 17<sup>er</sup> mars, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 17<sup>er</sup> mars, le cinquante le maximum sera au jour du 18<sup>er</sup> mars, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 18<sup>er</sup> mars, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 19<sup>er</sup> mars, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 19<sup>er</sup> mars, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 20<sup>er</sup> mars, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 20<sup>er</sup> mars, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 21<sup>er</sup> mars, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 21<sup>er</sup> mars, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 22<sup>er</sup> mars, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 22<sup>er</sup> mars, le cinquante le maximum sera au jour du 23<sup>er</sup> mars, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 23<sup>er</sup> mars, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 24<sup>er</sup> mars, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 24<sup>er</sup> mars, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 25<sup>er</sup> mars, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 25<sup>er</sup> mars, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 26<sup>er</sup> mars, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 26<sup>er</sup> mars, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 27<sup>er</sup> mars, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 27<sup>er</sup> mars, le cinquante le maximum sera au jour du 28<sup>er</sup> mars, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 28<sup>er</sup> mars, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 29<sup>er</sup> mars, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 29<sup>er</sup> mars, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 30<sup>er</sup> mars, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 30<sup>er</sup> mars, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 31<sup>er</sup> mars, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 31<sup>er</sup> mars, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 1<sup>er</sup> avril, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 1<sup>er</sup> avril, le cinquante le maximum sera au jour du 2<sup>er</sup> avril, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 2<sup>er</sup> avril, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 3<sup>er</sup> avril, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 3<sup>er</sup> avril, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 4<sup>er</sup> avril, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 4<sup>er</sup> avril, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 5<sup>er</sup> avril, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 5<sup>er</sup> avril, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 6<sup>er</sup> avril, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 6<sup>er</sup> avril, le cinquante le maximum sera au jour du 7<sup>er</sup> avril, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 7<sup>er</sup> avril, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 8<sup>er</sup> avril, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 8<sup>er</sup> avril, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 9<sup>er</sup> avril, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 9<sup>er</sup> avril, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 10<sup>er</sup> avril, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 10<sup>er</sup> avril, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 11<sup>er</sup> avril, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 11<sup>er</sup> avril, le cinquante le maximum sera au jour du 12<sup>er</sup> avril, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 12<sup>er</sup> avril, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 13<sup>er</sup> avril, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 13<sup>er</sup> avril, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 14<sup>er</sup> avril, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 14<sup>er</sup> avril, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 15<sup>er</sup> avril, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 15<sup>er</sup> avril, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 16<sup>er</sup> avril, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 16<sup>er</sup> avril, le cinquante le maximum sera au jour du 17<sup>er</sup> avril, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 17<sup>er</sup> avril, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 18<sup>er</sup> avril, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 18<sup>er</sup> avril, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 19<sup>er</sup> avril, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 19<sup>er</sup> avril, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 20<sup>er</sup> avril, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 20<sup>er</sup> avril, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 21<sup>er</sup> avril, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 21<sup>er</sup> avril, le cinquante le maximum sera au jour du 22<sup>er</sup> avril, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 22<sup>er</sup> avril, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 23<sup>er</sup> avril, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 23<sup>er</sup> avril, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 24<sup>er</sup> avril, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 24<sup>er</sup> avril, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 25<sup>er</sup> avril, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 25<sup>er</sup> avril, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 26<sup>er</sup> avril, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 26<sup>er</sup> avril, le cinquante le maximum sera au jour du 27<sup>er</sup> avril, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 27<sup>er</sup> avril, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 28<sup>er</sup> avril, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 28<sup>er</sup> avril, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 29<sup>er</sup> avril, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 29<sup>er</sup> avril, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 30<sup>er</sup> avril, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 30<sup>er</sup> avril, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 31<sup>er</sup> avril, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 31<sup>er</sup> avril, le cinquante le maximum sera au jour du 1<sup>er</sup> mai, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 1<sup>er</sup> mai, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 2<sup>er</sup> mai, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 2<sup>er</sup> mai, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 3<sup>er</sup> mai, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 3<sup>er</sup> mai, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 4<sup>er</sup> mai, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 4<sup>er</sup> mai, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 5<sup>er</sup> mai, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 5<sup>er</sup> mai, le cinquante le maximum sera au jour du 6<sup>er</sup> mai, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 6<sup>er</sup> mai, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 7<sup>er</sup> mai, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 7<sup>er</sup> mai, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 8<sup>er</sup> mai, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 8<sup>er</sup> mai, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 9<sup>er</sup> mai, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 9<sup>er</sup> mai, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 10<sup>er</sup> mai, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 10<sup>er</sup> mai, le cinquante le maximum sera au jour du 11<sup>er</sup> mai, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 11<sup>er</sup> mai, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 12<sup>er</sup> mai, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 12<sup>er</sup> mai, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 13<sup>er</sup> mai, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 13<sup>er</sup> mai, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 14<sup>er</sup> mai, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 14<sup>er</sup> mai, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 15<sup>er</sup> mai, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 15<sup>er</sup> mai, le cinquante le maximum sera au jour du 16<sup>er</sup> mai, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 16<sup>er</sup> mai, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 17<sup>er</sup> mai, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 17<sup>er</sup> mai, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 18<sup>er</sup> mai, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 18<sup>er</sup> mai, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 19<sup>er</sup> mai, le cinquante-septième le minimum sera au nuit du 19<sup>er</sup> mai, le cinquante-huitième le maximum sera au jour du 20<sup>er</sup> mai, le cinquante-neufième le minimum sera au nuit du 20<sup>er</sup> mai, le cinquante le maximum sera au jour du 21<sup>er</sup> mai, le cinquante-et-unième le minimum sera au nuit du 21<sup>er</sup> mai, le cinquante-deuxième le maximum sera au jour du 22<sup>er</sup> mai, le cinquante-troisième le minimum sera au nuit du 22<sup>er</sup> mai, le cinquante-quatrième le maximum sera au jour du 23<sup>er</sup> mai, le cinquante-cinquième le minimum sera au nuit du 23<sup>er</sup> mai, le cinquante-sixième le maximum sera au jour du 24<sup>er</sup> mai, le cinquante











# SPECTACLES

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinéma-thèque

**CHAILLOT (784-24-24)**  
15 h : Carte blanche à W.K. Everson : The Kentucky Derby de King Baggot ; 19 h : hommage à J. Huston : La Dernière Chance ; 21 h : Juge et hors-la-loi.

**BEAUBOURG (278-35-57)**  
15 h : l'Idiot de G. Lampin ; 17 h : jeune cinéma italien : La notte ; 19 h : festival des trois continents : Nansen 83 : Sings Minsire de H. Manro.

### Les exclusivités

**AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.)**  
(\*) : Rio-Opéra, 2 (742-82-54) ; U.G.C. Rostand, 6 (635-08-22) ; Normandie, 8 (359-41-18).

**L'AS DES AS (Fr.)** : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paris-Opéra, 6 (740-56-31) ; Nostalgie, 8 (359-29-46) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-20) ; Montparnasse Pathé, 15 (320-12-06) ; ...

**AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AUTEUR (A. v.a.)** : U.G.C. Marbeuf, 11 (225-18-43).

**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.a.)** : George-V, 8 (562-41-46) ; ...

**LA BALANCE (Fr.)** : Quinze, 5 (633-79-38) ; ...

**LA BOURNE N° 2 (Fr.)** : Berlitz, 2 (742-60-33) ; ...

**BRISY, LE SECRET DE NIMH (A., v.a.)** : Quinze, 5 (633-79-38) ; ...

(327-52-37) : Clichy-Film, 11 (800-46-01) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

**BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.a.)** : Quinze, 5 (633-79-38) ; ...

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COULEUR (A., v.a.)** : Clichy-Film, 11 (800-46-01) ; ...

**CAMP DISCIPLINAIRE (A., v.a.)** : ...

**COMEDIE EXOTIQUE D'UNE NUIT D'ETE (A., v.a.)** : ...

**LE CRIME D'AMOUR (Fr.)** : ...

**DE MAO A MOZART (A., v.a.)** : ...

**DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.)** : ...

Ilz, 2 (742-60-33) ; Ambassade, 11 (359-19-08).

**DOCTEURS IN LOVE (A., v.a.)** : ...

**LE DRAGON DU LAC DE FEU (A.)** : ...

**ET L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.a.)** : ...

**LA GUERRE D'UN SEUL HOMME (Fr.)** : ...

**LA GUERRE D'UN SEUL HOMME (Fr.)** : ...

**LES GUERRIERS DU MONDE (\*) (A., v.f.)** : ...

**HECATE (Fr.)** : ...

**HITLER, UNE CARRIERE (All., v.a.)** : ...

**L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.)** : ...

**IDENTIFICATION D'UNE FEMME (Fr., v.a.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

v.f. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2 (233-56-70) ; ...

**LA GUERRE D'UN SEUL HOMME (Fr.)** : ...

**LA GUERRE D'UN SEUL HOMME (Fr.)** : ...

**LES GUERRIERS DU MONDE (\*) (A., v.f.)** : ...

**HECATE (Fr.)** : ...

**HITLER, UNE CARRIERE (All., v.a.)** : ...

**L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.)** : ...

**IDENTIFICATION D'UNE FEMME (Fr., v.a.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

**LA MAISON DU LAC (A., v.f.)** : ...

**MAYA L'ARABIE (Aut., v.f.)** : ...

**LES MISERABLES (Fr.)** : ...

**LA TOURNÉE DE LA VIE (Fr.)** : ...

VENDOME V.O. QUARTIER LATIN V.O.

UN DOCUMENT EXCLUSIF



Hitler une Carrière

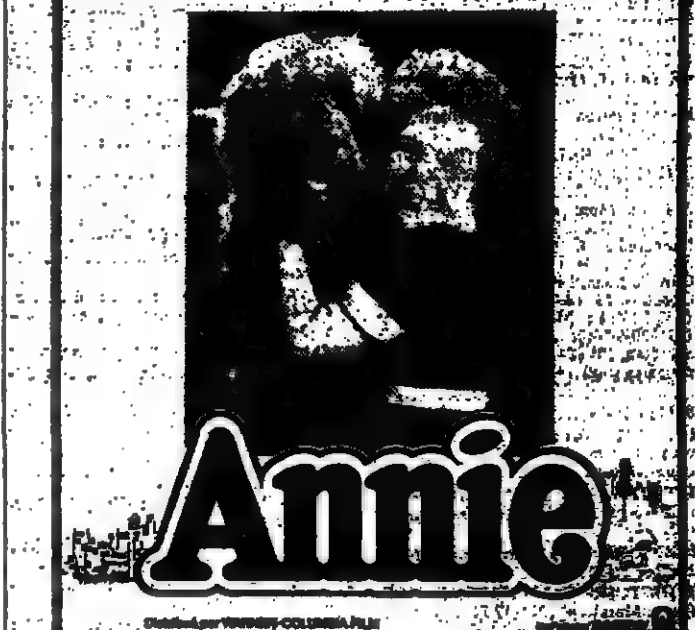
de Joachim C. Fest

ACTUELLEMENT



Hecate

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



Annie

Tous les stars, les disques, les héros, films rock, graphistes rock, photo et vidéo, les modes, les images et les mots, dans

L'ANNÉE DU ROCK

de Marjorie et Paul Alessandrini

220 illustrations noir 1247 - Editions Colman

SORTIE 7 JANVIER

## DEPARDIEU DANS UN FILM DE WAJDA DANTON

PRIX LOUIS DELLUC



ROBESPIERRE/WOJCIECH PSZONIAK

PATRICE CHEREAU • ROGER PLANCHON • JACQUES VILLERET • ANGELA WINKLER • BOGUSLAW LINIA

image IGOR LUTHER • décors ALLAN STARKI • costumes YVONNE SANCHEZ • musique JEAN PROUDHOMES scénario JEAN-CLAUDE CARRIÈRE

une production LES FILMS DU GAUMONT MARGARET MENEGZ



هكذا من الامثل















Le Monde

# équipement

LE BUDGET DE PARIS POUR 1983

- Hausse de 8 % des impôts locaux
- 13 milliards de dépenses pour les services municipaux

Les comptes de Paris se caractérisent, en effet, pour l'an prochain, par la stabilité des dépenses de fonctionnement (10 % d'augmentation) et une croissance modérée des investissements (de 16,5 %). Ceux-ci sont notamment destinés à améliorer la propriété, à créer de nouveaux parcs et jardins, à construire ou réparer des logements.

Cette modération des dépenses se traduit par une augmentation également mesurée des impôts locaux qui devraient être limités, selon M. Chirac, à 8 %, soit le taux d'inflation prévu par le gouvernement. De son côté, l'endettement de la Ville restera modeste, puisque les remboursements d'emprunts, ne dépasseront pas 7 % des dépenses courantes.

Les dépenses de fonctionnement de la Ville de Paris s'élèveront en 1983 à 13,6 milliards de francs, dont près de 54 % serviront à payer le personnel civil, le reste étant affecté au budget du département (près de 23 %) au remboursement des emprunts (7,4 %), à la police (7,6 %) aux grosses réparations et à l'autofinancement. Neuf cents emplois supplémentaires seront donc créés par cinquante pour constituer des équipes spéciales de maintenance.

Les services municipaux qui bénéficient des plus fortes augmentations de crédits sont les écoles (+ 30 %), dont les cantines et les fournitures seront améliorées. Viendront ensuite l'action sportive (+ 21 %), avec la création de nouveaux ateliers d'entraînement pour les jeunes, la propreté (+ 21 %) notam-

Equilibre, endettement prudent, pression fiscale modérée, telles sont les caractéristiques du projet de budget que M. Jacques Chirac proposera, lundi 20 décembre, aux conseillers de Paris, pour 1983.

Les débats, qui dureront deux jours et demi, ne manqueront pas d'être animés, tant il est évident qu'une discussion budgétaire, déjà politiquement par nature, le devient encore davantage lorsque des échéances électorales sont proches.

La Ville de Paris a été soumise par l'extension aux quatre derniers arrondissements non encore pourvus de la collecte mécanisée des ordures ménagères, les parcs et jardins (+ 19,7 %), l'action culturelle (+ 17,9 %), les marchés de quartier et l'action sociale. C'est ce que le maire appelle « des prestations en faveur des Parisiens et la multiplication des services rendus ».

Ces dépenses de fonctionnement seront couvertes à 57 % par les impôts locaux et les taxes payées par les Parisiens, à 32 % par les versements de l'Etat et du département, le reste provenant des revenus du stationnement, des amendes, des loyers, des locations et concessions.

Le mauvais exemple étranger

A cet égard M. Chirac insiste sur la nécessité de limiter la hausse des impôts locaux payés par les Parisiens à un taux aussi proche que possible de celui de la hausse des prix et des salaires. « Pour la troisième année consécutive, affirme-t-il, cet objectif sera atteint et même dépassé ». Depuis le début de son mandat, la progression de la fiscalité parisienne a été la suivante : 17,6 %

en 1978, 22 % en 1979, 11 % en 1980, 13 % en 1981, 17 % en 1982. Le maire de la capitale insiste sur le fait que par comparaison avec les grandes villes de France, la pression fiscale qu'exerce sur les habitants de Paris est la plus faible. Il y voit « la conséquence d'une gestion saine, évitant un endettement excessif et préoccupée de maîtriser les dépenses publiques ».

Les conseillers de Paris ont toujours été soucieux d'éviter à la capitale les « faillites » dont ont été victimes certaines métropoles étrangères trop prodigieuses de dépenses. Mais le maire ne veut pas laisser à New-York, trop chargé de dépenses, le monopole de la dette. Il incite à partir, dit-il, mais le priver trop longtemps des logements et des équipements qu'il réclame c'est aussi le pousser à chercher ailleurs un cadre de vie meilleur.

Aussi ne doute-t-il pas du montant et la répartition des investissements prévus en 1983 que les Parisiens ont le plus intérêt à connaître. Les chiffres les plus intéressants sont ceux qui traduisent les priorités politiques de la municipalité. Les travaux s'élèveront à 2,2 milliards de francs, une progression de 16,5 % sur l'exercice 1982.

Depuis 1978 - premier budget voté sous la responsabilité de M. Chirac - la progression des investissements a été forte : 16,5 % en 1978, + 6,5 % en 1979, + 0,7 % en 1980, + 15,8 % en 1981, + 18,4 % en 1982 et + 16,5 % en 1983. Après trois ans de stagnation au cours desquels la progression des investissements a été inférieure à la hausse du coût de la vie on a noté une volonté de remettre dans la voie la politique de son mandat.

Au total, les investissements de la ville ont été multipliés par 2,3. Ce qui signifie que les prix étaient multipliés par 1,7. Les conseillers ont donc tenu compte de la hausse de la capitale en logements et en équipements, l'effort a été suffisant. Pour 1983, les travaux nouveaux porteront pour l'essentiel sur la voirie (16,3 % des investissements), la construction et le logement (16,3 %), les constructions scolaires (15,8 %), l'achèvement du palais omnisports de Bercy (11,6 %), les aménagements urbains. Si l'on considère la progression des budgets d'une année sur l'autre on voit la propreté, les écoles, les parcs et jardins et le logement qui seront les plus favorisés.

Les 2,2 milliards de francs consacrés aux travaux de la capitale proviennent, pour près de la moitié, des emprunts, pour le quart de l'autofinancement (c'est-à-dire un prélèvement de 560 millions sur les crédits de fonctionnement) et pour 11 % du remboursement de la T.V.A.

La encore le maire de Paris plaide la nécessité de contenir l'endettement de la capitale. Il le démontre en indiquant que la charge de la dette par Parisien n'atteindra que 2 182 F en 1983.

Education publique

Pour répondre par avance à ceux qui qualifient cette prudence d'excessive et qui jugent les investissements de la capitale insuffisants ou mal orientés (on finance le palais des sports de Bercy au détriment de logements sociaux, par exemple) le maire manifeste ses inquiétudes devant les incertitudes de l'avenir. Il craint que les conseils d'arrondissement de Paris et les structures administratives nécessaires à leur activité ne soient touchés par la contribution demandée aux Parisiens. Il déplore la réduction de l'aide de l'Etat aux collectivités locales et se plaint que Paris ait particulièrement pénalisé dans la répartition régionale de la dotation générale de fonctionnement.

« Paris, assure-t-il, paie pour les autres communes de plus de deux cent mille habitants ».

Enfin, il suppose les risques de transferts de compétences de l'Etat aux collectivités locales. Les subventions d'équipement au coup par coup seraient remplacées par une dotation globale répartie en fonction des investissements réalisés par la commune et du potentiel fiscal de ses habitants. Paris investissant relativement peu et abritant des citoyens plus riches que dans le reste de la région, il y a une perte de subvention de l'ordre de 10 %. Dans ce cas, la politique d'économie pratiquée jusqu'ici serait pénalisée.

Aussi, pour témoigner un mauvais humour M. Chirac proposerait-il aux conseillers de supprimer la contribution de la ville aux dépenses du secrétariat général pour l'administration, la police (SGAP) qui s'élève pour 1983 à 40 millions de francs. M. Chirac estime que la somme soit tout de même affectée à la politique sous forme de renforcement de l'éclairage des rues, de voitures-radio offertes par la municipalité aux policiers, de modernisation des commissariats appartenant à la Ville et de logements pour les jeunes policiers. S'il est voté, ce détournement de fonds sera certainement apprécié par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur.

MARC-AMBROISE RENDU.

## M. Pierre Richard va être nommé directeur général de la Caisse des dépôts et consignations

M. Eric Gimly, auditeur au Conseil d'Etat, conseiller technique de M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, a été nommé directeur général de la Caisse des dépôts et consignations le 20 décembre.

Il remplace à ce poste M. Pierre Richard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, qui a été nommé directeur général à la Caisse des Dépôts et consignations, chargé du développement régional auprès de M. Robert Lion. La Caisse des dépôts fait l'objet d'une réorganisation (le Monde du 17 décembre) qui sera rendue publique le 21 décembre.

## Technicien, toujours technicien...

C'est un technicien dans l'âme, jusqu'à son arrivée à la Caisse des dépôts et consignations, comme M. Pierre Richard, qui quitte la direction générale des collectivités locales à la tête de laquelle il a été nommé par M. Giscard d'Estaing, en mai 1978. Sa mission était à l'époque de préparer la réforme de la Caisse des dépôts et consignations, une réforme beaucoup moins ambitieuse que celle qui prend corps, progressivement, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, - défendue par une conviction basée sur la ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Christian Bonnet.

A son arrivée place Beauveau, au printemps 1981, M. Richard s'est aperçu vite qu'il y avait plus d'avantages à garder auprès de lui M. Pierre Richard qu'à l'éloigner. Cet ingénieur connaît le bout des doigts les procédures et du reste les communes, les départements, les régions. Son travail réagissait promptement à la demande du cabinet, et M. Pierre Richard n'hésite pas à constituer une petite révolution au sein de l'Intérieur - à ouvrir grand à l'opinion, par l'intermédiaire de la presse, les dossiers techniques, juridiques et financiers des collectivités locales. Au bout de quatre ans, le goût du changement (de fonctions) lui est passé. Non qu'il lui ait son ministre, son cabinet, son incompétence, sa conception sur la réforme en cours : ce n'est pas la moindre chose, à l'heure, d'ailleurs, de

ferre aura été à mon égard un ministre irréprochable. C'est de lui-même que M. Pierre Richard a décidé de quitter la Caisse des dépôts et consignations.

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (qui gère 800 milliards de francs par an, près de 40 milliards aux collectivités locales) pourrait l'appeler auprès de lui. Pour les communes, les départements et les régions, les finances sont le nerf de la guerre, confie-t-il. Un fonctionnaire, quel qu'il soit, ne peut pas être technicien.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Né le 9 mars 1941 à Dijon, M. Pierre Richard est ingénieur en chef des ponts et chaussées, diplômé de l'Ecole polytechnique. Il passe deux ans (1966-1967) à l'université de Pennsylvanie. Puis il est nommé à l'établissement public d'aménagement de la ville de Cergy-Pontoise, dont il est directeur général adjoint en 1971. Il est conseiller technique au cabinet d'Etat au logement (1972-1974), et M. Giscard d'Estaing l'appelle à la présidence de la République pour suivre les dossiers des collectivités locales et de l'aménagement du territoire en 1974. Il est quatre ans à l'Elysée, directeur général des collectivités locales au sein du ministère de l'Intérieur.)

## Les inondations du Sud-Ouest

La tendance générale à la dégrèse des rivières à cours d'eau du Sud-Ouest, qui a été observée le 16 décembre, s'est confirmée pour les cours en amont, cependant qu'en aval la situation était à nouveau alarmante. Marmande et Tonneins, Lot-et-Garonne et Saintes, en Charente-Maritime, sont menacées. Dans une dernière commune, un détachement du contingent en provenance de la base aérienne de Saintes s'est employé, durant la journée de jeudi, à secourir de nombreuses personnes âgées.

## Les phoques et l'Europe

Les ministres de l'environnement des pays européens se réunissent une nouvelle fois, ce vendredi 17 décembre à Bruxelles, pour décider si oui ou non la Communauté imposera un embargo sur les produits de la pêche du Canada. Quatre pays (Italie, Pays-Bas, Grèce et Irlande) sont en faveur de la proposition de la Commission européenne d'un règlement juridique contraignant qui interdise les importations dans la C.E.E. de peaux de phoques et de produits dérivés.

**L'INSTITUT LA BOÉTIE**  
présente chez **DUNOD**

**BERNARD DE LA ROCHEFOUCAULD**

**L'ABONDANCE FONCIÈRE**  
Une attitude industrielle appliquée à l'espace.

La production des terrains à bâtir adaptée aux besoins et aux modes de la vie moderne. L'analyse d'exemples européens (Suisse, Allemagne, Pays-Bas) justifie une série de propositions adaptées à la situation française.

76 F

## L'immobilier

appartements ventes		appartements ventes		maisons de commerce		pavillons	
<b>4<sup>e</sup> arrdt</b> <b>MARAS BASTILLE</b> Dernier étage + combles. A rénover. 274-80-82.	<b>13<sup>e</sup> arrdt</b> Petit imm. neuf, bon standing. <b>7.650 F LE M2</b> 10, rue Ponceville (angle 81, rue de Tolbiac) 14/17 h.	<b>16<sup>e</sup> arrdt</b> AV. MOZART, tout confort. grand séjour + chambre. r.d.-ch. bel immeuble. 567-22-88.	<b>77<sup>e</sup> Seine-et-Marne</b> A VENDRE (77) PONTAULT APARTEMENT 2 P. 36 m <sup>2</sup> . 1 chambre, 1 salle de bains. garage, commerces, écoles. 20 m <sup>2</sup> terrain. Prix 150.000 F. Tél. : 01-60-11-11	<b>94<sup>e</sup> Val-de-Marne</b> <b>NOGENT-S/MARNE</b> AVENUE WATTEAU A 350 M DU RER BEAU 3 P. NEUF 73 m <sup>2</sup> + balcon <b>661.500 F</b> PRÊT CONVENTIONNEL SAUVI Tél. 873-46-99 et 600-72-00.	<b>Ventes</b> <b>COSTA DORADA - ESPAGNE</b> Restaurant avec bar séparé, grand parc, 3 terrains et tennis et swimming-pool. L'immeuble est situé près d'une merveilleuse plage de sable. A vendre sous le signe : Fr. 7.250.000. Renseignements : SEA-PLAYA S.A., Playa Cristal 18, Playa (Tarragona) Espagne.	<b>locations</b> <b>IMMOBILIÈRES</b> <b>offres</b> <b>Etranger</b> A Lisbonne, 180 m <sup>2</sup> , neuf, vue sur baie, sal., 4 ch., 3 s.d.b., clim., tél. pax, jacuzzi, spa, piscine, piscine, piscine, piscine. Tél. : 66-81-82-83 p. 234.	<b>pavillons</b> <b>PAVILLONS</b> JUSQU'À 100 M <sup>2</sup> PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire : Centre d'information FRANIM de Paris 11-55 27, rue de Valenciennes 75017 PARIS. T. 277-44-44.
<b>5<sup>e</sup> arrdt</b> <b>GOBELINS</b> 2 P., 11 ch., 4 s.d.b., asc. 528-99-04.	<b>14<sup>e</sup> arrdt</b> <b>ALESIA, près</b> Espace dév., clair, imm. p. de salle, grand, BEAU 3 P. Cuis., entr., w.c. à rénover <b>RARE 228.000 F</b> 8 place de Jour 14/17 h. 23, rue Boyer-Simard 708-64-91.	<b>17<sup>e</sup> arrdt</b> particulier vend appart. 3 p., 11 m <sup>2</sup> , couloir pour réception, décor raffiné. Calme, ensoleillé, 4 étages, asc. Chère service, poss. park. Prix 1.100.000 F justifié. Agence s'abstenir. Tél. 380-83-74, de 11 à 18 h, le mardi et le jeudi.	<b>78<sup>e</sup> Yvelines</b> CHATOU, RESIDENTIEL, 4 km. R.E.R., rare, cause mutation, part. vend, calme, verdure, Sud-Est-Ouest au 1 <sup>er</sup> ét., dans hôtel part. du Second Empire, tout confort, 3 grandes pièces avec balcon balustré 30 m <sup>2</sup> , jardin privatif 125 m <sup>2</sup> , gde cave, parking et dépend. 820.000 F. 071-88-08 / (78) 72-39-58.	<b>95<sup>e</sup> Val-d'Oise</b> Part. vend à Sarcelles, 3 poss., 70 m <sup>2</sup> + loges + cave + parking en sous-sol, entrée 1970. Très bon état, bien situé. Tous commerces. Tél. 950-41-74.	<b>locations</b> <b>IMMOBILIÈRES</b> <b>offres</b> <b>Etranger</b> A Lisbonne, 180 m <sup>2</sup> , neuf, vue sur baie, sal., 4 ch., 3 s.d.b., clim., tél. pax, jacuzzi, spa, piscine, piscine, piscine, piscine. Tél. : 66-81-82-83 p. 234.	<b>villas</b> <b>MEUDON NEUF</b> 2 km. par de résidence bâtie. Ville pierre de taille, 184 m <sup>2</sup> , ardoises naturelles, haute isolation, 4 chambres, 2 salles de bains, living double, Jardin privatif 489 m <sup>2</sup> . Sur place samedi, dimanche, mercredi, 14 à 17 h., 26, rue Alexandre Guinard.	
<b>6<sup>e</sup> arrdt</b> <b>QUARTIER LATIN</b> Petite vend charmant petit STUDIO, cuis., ch., w.c., impeccable, soleil, calme, sur place : samedi 13 h à 18 h, 24, RUE DAUPHINE ou tél. au 582-20-23.	<b>15<sup>e</sup> arrdt</b> <b>M<sup>e</sup> CONVENTION</b> Imm. récent, 2 conf., 5 <sup>e</sup> ét., 11 ch., 4 s.d.b., 1 ch. entr., cuis., bain, salle. Part. vend APPT. r.d.-ch., 2 p. entr., cuis., ch., w.c., cave, 30 m <sup>2</sup> gd. central gaz. Prix 270.000 F - 541-35-16.	<b>18<sup>e</sup> arrdt</b> <b>MONTMARTRE</b> au pied de la butte, 5 <sup>e</sup> ét., bel imm. pierre de t. asc., 11 ch., 3 ch., 100 m <sup>2</sup> + service. Prix intéressant (M <sup>e</sup> Lemaire). 1, rue Gaston-Cousin, 45, rue Lemaire, 14/17 h.	<b>91<sup>e</sup> Essonne</b> 91 VITRY-CHATELON A vendre beau 2 pièces tout confort, 54 m <sup>2</sup> , 2 de la gare, 25 gares de Lyon. Vue sur lac et terrain de sports. Stop agréable. Commerces, écoles à proximité. Prix 320.000 F. disponible septembre 83. Tél. domicile 905-57-18 le soir, bureau 226-12-26 (P. 171).	<b>Alpes HTE-PROVENCE</b> Les Orres résidence « LE MELEZE » vente studios avec parking. Pied à sé. Tout ch. Hors gel. 35 à 45 m <sup>2</sup> parc. 8.600 F TTC m <sup>2</sup> . Sur place à partir du 21 décembre. Tél. : (92) 44-01-87.	<b>locations</b> <b>IMMOBILIÈRES</b> <b>offres</b> <b>Etranger</b> A Lisbonne, 180 m <sup>2</sup> , neuf, vue sur baie, sal., 4 ch., 3 s.d.b., clim., tél. pax, jacuzzi, spa, piscine, piscine, piscine, piscine. Tél. : 66-81-82-83 p. 234.	<b>propriétés</b> <b>CHATEAU-GONTIER</b> particulier 10 très bon état, parc 3.000 m <sup>2</sup> . Téléphone : (43) 01-25-23.	
<b>8<sup>e</sup> arrdt</b> Plein pour Champs-Élysées. Imm. p. de t., 2 <sup>e</sup> ét., asc., 2 p., 85 m <sup>2</sup> , très somptueux sur cour. Idéal invest. ou p.-à-v. Urgent à saisir : 610.000 F. Tél. : 771-22-33 après-midi.	<b>15<sup>e</sup> arrdt</b> <b>DUPLEX</b> CHAMPS-DE-MARS, 400 M <sup>2</sup> , 4 p., 110 m <sup>2</sup> , bel immeuble bourgeois, poss. ch. de t. service. 1.050.000 F. BRANCON 678-73-84.	<b>19<sup>e</sup> arrdt</b> <b>LAUMIERE</b> Imm. réo. 5 p., 180 m <sup>2</sup> , gd. conf. 1.251.121 F. 261-10-00.	<b>92<sup>e</sup> Hauts-de-Seine</b> LEVALLOIS-RESIDENTIEL 4 p., 110 m <sup>2</sup> , 3 ch., 100 m <sup>2</sup> + service. central individuel. 1.251.121 F. 261-10-00.	<b>Alpes HTE-PROVENCE</b> Les Orres résidence « LE MELEZE » vente studios avec parking. Pied à sé. Tout ch. Hors gel. 35 à 45 m <sup>2</sup> parc. 8.600 F TTC m <sup>2</sup> . Sur place à partir du 21 décembre. Tél. : (92) 44-01-87.	<b>locations</b> <b>IMMOBILIÈRES</b> <b>offres</b> <b>Etranger</b> A Lisbonne, 180 m <sup>2</sup> , neuf, vue sur baie, sal., 4 ch., 3 s.d.b., clim., tél. pax, jacuzzi, spa, piscine, piscine, piscine, piscine. Tél. : 66-81-82-83 p. 234.	<b>domaines</b> <b>SOLOGNE</b> Propriété d'environ 130 ha, 1/2 ha. Landes, étang marais, bord rivière, ferme typique 6 pièces + dépend. libre vente. Bas prix avec possibilité.	
<b>10<sup>e</sup> arrdt</b> <b>STUDIO</b> , 1 ch., 1 s.d.b., 1 ch. de t., 1 ch. de t. 10 <sup>e</sup> arrdt. Téléphone : 582-11-91. 18/12, 14 h à 18 h.	<b>15<sup>e</sup> arrdt</b> <b>VILLAGE SUISSE</b> Immobilier récent, standing L.V., 2 CHAMBRES, 100 m <sup>2</sup> + TERRASSE 120 m <sup>2</sup> . 80 STUDIO 61 m <sup>2</sup> + balcon Jean FEUILLADE 771-22-33.	<b>19<sup>e</sup> arrdt</b> <b>BUTTES-CHAUMONT</b> Luxe petit imm. neuf 18, RUE DE ROMAINVILLE. Beau 2/3 pièces, 110 m <sup>2</sup> , 3 ch., 100 m <sup>2</sup> + service. 1.251.121 F. 261-10-00.	<b>92<sup>e</sup> Hauts-de-Seine</b> LEVALLOIS-RESIDENTIEL 4 p., 110 m <sup>2</sup> , 3 ch., 100 m <sup>2</sup> + service. central individuel. 1.251.121 F. 261-10-00.	<b>Alpes HTE-PROVENCE</b> Les Orres résidence « LE MELEZE » vente studios avec parking. Pied à sé. Tout ch. Hors gel. 35 à 45 m <sup>2</sup> parc. 8.600 F TTC m <sup>2</sup> . Sur place à partir du 21 décembre. Tél. : (92) 44-01-87.	<b>locations</b> <b>IMMOBILIÈRES</b> <b>offres</b> <b>Etranger</b> A Lisbonne, 180 m <sup>2</sup> , neuf, vue sur baie, sal., 4 ch., 3 s.d.b., clim., tél. pax, jacuzzi, spa, piscine, piscine, piscine, piscine. Tél. : 66-81-82-83 p. 234.	<b>domaines</b> <b>SOLOGNE</b> Propriété d'environ 130 ha, 1/2 ha. Landes, étang marais, bord rivière, ferme typique 6 pièces + dépend. libre vente. Bas prix avec possibilité.	



Le Monde

# économie

## SOCIAL

### LA C.G.T. ACCUSE

**Les élections prud'homales anticipées avaient pour but d'affaiblir la centrale par tous les moyens, estime la commission exécutive**

Le sévère recul qu'elle a enregistré aux élections prud'homales pose à la C.G.T. « un problème sérieux », selon la formule de M. Michel Warcholak, utilisée dans le rapport qu'il a présenté devant la commission exécutive réunie le 15 décembre. Les formes habituelles, a-t-il précisé (le 17 décembre), la centrale de M. Warcholak a voulu poursuivre sa réflexion sur les causes de son recul, en janvier, y compris les unions départementales et les fédérations. Mais déjà, par le rapport de M. Warcholak, elle s'est livrée à une analyse très serrée, tout en évitant de « grossir » les effets d'un tel résultat.

L'élément nouveau apparaît dans la détermination de la commission exécutive, d'après le rapport de M. Warcholak, de « faire passer la C.G.T. à la P.S., quelques jours après que M. Jospin ait souligné le « recul historique » de la C.G.T. Pour M. Warcholak, les amendements à apporter au fonctionnement des comités prud'hommes ne justifiaient pas des élections anticipées : « Nous avons l'origine, parfaitement comprise les objectifs, il s'agissait d'affaiblir sensiblement la C.G.T. par tous les moyens. Le ministre du travail ne nous a pas donné la majorité sociale. On peut s'acharner à porter des coups à la C.G.T., mais parfois réussir temporairement dans une entreprise, mais le profit escompté n'est pas atteint. C'est la droite qui a le avantage, la gauche, les forces qui travaillent à des réformes progressistes en attendant la prévision. On devrait penser aux conséquences politiques de ce comportement et aux conséquences sociales parmi les travailleurs, y compris pour les élections électorales à venir ».

### Durcissement

Pour bien enfoncer le clou et attiser les responsabilités d'une élite visant à affaiblir la centrale, les dirigeants cégétistes ont rappelé l'arbitrage que M. Krasucki avait fait le 29 décembre 1981 dans l'intention d'entraîner la P.S. Le dirigeant syndical avait alors adressé un avertissement aux syndicats, soulignant que « il est absolument nécessaire d'espérer infléchir la C.G.T. par des pressions extérieures ». Le 16 décembre, devant la presse, le secrétaire général a mis les points sur les « i » : « Il faut faire prédominer des calculs mesquins, partisans, dans le but d'affaiblir la C.G.T., ce peut avoir comme effet de faire passer la gauche à la droite (...). Mieux vaut tenir compte de ce qui est la base sociale du gouvernement. » M. Warcholak a affirmé dans son rapport : « L'amoindrissement de l'influence de la C.G.T. ne peut que renforcer les partisans de la gestion de la crise en encourageant les forces de droite. » Ainsi la centrale du travail a-t-elle son affaiblissement jugé temporaire - mais son avertissement passé au P.S.

Cependant, M. Warcholak ne limite pas son analyse du recul à cet aspect : « Le poids de la situation économique, la conjonction de ces deux éléments ont conduit à ce résultat ».

Le sévère recul qu'elle a enregistré aux élections prud'homales pose à la C.G.T. « un problème sérieux », selon la formule de M. Michel Warcholak, utilisée dans le rapport qu'il a présenté devant la commission exécutive réunie le 15 décembre. Les formes habituelles, a-t-il précisé (le 17 décembre), la centrale de M. Warcholak a voulu poursuivre sa réflexion sur les causes de son recul, en janvier, y compris les unions départementales et les fédérations. Mais déjà, par le rapport de M. Warcholak, elle s'est livrée à une analyse très serrée, tout en évitant de « grossir » les effets d'un tel résultat.

L'élément nouveau apparaît dans la détermination de la commission exécutive, d'après le rapport de M. Warcholak, de « faire passer la C.G.T. à la P.S., quelques jours après que M. Jospin ait souligné le « recul historique » de la C.G.T. Pour M. Warcholak, les amendements à apporter au fonctionnement des comités prud'hommes ne justifiaient pas des élections anticipées : « Nous avons l'origine, parfaitement comprise les objectifs, il s'agissait d'affaiblir sensiblement la C.G.T. par tous les moyens. Le ministre du travail ne nous a pas donné la majorité sociale. On peut s'acharner à porter des coups à la C.G.T., mais parfois réussir temporairement dans une entreprise, mais le profit escompté n'est pas atteint. C'est la droite qui a le avantage, la gauche, les forces qui travaillent à des réformes progressistes en attendant la prévision. On devrait penser aux conséquences politiques de ce comportement et aux conséquences sociales parmi les travailleurs, y compris pour les élections électorales à venir ».

Pour bien enfoncer le clou et attiser les responsabilités d'une élite visant à affaiblir la centrale, les dirigeants cégétistes ont rappelé l'arbitrage que M. Krasucki avait fait le 29 décembre 1981 dans l'intention d'entraîner la P.S. Le dirigeant syndical avait alors adressé un avertissement aux syndicats, soulignant que « il est absolument nécessaire d'espérer infléchir la C.G.T. par des pressions extérieures ». Le 16 décembre, devant la presse, le secrétaire général a mis les points sur les « i » : « Il faut faire prédominer des calculs mesquins, partisans, dans le but d'affaiblir la C.G.T., ce peut avoir comme effet de faire passer la gauche à la droite (...). Mieux vaut tenir compte de ce qui est la base sociale du gouvernement. » M. Warcholak a affirmé dans son rapport : « L'amoindrissement de l'influence de la C.G.T. ne peut que renforcer les partisans de la gestion de la crise en encourageant les forces de droite. » Ainsi la centrale du travail a-t-elle son affaiblissement jugé temporaire - mais son avertissement passé au P.S.

Cependant, M. Warcholak ne limite pas son analyse du recul à cet aspect : « Le poids de la situation économique, la conjonction de ces deux éléments ont conduit à ce résultat ».

### Polémique sur la gestion des comités d'établissement de Peugeot et Alsthom, où les cégétistes enregistrent une perte d'influence

(De notre correspondant)

Belfort. - La lutte d'influence que mènent la C.G.T. et la C.F.D.T. à Belfort-Montbéliard, où sont implantées l'usine Alsthom-Atlantique, le plus grand établissement industriel du groupe C.G.E. et Peugeot. La campagne des élections prud'homales a donné lieu à des opérations de collage et de décollage d'affiches, qui ont conduit la C.F.D.T. à protester contre une « manipulation monopolistique » de la C.G.T. Celle-ci a mis en avant, aux portes de Peugeot, la gestion du comité d'établissement d'Alsthom, dirigé depuis un an par la C.F.D.T. La C.G.C. et F.O. pendant vingt ans le comité d'Alsthom, qui avait été conduit par une alliance C.G.T.-C.F.D.T., jamais marquée en raison malgré les frictions entre les deux organisations.

L'affirmation par la C.G.T. de l'existence d'une « gestion monopolistique », visait à mettre en garde les salariés de Peugeot contre les nouvelles prétentions de la C.F.D.T. Celle-ci avait fait savoir que, en vertu du principe d'alternance, elle entendait prendre le poste de secrétaire du C.E. de Peugeot, détenu depuis 1981 par la C.G.T., grâce à l'appui des suffrages cégétistes.

La C.G.T. a rejeté ces exigences, mais craignait et craint encore que, à la faveur du renouvellement du comité d'établissement, la C.F.D.T. ne fasse filer son candidat grâce aux voix de la C.G.C. et F.O. et de la C.F.T.C. Le SIAP-C.S.L. (Syndicat indépendant des salariés de Peugeot-Confédération des syndicats libres), à son tour, a soutenu une ligne en garde contre la perspective de cette alliance.

Les derniers arguments échangés sur ce sujet par la C.F.D.T. en une discussion de l'« héritage » que lui aurait laissé la C.G.T. au comité d'entreprise d'Alsthom. Les cégétistes, en effet, ont affirmé qu'ils

d'une volonté concertée de la C.F.D.T. de les écarter de la gestion des entreprises d'entreprise des grandes entreprises. C'est dans ce sens que vient d'être lieu le renouvellement du C.E. de Peugeot et du personnel d'Alsthom.

A l'usine Peugeot de Sochaux, le scrutin du 15 décembre - 23 408 inscrits : 19 393 suffrages exprimés - s'est traduit par une perte de 1,3 point de la C.G.T. (43,7 % au lieu de 45,02 %) dans le collège des ingénieurs et techniciens, tandis que la C.F.D.T. progresse de 4 points (26,20 % au lieu de 22,50 %), et enlève un siège à la C.S.L. (9,76 % au lieu de 12,57 %), qui n'a plus un seul élu au C.E. L'alliance F.O.-C.F.T.C. progresse d'un peu moins de 1 point dans le premier collège (20,31 % au lieu de 19,5 %), mais avec le concours de la C.G.C. elle fait un bond d'environ 4 points dans le second collège (75,84 % au lieu de 71,87 %) au détriment cette fois de la C.F.D.T. (24,16 % au lieu de 27,87 %), qui y perd son unique siège. Dans le collège des ingénieurs et cadres, la même triple alliance progresse de plus de 3 points au détriment de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la C.S.L. Il dépend donc désormais du bon vouloir de la coalition des syndicats réformistes que la C.F.D.T. enlève ou non le secrétariat du C.E. au détriment de la C.G.T. A l'usine Alsthom de Belfort, le scrutin du 16 décembre - 4 653 inscrits : 3 027 suffrages exprimés - a été marqué par des bouleversements importants. Pour la première fois, la C.F.D.T. a globalement progressé pour tous les collèges plus de voix que la C.G.T. La C.F.D.T., qui gagne un siège, tandis que la C.G.T. en perd un, progresse de plus de 4 points (37,66 % au lieu de 33,48 %) dans le premier collège et de plus de 2 points dans le second (42,02 % au lieu de 39,84 %). La C.G.C. améliore son score précédent de près de 4 points (1/2) (38,55 % au lieu de 34,10 %). La C.G.T. fait les frais d'un bouleversement en chutant d'environ 3 points dans le premier collège, où elle perd la majorité absolue (48,49 % au lieu de 51,38 %), et de plus de 4 points dans le second collège (14,65 % au lieu de 17,95 %). F.O. perd également plus de 3 points dans le second collège et 1 point dans le premier.

PATRICE MALINA.

### LA PREMIÈRE CONFÉRENCE ANNUELLE DE LA FAMILLE

#### M. Pierre Mauroy annonce

#### une série d'améliorations pour 1983

Sensible augmentation de l'allocation orphelin, création d'une allocation pour le dernier enfant de famille nombreuse, majoration deux fois par an des allocations familiales, telles sont les mesures annoncées et confirmées par M. Mauroy, qui a clôturé la première conférence annuelle nationale de la famille jeudi 16 décembre.

Les représentants des mouvements familiaux (UNAF, C.S.F., A.P.F., F.N.A.S.R., etc.), dirigeants de la Caisse nationale d'allocations familiales et les membres du gouvernement - M<sup>me</sup> Duflo, Lahumière et Roudy, M<sup>me</sup> Quilès, M<sup>me</sup> Benoist, des collaborateurs M<sup>me</sup> Henry, Ralite et Savary - ont eu le point de la politique familiale depuis mai 1981. Une série de délégués des familles ont participé à cette concertation. Les personnalités présentes, M. Pierre Laroque et M<sup>me</sup> Sullerot, représentaient le haut comité pour la population.

M<sup>me</sup> Duflo a remporté un succès. L'ensemble du ton, la tension de l'écouteront mis en valeur au bilan d'une année de politique, dans l'ensemble jugé plutôt positif par l'assistance.

Les pouvoirs publics ont sensiblement augmenté les prestations. La hausse a été de 25 % pour les allocations familiales (au 1<sup>er</sup> juillet 1981). Celles versées aux seules familles de deux enfants, « trop oubliées jusqu'ici », ont même été augmentées de 25 % de nouveau au 1<sup>er</sup> janvier 1982. Les allocations logement ont été relevées en masse de 50 % au 1<sup>er</sup> juillet et décembre 1981. En juillet 1982 encore, l'ensemble des prestations ont été relevées de 6,2 %. M<sup>me</sup> Duflo, puis M. Mauroy se sont engagés à combler en 1<sup>er</sup> janvier le retard pris au moment du blocage de juin. Au 1<sup>er</sup> janvier interviendra donc une hausse en niveau de 7,5 % (1).

M<sup>me</sup> Duflo a annoncé un colloque national sur la recherche dans le domaine de la famille, prévu les 27 et 28 janvier. Dans l'allocation qu'elle a présentée au nom de M. Bérégovoy, elle a confirmé le maintien du pouvoir d'achat des prestations familiales pour 1983.

Pour M. Burnel, président de l'Union nationale des associations familiales, ces hausses sont d'autant plus satisfaisantes que les familles de deux enfants ne sont plus dévalorisées par rapport aux familles nombreuses. D'autres revendications de l'UNAF sont confirmées. M. Mauroy a annoncé que les prestations seront désormais revalorisées en deux fois (au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année) au lieu d'une, comme ce fut le cas généralement jusqu'à présent. Le premier ministre a confirmé la création prochaine d'une allocation pour le dernier enfant dans les familles nombreuses, et rappelle l'engagement du gouvernement de maintenir le pouvoir d'achat des prestations en 1983, alors que pour certaines prestations il s'est dégradé en 1982.

Mais là ne se limite pas la politique familiale. Celle-ci doit garantir la « qualité de la vie ». M. Mauroy a rappelé quelques principes : « le respect de la liberté de foi des familles ; une meilleure prise en compte des charges liées à la présence de l'enfant ». Au printemps, sera examinée la réforme des prestations familiales. Le financement des prestations sera modifié par étapes pendant le IX<sup>e</sup> Plan. Le premier ministre s'est engagé à améliorer l'accueil et la garde des enfants. Pour la petite enfance, « un plan a été lancé », a dit M. Mauroy, comme en témoignent le quadruplement des crédits d'investissement et l'allocation d'un milliard de francs de fonctionnement, annoncés le 15 décembre. « Nous ne pouvons pas accepter comme une fatalité notre déclin démographique », a conclu M. Mauroy.

Ces déclarations ont été bien accueillies par les familles présentes. Pour le président de l'UNAF, l'heure est venue de préparer une loi-cadre de la politique familiale, qui dépasserait les seules prestations et faciliterait l'équilibre financier. Ce projet sera à l'étude au comité la prochaine année.

YVETTE ROUGIER

(1) Estimation faite du pouvoir d'achat familial, augmenté en juillet 1982 de 14,1 %.

Réviser ou approfondir  
MATH - PHYSIQUE - FRANÇAIS  
LANGUES  
2<sup>e</sup> 1<sup>er</sup> AB/5 TERM. ABCD  
U.P.S. SARI  
17 rue de la République  
93 200 St Denis (93) 5 12 11  
Ouvert de 9h à 19h  
Tél. : 93 50 11 11 - 93 50 11 12

(Publicité)  
**RÉPUBLIQUE TUNISIENNE**  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA  
**AVIS DE REPORT**  
A.O.I. N.P. 2071 : CAMPAGNE DE SONDAGES  
GÉOLOGIQUES ET HYDROGÉOLOGIQUES  
La Compagnie des phosphates de Gafsa informe les entreprises intéressées par l'appel d'offres N.P. 2071 que la réalisation des campagnes de sondages géologiques et hydrologiques dans les bassins de Gafsa, Tozeur, Maknassy et Kalaia Khasba durant les années 1983-1984-1985 et 1986, que la date limite de la remise des offres est reportée au 19 janvier 1983.  
Les lettres de charges peuvent être retirées auprès de M. le directeur général, 9, rue du Royaume d'Arabie Saoudite, Tunis ou de la direction achats à Metlaoui.  
L'ouverture publique des offres aura lieu mercredi 19 janvier 1983 à 10 heures à la direction des achats à Metlaoui.

**Le Monde**  
DIMANCHE  
Numéro du 19 décembre  
**Les forçats du petit commerce**  
Les déceptions des gérants-mandataires de succursales (Enquête de Patrick Berquelet)  
**Comme son nom l'indique**  
La recherche ethnologique étendue par le chercheur  
**Le silence après les attentats**  
**Henri Lefebvre, philosophe du quotidien**  
**L'avenir du monopole des P.T.T.**  
Nouvelle : Saintes écritures, de Gilbert Toulouze  
Et les rubriques :  
Associations - Audiovisuel - Disques

**PLANS/CONTRECALQUES**  
MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE REDUCTION AGRANDISSEMENT  
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> 347 21 32 220064 F

**Vivre avec talent.**  
  
**Black & White. Choice old scotch whisky.**

صناديق الاسفل



## AFFAIRES

UNE SOMME IMPORTANTE, MAIS INSUFFISANTE

### Les pouvoirs publics auraient l'intention de verser 1,5 milliard de francs, en 1983, à C.I.I.-H.B.

Le cas des actionnaires minoritaires régit, ce sera au tour de Saint-Gobain de se retirer de la Compagnie des machines Bull. L'Etat va lui racheter, pour 600 millions de francs, sa participation de 51 %. Cette somme correspond à un prix moyen de l'action Machines Bull de 50 F, alors que les actionnaires minoritaires se voient offrir 50 F par titre.

Pour Saint-Gobain, une page va être ainsi tournée. Cette « sortie » de l'informatique, voulue par les pouvoirs publics, se traduira dans ses comptes par une moins-value importante, puisque les actions Machines Bull avaient été acquises au prix de 55 F. En fait, Saint-Gobain a déjà passé dans ses comptes du premier semestre des provisions exceptionnelles (de plus de 800 millions de francs), en prévision de sa sortie de l'électronique. Elles devraient suffire à honorer le trou.

L'opération de 1975 apparaît aujourd'hui comme un désastre financier. Surtout quand on y ajoute le milliard versé à Honeywell pour lui racheter 27 % du capital de C.I.I.-H.B., et permet à la société française de recouvrer une certaine liberté de manœuvre.

#### Deux options

Les pouvoirs publics auraient l'intention de verser 1,5 milliard de francs à C.I.I.-H.B. en 1983. L'argent qui paraît très important, mais qui risque de se révéler insuffisant. Aussi le gouvernement comme la collectivité se trouvent-ils une nouvelle fois à la croisée des chemins. Compte tenu des questions, et des enjeux industriels et politiques, il n'y a que deux options.

Soit on tire un trait et l'on adopte plus ou moins la voie suivie par la société britannique I.C.L. : licenciement massif, fermeture d'usines, réduction drastique des effectifs de production, mise au catalogue d'un maximum de machines étrangères, abandon de facto du marché du bas et haut de gamme à I.B.M. et aux autres constructeurs américains ou japonais.

Soit on donne, et dès le départ, à C.I.I.-H.B. les moyens de tenter une opération de la dernière chance, de mener simultanément sa remise en état intérieure, une redéploiement extérieur : d'investir dans de nouveaux produits, de nouvelles activités ; d'attirer des hommes et des idées.

C'est un dilemme pour le pouvoir, qui va devoir trancher dans les prochaines semaines. L'abandon paraît impossible pour des raisons sociales et stratégiques. Mais les moyens financiers sont-ils suffisants ?

Sur les fins de mois... lui enlevant... L'argent investi le serait alors en pure perte, et le... ne ferait qu'empêcher... ans. A l'exemple de... c'est passé pour la sidérurgie...

J.-M. QUATREPOINT.

### BONNE REFUSE DE S'ENGAGER SUR UNE RÉDUCTION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DE L'ARBED-SAARSTHAL

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communauté européenne). - Les membres d'Allemagne fédérale se refusent à prendre l'engagement de réduire de 500 000 tonnes les capacités de production de l'aciérie Arbed-Saarsthal. En autorisant, le 8 décembre, l'octroi d'une aide de fonctionnement de 175 millions de deutschemarks (495 millions de francs), la Commission européenne avait demandé en contrepartie au gouvernement fédéral de l'Allemagne de réduire de 500 000 tonnes les capacités de production de l'aciérie Arbed-Saarsthal.

La réponse de la Saarsthal, transmise par Bonn, ne répond en rien aux recommandations de Bruxelles. La Commission ne d'autant plus gênée qu'elle avait déjà promis des aides d'un montant global de 410 millions de deutschemarks (1,16 milliard de francs). Au total, donc, la Commission aura accordé une enveloppe financière de 585 millions de deutschemarks (1,7 milliard de francs) - pour une production annuelle de 2 millions de tonnes et de capacités installées de 3,7 millions de tonnes - sans aucun engagement de réduction de production.

### PHILIPS ET C.G.E. VONT COOPÉRER DANS LE DOMAINE DU RADIOTÉLÉPHONE

La société néerlandaise Philips et le groupe français nationalisé C.G.E. ont signé le 16 décembre un accord de coopération industrielle et technologique sur le radiotéléphone (le téléphone sans fil).

Le groupe néerlandais apporte ses compétences dans la radio, et la C.G.E. - à travers C.I.T.-Alcatel - dans la commutation électronique, les communications des radiotéléphones transitant par un central.

Les deux groupes espèrent faire adopter ces normes par la Communauté européenne. Ils produiront des matériels à une filiale commune (50/50). Le groupe Thomson, l'un des pionniers en matière de radiotéléphone, risque de se voir essouffé face au nouvel entrant. Il n'est donc pas impossible que, dans une seconde étape, Thomson puisse s'agréger au tandem C.G.E.-Philips.

### RATTACHE AUX P.T.T.

### Le Centre mondial pour l'informatique veut « former les Français à cette nouvelle culture »

J'ai demandé le rattachement du Centre mondial de l'informatique aux P.T.T., le développement de l'informatique personnelle va être... lié à celui des télécommunications. Pour M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, le projet de cablage des villes, qui vient d'être lancé par le gouvernement, doit s'accompagner de la mise au point de systèmes informatiques interactifs adaptés aux besoins des foyers.

Il s'agit de définir ce que l'on entend au bout du câble, poursuit M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui a été à la tête des systèmes associant microprocesseurs et vidéodisques, permettant à travers les réseaux câblés, aux gens de communiquer entre eux ou de se brancher sur des banques de données. Une commission rassemblant les représentants du Centre, de la Caisse des dépôts, du ministère de la culture et de la

D.G.T. vient d'être créée pour étudier cette question.

Le rattachement aux P.T.T., l'orientation plus télématique du Centre ont suscité quelques remous parmi les personnalités étrangères travaillant avec M. Servan-Schreiber. Toutefois, une seule personne est partie : M. Papert, ex-président J.-J. S.S., deux personnalités étrangères sont, depuis, venues s'ajouter au Centre.

Les P.T.T. devraient assurer environ 10 % du budget du Centre, qui sera de 11 millions de francs en 1983. A cela s'ajoutent 11 millions de francs pour l'expérience pilote de Marseille, où 3 000 micro-ordinateurs vont être installés dans le quartier de la Belle-de-Mai, vivant 17 000 personnes. Des financements particuliers ont été trouvés pour cette expérience.

Le premier devoir du Centre d'irriguer l'informatique dans la population française, de la former à cette nouvelle culture, explique M. Servan-Schreiber, qui vient de proposer des pouvoirs publics une action de formation. Le Centre est prêt à doter chacune des cent grandes écoles françaises de plusieurs milliers d'ordinateurs personnels, afin de former les élèves. Ceux-ci viendraient ensuite à la fin de leurs études le choix entre le service militaire classique ou une année de service civil où ils initieraient les chômeurs, notamment les jeunes, aux technologies informatiques.

La France manque cruellement de monteurs dans ces nouvelles disciplines. M. Servan-Schreiber père donc que, sur les 12 000 diplômés qui sortent chaque année des grandes écoles, quelques milliers seulement pour une formule. C'est un moyen, rapide et peu coûteux, de mener une action nécessaire d'entreprise de formation de la population aux nouvelles technologies.

Les aspects industriels de ce projet ne sont pas non plus négligeables. Il s'agit de créer un vaste marché captif pour les Français, notamment le groupe Thomson, qui lève dans quelques semaines son premier ordinateur personnel. Le prix encore élevé de 1 800 F pourrait être abaissé si les séries sont suffisantes.

### LA VISITE PRÉSIDENTIELLE DE L'USINE DE C.I.T.-ALCATEL

#### Un symbole

L'exemple de cette usine montre que l'on peut allier performance économique, technologie et progrès social. En choisissant, jeudi 16 décembre, l'usine C.I.T.-Alcatel de Quierzeville, près de Cherbourg (Manche), comme lieu de sa première visite dans une usine, le président de la République cherchait, l'évidence, un symbole.

C.I.T.-Alcatel, filiale du groupe nationalisé C.G.E., est à la pointe de la technologie des télécommunications avec son central électronique E 10. Il y a cinq ans, l'usine de Quierzeville employait deux mille personnes pour produire des vieux centraux téléphoniques avec une capacité de trois mille lignes par an. Aujourd'hui, mille quatre-vingt personnes fabriquent des centraux électroniques représentant plus de deux millions de lignes téléphoniques (dont 30 % pour l'exportation).

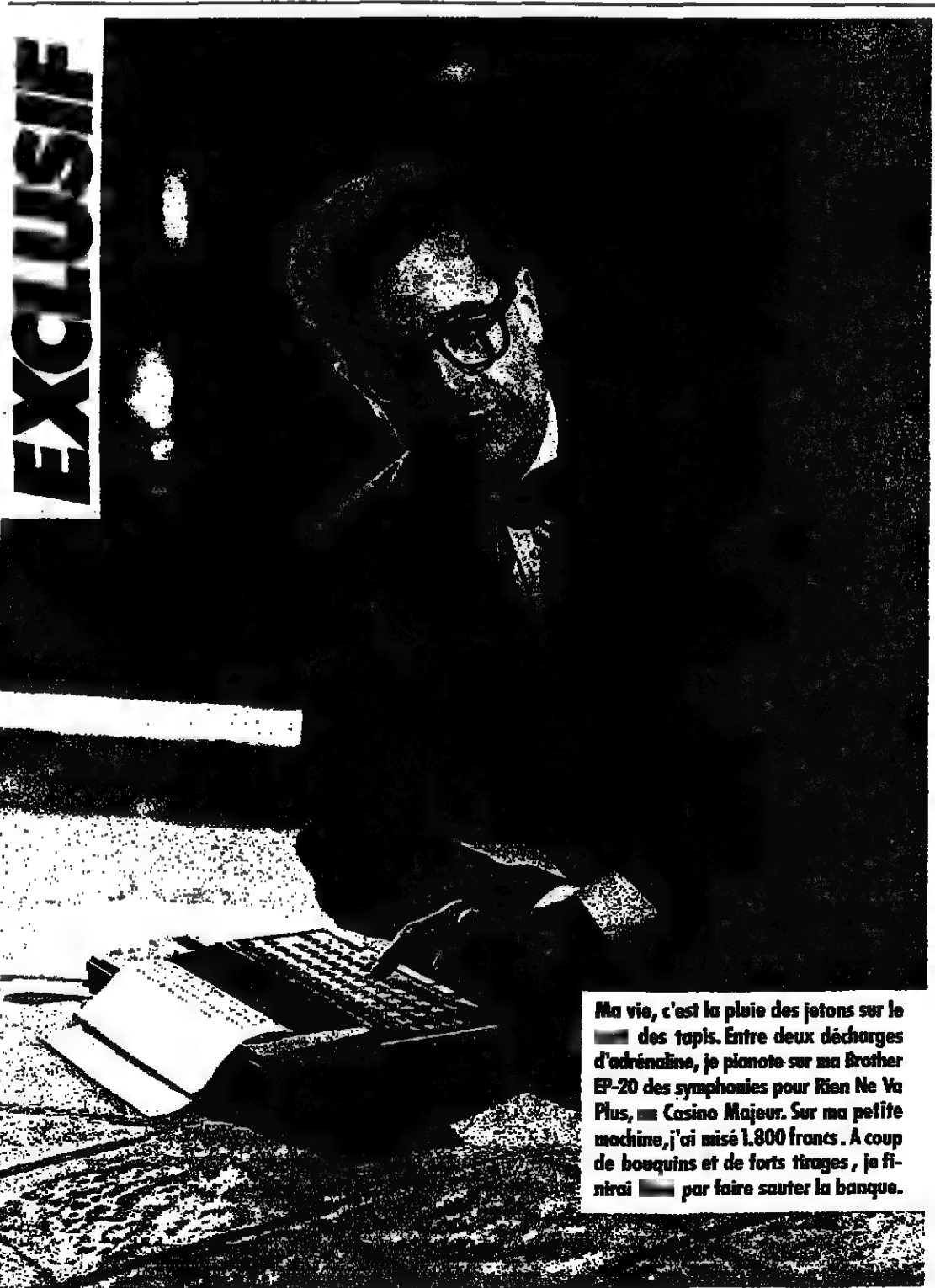
L'industrie de la technologie et le programme d'automatisation de l'usine vont permettre de maintenir un haut niveau de productivité. Pour finir les licenciements, C.I.T.-Alcatel a conclu, il y a quelques semaines,

avec les syndicats, un accord de réduction importante de la durée du travail. Le personnel, à forte majorité féminine, a le choix entre plusieurs horaires : 35 heures payées 37 h, 32 heures payées 35 h, 27 heures payées 30 h. Cet accord permet à l'entreprise de « basculer en douceur » vers l'automatisation, sans recourir à une suppression massive d'emplois.

Cet effort vers le partage du travail doit être poursuivi, a estimé M. Mitterrand. Il n'est pas possible de diminuer le temps de travail si cela ne correspond pas à une amélioration de la productivité. Je suis convaincu qu'il y a le maximum d'accords de ce type, entreprise par entreprise, entre les gens du terrain qui connaissent les problèmes et les possibilités.

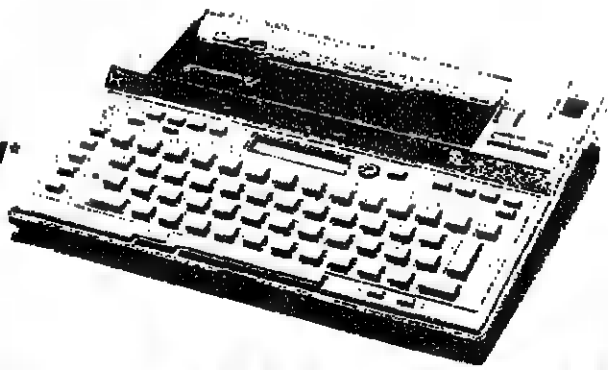
Lorsque l'on parle de rigueur, d'austérité, a poursuivi le président, ce n'est pas un objectif en soi. C'est un moyen provisoire. Nous avons une période difficile à surmonter. Nous nous en sortirons si chacun fait l'effort nécessaire proportionné à ses possibilités.

EXCLUSIF



Ma vie, c'est la pluie des jetons sur le des tapis. Entre deux décharges d'adrénaline, je planote sur ma Brother EP-20 des symphonies pour Rien Ne Va Plus, au Casino Majour. Sur ma petite machine, j'ai misé 1.800 francs. A coup de bouquins et de forts tirages, je finirai par faire sauter la banque.

# J'AI ECRIT "LA SAGA DES FLAMBEURS" POUR 1800 F.



brother EP20

Extra-plate (4,5 cm), ultra-légère (2,3 kg) toute petite (32 cm x 22,5 cm) nouvelle machine à écrire Brother EP-20, c'est l'électronique de pointe au bout de vos doigts. Ses performances : son clavier miniature égale celles de machines à écrire les plus sophistiquées : tabulation, correction à l'affichage avant impression sur 16 caractères, fonction calculatrice, clavier à symboles scientifiques. Et le tout, en silence, sans chauffage thermique, impression mini-cassette.

ou directement, sans bruit de frappe ni de chauffage. Difficile de résister au charme de cette merveille (surtout pour 1800 francs). Difficile de ne pas l'emporter partout avec soi dans sa jolie sacoche : elle fonctionne à pile ou sur secteur. En vente chez Brother : 1, rue Etienne Marcel 75001 Paris 1<sup>er</sup> et chez tous les revendeurs Brother.

L'ECRITURE ELECTRONIQUE PASSE-PARTOUT

\* Prix conseillé TTC \*\* en option



Une délégation d'aviculteurs bretons affiliés à la Fédération des syndicats et exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) du Ministère, est reçue, ce vendredi 17 décembre à l'Élysée, par le conseiller agricole du président de la République. Les éleveurs viennent évoquer la crise du « poulet d'exportation » et mettre en cause les conditions de travail que leur imposent les abattoirs.

**De ... envoyée spéciale**

Brest. — « Je me souviens il y a trente ans. Aujourd'hui, j'ai deux mille huit cents mètres carrés de bled, mille quatre cents tonnes d'étranger, mille huit cents tonnes de notre rémunération à 15 % ». C'est là que M. Robert Derrien, avaluateur à Mellac (Finistère), président de la section bretonne de la F.D.S.E.A., nous a fait part de son expérience au sein des éleveurs. Ils ont mille huit cents cinquante en Bretagne et dans les pays de Loire à travailler de la même façon depuis le « boom du produit-export », il y a quinze ans. Ils ont signé un « abattoir » où ils appellent « les poulets » (1). « Ils nous fournissent les poulets et l'aliment », dit M. Derrien. Les poulets sont élevés dans des poulaillers démontables. La rémunération est basée sur le poids de l'animal au moment de l'abattage (la quantité d'aliments nécessaire). C'est là que M. Derrien nous a fait part de la plus grosse vente de poulets à 1 franc.

Le développement du « poulet-export » a été fulgurant. Les plus gros producteurs sont les États-Unis, depuis qu'avec les pétroles ils ont augmenté leur produit intérieur brut, donc leurs moyens de consommation. Les États-Unis ont fourni 90 % des exportations françaises. La capacité d'abattage est de 1,5 million de poulets par jour. La production a augmenté de 41 % par an depuis cinq ans. Avec un tonnage exporté de 340 000 tonnes, pour une valeur de 1 300 millions de francs, les États-Unis viennent dans les statistiques mondiales, loin juste derrière les États-Unis (400 000 tonnes de poulet découpe), du Brésil (150 000 tonnes), des « autres » : les chiffres sont assez spectaculaires : en 1956, la production était de 150 à 300 000 poulets par jour. Enfin, le poulet congelé représente le premier poste des exportations du port de Brest : 47 000 tonnes en 1976, 220 000 tonnes en 1981. Mais, au printemps 1982, on observe un brusque ralentissement des exportations, et plusieurs entreprises, petites ou moyennes, déclarent de graves difficultés.

**Le marché mondial** est composé de 1 300 000 tonnes et est en concurrence avec le thon, le saumon du Brésil, que les américains accusent de « dumping ». Il y a 30 000 tonnes d'excédents des négociateurs

français. « Arrêter leur production pour quelques mois », la situation n'évolue pas. La signature (en cours) d'un accord avec l'O.R.S.S. est-elle de nature à renverser le courant ?

C'est aux pouvoirs publics et producteurs et abatteurs se tournent : les aviateurs militaires, les armées et la signature d'une convention collective réglementant leurs relations avec les abatteurs.

Les « mousquetaires » cherchent à trouver leur place en intégrant, par exemple, leur production dans des centrales de « transformation » signées par l'Etat. Mais la concurrence est, aux yeux de tous, que conjoncturelle, ni suffisant, ni-ci, d'un caractère important pour relancer la machine.

« Le marché », porteur, les spécialistes prévoient une augmentation de 10 % tonnes par an de la demande », répète la F.D.S.E.A. et il s'avère à quel cela va profiter et si les professionnels bretons peuvent tenir...

**MARIE-CHRISTINE ROBERT.**

(1) Il s'agit « trois sociétés finisseries » : Doux (Trois-Lausny), Tilly (La Courbevoie) et L'Arche, auxquelles viennent s'ajouter une coopérative, la SABCO.

En son article intitulé « L'autre impératif » (*Le Monde* du 16 décembre 1973), le rapport préparatoire du IX<sup>e</sup> plan pour l'agriculture, une partie des coquilles ou *coquilles* ont rendu illisibles plusieurs passages. Dans la première colonne, nous aurions dû écrire : « Certaines régions non *non* ou au contraire *non* ont de grands aggrandissements d'exploitations importantes peuvent se réduire en nombre d'emplois *non* » (au lieu de « peuvent être réduites en nombre d'emplois »). En conclusion nous aurions dû écrire : « créer de *non* emplois (et non pas des emplois) ».

Dans la deuxième colonne, les *non* dépendront largement de la politique *non* prix, qui *non*

elle-même l'orientation des productions (et non pas - de la politique des parties qui détermine elle-même l'orientation des productions) ».

En haut de la quatrième colonne, on retiendra qu'« une telle baisse (des prix) dans les régions productrices à transformer en zones productives animales ne *non* trop payées » (et non pas - selon les régions productives »).

On s'interrogeait *non* sur la *non* de la *non* industrielle du gouvernement » (et non pas de « discours du gouvernement »).

Enfin, le *non* impératif agricole ». Enfin, le *non* du ministre du Plan ne s'appelle pas M. Puchon, mais M. Huchon.

Technip et Creusot-Loire-Entrprise devraient signer mardi 21 décembre un contrat d'un montant de 2,709 milliards de francs avec l'Union soviétique, en vertu d'un accord de principe conclu le jeudi 12 décembre à Moscou. Ce contrat porte sur la fourniture - c'est-à-dire la construction et l'exploitation - de la centrale à Astrakhan, au nord de la mer Caspienne, où important gisement de gaz doit être exploité. Le montant de ce contrat, nettement inférieur à celui qui était prévu initialement - 4,3 milliards de francs le 10 décembre, par exemple - est dû, d'une part, les Soviétiques ayant accepté de renoncer à une partie de ce montant, ce qui réduit considérablement les charges d'intérêt, et, d'autre part, certaines prestations initialement prévues n'étant plus du contrat général. Technip a déjà construit une usine similaire en U.R.S.S. Le remboursement des négociations est prévu pour le début de l'année prochaine, mais peut-être pas avant de venir en France.

Un **accident** a provoqué, ce **jeudi** 12 décembre, l'arrêt du réacteur prototype Phénix **à** **La** **Harpe** (Gard). Cette interruption a **entraîné** **la** **cessation** **de** **la** **production** **d'électricité** **et** **de** **la** **production** **d'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a **été** **causé** **par** **un** **problème** **de** **la** **circulation** **de** **l'eau** **de** **refroidissement** **du** **réacteur** **à** **sodium** **qui** **est** **destiné** **à** **produire** **de** **l'électricité** **et** **de** **l'hydrogène** **pour** **le** **réacteur** **à** **neutrons** **rapides** **à** **sodium** **en** **service** **depuis** **le** **19** **septembre** **1985**. L'incident a <

[Suite de la première page.]

Officieusement, on murmure à New-York que la vraie raison est autre, à savoir les grosses difficultés du Mexique et du Brésil. ■■■■ banques américaines qui les soutiennent à bout de bras et ont dû recevoir une aide du FED.

Ceci posé, le repli de la monnaie américaine, freiné, pour l'instant, par les ajustements financiers de fin d'année, pourrait s'accélérer brutalement. Un tel phénomène serait de nature à secouer très fortement les marchés financiers et les échanges.

En attendant, les choses ne semblent pas s'aggraver : à l'heure actuelle, aucune monnaie n'est à sa parité « raisonnable », compte tenu des données économiques disponibles, et toutes les autres sont « mûres » pour des ajustements.

Le dollar est trop cher, le mark et le yen sont assez.

France, recommence à se creuser et risque d'atteindre 3 % l'échéance suivante (9 % d'inflation de ■■■■ de Rhin, 3 % de l'autre). Un tel déséquilibre ■■■■ plus supportable au sein d'une Communauté comme la C.E.E., lorsqu'un joueur a ramassé toutes les billes, il ■■■■ en rendre : ■■■■ autres joueurs s'il veut continuer à jouer.

**L'action de la Banque des  
France**

En 1983, l'Allemagne devrait donc se résigner à « faire un effort » en faveur de la France, qui s'endette dangereusement pour alimenter ■■■■ usines allemandes. Le plus simple serait de révaluer le mark, et si cela n'est pas suffisant, ■■■■ mesures ■■■■ sauvegarder ■■■■ indubitables. Au

SI le mark monte et si risque de monter, le système monétaire européen va se trouver soumis à de très fortes tensions, les monnaies républicaines - faibles - se lit italienne, française - se lit franc français - ne pourront suivre les monnaies fortes (deutsches mark).

Déjà, tous les experts de grands marchés des changes font des prévisions publiques sur un réajustement du S.M.E. en mars ou en avril, au lendemain des élections législatives allemandes. Le schéma avancé est le suivant : dévaluation de la lire italienne et de la couronne danoise, dérévaluation du mark et du florin, maintien du franc français à son niveau, baisse du franc belge. Une opération de ce genre permettrait au gouvernement français de ne pas « dévaluer » le franc, et prendrait en compte la gravité de la situation en Italie : il n'est plus possible à un pays de supporter une inflation de 17 % dans un ensemble où tout le monde est à moins de 5 %.

En attendant, le système monétaire européen (S.M.E.) est fortement menacé. La journée du jeudi 11 décembre a été marquée par de très vives pressions s'exerçant sur la lire, le franc belge et le franc français. La Banque de France, qui, à la veille du week-end précédent, avait dû intervenir en France belge, a eu le temps de se plaindre, au début de la semaine, de la somme de 800 millions de dollars au même avantage croissant, à défendre la parité de 2,33 F pour 1 mark. Ce montant s'ajoutait aux 100 millions de dollars du 11 décembre, à eux 200 millions de dollars en moyenne, de ces jours derniers.

Les interventions de la Banque de France, qui ont lieu quotidiennement

Un tel réajustement, toutefois, est un spectacle à la hausse vu d'Allemagne, qui pour l'heure est réticente : on pays, en crise très grave, ne tient plus que par le commerce extérieur, largement excédentaire vis-à-vis de la C.E.E. notamment, surtout vis-à-vis de la France, dont le déficit avec son partenaire germanique a presque doublé en 5 ans (38 milliards de francs peut-être en 1982), pour se placer rang de premier club avec l'Italie.

Ajoutons que le différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne de 1982, et ramené à 3 % à l'automne dernier en raison de la hausse du mark et du blocage des prix en France, certes, mais aussi par les tirages sur l'emprunt de 4 milliards de dollars (le quatrième vient d'être fait) et le crédit que consent l'Arabie Saoudite (2 milliards de dollars, dit-on). Il faut bien combler le déficit mensuel de la balance des paiements (un milliard de dollars). *Si la fait, on doublera les rangées de canons*, a déclaré M. Dege. Sans doute, mais il faut alimenter les pièces en munitions et les *obus* ! On craint que les *armées* au printemps 1983, comme à leur habitude, les millions de *troupes* internationales anticipent un réajustement de *S.M.E.* qui semble *lointain*.

FRANÇOIS RENARD.

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.
S.E. (100)	6.8990	6.8160	+ 160	+ 280	+ 770	+ 390	+ 915	+ 1635
S. com.	2.9900	2.9500	+ 75	+ 125	+ 180	+ 235	+ 465	+ 590
F.R. (100)	2.9015	2.8515	+ 130	+ 250	+ 250	+ 265	+ 765	+ 980
F.R.	2.5300	2.6395	+ 135	+ 160	+ 260	+ 265	+ 765	+ 980
Flaris	2.5300	2.5720	+ 145	+ 170	+ 300	+ 365	+ 925	+ 925
F.R. (100)	14.4000	14.4355	- 1480	- 180	- 1700	- 1135	- 2420	- 2310
F.R.	1.0110	1.0350	+ 235	+ 285	+ 490	+ 515	+ 1410	+ 1495
L.1 (80)	11.7600	11.7600	+ 230	+ 225	+ 425	+ 445	+ 1345	+ 1345
C	11.9745	11.9935	+ 230	+ 220	+ 425	+ 445	+ 1410	+ 1395

SE-U	8	7/8	9	3/8	9	3/8	9	3/4	9	7/16	9	13/16	9	11/16	10	1/16
DN	5	3/4	5	6	5	5	6	5	5	6	6	11/16	6	5	6	9/16
DM	5	3/4	5	6	5	5	6	5	5	6	6	11/16	6	5	6	9/16
F	5	3/4	5	6	5	5	6	5	5	6	6	11/16	6	5	6	9/16
F.S. (100)																
L (100)			3/4	1	3/4	3	3/4	4	1/4	3	3/4	4	1/4	3	3/4	4
E	10	1/4	11		27	1/2	32	1/4	26	3	3/4	29	1/4	23	24	3/4
F. time	28	32	35		30	36	40	36	38	33	32	31	21	21	24	24

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**du 10 au 14 Janvier 1983**  
 formation continue pour les responsables confrontés  
 à l'automatisation des tâches de bureau.  
 @ Rédiger un rapport sur les charges,  
 matériel.  
 La documentation sera à votre disposition :  
**CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS**  
 Formation Continue  
 292, rue de Valenciennes 75141 PARIS Cedex 03 Tél.: 274.40.50.

**ELOIGNEZ LES MOUSTIQUES**  
par une onde sonore.

Ideal pour chasseurs, pêcheurs, camping etc.  
Fonctionne sur pile.  
Garantie 1 an.  
Dimensions : 57 x 47 mm.  
Prix T.T.C. 150 F.  
Franco 170 F.

**THIEBAUT**

Nombreux autres ..... pour le jardin. Catalogue sur demande.

30, place de ..... Madeleine / ..... PARIS Tél. 742.29.01

### De notre correspondant

Londres. — Sir Geoffrey Howe a menacé de ne pas voter la proposition britannique au budget de la Communauté si la « ristourne » accordée à son pays par le conseil des ministres d'octobre n'était pas payée par le 15 janvier. Le chancelier de l'Échiquier devait, cependant, ce vendredi 17 décembre, de trouver avec les autres ministres des finances de la C.E.E. les moyens d'appliquer la ristourne. Le chancelier a déclaré le vote négatif de l'Assemblée de Strasbourg.

crise. — D. V.

Si la Grande-Bretagne refuse de  
« qu'elle doit au budget  
monétaire, par exemple », dit de  
la T.V.A., « cela ne remettrait  
en notre participation  
Marché » déclarait le chan-  
« l'Echiquier. Mais ce  
une manière simple de rendre  
claire la détermination de  
cette affaire ». Si Geoffrey a fait  
cette déclaration, il a prouvé à  
M. Thorne, qui se trouvait jeudi à  
Londres,

Le parti travailliste vote, quant à lui, dans le sens de l'Assemblée européenne une nouvelle confirmation de la justesse de sa politique et de son opposition à la C.C.E. M. Heffer qui, bien que anti-européen convaincu, est le porte-parole du Labour pour le Royaume-Uni, déclare : « Le gouvernement britannique de *de facto* **M. Gaillard** est de pratique »

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### U I F

Le conseil d'administration, réuni le 10 décembre 1982, a procédé à l'examen de la situation financière du bilan au 30 juin 1982 et a pris connaissance du compte rendu d'activité ainsi que des perspectives de résultats de la société pour l'ensemble de l'exercice.

Dans un marché local dominé par le pétrole, la société s'efforce de surmonter les difficultés conjoncturelles et demande que 13 appartements temporaires soient vacants sur un total de 3 022 et soit réaspirateur, bien muni, les phénomènes des listes d'attente. Par la

Conseil d'administration, jusqu'en décembre 1982, a procédé à l'acquisition de 13 appartements de 100 m<sup>2</sup> de surface, soit pour un montant de 13 millions 200 000 francs. Au 31 décembre 1982, la société a enregistré 13 appartements temporaires vacants sur un total de 3 022 appartements, bien malgré elle, car elle ne dispose que de 100 logements pour les 75 442 m<sup>2</sup> du secteur commercial entièrement loués.

En 1982, les recettes de la société ont permis d'envisager, dès maintenant, une nouvelle progression du développement de la zone.

En 1983, le cadre de la politique d'expansion de la société a été défini par le conseil d'administration, qui a décidé, après avis de l'obtention des autorisations administratives, l'acquisition dans le quartier urbain de Marne-La-Vallée d'un terrain de 2 953 m<sup>2</sup> afin d'y réaliser un nouveau programme de logements.

**Au premier rang des Promoteurs Nationaux  
de résidences loistis**  
**BORD DE LA MER et à la MONTAGNE.**  
Présente les principales régions vacancières  
la Société MERLIN a réalisée.  
des dernières années.

• Les Ventes ont triplé en 3 ans pour atteindre 1.200 millions de francs en 1981.

La bénéfice 1981 s'élève à 25,6 millions de francs.

Au 30 septembre 1981, le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs, correspondant à 1.200 logements.

Les 105.000 actions de 100 F nominal, formant capital social, ont été admises le 9 septembre 1982 au COMPARTIMENT SPÉCIAL MARCHÉ HORS COTE DE LA BOURSE DE PARIS. Cours au 1<sup>er</sup> décembre 1982 ~ 1487 F

**MERLIN IMMOBILIER S.A.**  
R.C.S. PARIS B 712 090712  
CAPITAL 10.500.000 F

---

**SIÈGE SOCIAL**  
81, rue de Rivoli  
75004-PARIS III  
TEL 277 11 11

**SIÈGE ADMINISTRATIF**  
4-4, avenue de Paris  
92400 VINCENNES  
TEL 094 12 24











## Les forçats du petit commerce

Tenir un commerce, c'est l'espoir de la liberté, voire de la prospérité. Pour beaucoup de « gérants-mandataires » de succursales, peu avertis et mal préparés, c'est l'esclavage par un statut archaïque qui les met à la discrétion des employeurs.

QUAND, en février 1979, M<sup>lle</sup> Liliane Duvalier a décidé de postuler pour un emploi de gérante d'une succursale des Galeries du papier peint, elle n'a plus vraiment le choix : à cinquante ans, après une longue carrière d'employée puis de caissière, elle a vu brutalement interrompre par un licenciement économique, personne ne vient plus vous chercher pour vous proposer un travail.

Pourtant ce n'est pas elle qui se rend aux bureaux de la société : chez Duvalier, c'est le mari - soixante-dix ans - qui tire les plans sur l'avenir. C'est à lui - et à une dizaine d'autres postulants - que le responsable du personnel va vanter les atouts d'un métier où « on a son propre magasin » et où, avec une commission sur le chiffre d'affaires, on est assuré de fins de mois confortables.

Pierre Duvalier plaie : son esprit posé et logique, son air sérieux, son expérience - il a travaillé dans un magasin de sport - ne peuvent que séduire. Car, aux Galeries du papier peint, comme dans la plupart des sociétés de magasins à succursales multiples (1) ou coopératives, c'est le plus souvent un couple qu'on « embauche » - même si, juridiquement parlant, un seul des époux est salarié.

Il faut faire tourner ces commerces - 45 000 environ en France, dont 1 000 pour l'alimentation - il faut au minimum deux. Liliane Duvalier sera donc embauchée sans problème quand elle se présente à son mari.

Elle devient « gérante-mandataire » en titre - donc officiellement par l'employeur, mais elle est couverte par les assurances sociales - d'un magasin situé à Simon-Bolivar, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris (2). Elle et son mari vont y consacrer onze heures de leur journée, cinq jours et demi par semaine, pour un fixe mensuel de 1 000 F et une commission de 1 % sur le chiffre d'affaires.

### Du dévouement à la révolte

Liliane et Pierre Duvalier appartiennent à cette catégorie de petites gens pour qui l'honnêteté et le travail sont des valeurs. En quelques mois, leur magasin se situe à la huitième place, en chiffre d'affaires (environ 100 000 F par mois) des six cent vingt dépositaires de la marque en France. Gagnants, à deux reprises, de la « semaine record », ils sont décorés par leur patron du « G.P. d'argent » et récompensés par un repas somptueux sur un bateau-mouche en septembre 1981.

Récompense méritée : le matin, les époux Duvalier ouvrent à 8 h 15 et lavent les 120 mètres du magasin tout en commençant à servir les clients. Ils ne s'arrêtent qu'à 19 heures,

après avoir reçu en moyenne cinquante clients, charriés la journée de peinture de 15 kilos, rentrés tous les 15 jours 1,8 tonne de marchandise.

Le lundi et le dimanche, il leur faut faire la comptabilité, établir les bordereaux des commandes et remplir chaque mois la feuille de paie où « avances congés payés », « avances sur commission », « primes de progression », « régularisations » diverses se donnent la main pour donner le pauvre commerçant. Une seule chose apparaît clairement : le « net à payer ». De 2 000 à 3 000 francs par mois, soit une moyenne de 7 000 francs. Les époux Duvalier ont calculé que travaillant tous les deux ils gagnaient environ 16 francs de l'heure : mieux que le SMIC (actuellement fixé à plus de 10 francs).

Leur dévouement total, leur commercialité incontestable, leur paradoxalement faire basculer le couple de commerçants dans la révolte. Quand on remplit soi-même obsessionnellement ses obligations, on

(1) Casino, Félix Potin, Radar, Economa, Viniprix, Nicolas... On met sous cette dénomination les sociétés d'alimentation. Mais d'autres exemples possèdent la même structure.

(2) Outre des « gérants-mandataires », les plus nombreux, on trouve des concessionnaires, des distributeurs agréés et des « franchisés » : à la différence des « gérants-mandataires », ce sont des commerçants à part entière, propriétaires de leur magasin de commerce et possédant un contrat de franchise avec des marques.

peut tolérer que l'autre, l'employeur, n'en ait rien.

Sur le napperon blanc de la table du salon à manger, dans leur appartement modeste sur le boulevard périphérique, M. Duvalier a écrit les pièces à conviction d'un dossier qu'il instruit depuis six mois. Sa femme, le visage amaigri par la fatigue (elle a perdu 10 kilos depuis sa prise de fonctions), la regarde à fleur de yeux malgré les larmes que lui administre régulièrement un médecin, acquiesce avec véhémence : « Je ne l'aurais pas avec moi, dit-elle, ils me foutent dedans quand ils veulent... »

C'est le problème des chèques impayés qui a fait déborder la coupe.

Dans un monde où la direction rappelle à ses gérants : « Nous nous nous ne prenons les chèques impayés qui, dans le cas où ils ne sont pas réglés à fin d'année, sont déduits de vos

partenaires », Justification : « Contrairement aux chèques volés (que la banque ne prend d'ailleurs en compte que si une plainte a été déposée), il y a de multiples moyens d'exiger le paiement du chèque impayé. Vous avez l'identité et l'adresse du titulaire du compte et il vous appartient de vous déplacer pour récupérer voire créance. »

Et la société de renvoyer sèchement au gérant les chèques impayés une fois exigés - les plus brefs délais un chèque de... F. à votre compte, afin de régulariser la comptabilité. Plus seulement le commerçant en est sa poche mais, les sommes dues n'étant pas déduites de ses gains, il devra payer les impôts sur leur montant.

PATRICK BENOQUET.

(Lire la suite page III.)



## LE SILENCE APRÈS LES ATTENTATS

Les familles des victimes reçoivent une indemnisation de l'État. Puis elles s'enfoncent dans la solitude et l'oubli. (Lire page IV.)

## HENRI LEFEBVRE PHILOSOPHE DU QUOTIDIEN

Une démarche qui consiste à faire surgir l'extraordinaire de l'ordinaire. (Lire page IX.)

## CALEMBOUR

# Comme son nom l'indique...

Il y a bien des méthodes savantes pour établir une bibliographie. Jacques Meunier en a expérimenté une qui, pour l'ethnologie, semble donner des résultats intéressants : le classement par le calembour.

LA BIBLIOTHÈQUE nationale d'indescriptibles rêveries. La seule exploration de ces noms d'auteurs, de tous ces titres, de toutes ces matières, pourrait occuper une vie entière. Heureusement, les chercheurs ont des trucs, leurs raccourcis, leurs filières... Ils organisent leur bibliographie. Certains disposent pour cela d'une pré-étude : d'autres viennent avec d'épaves répertoire ou avec des véritables herbiers à livres compartimentés par ordre alphabétique. Il y a aussi les régimentaires, qui déchiffrent le grand-père une référence vite griffonnée au dos d'un paquet de cigarettes ou d'un ticket de métro.

Il y a aussi les nonchalants, les « dérivés », les poètes. Ils sont d'authentiques dilettantes qui aiment improviser leurs lectures et qui - à la façon de certaines pratiques divinatoires - piochent les livres au hasard ou trois noms d'auteurs, tous inconnus, par préférence. Heureux lecteurs qui sortent de profonds quinquismes !

Ni universitaire, j'emploierai une technique intermédiaire. Elle est un peu au « milieu objectif » du surréalisme beaucoup à Raymond Queneau et à Georges Perec. Il s'agit de choisir un thème général et de faire une entrée qui soit à la fois érudite et personnelle.

Mon thème : le voyage. La bibliographie sera de ne choisir que des ouvrages aux patrons singuliers, entendez par là des noms propres qui - au regard du monde exotique des écrits - prennent un inattendu et parfois cocasse. Qui n'a remarqué ces ironies de l'histoire de la géographie universelle, la blague de l'homme qui écrit Tour du monde en 80 jours dans la Sierra de Santa-Marta, qui fut un grand voyageur de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à l'humanité une magistrale géographie universelle, ne s'appelaient-ils pas Élisée Reclus ? Et ce conquistador aux pieds nus, qui traversa le premier l'Amérique du bord à bord, qui

fraternise avec les Indiens et vécut parmi eux, ne portait-il pas un nom totemique : Vaca ? Et Victor Segalen, qui signifie « paille » en anglais, n'a-t-il pas été un poète de plein vent ? Et le capitaine Cook ne finit-il pas - humour tragique - par sauter ?

(On pourrait multiplier les exemples : l'idée part de là. Elle n'a pas de prétention scientifique ni d'arrière-pensées érotiques. Elle ne sert rien à démontrer, elle sert à servir le voyage.)

## Les aventures extraordinaires d'Olivier Ordinaire...

Il faut à peine le dire pour que l'on se souvienne de cinq ou six très prometteurs... Vous savez, après une évocation, ils sont riches d'autres caractéristiques. Ils s'éclaircissent réciproquement. Le seul à ne pas avoir réuni au jour des qualités qu'inconsciemment, sans doute, vous recherchez : ceux que je prends pour exemple d'origine française et - suggèrent une trajectoire d'âge exceptionnelle. Les voici : Olivier Ordinaire, le Père Huc, Pierre Poivre, le comte de Florentin. Enfin, on dirait-on une liste de peintres ou de figures populaires d'un roman du Moyen Âge ? Regardons-y de plus près.

Olivier Ordinaire n'est pas un homme timoré. Au contraire. Arrivé à Callao, le 10 mars 1862, il a le projet de rallier l'Atlantique par les Andes péruviennes et l'Amazonie. Il tombe en pleine guerre entre le Pérou et le Chili. Il est capturé et conduit à Lima. Ce qui lui fait dire drôlement : « J'avoue que le temps me parut long. » En revanche, il pourra à loisir observer le tournoiement des sardines, nostalgique de l'hiver européen, il aime l'illusion du neige...

JACQUES MEUNIER. (Lire la suite page XI.)



19 décembre 1982. — LE MONDE DIMANCHE



# AUJOURD'HUI

## Les forçats du petit commerce

(Suite de la première page.)

Les époux Duvalier se sont d'abord essayés à récupérer leurs créances comme le suggère leur employeur. A plusieurs reprises (les sommes pouvant atteindre 4 000 francs), ils écrivent de mauvais payeurs, une fois, deux fois, trois fois, se dépêchent pour obtenir le remboursement. Beaucoup de temps et d'énergie pour peu de résultats. « Mon patron ne me paie pas », expliquera ainsi un client à la troisième visite. Que répondre ? Les Duvalier ne peuvent fournir les impayés.

Par téléphone, jamais par écrit, malgré l'insistance de M. Duvalier, devenu peu à peu plus retors, la direction des Galeries du papier peint menace d'entamer une procédure pour rupture de contrat. C'en est trop ! Les Duvalier, forts de leur bonneté, se défendent ; ils prennent un avocat. Celui-ci, M. Thierry Lacamp va découvrir avec stupeur que « un des derniers bastions moyennageux dans la législation française du travail ». Un contrat de gérance signé à l'essai pour trois mois avec « blancs » jamais remplis dans le texte ; l'obligation en « d'empêchement du gérant (maladie, etc.) » ; « faire remplacer » ; « responsabilité, afin d'assurer la permanence l'ouverture du magasin ; le travail permanent non payé du conjoint, reconnu de fait » ; la direction puisque celui-ci peut signer les inventaires.

Face à « une responsabilité professionnelle digne des cadres supérieurs » : gestion « stocks, gestion financière et marketing » et à l'aide obligatoire de « doit apporter le mari », l'avocat demande « Galeries du papier peint de payer les époux » ; moins l'équivalent du SMIC. La société ne réagissant pas, l'affaire est portée devant les prud'hommes.

### « Une faute grave »

Peu de gérants peuvent se permettre une telle attitude. Or, situations comparables ne sont rares : même si l'attitude des Galeries du papier peint paraît extrême, beaucoup de « gérants mandataires » — statut le plus répandu — dans les commerces à succursales — se trouvent confrontés aux mêmes difficultés.

Ils risquent de se voir traîner par l'employeur devant le tribunal correctionnel pour cause de déficit. Le fameux déficit, leur « défaut » commercial. Car l'article 11 du statut de M. Duvalier et les autres gérants précise : « Le gérant sera tenu de couvrir immédiatement le déficit qui serait constaté ; le non-paiement constitue une faute grave ».

Théoriquement, il ne devrait y avoir déficit que si le gérant a commis une faute grave, voire un « délit » frauduleux. En réalité, explique Marius Charière, responsable national F.O. des gérants mandataires, d'autres éléments peuvent expliquer un « déficit » éventuel.

Le vol d'abord. Il n'épargne plus les petits magasins que les grandes surfaces. Mais, contrairement à ces dernières qui

l'intègrent systématiquement dans leur chiffre d'affaires (à raison d'environ 1 %), les chaînes de petits commerces l'imputent à la gestion du gérant, sauf dans le cas de « vol avec effraction », à condition que celle-ci soit prouvée !

Ainsi, M. Durand, gérant d'un magasin d'alimentation dans une rue commerçante de Besançon, se retrouve aujourd'hui avec un « déficit » de 21 000 F. son patron exige immédiatement le paiement de la moitié. Charmante, l'obligation à la clientèle, elle parvient à un revenu mensuel de 7 000 F. Mais, seule pour surveiller le magasin d'alimentation, elle ne peut empêcher un « coulage » très important.

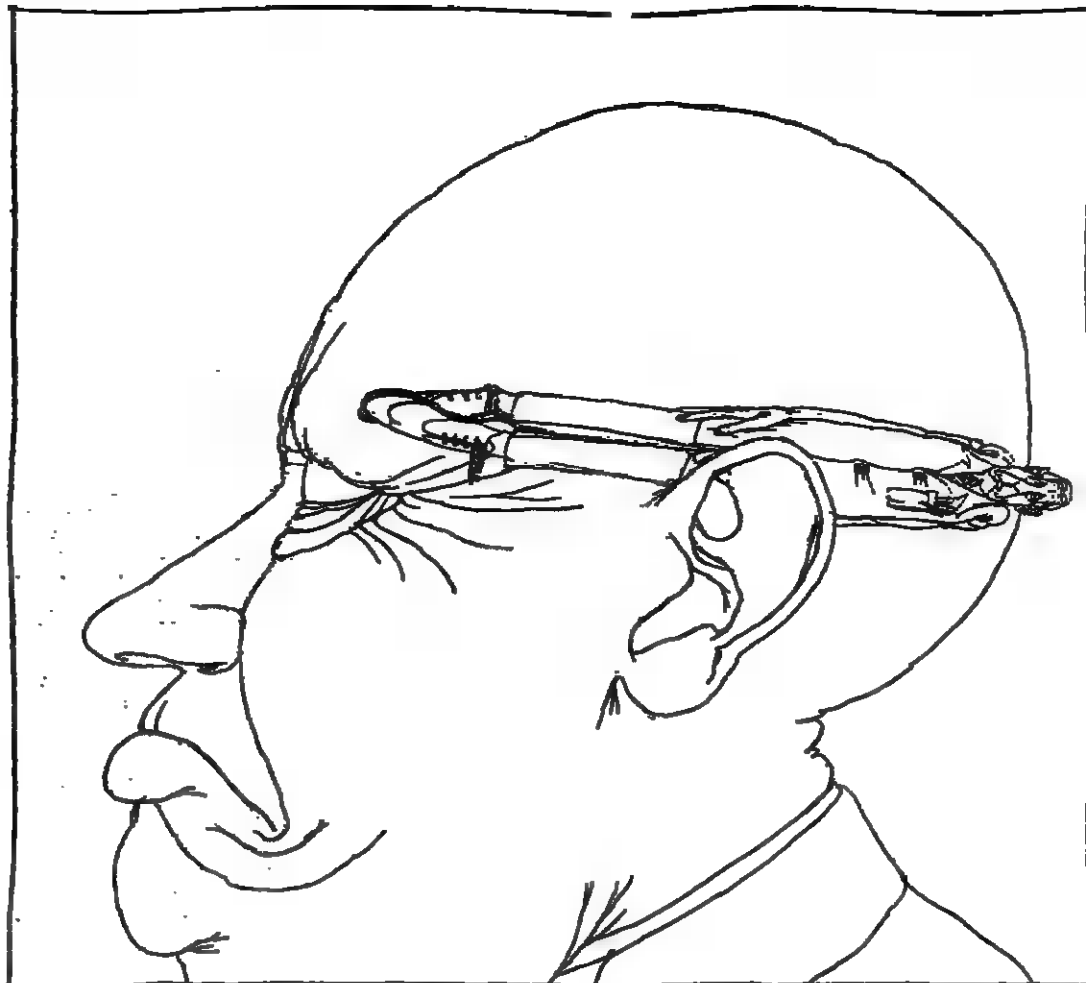
Il faut y ajouter les « erreurs » diverses, notamment dans l'inventaire. Chez M. Durand, celui-ci aurait « apparemment un trou » : plus important, M. Marius Charière et deux collègues n'étaient venus refaire l'attention. « Je n'aurais jamais eu l'idée de recompter », s'est-elle naïvement exclamée. « Depuis quatorze ans que je suis dans le métier, je ne sais toujours pas faire l'inventaire », dit un autre gérant, confronté aujourd'hui à un déficit de 42 000 F, dont il est totalement incapable de trouver la cause.

### Une semaine de stage

« Les spécialistes de la maison » : une « bonne journée » deux pour faire un inventaire », explique encore Marius Charière. Les gérants « sont formés » pendant leur semaine de stage, ils apprennent tout juste à « servir d'une balance ». « On explique tout en huit jours, fait valoir M. Durand. « Ça ! » Conséquences de cet « tourisme » : bons de livraison non vérifiés (3 sur 10 champignons livrés devenus 300 sur la facture...) ; inventaires fantaisistes, impossibilité de s'y retrouver ; les listings informatiques qui encombrant l'arrière-boutique.

Plus surnois quelquefois. « Il y a parfois longtemps au chômage » de cet emploi alléchant, le gérant néophyte, responsable du jour au lendemain d'une petite caverne d'Ali Baba, sera tenté d'y puiser qui « bonne bouteille, qui un dessert » dernière minute pour recevoir ses amis. Ces petits prélèvements fréquents feront les gros déficits...

Voilà, ou légèreté dans la gestion, ou incapacité manifeste : la société n'en a cure, le gérant payant en définitive les pots cassés. Qu'il décide lui-même de partir ou que son employeur estime le temps venu d'intervenir, il faudra rembourser. La « caution solidaire » que le commerçant a dû joindre au contrat (parfois une mère inconsciente qui aura engagé son parrain pour garantir la signature du fils palliera si nécessaire insuffisances). « Ces sociétés qui possèdent aussi des grandes surfaces maintiennent un petit com-



JY

merce qui va définitive leur rapport plus d'argent », affirme Marius Charière.

Les risques, en tout cas, sont réduits au minimum : « On verse un salaire de misère » des gens incompetents, explique M. Lacamp, et quand ils s'en vont, ils doivent payer le déficit.

Par exemple dans le seul département des Hauts-de-Seine, de janvier 1981 à fin octobre 1982, la société des Galeries du papier peint a déposé 110 plaintes pour abus de confiance. Les gérants pour abus de confiance. Vingt-trois affaires n'ont pas eu de suite (par retrait de la plainte) ; des dizaines d'autres, mais trois seulement : abouti à un non-lieu tandis que dix-huit ont vu les gérants condamnés (3).

« Il n'y a pas que des gérants honnêtes », dit M. Durand de répondre un membre de la direction de la société, qui se montre singulièrement d'explications sur les conditions de travail et de salaire faites à son personnel. « M. Duvalier pourrait faire tourner son magasin toute seule », ajoute-t-il sans rire, et, pour clore toute discussion, il avance un argument qui est effectivement le problème : « Le contrat de gérant-mandataire n'est pas interdit par la loi ! »

Attitude cynique dont les Galeries du papier peint n'ont sans doute pas le monopole. « En fait, il faut vendre très cher si on veut s'en sortir financièrement », explique ce gérant d'un magasin Radar à Paris. Quand cela va mal, ils n'hésitent pas à nous traîner devant les tribunaux. Derrière

d'autres enseignes familières, on entend les mêmes plaintes.

Mais le système semble avoir atteint une limite. D'abord une certaine évolution de la jurisprudence semble s'amorcer. Ainsi le tribunal de Créteil a prononcé une ordonnance de non-lieu le 30 juin dernier à propos d'une plainte pour abus de confiance déposée par les Galeries du papier peint contre un de leurs gérants. Ce dernier voulait quitter son emploi et réclamait devant les prud'hommes son dernier salaire. Son employeur l'assigna alors en justice en réclamant le règlement d'un déficit de 26 000 francs !

### Un « turn-over » extraordinaire

Devant les prud'hommes aussi, la Coopérative de Normandie avait attaqué une de ses gérantes, après avoir mis à son contrat de travail au bout de trois mois, et lui réclamait 18 300 francs pour « détournement de marchandises ». Le jugement a débouté la Coopérative de Normandie avec des attendus signifiants pour l'évolution future de la profession : « Attendu que les risques d'exploitation restent en principe à la charge de l'employeur... attendu que l'article 9, 2<sup>e</sup> alinéa du statut de travail présume une responsabilité exorbitante du droit commun... attendu que M. X..., époux de M. Y..., n'était pas salarié de la société... »

Petite victoire. Mais surtout, dans cette profession, le « turn-

over » est extraordinaire : la plupart des nouveaux gérants ne tiennent pas plus de six mois à deux ans. La proportion de ruptures de contrat peut atteindre 25 % à 30 % dans une année.

Certaines sociétés en viennent à offrir un téléviseur couleur aux gérants qui réussissent à rester deux ans ou plus. Le niveau du téléviseur baisse avec le temps, les inconvénients d'un personnel instable et incompetent finissent par réduire à néant les avantages du système pour l'employeur.

Chez Félix Potin, par exemple, on semble avoir pris conscience qu'une telle situation ne pouvait se prolonger indéfiniment. Pour la première fois, la société organise en 1983 trente stages pour ses gérants : deux semaines au centre de formation, deux semaines chez un gérant à raison de douze personnes par stage. Félix Potin, comptant un total mille gérants environ, le chiffre montre l'existence d'un important « turn over » dont la société ne tient pas à révéler l'ampleur. Des stages de formation vont aussi être organisés pour les gérants déjà en place, preuve, s'il en fallait, que tout va pas pour le mieux.

Les syndicats représentés dans la profession (F.O., C.G.T. et C.F.D.T. par ordre d'importance) ont déjà obtenu de modestes améliorations. L'obligation de rembourser les chèques impayés n'existe plus au niveau des MAS et des COOP (c'est-à-dire dans l'alimentation) où, surcroît, un salaire minimum garanti de 3 335 francs pour une personne, de 5 100 francs pour

un couple a été accordé, complété par une commission de 5,40 % moins sur le chiffre d'affaires.

En dépit des tentatives de fermer les magasins ou de transformer les gérants en commerçants libres (touchant une commission de 33 % mais dépourvus des garanties des stages du salarié), les syndicats demandent que soit mis fin à l'ambiguïté du statut actuel de « gérant-mandataire ».

Deux dénominations paradoxalement accolées, en effet. « Gérant », le commerçant est « indépendant dans sa gestion », précisent les contrats : libre de ses horaires, de l'organisation de son travail, de l'embauche éventuelle de personnel. Une liberté synonyme de charges et d'obligations en raison du travail nécessaire pour arriver à un chiffre d'affaires suffisant. « Mandataire », le gérant n'a strictement aucune liberté de choix des marchandises, de fixation des prix, de rémunération du personnel qu'il engage ; il doit respecter une batterie de règles de recommandations contraignantes. Responsable de la marchandise qui lui est confiée, le « gérant-mandataire » acquittera en outre les amendes qui peuvent le frapper dans l'exercice de son commerce.

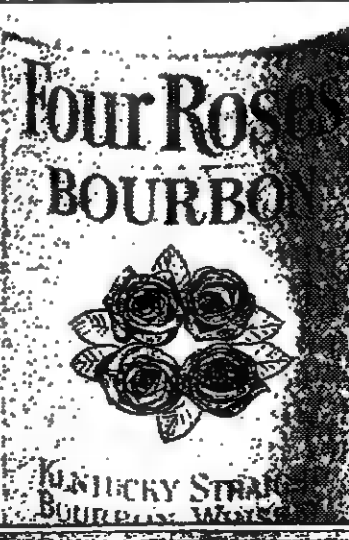
Aussi les syndicats revendiquent-ils un statut de « semi-salarié » : un système de prime fixe et d'intéressement aux bénéfices (4). Tant qu'à être encadrés de plus en plus strictement par leurs patrons, les « gérants-mandataires » veulent, en effet, bénéficier des avantages des salariés : treizième mois, ancienneté, 39 heures hebdomadaires (donc paiement des heures supplémentaires) et versement d'un salaire pour le conjoint aussi, le cas échéant.

La remise à jour d'un statut vieux de quarante ans permettrait d'éviter que le petit commerce ne soit un miroir aux alouettes pour des victimes de la crise économique...


PATRICK BENQUET.

(3) Une loi est en cours d'élaboration.

(4) C'est le sens d'une proposition de réforme de la loi du 3 juillet 1944 préparée par le syndicat F.O.



**Four Ros  
BOURBO**



**Four  
Roses**

**Kentucky Straight Bourbon Whiskey**

6 ans d'âge



19 décembre 1982 — LE MONDE DIMANCHE







## MESSAGES

# Où va le monopole des P.T.T. ?

Toutes les communications doivent, en principe, être autorisées par lui. Avec l'apparition de nouveaux services informatiques et le développement des réseaux d'entreprise, où s'arrêteront les prérogatives ?

Les pans entiers de la « filière » électronique, cheval de bataille du gouvernement, dépendent du prou de la réponse à la question : partager le gâteau des activités liées aux communications sur réseaux ? Un très gros gâteau. Selon l'estimation admise au ministère des P.T.T., la part de la valeur ajoutée des télécommunications dans le produit brut (P.B.) passerait de 1,35 % en 1981 (41,75 milliards de francs) à quelque 10 % à la fin de la décennie. Calcul optimiste ? Plus qu'un banal objectif commercial, en tout cas, puisqu'il justifie des investissements parmi les plus massifs réalisés en France : 29 milliards de francs en 1983.

Les crédits publics, qui, dans les années d'après-guerre, étaient destinés à développer les infrastructures, sont aujourd'hui utilisés pour financer les équipements électroniques. Les procédures auxquelles les industriels sont soumis, le plus grand flou règne en revanche pour l'heure sur les règles du jeu qui présideront au partage des marchés qui s'ouvrent. Qui pourra faire quoi en amont, en aval, au milieu des réseaux ? Cette question contient à la fois des enjeux économiques importants et un problème de société, tant il est vrai que la diffusion du télégraphe dans le domaine des communications n'est jamais indifférente aux libertés.

Jusqu'à présent, les réseaux servaient à transmettre, et on ne trouvait pas leurs extrémités que dans les appareils relativement rustiques. On sait maintenant traiter et transformer les informations qu'ils véhiculent : des terminaux de toutes sortes, télégraphes, machines à traitement des textes, télécopieurs, téléphones, etc., de plus en plus sophistiqués.

Ces possibilités nouvelles ont donné naissance à deux types d'applications :

— Les services à valeur ajoutée. Comme leur nom l'indique, ils n'offrent qu'une simple transmission par câble, faisceaux hertziens ou satellites. Un ordinateur placé entre l'émetteur du message et son récepteur peut temporairement les trier, les enrichir d'autres données, opérer des contrôles, assurer une liaison des terminaux ou des logiciels incompatibles, etc. (1).

— Les réseaux locaux d'entreprise. Comme l'expression le laisse deviner, ils relient les différents terminaux d'une cellule de travail. Une démarche qui reste la plus encore expérimentale. A terme, le but consiste à faire transiter les conversations téléphoniques, les données informatisées, les images animées, dans un seul et même complexe cohérent connecté à un (ou des) réseau(s) public(s).

Pour le moment, deux approches différentes, mais non forcément incompatibles, sont explo-

rées : celle du réseau public (2) et celle, la plus répandue, où un utilisateur privé (un standard téléphonique évolué) joue tout le rôle du chef d'orchestre et d'un chef de triage.

Aucune des applications n'est arrivée à maturité. Aussi assiste-t-on en ce moment à une grande effervescence chez les industriels, chacun essayant d'imposer ses standards à défaut de normes nationales. Une concurrence qui oppose à la fois les fabricants d'ordinateurs et les industriels de la téléphonie. Les champs d'action des uns et des autres finissent par se confondre et la force de converger.

Dès lors, la stratégie des plus grands consiste de plus en plus à offrir aux entreprises des solutions complètes (systèmes intégrant tous les problèmes de traitement de l'information et de communication. Une politique qui suppose, bien sûr, que l'on soit en mesure de proposer des matériels couvrant toute la gamme des produits. Seuls les plus puissants sont capables, au premier rang desquels I.B.M. et A.T.T. D'autres, comme Xerox (bureautique), Digital Equipment (mini-ordinateurs), Intel (composants) et Apple (micro-ordinateurs) regroupent autour d'une technologie commune (Ethernet) pour créer la masse critique indispensable en recherche et développement.

Dans tous les pays avancés, l'explosion des possibilités technologiques, allée de pair avec l'abolition des frontières entre l'informatique et les télécommunications, provoque d'importants conflits de compétences. Immanquablement, les prérogatives de l'organisme (ou de l'entreprise) en charge du service public sont au cœur d'un débat parfois très vif. Aux Etats-Unis, les autorités ont ouvert les télécommunications à la libre concurrence en abolissant le monopole d'A.T.T. Par contre, les Etats-Unis ont été autorisés à pénétrer le marché des services à valeur ajoutée. A la condition, toutefois, de créer une entité juridique différente de celle qui assure un service public « de base ».

D'autres nations, depuis emboîtées la France dans la voie de la « dérégulation ». La Grande-Bretagne notamment. Le Japon et l'Australie s'y préparent.

En libérant l'essentiel des activités de télécommunications de contraintes réglementaires, qu'en mettant en œuvre des procédures antitrusts engagées contre I.B.M., les autorités américaines ont fait de la politique industrielle, et sans doute consciemment. Leurs décisions ont ouvert une nouvelle compétition technologique et industrielle sur le marché mondial, le seul qui puisse amortir des investissements s'élevant à des milliards de dollars (3).



De ce côté-ci de l'Atlantique, on vit une ambiance de « déferlante ». Chacun fourbit ses arguments : industriels, nationaux ou étrangers, services ou services à l'information (S.S.C.I.), administration (la direction des télécommunications du ministère des P.T.T.). Les batailles promettent d'être riches en arguties subtiles. Le champ de manœuvre : le livre II du code des P.T.T.

Depuis 1837, l'administration occupe un bastion inexpugnable : l'article L.33, d'où elle défend toutes les « télécommunications » (4). Quelques lignes qui confèrent un « pouvoir féodal » au ministre des P.T.T., selon le mot de l'un de ses proches : la transmission de n'importe quel message, sous quelque forme que ce soit, en théorie, exige son autorisation. Des satellites intercontinentaux aux signaux de fumée en passant, bien sûr, par le radio ou le téléphone. Au pied de la lettre, un échange de bras d'honneur entre deux personnes serait passible des sanctions pénales prévues à l'article L.39. Rien n'a jamais entamé cette prérogative régalienne, sinon une jurisprudence du Conseil d'Etat qui soustrait au principe des télécommunications au sein d'une enceinte privée.

Dans la pratique, ce pouvoir discrétionnaire a permis à l'Etat de couper court à toute concurrence et de développer un service public du téléphone par le jeu d'une péréquation des tarifs, qui revient à faire payer le téléphone plus cher aux entreprises qu'aux particuliers.

## Un changement de terrain

Certains aux P.T.T. expliquent même que, grâce au monopole, la France dispose aujourd'hui d'une industrie de la téléphonie performante. La C.G.E. et Thomson ont, en effet, réussi à s'imposer dans un club très restreint des fabricants de commutateurs publics qui ne compte guère qu'une demi-douzaine de membres de par le monde.

Jusqu'à présent, le monopole s'est exercé là où il y avait à faire, c'est-à-dire sur le terrain des équipements lourds, commutateurs, centraux, câbles, etc., sans grand succès. On trouve à y regarder d'autant que, si l'administration a joué ses préroga-

tives, restriction sur ce qu'il s'agissait du domaine public, elle s'est toujours montrée très libérale quant aux matériels utilisés à l'intérieur de l'enceinte privée et branchés sur son réseau. Contrairement à d'autres pays, elle ne conteste d'imposer un agrément matériel.

Les installations peuvent être réalisées par des entreprises privées à condition qu'elles soient agréées elles aussi. La principale vertu, non avouée, de cette politique est, bien entendu, de permettre la promotion des matériels de fabrication française.

Ce dispositif — qui, il est vrai, a fait la preuve de son efficacité — a permis, ces dernières années, à une « main d'équilibre ». Tout le monde y trouvait son compte.

Aujourd'hui, paradoxalement, le monopole des P.T.T. est à la fois menacé et conforté.

## Un outil de politique industrielle

Le champ d'application potentiel s'est considérablement élargi. Non sur le plan légal, mais quantitativement. Les instruments de bureaucratie sont, par définition, des outils de communication. Dès lors qu'ils sont utilisés au service du téléphone, ils importent quel réseau spécialisé par un autocommutateur privé, ils sont passibles d'un agrément préalable. Dans la mesure où la plupart des applications informatiques des années à venir se développeront derrière des centraux privés ou autres « locaux », l'emprise des P.T.T. ne connaîtrait pratiquement plus de limites.

On entrevoit là, au ministère, un outil de politique industrielle sans pareil. Un outil grâce auquel on rééditerait en bureaucratie ce que l'on a réussi en informatique — le « succès » du téléphone qui a si bien marché. Hypothèse d'école sans doute : il est irréaliste d'imaginer qu'un agrément puisse être imposé à chaque type de matériel. Ne serait-ce que pour des raisons pratiques. Il n'empêche que cette voie a été sérieusement explorée. Et, déjà, dans les services du ministère, on travaille aux spécifications de certains équipements-clés des futurs gros marchés, notamment les commutateurs privés.

Le monopole est, en revanche, menacé à plusieurs côtés. L'ad-

ministration française, en premier lieu, la « dérégulation » des autres. Sous la pression de la concurrence aux Etats-Unis, la France a déjà été contrainte de débloquer ses tarifs intercontinentaux. Le monopole est exposé aussi aux avances du progrès. La technique des concentrateurs est devenue accessible aux entreprises ; elle permet désormais de faire passer différentes communications sur une seule ligne, là où il en fallait plusieurs jusqu'à maintenant : une économie d'investissement au détriment des P.T.T.

Les entreprises qui ont recours à des lignes spécialisées pour la transmission de données informatiques pourraient également tenter d'y faire transiter leurs échanges téléphoniques. Cette forme numérique du trafic se révèle indécidable.

En France, de la diffusion des nouveaux matériels, le préjudice ne peut être très lourd pour l'administration. Mais, à terme, la « valeur ajoutée » risque de ne plus se trouver dans les réseaux publics, mais dans la fonction de transport, mais dans les équipements privés.

Consciente de ces risques, l'administration n'a pas qu'il se précipite pour se prémunir.

## Prendre de vitesse le privé

A la manière des géants américains, la D.G.T. n'a cessé de développer ses produits par de nouvelles prestations. Telles Coisée, qui permet aux entreprises à filiales multiples de « commuter » entre eux leurs réseaux privés, ou Transpac, un réseau informatique national d'une grande souplesse d'emploi. Des services, ne modifiant pas les informations échangées, ne comportent aucune « valeur ajoutée ». Mais la décision a été prise d'enrichir progressivement les produits existants ou d'en mettre bientôt sur le marché de bien plus élaborés.

Ainsi le service de télécopie à gros débit Transfax devrait pouvoir bientôt être géré de façon flexible (acheminement sélectif, accusés de réception, etc.) les pages de texte qu'il transporte. Mésive, système de messagerie électronique déjà développé, préfigure le projet de la Télétexte, véritable informatisé, où le courrier

interentreprises n'emprunterait plus que le chemin des ordinateurs.

Cette stratégie, qui repose sur une acception large du monopole, tend non seulement à accroître le trafic, mais le chiffre d'affaires, mais aussi à prendre le plus tôt possible certaines normes du logiciel. L'effet, à terme est double : assurer la comptabilité des différents matériels qui viendront se raccorder ; aussi empêcher des concurrents étrangers d'imposer de facto leurs standards aux fabricants de terminaux et d'ingénierie en réseau français.

Il s'agit de répéter l'opération réalisée avec Transpac. La politique suivie avec l'occurrence a eu effet mis le P.T.T. en mesure d'exporter un système qui a fait une réputation internationale et même d'imposer un norme à l'échelle mondiale. La D.G.T. est sans doute seule en mesure de développer de nouveaux « produits » en jetant un poids d'investisseur dans la balance, et à pouvoir, à partir de ses infrastructures, en assurer la promotion au coût marginal.

Mais cela pose le problème des limites de son intervention. En multipliant les initiatives qui aboutissent à proposer des services répondant aux besoins spécifiques de ses clients, l'administration s'éloigne de son activité de service public. Directement ou par l'intermédiaire de filiales, elle pénètre de plus en plus dans le secteur privé. Les fabricants et les sociétés de services sont de plus en plus nombreux à soutenir que l'on délimite clairement les responsabilités de chacun. Ne serait-ce que pour savoir où investir. D'autre part, l'Etat ne pourra pas indéfiniment prendre en charge les problèmes d'un nombre toujours plus élevé d'entreprises. Il n'est pas en outre qu'il puisse accéder aux informations « internes »



# ETRANGER

## La Rome du Nevada

A Las Vegas, capitale américaine du jeu, tout est devenu romain, même Orson Welles.

Et avec le développement de la télématique domotique, la question touchera bientôt les particuliers.

Deux philosophes s'opposent en ce moment au sein du ministère. L'une est favorable à une définition des prérogatives de l'Etat service par service, l'autre prône une révision du code des P.T.T. : celle-ci isolerait notamment les télécommunications professionnelles, de même que la loi de juillet 1982 a imposé un régime particulier pour la communication audiovisuelle.

La première, plus pragmatique, présente un avantage aux yeux de ses défenseurs : éviter d'avoir à indiquer trop clairement, à l'E.M. par exemple, où la firme peut déployer ses efforts en toute tranquillité. L'autre, plus risquée à cet égard. Elle est plus difficile : elle impose de déterminer les responsabilités de l'Etat dans la mise en œuvre et la gestion des moyens modernes de traitement de l'information. Venant après d'autres, la question de son développement, le développement de la bureautique et des services sur réseau amène à se demander combien de temps l'on pourra encore se refuser à faire cet effort.

ERIC RONDE

(1) Voir le Monde Dimanche du 6 septembre 1982.

(2) Voir le Monde du 23 avril 1982.

(3) A titre d'exemple, le budget d'A.T.T. consacré à la recherche et au développement s'élevait, en 1981, à 1 500 millions de dollars (Business Week du 5 juillet 1982).

(4) Article L.33 : « Aucune installation de télécommunication ne peut être établie ou employée à la transmission de correspondances que par la voie des postes et télécommunications ou par des moyens équivalents ». Les dispositions du présent article sont applicables à l'émission et à la réception des signaux radioélectriques de tous ordres. L'article L.32, qui lui est relatif, ne s'applique pas aux installations de réception de signaux, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, optique, radioélectrique ou autres systèmes électromagnétiques ».

ET incendiaire de Rome face d'un Sénèque impassible costumé en croupier, je le connais. Il abat deux cartes et perd de quoi renflouer la Banque de France. Même J.R., du Texas, devient pâle. Nous sommes dans le Cesarworld, qui se veut aussi riche et défilant que le Strip, le boulevard triomphal de Las Vegas. Orson Welles, c'est lui, entraîne le « Regalium » pour un petit Satyricon de 3 heures au matin arrosé d'hydromel que Fellini n'aurait pu réussir faite de moyens. On a reconstitué, dans le Roman Forum et ses annexes éclairées par neuf cent cinquante machines à sous étincelantes, cascadeuses, bruisant vingt-quatre heures sur vingt-quatre au service du dieu Jackpot, tout le décor romain par Cecil B. de Mille de la Ville Eternelle. C'est Cléopâtre plus Quo vadis ? moins le Signe de la croix. A part la Via Appia, dans les rues ont été tracées au bénéfice des échoppes Lucullus, Lapidus et Gucci, on retrouve dans la galerie d'Antoine tanguant sous un firmament joliment coloré par les projecteurs.

Tel Pétroline, l'arrière des bagages, Citizen Orsonius pointe son imaginaire d'œuvre vers le Circus Maximus : « Ici s'élevait le site Frankie (Sinatra), entendez un loin les musiques lascives du Cole Porter au Bacchanal. » Il s'arrête pour nous faire admirer Best Bet, un jeu de hasard magistral qui de quelques fois, capable par dollar d'argent de cracher neuf cent quarante et une mille pièces. Plus de cent personnes sont agglutinées autour du monstre, attendant le levier géant de ce King Kong des machines à sous.

Comme sorti de Tacite, un Fayal d'Arabie en robe ornée d'enluminures, auquel une Vestal Virgin masquée délicatement le dos, aurait déjà perdu ici son crâpe, au baccarat, au blackjack et à la roulette. Ici, les héritages. Des esclaves demi-nues distribuent longues cigarettes ambrées et whiskies délicats. Pour les pétales de roses, il y a l'air conditionné. Tout ici est presque « free » (gratuit) et très attractif, il part le jeu. Je vais déjeuner au Café Roma, qui coûte moins cher qu'un hamburger à Paris. Tandis que je m'assois dans ma chambre pour un « massage personnalisé », quelqu'un me demande : « Vous prenez l'ascenseur Jupiter ? » Un centurion armé d'un Smith et Wesson en protège cependant l'accès. Tours de garde en « trois-huit » devant les portes de l'Olympe. Il est bon de montrer sa clé. « Moi je prends le quatorzième étage à la villa de l'une de ses fées. »

Est-ce la même chose au Dunes, au Flamingo, au Sands, au Circus circus ? Je l'ai demandé à « Annie Chérie », chargée de renseigner les francophones (le dollar est cher) derrière un bureau où ainsi curieusement son nom. Un Japonais, la prenant pour une call girl, vient de lui faire des propositions. Elle rougit. « Ici, on peut se faire s'obtenir, à la façon discrète du film à Londres. » Et revenant à ma question : « Vous avez remarqué les bères, il y en a dans tous les hôtels de Vegas. Sur le Circus circus un plus familial, l'Aladin surtout fréquenté par les Arabes. Mais la règle générale

Las Vegas tient avant tout à la respectabilité et à la sécurité. C'est désormais, grâce à sa police d'hôtel, la ville la plus sûre d'Amérique. Elle précède les salons de l'art et du spectacle au début du siècle. « Pas un crime depuis quinze mois, confirme de son côté le maire, Robert List. Ici nous sommes dissuadés pour ne pas sévir. »

Cette prudence — on ne peut pas se payer dans l'immense peu profonde piscine du Cesarworld, — qui peut se l'offrir la ville la plus riche de l'Amérique ? Que cette richesse provienne du jeu n'est un secret pour personne, mais, une fois le jeu planifié, réglé avec l'appui des psychologues et des ordinateurs, les vrais maîtres de Las Vegas ont su effacer, pour rassurer un public toujours plus nombreux et petit-bourgeois, jusqu'aux dernières traces apparentes de la « violence de l'Ouest » telle qu'elle apparaissait à travers les westerns et la littérature consacrée à la Média. C'est ainsi que la Nevada, paradis de la prostitution et du divorce, est devenue une terre de Vegas pour jeunes mariés où la beauté du site est remplacée par un gigantesque réservoir de distractions au goût du jour.

Ces gens-là, il faut les prendre au sérieux, ils ont inventé une nouvelle religion, de nouveaux pèlerinages, une « Mecque », précise Ted Kennedy, qui n'est pas ici dans son fief. Et d'ajouter, ironique : « Hier n'a pas été le jour de Las Vegas par hasard. Rome a été la capitale du « Panem et circenses ». (1). Que les « circenses » soient au service de la ville qui font tinter un bruit de fontaine ou de cascade d'argent, du premier Avril de l'adoption jusqu'aux étalages des drugstores, voilà qui est génial. Quant au pain, ce qui est tout aussi intelligent, il finira par être gratuit, on servira avec un « Colligula burger » jamais saignant. »

### Un million de touristes par mois

Ted Kennedy n'a guère mis les pieds à Vegas, où Reagan est récemment, mais sa formule est juste. Elle explique pourquoi les paquebots ne cessent de déverser des provins de la côte Est (six heures de vol) de Tokyo un million de touristes par mois. Pour la Nevada, non payante du Cesarworld, qui bat Disneyland, deux boulevards roulants portent avec guides et « anges gardiens » cette foule vers l'atrium, le parc olympique, les jardins japonais, d'Allah, un parc tout aussi impérial que la première où figurent les effigies idéales exactes, authentiques, par Christie's de Londres, les statues Claude Lorraine. Ces statues y admi-

Edité par la S.A.R.L. le Monde  
Ancien directeur de la publication  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Favret (1969-1982)

Imprimerie  
du Monde  
5, rue de la Harpe  
PARIS-12

Reproduction interdite sans articles, sauf accord

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 477.

ISSN : 0395 - 2037.

rent la Victoire de Samothrace, d'innombrables Vénus d'aller se réchauffer dans plus de vingt piscines universelles. 570 en ont le temps, ils applaudiront Sally Field, Cyd Charisse, Sammy Davis Jr., Jane Fonda, Sophia Loren, Burt Scaggs et ces blue-bells copiées de leurs sœurs du Lido de Paris.

Mais tout cela n'est que la partie du triangle qui prépare dans chaque casino dont Sinatra est plus ou moins l'animateur la prestigieuse rencontre avec les merveilleuses machines à sous.

Ces pèlerins d'un nouveau genre font-ils attention aux gardes qui sont partout et, dans les plus vieux casinos, jusque sur leurs têtes, derrière des plafonds-miroirs truqués ? Ils deviendront peut-être des habitués de ce monde où l'on joue avec des robots électroniques pour éviter les bagarres. Qu'un Dakotien se trompe sur la mise à la roulette, qu'il se lève un peu titubant, et la main des « anges gardiens » armés est tout de suite là, secourable mais ferme. Qu'il se ruine, on l'empêchera de se suicider, on lui payera son retour et on lui remettra même un petit pécule. Qu'il se sente seul, par un femme, il pourra aller à toute heure de la nuit au coiffeur, au dentiste, à l'église, au spectacle et avant tout dans les salles étincelantes où, grâce à la familiarité américaine, il y a toujours quelqu'un à qui parler. Arthur Miller n'avait pas tort : « Ici on ne perd pas le plaisir. »

### Sinatra à Capri

J'ai recherché les mines d'or désaffectées et découvert la tombe d'Octavie Gass, le Romulus à Remus à lui tout seul de la Rome naissante qu'était Vegas au début du siècle alors qu'elle n'était que les « Sabines » de Reno, sa rivale vaincue. Du soc de la charrie mormonne travaillant la majeure sol d'une oasis isolée au milieu d'un grand comme l'Europe, Gass a giclé la première eau de découverte, dit-on, le lac. Grâce à lui, le Nevada actuel dispose du revenu moyen le plus important des Etats-Unis, donc du monde. Grâce à lui, 500 000 Névasiens disposent d'un empire qui n'est pas construit sur la Vertu mais il le rêvait, mais qui l'aboutissement logique d'un système pragmatique, hypercapitaliste et ordonné qui peut d'ailleurs être comparé à celui des églises, ses vingt hôpitaux, son yachting, sa première université, ses ski dans les Pacomo Mountains toutes proches.

Le directeur du Cesarworld peut désormais contribuer aux prochains Jeux olympiques en offrant 1 milliard de dollars au-dessus de tout soupçon. S'il a lui, enfant, de l'illustre dans une pauvre école de ses pères pour petits Italo-Américains, Sinatra, qui a réalisé le premier de ce grand rêve romain, doit se demander dans son « Ce n'est pas Taboo » perdu dans la Sierra Nevada, les pieds dans un lac, si l'histoire ne souviendra de lui comme de Tibère à Capri. Il faut du temps pour juger l'Amérique et les Américains. Il faut déjà Marc Twain.

JEAN MARABON

(1) « Du pain et des jeux ».

## REFLETS DU MONDE

### SCALA

Le crocodile sans larmes

La République d'Allemagne publie un manuel de applications inattendues à l'échotomographie à la zoologie. Le manuel écrit : « Initialement, le tomographe électronique de la République d'Allemagne a été conçu pour la médecine. On a par conséquent examiné de façon minutieuse les besoins de la tête au bout de la queue à la clinique de Johannesburg, cela a conduit à des études scientifiques. Des « images » particulièrement pressives du crocodile ont été obtenues pour leur congrès international sur les reptiles au Zimbabwe. »

Cette installation spéciale, qui se compose de mille cinq cents pièces mécaniques spécifiques et de quelques

quarante mille composants électroniques, passe pour être parfaite jusqu'à dans les moindres détails : elle a permis aux crocodiles de minuscules dépôts de calcaire qui ont permis aux spécialistes des reptiles de tirer des conclusions sur l'âge et les conditions de vie des crocodiles. Sur la table d'opération, les rampants, qui ont la réputation d'être volentiers, se comportent de façon étrangement pacifique : ils avalent sans supériorité une piqûre calcaire. Après l'analyse, les crocodiles ont été remis dans leur environnement naturel sans aucune lésion. »

Local du musée de l'expérience internationale qui ne peut qu'avoir l'admiration des arts des reptiles.

### Daily Mail

Tour de Londres ou de Babel ?

Il est probablement le plus grand d'Europe où l'immigration a pris une importance qu'en Grande-Bretagne, notamment du fait que son grand passé industriel, son seul rempart par le recours à l'étranger qui y vivent, mais aussi un facteur de son développement ethnique et culturelle, notamment linguistique, et cela dans une ville qui se fonde à l'étranger pour s'enrichir. Le quotidien populaire Daily Mail écrit à ce sujet : « Plus de trente langues sont désormais parlées en Grande-Bretagne. Il y a, pour ceux qui peuvent parler les langues d'entre elles, des

postes à mi-temps fort payés à pourvoir. »

« Une organisation qui fournit des guides, des rédacteurs de courrier et des interprètes pour les conférences, expositions. Les Salons a déjà dans ses registres quelque trois cents linguistes parlant plusieurs langues. » ajoute le Daily Mail, « comme un million de personnes des quelque douze millions d'étrangers qui viennent ici chaque année parlant des langues exotiques, une recherche des gens qui pratiquent couramment le japonais, le chinois, le coréen, le thaï et le finnois. »

### LE SOIR

Publicité longue durée

Le quotidien Le Soir conte la façon dont un tour de maisons préfabriquées américaines a eu l'idée de s'offrir une publicité originale et longue durée. Il écrit : « La maison avait ses marmottes de la crise. La crise a tué d'autres jeux américains. Pour obtenir des publicités vivantes, une maison de radio et un tour de maisons de Pennsylvanie ont décidé de

ces maisons préfabriquées celui qui a le plus long tour de maisons préfabriquées américaines a eu l'idée de s'offrir une publicité originale et longue durée. Il écrit : « La

Trois maisons tirées sur un demi-million de mandes (mais l'un d'eux en avait envoyé quarante-sept mille à lui tout seul) depuis trois mois sur une plateforme de 10 mètres carrés. »

## BERNARD CHEVALIER

### Les bonnes villes de France du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle

« Une extraordinaire promenade à l'univers urbain. Ligne après ligne, l'auteur répond à nos curiosités, donne, si l'on peut dire, ses secrets à l'aventure. »

Collection historique - 130 F

### MYRIAM PECAUT

#### La matrice du mythe

Une confrontation de la pensée de Freud et celle de Lévi-Strauss pour questionner les liens qui s'établissent entre le mythe, l'inconscient, le social.

Collection la Psychanalyse prise au mot - 75 F

### FRANCIS JACQUES

#### Différence et subjectivité

Une philosophie du dialogue nourrie d'analyses concrètes de la solitude, du désir ou du moi, et qui sait emprunter aussi bien à la littérature qu'à la psychanalyse, à la linguistique et à la théologie.

Collection Analyse et - 130 F

AUBIER

PLANTIL  
LES COURS  
DU CAOUTCHOUC  
SONT TROP  
ELASTIQUES.

EN 128 PAGES  
LE TIERS-MONDE  
EN NOIR  
ET BLANC / 48 F

François Maspéro









JACQUES WINDENBERGER

## CLEFS

# Henri Lefebvre philosophe du quotidien

Philosophe marxiste, Henri Lefebvre s'est intéressé à des sujets apparemment bien étrangers au marxisme : la vie quotidienne, la crise de la modernité, la civilisation urbaine... Mais, pour lui, on ne peut séparer la philosophie, la sociologie, la politique et l'art de vivre.

**L**ONGTEMPS membre du P.C.F., Henri Lefebvre n'a pas seulement été un introducteur original de Marx, Lénine ou Hegel en France. Sans désespérer, il a su saisir les multiples bouleversements de notre époque, de définir les contradictions de notre histoire. Il s'agit d'énoncer les « possibles », comme aime le dire Lefebvre, en les tirant de l'impossible, de l'utopie abstraite. En d'autres termes, la virtualité, les possibilités, à changer la vie.

Son œuvre, abondante - une dizaine d'ouvrages - fourmille d'intuitions étonnantes et démontre pas de système, mais des percées. Henri Lefebvre a été un des premiers à étudier la vie quotidienne en philosophie et sociologie. La vie quotidienne : les gestes de tous les jours, les repas, les vêtements, le corps, les relations de voisinage, la messe, le cinéma, les pubs, tout cela a un sens, tout est sens, langage, effet du pouvoir. Henri Lefebvre ne se lasse pas de découvrir la dialectique des choses de la vie, avec une curiosité jamais éteinte. Il a analysé la modernité, la quotidienneté, l'urbain, la violence, toujours une même intention : élaborer une pensée-acte, une pensée-monde.

Sociologue de la ville, du ludique, de l'Etat et de l'autogestion.

tion, minorités et avant-gardes, on a vu en lui un inspirateur contestataire de mai 1968. Aujourd'hui, à quatre-vingts ans, la vie est pleine de projets, il publie le III de *Critique de la vie quotidienne*, (L'Arche éditeur), qui ponctue la recherche entamée dès 1945 et ouvre un nouveau champ d'étude autour de la « rythmanalyse ». Dans l'incessant ménage idéologique de ce siècle, Henri Lefebvre apparaît incontestablement comme un inventeur incassable.

« Les deux premiers volumes de *Critique de la vie quotidienne* apparaissent d'abord comme des ouvrages sociologiques. Ils comportent nombre d'analyses concrètes, accompagnées d'une réflexion théorique, sur les instruments et les catégories nécessaires à l'élaboration d'une « sociologie de la quotidienneté ». Pour ce nouveau volume, sous-titré « Pour une métaphysique du quotidien », vous paraissent changer quelque peu de démarche, aller vers une abstraction plus poussée, en couvrant un champ plus vaste, des questions plus fondamentales. A quel registre appartient donc votre œuvre ? Précisez tout ce qui relève de l'étude de la vie quotidienne ?

« Le quotidien est l'affaire de tous. Ce n'est donc être l'ob-

jet réservé à quiconque, sociologue ou philosophe. La philosophie a toujours exclu la vie quotidienne : c'était traditionnellement la vie non philosophique, triviale, dépourvue de sens. Il fallait se détacher pour s'élever à la méditation, pour parvenir à la « nuit claire de l'angoisse » dont parle Heidegger. Ma démarche a été, au contraire, d'inclure la vie quotidienne dans la philosophie, d'en faire un objet de méditation philosophique.

« Point de vue qui, du coup, modifiait la philosophie en étendant son champ et transformait la manière de concevoir la vie quotidienne : une manière non dédaignant la banalité. Dès le début, j'ai maintes fois répété, sans démar-cher, visait à faire surgir l'extraordinaire de l'ordinaire. Elle avait la philosophie à la pratique, au corps, aux jeux et enjeux, au monde - l'exploration - qui transforme l'antique manière de philosopher !

« Une telle préoccupation n'était pas sans rapport avec celle du surréalisme ?

« Surtout le surréalisme début, qui essayait de le merveilleux du quotidien. Je me souviens, à ce propos, nombreuses conversations avec Tristan Tzara pour qui « changer la vie », déterminante aujourd'hui pour définir et orienter l'analyse de la quotidienneté, était latente, mais prégnante.

Très vite, par la suite, le surréalisme s'est « résolu » sur le surréel, avec une préoccupation plus poétique et esthétique que pratique et philosophique.

« Depuis quelque temps, le thème de la vie quotidienne est à la mode, une histoire notamment, par l'intermédiaire des « grands récits ». Mais aussi dans la sociologie où fleurissent les analyses traquant les moindres quotidiennetés. Votre œuvre se reconnaît-elle dans ces recherches ?

« Ce qui caractérise ces descriptions du quotidien, ce n'est pas seulement leur prétention pragmatique ou positiviste, c'est surtout qu'elles s'en tiennent à la « réalité », plutôt qu'à en explorer les possibilités. De ce fait, le côté critique de la plupart des études s'émousse, leur dimension politique s'estompe. Ou bien, à l'opposé, certaines de ces études s'avèrent hypercritiques, opérant des passages à la limite, des montées aux extrêmes, qui font leurs audaces - je pense en particulier à l'œuvre de mon ami Jean Baudrillard - mais elles ne parviennent qu'au nihilisme, à ce nihilisme que Nietzsche déjà, voilà un siècle, voulait vaincre et surmonter.

« Ces conceptions manquent l'essentiel : plutôt le masquent : la dialectique inhérente au quoti-

dien. Celui-ci en son sens produit un résidu de possibilités qu'on cherche à programmer, à planifier, il s'avère qu'une part de ce quotidien échappe à ce dessein, qu'une aspiration à autre chose se dégage du champ des possibles. Cette dialectique de la quotidienneté n'est-elle pas évidente ? Il y a aujourd'hui plus de bien-être que jadis, il y a également plus de mal-être, plus de malaise : s'il y a plus de communications, il y a davantage de solitude. Et l'un ne va pas sans l'autre. Ce qu'on ne voit pas trop, c'est ces « vœux sociologiques » : il ne suffit pas de prétendre saisir le quotidien, faut-il, pour vraiment le connaître, vouloir le transformer.

### C'est la vie qui a changé

« La vie quotidienne, le quotidien, la quotidienneté... employez tout le tour ces formules qui ne sont pas toujours équivalentes. Il serait peut-être utile de les préciser ?

« Simplement la vie quotidienne qu'elle a toujours existé, mais imprégnée de leurs, de rites, de mythes. Le mot « quotidien » désigne l'entrée dans la modernité de cette vie quotidienne : le quotidien comme objet d'une programmation, dont le déroulement est commandé par le marché, par le système des équivalences, par le marketing

publicités. Quant au concept de « quotidienneté », il insiste sur l'homogène, sur le répétitif, sur le fragmentaire dans la vie quotidienne : mêmes gestes, mêmes trajets...

« On peut ajouter que, qu'on aborde ce thème, on s'aperçoit qu'il se déborde. En s'occupant de la vie quotidienne, j'ai ainsi conduit à m'intéresser à l'architecture, à l'habitat, à la rue, aux trajets, aux parcours, à l'espace et aux temps sociaux, aux techniques et aux technologies, donc à l'informationnel...

« Les trois volumes de *Critique de la vie quotidienne* s'échelonnent sur une durée de près de trente-cinq années, ce qui n'est pas inhabituel dans l'œuvre éditoriale habituelle. Toutefois, votre projet s'est peu à peu transformé. Ainsi, il dans le premier volume (1947) et dans le second (1958) la quotidienneté s'annonçait, dans le suivant (1961), c'est un acquis : le capitalisme modernisateur, réformateur, intégrateur, récupérateur, est passé par là. Il semble que chaque fois, d'une part, que l'accueil fait à votre recherche soit plutôt réservé, et d'autre part, que les changements qui interviennent dans l'objet de votre analyse soient plus rapides que le mouvement de l'analyse elle-même ?

OLIVIER CORPET  
ET THIERRY PAQUOT.

(Lire la suite p. 11.)



## LANGAGE

## Les mangeurs de grenouille

OTT-ON dire, d'un caissier malhonnête, qu'il a fait sauter la grenouille, ou qu'il l'a mangée ? Indifféremment, ce qui est tout de même surprenant, faire sauter une bestiole stupide n'a pas grand-chose à voir avec « la manger ».

La possibilité de dire l'un ou l'autre s'explique emment par l'histoire de l'expression. Les deux variantes sont-elles vraiment synonymes ? A première vue, oui : faire sauter un mangeur « la grenouille », c'est s'approprier la caisse d'une collectivité, d'un groupe amical, d'une société dont on est le comptable ou l'homme de confiance.

Mais Maurice Rat (*Dictionnaire des locutions françaises*, Larousse, 1957) distingue nettement l'histoire d'un premier saut : faire sauter la grenouille (empêcher l'argent de la communauté), un second : manger la grenouille (dépenser l'argent). Il a raison en ce sens que chacune des deux expressions paraît assez indépendante de l'autre. A l'idée de « faire sauter », on a « faire danser » (Mérime), à côté de « manger », on a « bouffer », « croquer », « empocher » (Mérime encore).

C'est aussi la façon de voir d'A. Rey et Chantreau (*Dictionnaire des expressions et locutions figurées*, Robert, 1979) : il y a « voler », puis « dépenser ». Dans la pratique d'ailleurs (pratique d'ailleurs répréhensible, N.D.L.R.), on peut manger la grenouille sur place, sans s'effaroucher, même longtemps que les sociétaires l'alimentent sans y regarder de trop près : on la fait sauter d'un coup, et sauter avec elle dans le premier train pour la Belgique (au siècle dernier), ou

le premier avion pour les Bahamas (de nos jours).

La difficulté, notent Rey et Chantreau, c'est qu'on aurait dû voir apparaître les deux expressions à peu près en même temps : on ne peut pas en avoir deux pratiques (« faire sauter » et « manger »), qui seraient apparues à des époques différentes. Or, paradoxalement, c'est « manger » qui est le premier, et que l'on trouve seul dans Balzac par exemple.

Philippe Bédouin mène une vie de Sardanapale avec une fille d'Opéra et « mange la grenouille d'un journal » (la *Rabouilleuse*). Le baron Hulot « a mangé la grenouille du gouvernement » en Afrique avec la princesse (la *Cousine Béatrice*). Vautrin-Trompe-la-Mort « a mangé la grenouille » des faubourgs, une association (illégalité et de malin public, N.D.L.R.) de truands. Beaucoup plus tard, dans Aragon, Nestor Peyrolles « avait trois fois bouffé la grenouille », des petits porteurs qui lui faisaient confiance.

## Casser la tirelire

Chronologiquement, « manger » est attesté d'abord en 1790, puis en 1793, sous la plume du Père Duchêne-Hébert : « faire sauter » en 1840 seulement. Même si ces dates étaient strictement vraies, elles ne le seraient certainement pas au point d'inverser cette antériorité.

Quoi qu'on fasse de cette grenouille, la caisse ou la faire sauter sont des images. La *Rabouilleuse* (« faire sauter ») est plus proche d'une réalité humaine — le bruit

pas d'un promeneur fait sauter les grenouilles dans le mare, mais la première n'est pas incompatible avec une autre réalité : nous sommes bien, pour les Anglais, des *Frog's eaters*, des mangeurs de grenouilles.

Mais la grenouille-batrachien n'a rien à faire dans une aventure sinon précisément d'avoir amené « faire sauter ». L'écart de dates ne comprend-il l'ontologie de l'expression : il y a d'abord un manger (une) grenouille, qui doit compréhensible à l'époque (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) ; laquelle grenouille ne pouvait ni « sauter » ni amener l'idée de « manger ».

Puis on se fait plus trop fier de ce qu'était cette « grenouille », aujourd'hui énigmatique. Mais les grenouilles qui sautent au bord d'une mare, ça, c'est le monde qui a vu. On va donc « faire sauter » aussi celle-là.

D'où l'explication proposée par Maurice Rat, je cite : « Le grenouille ayant désigné une tirelire en forme de grenouille, dont la fente correspond à la queue ouverte de l'animal, comme dans le jeu de tonneau, on a dit tout naturellement (c'est nous qui soulignons) faire sauter la grenouille (fracturer la tirelire), comme on dit « faire sauter la caisse » et, en finissant l'image, manger la grenouille », fin de citation.

Le « tout naturellement » est révélateur de ce type d'explication étymologique encore trop répandu : il faut que la girafe (qu'on peigne quand on s'enlève) ou le cochon (qu'on laisse puer à loisir) aient été à l'origine des vrais girafes et des vrais cochons mérois. Au besoin, on en invente, avec l'habitude qui « prouve ». L'enou, ici, c'est

d'abord (nous l'avons vu), que faire sauter est venu après manger : c'est ensuite que cette tirelire-grenouille paraît bien avoir été inventée pour les besoins de la cause. Il y a eu et il y a encore, bien sûr, des tirelres en forme de grenouille, comme d'autres en cochon, en oiseau, etc. Mais on ne voit nulle part le grenouille, tel, désigné une tirelire.

Rey et Chantreau y voient tout autre chose : une « tirelire » du verbe *grenouiller*, « faire ripaille » ; faire (la) grenouille aurait plus ou moins « dépendu » d'un substantif *grenouille* au sens de « ripaille », « débauche ». Et puis, tirant à majuscule, on a au moins une tirelire qui interdit de s'engager dans cette voie.

Elle est dans le *Dictionnaire historique de l'argot* de Lorédan Larchey, un vieux classique du genre d'études, encore très utilisable avec beaucoup de précautions, et heureusement réimprimé récemment par Jean-Cyrille Godefroy (1). Citant Larchey et le capitaine Delmaré (la *Caserna*, 1833, deux volumes de souvenirs et d'anecdotes), Larchey dit : « tenir la grenouille », c'est « tenir la caisse commune ». Et il ajoute la possibilité avec un verbe *grenouiller* !

C'est dans le sens du verbe *grenouiller* que l'origine de cette (ou ce ?) grenouille, « caisse commune », qu'il faut s'interroger. Plutôt qu'une image commune quelconque, c'est le fonds réglé

mentaire d'une compagnie d'infanterie, le « prêt » d'argent aux hommes de troupe « confié à l'avance, par l'intendance, au sergent-major chargé de le gérer » de le distribuer. Un autre vieux mot des années 1830, par Larchey, est : « Les soldats s'imaginent toujours que les sergents-majors (souligné par nous, mangent audacieusement la grenouille ».

Et Larchey propose une explication : la grenouille serait une déformation de la *grainouille*, au sens de « réunion de grains », d'écus ou de pièces de monnaie. Ça n'est pas sot du tout : des grains pour « des écus », de l'argent, est bien attesté, de bonne heure, dans la même lignée de métaphores que la gallette, le blé, et même la braise, à l'origine les débris de la croûte du pain. Le double sens de *grainouille* (grains et argent) amène facilement l'idée de « manger ».

## Un autre batracien

Malheureusement, nous n'avons (je n'ai, du moins) aucune indication pour appuyer cette étymologie. Voyons donc ailleurs, du côté de Gaston Esnault (*Dictionnaire historique des argots*, Larousse, 1965). Il associe, lui, notre grenouille au crapaud.

C'est très bien vu : le crapaud argotique est « une bourse », et plus tard un porte-monnaie. Alors, la grenouille... La piste du crapaud serait, si nous pouvons nous en servir, particulièrement intéressante à suivre. Il s'agit d'un mot (seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle) d'une sorte de flût, de « bourse » dans laquelle on ou des cavaliers tenaient en-

serres leurs cheveux, qu'ils portaient fort longs.

On retrouve cela sur les gravures de la Révolution de l'Empire. Les hussards en particulier, les plus « frimeurs » militaires, portent des *crapauds* de cuir dans lesquels ils cachent les pièces d'or qu'ils reçoivent de leurs *maîtres*. Ce n'est que beaucoup plus tard que le crapaud devient une bourse quelconque (1847), et n'importe quel porte-monnaie (1900).

Mais le « crapaud », ce n'est pas « grenouille ». Et ce n'a jamais dit « manger » crapaud », dépenser son argent en ripailles, alors que *manger*, dans notre expression, paraît avoir été très proche à l'origine : le sergent-major *mangeait* sa paie, avec l'argent détourné, des suppléments de nourriture, il le « mange ».

Esnauld propose donc l'idée d'une bourse en « cuir de grenouille », faite dans une peau plissée et ridée comme celle du batracien. Ce n'est pas du tout impossible. Mais il manque encore ici un maillon : la métonymie *grenouille* pour « bourse en cuir de grenouille », les suivantes : « bourse » pour « bourse commune », puis « contenu de cette bourse commune », ne présentent pas de difficultés.

J'avoue donc, je déclare, mon refus de choisir entre ces explications, et mon ignorance d'une bonne solution. C'est un *maître* dans ce domaine, l'affirmation est mieux accueillie que l'aveu de l'incertitude.

JACQUES CELLARD.

(1) Lorédan Larchey, *Dictionnaire historique de l'argot*, des expressions et locutions figurées, Jean-Cyrille Godefroy éd., 1963, 2 vol. reliés, 371 p., 10 fr.

## Henri Lefebvre philosophe du quotidien

(Suite de la page IX.)

— L'accueil au premier fut, en effet, plutôt froid. La démarche était mal vue à côté, notamment dans le P.C.F., dont j'étais encore membre à cette époque. Il en fut de même le second volume. Pourtant, ces idées et ces livres ont cheminé, influençant ça et là, en France, en Allemagne, aux États-Unis, dans des pays divers. Certains groupes communistes, Cobra et l'Internationale situationniste s'en sont largement inspirés. Mais nous franc le cheminement fut long, plus silencieux que bruyant. Ce qui n'est peut-être pas un mal !

— Par ailleurs, si le projet qui fondait *Critique de la vie quotidienne* fut un reste celui de « changer la vie », un fil des années, c'est la vie qui a changé, ainsi que la volonté de changer. Sur ce plan, les plus remarquables concernant le mouvement des femmes : simultanément, le quotidien s'est installé et les femmes insérées dans ce quotidien ont voulu le modifier. D'où un mouvement puisant qui a pris, plus que tout autre, le quotidien comme critère de changement. Dans ce mouvement, le marxisme est allé plus vite, plus loin, que l'analyse.

— Le slogan « Changer la vie » a joué un rôle très important dans le rétablissement de la gauche. Mais qu'en est-il aujourd'hui ? L'idée politique inhérente à ce projet a toujours été qu'une révolution qui se transforme que les idéologies et l'activité politique ne vaut pas la peine de l'accomplir. Il n'est pas que le marxisme ait aujourd'hui perdu sa

sa valeur. C'est pourquoi la vie quotidienne est la lutte : il faut demander et vouloir l'impossible pour qu'il y ait du possible.

— Mais, aujourd'hui, peut-on dire que les pratiques sociales s'attaquent de manière significative à ce changement de la vie quotidienne ?

— Le « changer la vie » s'est depuis peu changé en idéologie. Les tentatives communautaires — alternatives, si vous préférez — sont sporadiques. La *maîtrise* duale ? L'économie « scientifique » ? Je n'y vois pas naître du nouveau. A la différence des années 70-75, les *maîtrises* urbaines ne sont plus ascendantes. Pourquoi ? Risquons l'hypothèse qu'il s'agit là d'un effet des pressions de ce que j'appelle le « mondial ». L'analyse du monde moderne est de la *maîtrise* montrant, je crois, ce qui contribue à l'occultation, à l'étouffement de ce qui tient au quotidien. Ne serait-ce que par la peur, par l'énormité des problèmes, par le sentiment d'une crise totale autant que mondiale.

— Vous n'appartenez pas à la cohorte de ceux qui n'ont cessé, aujourd'hui, de se débarrasser du marxisme comme méthode d'analyse et de critique. Pensez-vous qu'il s'agit toujours d'un référent conceptuel opératoire, à quelle place tient-il dans votre démarche ?

— Je cherche à introduire certains éléments nouveaux, que Marx rencontrait pas dans la société de son temps. Aujourd'hui, le marxisme est quelque peu déphasé par rapport à la modernité et à la crise de la mo-

dermité. Ce décalage qui impose un renouvellement des méthodes et des concepts serait-il propre au marxisme ? Non. Il en va de même pour Freud et le freudisme. Voici deux pensées globalisantes qui butent sur une contradiction entre le *corps* et le *vécu*. Les deux partent du *vécu*, celui du travail pour Marx, celui de la *libération* pour Freud. L'un et l'autre ont voulu exalter ce *vécu* pour le délivrer ; d'où un projet révolutionnaire d'un côté, un projet que l'on peut subvertir de l'autre. Ce sont deux tentatives de solution aujourd'hui par un échec. Pourquoi ? Répondre à cette question hautement pertinente, c'est montrer que le savoir n'a pu

connaître le *vécu*, c'est-à-dire la vie quotidienne, comme les sciences humaines connaissent la nature, pour l'approprier, pour en faire un « bien » social.

— Est-il nécessaire d'insister sur ce fait que vous ne maîtrisez pas la quotidienneté, la modernité, dans l'œuvre de Marx. Vous n'y maîtrisez pas non plus l'urbain, le mondial. En revanche, vous maîtrisez dans Marx l'étude des besoins, la libération de l'aliénation, la marchandisation et sa généralisation. Il faut reprendre ces concepts à la racine, à la base, et les utiliser en les actualisant.

## ACTUELLES

## L'esprit de parti

« Dans un pays où l'esprit de parti est l'esprit politique, s'il arrive à quelqu'un d'avoir une idée juste, il ne peut pas la garder jusqu'à la fin car il ne sait ni commander ni obéir. »

« L'esprit d'opposition est une vertu que jettent les hommes destinés à gouverner, et que gardent jusqu'à la fin ceux qui ne savent ni commander ni obéir. »

« En France, où l'autorité est si faible, l'opposition est une faute politique qui a des degrés. L'opposant au premier degré est le moins coupable. »

« Nos institutions, ces circonstances et ces expédients sont nées de cette volonté du droit sans devoir où nous sommes habitués de tout recevoir de l'État sans rien lui donner. »

Ces notes tirées d'*Agri somnia*, pensées et maximes publiées en 1908, l'année suivant la mort de Léon Bérard, plus connu par ses ouvrages de critique littéraire et son *Journal de la littérature française*.

JULIEN GUICHARD-MELLÉ.

— Prenons un exemple : la notion de différence. Nul doute qu'il s'agit d'un concept important : les luttes multiples qui se jouent entre les individus et les appareils politiques concernent l'écologie, le régionalisme, le féminisme, qui, chacun sur son terrain propre, mettent l'accent sur les différences. Dans les mouvements des femmes, la théorie de la différence essaye d'ouvrir une voie entre deux impasses : les femmes sont présentées comme *différentes* de l'éternel féminin, les hommes sont présentés comme *semblables* aux hommes. Alors qu'il s'agit de reconnaître la différence dans l'égalité. Ce n'est pas parce que l'idéologie de droite se sert aujourd'hui de cette notion, la différence, qu'il faille la rejeter. La différence est un concept qu'il faut s'approprier, approfondir et faire entrer dans la pratique, je veux dire dans la pratique politique : sociale de la démocratie renouvelée.

## Les rythmes de la vie

— Quelles sont désormais vos préoccupations théoriques après la publication de ce tome III ? Marque-t-il le point final d'une série ? Ou bien le départ d'une nouvelle réflexion ?

— Je l'annonce dans le livre : ce n'est pas une conclusion définitive de *Critique de la vie quotidienne*. Chemin faisant, un nouveau problème a été introduit : le temps. Il y a une grande lutte, tantôt visible, tantôt invisible, autour du temps comme autour de l'espace social. Pour leur usage, c'est-à-dire leur emploi. Pour la

production éternelle d'un temps et d'un espace différents.

— Plus précisément, considérons les rythmes différenciés du temps. Vous avez le temps cosmique, le temps des saisons, le temps de telle ou telle activité, de telle ou telle institution. Il y a une interférence entre le répétitif cyclique et le répétitif linéaire dans le quotidien. Ainsi en musique, art du temps, voyez la plénitude de ce temps doublement fixé au début de chaque fragment : mesure et le temps. Le métronome fixe un temps linéaire, répétitif, mais la suite enchaînée des intervalles par octaves a un caractère cyclique. Dans le quotidien, les rythmes à cycles d'origine naturelle, sans cesse modifiés par la vie sociale, interfèrent avec les successions linéaires et répétitives des gestes et des actes.

— Ce sont ces processus complexes que se propose d'étudier la « rythmanalyse », dont je voudrais montrer les contours, fonder les concepts, indiquer les perspectives. Cette science en constitution serait pluridisciplinaire, intégrant la chronobiologie, l'étude des rythmes naturels, mais aussi des rythmes de la parole, de la pensée, et puis la musique, la ville — car la ville a un rythme propre, chaque ville vit à son rythme. Il est même possible que la rythmanalyse puisse avoir des effets thérapeutiques. Et rien n'empêche d'envisager qu'elle puisse un jour être utilisée comme d'autres recourant aujourd'hui à la psychanalyse. Vous voyez les enjeux, les difficultés, les possibles.

OLIVIER CORPET  
et THIERRY PAQUOT.





## Comme son nom l'indique...

(Suite de la première page.)

Dans les rues aussi, il prend son temps, il traîne, il écoute. Son attention est attirée par la présence de nombreux orques de Barbarie. Parfois, il se dérobe à l'admiration. Pour en avoir le cœur net, il file l'un de ces musiciens ambulants jusque chez l'habitant. Il entre avec d'autres passants et assiste à une scène burlesque avant l'âge : « Au milieu de la pièce principale de cette maison, il y avait une table ronde, sur cette table, une chaise, et sur cette chaise, un enfant assis et attaché à son siège. On lui avait mis un chapeau de plumet rose et coulé dans le dos des ailes de mouette. Il était couvert de rubans et de fleurs. C'était un enfant de la maison mort le matin. Les du piano, les personnes qui l'entouraient se miraient, les uns à danser, les autres à accompagner la musique de la voix en frappant des mains. »

Commence le grand voyage. A pied, à dos de mule, en pirogue. Il est malade. On lui administre des vomitifs et neuf purges. Rien n'y fait. On envoie alors un frère du couvent, où il est allé, chercher des saignées à Lima. Deux semaines d'attente. Hélas ! pris par les neiges à 4 500 mètres d'altitude, le frère est contraint de bivouaquer : le bœuf gèle ! Olivier Ordinaire écrit : « Naturellement les saignées étaient mortes, et lorsque j'ai vu le malade, je crus qu'il m'apportait une conserve de vers. » Il prend la résolution de partir, malgré la fièvre.

### Les travestissements du Père Huc...

Il entre en Amazonie. L'atmosphère s'empâte d'odeurs balsamiques. Au fil des semaines, malgré une application, il a du mal à s'y retrouver dans le nom des ethnies... Son témoignage est cependant un grand intérêt ethnologique : bien qu'il relate les sauvages pour des enfants (p. 230), il ne manque pas de protester contre le génocide et l'extermination. Il conclut : « Là où la civilisation apparaît sans ses guerres, elle est pire que la barbarie ». Il saura aussi au passage l'humour. Ainsi il parle des maringouins : « Les petits moucheron sanguinaires, qui sont à bas nommés maringouins, il écrit : « La tête du mosquito, vue à la loupe, ressemble avec sa trompe et ses yeux bombés à une tête de scaphandre. Pour la succion, elle rougit et se gonfle comme une grosse tête. »

Dont les noms sont à eux seuls un programme », le Père Huc fait figure de... Sa renommée est fondée sur la relation du

voyage qu'il fit, en compagnie de Gabat, entre 1844 et 1848 : « ... Ce serait toutefois une erreur de croire que Polvre a donné son nom au piper aromatique ; bien longtemps avant lui, ce condiment portait le nom sous lequel il est désigné. »

D'Hercole Florence, on ne sait presque rien. ... nom, ... la force et la fragilité y figurant en toutes lettres. Le prénom musclé précède un nom jeune fille. Quel d'étonnant ! découvrir, qu'il fut un explorateur intrépide et un dessinateur délicat, l'un des meilleurs imagiers de l'Amazonie ? Il est mort noyé, je crois, sur le Rio-Guaporé, à la frontière du Brésil et de la Bolivie...

« ... de grand ... » cru bon de noter : « ... Ce serait toutefois une erreur de croire que Polvre a donné son nom au piper aromatique ; bien longtemps avant lui, ce condiment portait le nom sous lequel il est désigné. »

D'Hercole Florence, on ne sait presque rien. ... nom, ... la force et la fragilité y figurant en toutes lettres. Le prénom musclé précède un nom jeune fille. Quel d'étonnant ! découvrir, qu'il fut un explorateur intrépide et un dessinateur délicat, l'un des meilleurs imagiers de l'Amazonie ? Il est mort noyé, je crois, sur le Rio-Guaporé, à la frontière du Brésil et de la Bolivie...

### M. Boudin, charcutier rue des Trois-Bouchers

Abandonnez l'enfantin, qui, lui, n'est pas un voyageur et qui figurerait sur ma liste par erreur. Son nom remplit de joie : saint-simonien, qui fonda une communauté à ... au XIX<sup>e</sup> siècle, fit - notons-le - un voyage remarqué en Egypte, d'y trouver la femme masquée, la Mère qui ... la patrie le bonheur de l'humanité. Il se

prénomrait Barthélemy-Prospère... Ce beau prénom vaut son pesant d'utopie, non ?

Roland Barthes qualifie le nom propre « ... signifiant ... » il a d'ailleurs écrit sur « le nom d'Aziz » un texte magistral. Pierre Loti, auteur tombé en désuétude, s'y trouve un instant magnifié. N'en est-il pas de même pour certains de nos auteurs de rencontre ? Il suffit de les placer dans la perspective d'une hypothèse - ... - pour que l'aura de leur ... par contraste, apparaisse.

Sur, on pourrait s'interroger sur le ... des noms propres. On pourrait essayer de remonter leurs origines (Albert Dauzat fit ce voyage à travers les noms communs) et voir si, derrière le nom, il n'y a pas un esprit de famille ou un ancêtre « fort », comme disent les généalogistes... Dans quelles conditions le métier devient-il la métaphore du nom ? Le nom peut-il prédestiner celui qui le porte ? Y a-t-il des relations d'analogie ou des phénomènes de rejet ?

Les humoristes ont remarqué la chose depuis longtemps. Les polémistes l'ont utilisée (Boileau, Victor Hugo et aujourd'hui le Canard enchaîné...). Que M. Boudin ait été charcutier dans

la rue des Trois-Bouchers à Fontainebleau, dans les ... 50) a ... dans la chronique locale. Que

M. Cresson soit ... l'agriculture lui a encore permis au ... du ... Il y a un vaste champ d'investigation, et, en épluchant les annuaires téléphoniques par professions, on ... normalement trouver une constellation d'ornementations rhétoriques (vulgairement dit : calembours). L'Américain John Train, président d'une très sérieuse agence d'investissement, mais aussi ex-directeur du Paris-Métro, a publié un succulent petit livre où il a collectionné ce genre de trouvailles. Voici le ... complet de cet ouvrage de référence : « Positive Wassermann Johnson, Sir Cloudesly Shovel, Buncha Love, Superpom Poopstans, T. N. and Other ... of Real People ». Il est évidemment intraduisible en français.

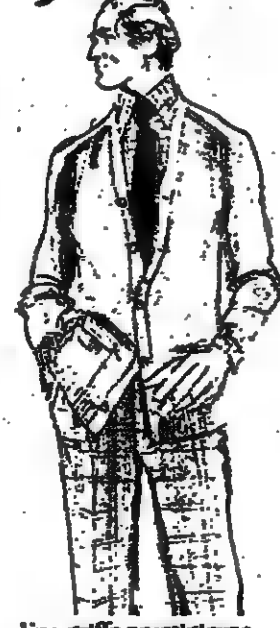
La Bibliothèque nationale ... comme ... pubes anglaises, ... ferme tôt. Je rends mes livres à regret ... la tête d'un ... qui l'on vient à confondre ses ... Heureusement, une ... chasse l'autre...

Mon prochain périple ... livres pourrait être celui-ci : ... le tour du monde en recoupant ... en ... les ... Il suffirait pour cela de couvrir ... mappemonde de tous les trajets réalisés et décrits dans les archives. Cette représentation permettrait d'inventer des ... inédits. Au plaisir ... l'exotisme s'ajouterait celui ... l'historicisme et, chacun à son tour, deviendrait le Marco Polo de sa propre planète.

Le tour du monde en dix, vingt, ... voyageurs, quel oxygène ! Quelles vacances ! On ... les ... à de leur splendeur, ... - Ravachol ... pantoufles - on préfère les courir ... révolution en révolution. La ... et la synchronie seraient enfin réconciliées. On donnerait ... une nouvelle jeunesse, une nouvelle dimension : celle de notre imagination.

... rêve n'est qu'un rêve. Qui ... commanditera cette expédition bibliophile ? Qui nous donnera les moyens de notre invention ? Qui ... ? Pourtant, il ... presque rien ! ... un ordinateur ménager et quatre-vingts jours, il peine... JACQUES MEUNIER.

Gleumac



L'ne grille prestigieuse de paillettes en lamé et cashmere chez

Burberrys  
8, rue Mallesherbes, Paris 8<sup>e</sup>  
111, rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup>

BOURDIEU

vient de publier :

LEÇON SUR LA LEÇON 19 F

Une leçon d'extrême lucidité... Quand ... a lu Bourdieu, on n'est plus tout à fait le même : ... ne peut plus enseigner, adhérer, militer, croire, aimer, jouer, lire comme avant.

L'Education

1980 QUESTIONS DE SOCIOLOGIE

LE SENS PRATIQUE 79 F

1979 LA DISTINCTION 95 F

et également, en collaboration  
LES HERITIERS - LA REPRODUCTION - UN ART MOYEN  
L'AMOUR DE L'ART - LE DERACINEMENT - ALGERIE 60

AUX EDITIONS DE MINUIT









# ASSOCIATIONS

## Des ingénieurs « sans frontières »

Des élèves de l'Ecole des ponts et chaussées essaient de mettre leurs compétences techniques au service des villageois des pays pauvres.

L'AIDE aux pays les moins avancés (P.M.A.) est souvent, faute de méthodes appropriées, pervertie dans son application (ainsi le fait donné par la Communauté économique européenne à certains pays pour l'alimentation des enfants est parfois utilisé pour le paiement des ouvriers...). D'autre part, la sous-alimentation chronique de la population des P.M.A. est insurmontable d'insuffisances d'équipement et d'habitat.

A partir de ce double constat et en s'inspirant du travail d'associations existant dans le domaine de la faim et de la santé (comme, évidemment, Médecins sans frontières), une poignée d'élèves ingénieurs de l'Ecole nationale des ponts et chaussées ont l'idée, en février dernier, de créer une association du même ordre dans le domaine de l'équipement, baptisée « Ingénieurs sans frontières » (I.S.F.). Il s'agit, dans l'esprit de ses fondateurs, de sensi-

liser les ingénieurs et les futurs ingénieurs aux problèmes du tiers-monde, de les préparer à participer à intervenir - l'occasion étant de plus en plus fréquente - mais aussi de participer à des micro-projets de développement réalisés à la demande des populations locales.

Une dizaine au départ, les membres de l'association sont aujourd'hui une cinquantaine, élèves de première, deuxième ou troisième année des « Ponts » (sur quatre cent quatre-vingts au total), encouragés par leurs professeurs et soutenus par l'administration de l'école qui apporte à l'association son appui logistique (pour l'édition de plaquettes d'information notamment).

Mais l'I.S.F. s'éloigne déjà de son berceau : l'association est maintenant ouverte à tout élève de grande école, à tout ingénieur ou technicien et plus généralement à toute personne compétente et de bonne volonté prête à apporter une collaboration tech-

nique ou scientifique à un pays du tiers-monde.

« Nous ne sommes surtout pas là pour imposer notre modèle de société », précise Antoine Malafosse, vice-président de l'association. Le comité de parrainage d'I.S.F., installé en juin dernier, doit veiller à ce que l'association ne devienne pas de sa vocation strictement humanitaire. Ce comité de parrainage, formé d'une douzaine de personnalités, pour la plupart anciens des Ponts (2), a permis aussi à l'association de recevoir un certain nombre de dons qui lui permettent pour chaque mission au moins de payer les billets d'avion de ses envoyés, les gros des dépenses (matériaux et main-d'œuvre) devant encore être subventionnés par un organisme plus puissant.

La première mission d'I.S.F. remonte à mars 1982 : il s'agissait de réaliser une adduction d'eau pour le village de Lafo en Ethiopie à partir d'une source située dans les montagnes. Le projet, réalisé à la demande d'un missionnaire français, a été financé par l'A.I.C.E. (Action internationale contre la faim) et les missionnaires.

Les contacts noués avec la population lors de ce premier séjour de trois semaines ont débouché sur une mission (du 16 juin au 18 juillet dernier) pour réaliser deux nouvelles adductions et construire un réservoir en béton dans la même province du Harar. Dans cette région semi-désertique, l'adduction d'eau répond aux besoins d'irrigation pour les cultures, d'hygiène (la présence d'une fontaine dans le village crée des habitudes), de santé (avant nombre d'habitants n'allaient pas jusqu'à la source et buvaient des eaux stagnantes, ce qui entraînait selon un médecin ayant observé le cas de Lafo, trente décès par typhoïde chaque année).

Chaque fois, la main-d'œuvre a été fournie par la population locale, mais les envoyés d'I.S.F. (deux à chaque mission) ne se sont pas contentés d'établir les plans et de surveiller les travaux : ils ont enseigné aux villageois des techniques élémentaires comme le vissage des tuyaux de façon à ce qu'ils puissent assurer eux-mêmes la maintenance de l'installation. Un travail qui a provoqué des demandes analogues de la part des habitants du voisinage.

Cet été encore, deux autres représentants d'Ingénieurs sans frontières, à la demande d'une association de fonctionnaires et de paysans voltaïques, ont constitué un dossier de demande de financement pour la construction de 57 km de piste dans la sous-préfecture de Gaoua. Là encore la population locale largement

associée au projet a permis aux représentants d'I.S.F. de prévoir au mieux les ouvrages nécessaires et notamment leurs dimensions en fonction notamment du niveau maximal des eaux en saison des pluies.

Chaque mission fait l'objet d'un rapport détaillé où les élèves ingénieurs présentent, photos et schémas à l'appui, et expliquent leur réalisation et les méthodes employées, en liaison avec le contexte local politique, économique, ethnique, religieux, climatique. Ce rapport permet de formuler des recommandations pour de futures missions de même type, et sert aussi à la « propagande » de l'association.

I.S.F. prévoit pour le printemps et l'été prochain deux opérations de suivi technique - construction d'une piste au Mali et de maisons en terre à Tamanrasset - et la consolidation d'un puits à Djidjida (toujours en Ethiopie). Le fait que seuls des élèves-ingénieurs aient pu être envoyés en mission limite la durée des séjours, car il faut les concilier avec la poursuite des études. I.S.F. cherche donc des ingénieurs ou techniciens (en congé sabbatique par exemple) capables de prendre en charge des missions de trois à six mois.

La seconde limite imposée aux ambitions de l'association est, bien sûr, le financement. Le Crédit lyonnais apporte son soutien à I.S.F. depuis le début, mais, comme l'explique Antoine Malafosse : « Nous avons refusé le sponsoring qui nous ferait les promoteurs à l'étranger de telle banque ou telle entreprise. » Et il exprime le même souci de l'indépendance dans le choix des missions : « Nous avons refusé, malgré des demandes, d'aller au Liban parce qu'il y a déjà là-bas beaucoup d'ingénieurs libanais, auxquels nous ne ferions que voler le travail. »

Les fondateurs d'I.S.F. ne sont pas encore inquiétés de savoir ce que deviendrait leur œuvre en cas de croissance rapide ; mais, pour Antoine Malafosse, il est clair que « cela ne nous ferait pas nous lancer sur des grands projets, mais nous permettrait de conduire une multiplicité de micro-projets, toujours avec le souci de servir les populations locales ».

DANIEL GARCIA.

### CONSEILS

#### La non-lucrativité

Le caractère désintéressé de l'association est affirmé dès l'article premier de la loi de 1901, puisque celle-ci se fonde « dans un but autre que de partager les bénéfices ». Il est confirmé par l'article 9, qui traite de la dissolution des biens en cas de dissolution, et surtout par l'article 15 du décret de 1901, qui précise que l'association placée qui se prononce sur la dissolution ne peut « attribuer aux associés, en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association ».

On a vu par ces dispositions opposer l'association à la société, qui, selon l'ancienne définition du code civil est « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

La différence est beaucoup moins nette de nos jours puisque l'article 1832 du code civil dans sa rédaction actuelle (4 janvier 1978) ajoute à « le but exclusif de partager le bénéfice » la notion de « profiter de l'économie qui pourra en résulter ». Or, depuis que des activités de caractère commerciale sont reconnues aux associations, notamment les « services rendus à leurs membres », tels que définis dans l'article 261-7 du code général des impôts, la mise en commun « de leur connaissance et de leur activité » permet bien aux membres de l'association de profiter d'une certaine mesure de « l'économie qui peut en résulter ».

Il faut donc chercher ailleurs les critères de non-lucrativité. Nous les trouvons dans le code général des impôts article 261-7 d : « Le caractère désintéressé est la condition essentielle de la répartition des bénéfices ».

« L'organisme doit être géré et administré à titre bénévole par des personnes n'ayant elles-mêmes, ou par personne interposée, aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation. »

« Les membres de leur organisme et leurs ayants droit ne doivent pas pouvoir être déclarés attributaires d'une part quelconque de l'actif, sous réserve du droit de refuser des apports. »

Ces textes appellent cependant quelques commentaires : En premier lieu : c'est la répartition des bénéfices qui est nécessaire pour affirmer le caractère de non-lucrativité de l'association.

En second lieu : les « administrateurs » qui gèrent l'association ne doivent avoir aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats. Ce qui semblerait exclure la possibilité pour les administrateurs d'être salariés de l'association. Nous avons vu précédemment que cette mesure est quelque peu tempérée par un avis du Conseil d'Etat du 22 octobre 1970 qui reconnaît que des salariés d'une association peuvent également en être administrateurs.

Enfin les membres de l'association ne peuvent bénéficier d'aucune répartition de bénéfices réalisés sous quelque forme que ce soit, c'est ainsi qu'un a pu contester le caractère de non-lucrativité d'une association qui, estimant en fin d'exercice avoir réalisé « trop de bénéfices », avait réparti à ses adhérents une part de leur cotisation ; ou une autre qui diminuait proportionnellement les cotisations des anciens membres pour l'année suivante.

\* Cette rubrique est rédigée par Services-associations, association selon la loi de 1901, 24, rue de Flandre, 75017 Paris. Tél. (1) 380-34-09.

### BLOC-NOTES

#### INITIATIVES

##### Education sanitaire

Le groupe de recherches pour l'enseignement de la puberté, aux parents (GREPP) attribue (pour la troisième année) trois prix (7 500 F, et 3 000 F.) à des relations d'expériences originales d'éducation pour la santé - et de leur évaluation : thèses, mémoires ou travaux sur le terrain. Les documents doivent être envoyés avant le 31 mars 1983 au secrétariat du groupe.

\* GREPP, service du professeur R. François, pavillon S bis, hôpital Edouard-Herriot, place d'Arsonval, 69374 Lyon cedex 2.

##### Connaissance de l'Afrique

L'association Dialogues... Racines africaines veut faire connaître les cultures africaines (du Maghreb et d'Afrique noire et l'immigration, et favoriser les échanges entre celle-ci et le reste de la population. Elle organise des concerts, des expositions, des pro-

jections de films et des stages (danse, chant, musique, cuisines africaines, artsan...).

\* Dialogues... Racines africaines, 10, boulevard des Batignolles, 75017 Paris. Tél. (1) 522-66-83.

##### Bourses inter-générationnelles

Pour aider les étudiants à financer leurs études et créer une solidarité entre générations, l'association Inter-Ages a créé des bourses inter-générationnelles : un parrain, bénéficiaire de revenus solides, verse pendant trois à sept ans une bourse à un filiole pour lui permettre d'achever ses études (le montant est fixé par un accord mutuel). Cinq ans après son insertion professionnelle, le filiole souscrit un plan d'épargne (actions ou parts de sociétés d'investissement) de dix ans environ : les revenus du capital constitué assureront une rente au parrain lorsque celui-ci arrivera à l'âge de la retraite. L'association, qui a déjà réalisé quinze contrats l'année écoulée, souhaite accroître le nombre en trouvant de nouveaux parrains.

\* Association Inter-Ages, 50, rue Castagnary, 75015 Paris. Tél. (1) 532-47-10.

#### PUBLICATIONS

##### Minorités

Racisme ou assimilation ? Les minorités sont rejetées en France : le seul de tolérance « est vite atteint. Le numéro 86 de Pour, revue du GREP qui vient de paraître, plaide pour « une société interculturelle ». Il présente les obstacles à surmonter et les lieux où peut se réaliser cette expérience : « interculturelle » : l'école, le travail, la famille, la presse, les arts...

\* Pour, éditions Privat, 14, rue des Arts, 31000 Toulouse. Tél. (61) 23-09-26 ; GREP, 13-15, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. (1) 824-50-36.

##### Histoire de l'éducation populaire

Un répertoire de la Presse d'éducation populaire de 1830 à 1980 est publié par l'Institut national d'éducation populaire. Ce répertoire présente, classés par associations, les périodiques, émanations, annuaires et comptes rendus de congrès des associations, ainsi que le lieu où l'on peut les consulter. Il comporte aussi un

bref historique de chaque association, des tableaux de filiation et des repères chronologiques. Le premier tome (1830-1939) est déjà sorti.

\* Institut national d'éducation populaire, Service des publications, 78160 Marly-le-Roi.

##### Pauvreté

Pauvreté et crise de l'Etat-providence : c'est le thème du dernier numéro de la revue trimestrielle publiée par l'association Echanges et Projets. Celui-ci présente un document réalisé par l'association, comportant une analyse de la pauvreté aujourd'hui, un « plan de lutte », notamment dans deux domaines : le logement (supprimer l'habitat de réhabilitation, modifier les aides, responsabiliser les municipalités, etc.) et l'éducation (combattre l'illettrisme, agir dès la petite enfance, etc.). Il comporte aussi les témoignages de Jean-Michel Belorgey, député (P.S.) de l'Allier, de Bruno Couder (A.T.D. Quart-Monde), Bruno Lancien (Secours catholique) et Alain Bourgeat, instituteur à Gennevilliers, ainsi qu'un débat avec Pierre Rosanvallon.

\* Echanges et Projets, 10, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. (1) 260-43-67.

### PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES\* : Appels □ Convocations □ Créations □ Manifestations □ Sessions et stages □

\* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....

● Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).  
● Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.  
● A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

### annonces associations

#### appels

Ass. loi 1901 accueil anim. pte enfance, gérant hait-gard, rech. dors. Ec. à APESCA cre médico-ec. 39100 St-Amour

A tous les citoyens dont les biens, les droits et leur personne sont mis en péril, Regroupement nous adhérent à l'Association de Défense des Victimes de la Justice et tous auxiliaires de la justice A.D.V., 14, r. de Metz, 31000 Toulouse. Tél. (61) 53-11-18

Ass. musicale organisée stages et concert de musique latino-américaine. Travaille aussi en milieu scol. LOS CAIMANES, quartier Le Barot 13590 Meyreuil. (42) 51-00-23

I.C. prop. insertion à l'information et au Basic, le samedi matin ou ap-midi du soir le soir. Durée 25 h. Px : 38 F heures. Lieu : Opéra. Noms, autres stages. Pour tous renseignements : tél. : 544-05-14

DIAGNOSTIC CARACTÉRIOLOGIQUE de la Nation française, une étude originale, dans HELIOS, bulletin du Centre minist. télécompar. N° 20-21, 181, av. J.-Jaurès, 92120 Montreuil 10 N°/an-120 F

#### créations

Votre S.A.R.L. en 8 jours pour 2 500 F. Tous frais compris, compris. Cession fonds-actes S.S.P. APIC (déclassement 1901) 3, rue de l'Armée (610) PARIS 15° - Tél. : 538-99-88

Pour VACANCES ÉCONOMIQUES et confort, INTERLINK vous propose de partir à des échanges de RESIDENCES en France et à l'étranger. INTERLINK 9, P. 1124 69203 LYON Cedex 01

CREAMEUBLE, association visant à mettre en relation les industriels du meuble de la région Haute-Normandie avec les divers partenaires du marché et tout particulièrement les créateurs. 195, route de Dieppe 78150 NOTRE DAME DE BONDEVILLE

Le Mouvement des Ecologistes Chrétiens, créé en juin 1982, propose l'étude de l'écothéisme chrétien, l'étude de la morale, un annuaire pour l'entraide et la convivialité, un bulletin ouvert à tous. Renseignements : un timbre à A.D.M. 1, villa Anjou 94430 CHENNEVIÈRES

#### manifestations

L'Association LA MANDRAGORE accueille des jeunes, adultes ayant des problèmes d'insertion sociale, sortant de prison, sortant de cure, sortant d'hôpitaux psychiatriques et autres marginaux. Entre uniquement : 20, avenue Gambetta 17200 Saintes

L'Association des Inventeurs et Fabricants Français (A.I.F.F.) a rendu public le palmarès du premier « Concours Lépine des jeunes » (le Monde 28-10-82) grand concours d'invention ouvert aux 8 à 18 ans. 1° prix : Vincent LORPHELIN, terminale Paris, pour son diascopie ; 2° prix : Frédéric BONNAUD, centre d'apprentissage technique à Aubervilliers, pour son détecteur des fossiles ; 3° prix : Hervé VILLIERS, 15 P. de Charleville-Mézières, pour son contrôleur de batterie ; 4° prix : Jean-Marie BREAND, lycée J.-Ferry à Versailles, pour son amortisseur effiant, etc. A.I.F.F., 79, rue du Temple 75003 PARIS - 587-83-95

#### sessions et stages

Stage ponctuel en Berry, 18-21 fév. 350 F et comp. ADEL 2, rue Traversière - 36110 LEVROUX (16-54) 35-64-87

Stage fonctions municipales 15 et 16 janv. 83. M. Jeanne Ferrand, 3, ville de Paris Montreuil. Tél. : 588-22-85

Stage de masque du 27 au 31 déc. par le cirque l'Amour. Renseignements : 15 P. rue de Costa, 75012 PARIS Tél. : 341-67-06 ou 284-31-18. Du 24 au 28 janv. 83, à Chambéry, st. de formation : la crise économique et le tiers-monde. NORD-SUD FORMATION 1, r. de Seves, 75006 PARIS Téléphone : (1) 325-00-05

Danser c'est communiquer avec soi-même, les autres, l'autour, pour transformer le quotidien. Stage réa. du Nival au de la OB. VIDANSE 38, rue Rochecroix 75009 PARIS - 281-57-08

VILLAGE DES JEUNES VALMIÈRES, Htes-Alpes 1200 m alt. au fin d'année. Accueil groupes jeunes 15 à 20 ans avec encadrement. Maxi. 40 pers. SÉJOURS SESSIONS STAGES cond. intérie. Ec. DENAL 23, r. Mouchetrotte, 38170 SEYSSINET, 16, après 20 h. (76) 48-26-52

CULTURE ET LIBERTÉ organise début 83 trois stages de 40 h : en vue des élections municipales, comprendre la commune. Agir dans sa commune rurale. Communisme et décentralisation. Renseignements : 73, rue des Héros-Napoléon, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. 672-50-30.

Centre recherche et formation organise stage micro-informatique, angl., alle., arabe, esp., fran. pour étrangers, vers maisons cult., à partir mi-janvier 1983. Pour renseignements : FORHUM, unidos des Lys, bld. A. 555, r. Aiguillon, 34100 Montpellier. Tél. (67) 41-02-33.

SVADEZ-VOUS... PARTIEZ avec, grimper, randonner avec le CLUB ALPIN FRANÇAIS 1600 m. 16 janv. Pénins. 700 F FOND 15/16 janv. POZAT 300 F COURCHEVEL 22/23 janv. 700 F RANDO 31 oct-2 à Saint-gervais. FALAISE 5/8 janv. Saussol 17/18 janv. La Brette, PARIS-6 742-36-77, 15/18 h. et tard.

### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

#### UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.



# AUDIOVISUEL

## Vidéo : le standard unique n'est pas pour demain

En annonçant son intention de prendre le contrôle de la société allemande Grundig, le groupe Thomson a précisé que cette opération allait lui permettre de lancer la fabrication d'un magnétoscope utilisant un nouveau standard mondial, le 8 mm. La nouvelle, on le comprend aisément, provoque un certain émoi chez les consommateurs. Faut-il acheter un appareil dès aujourd'hui, en choisissant entre trois standards également performants ou attendre que cet « outsider » tombé du ciel règle définitivement le problème en imposant sa propre norme ? Voilà de quoi perturber sérieusement les achats de Noël au moment où les mesures du gouvernement contre les importations japonaises viennent involontairement de donner à la vidéo une remarquable publicité.

L'ennui, c'est que cette déclaration spectaculaire correspond pour le moment davantage à une profession de foi qu'à une réalité tangible. Les principaux constructeurs de magnétoscopes ont bien constitué en janvier dernier un groupe de travail sur un nouveau standard de vidéocassette, mais celui-ci concerne uniquement les caméscopes, ces caméras vidéo à magnétoscopes intégrés. L'espoir — nourri par les responsables de Thomson, Philips et Grundig — de voir ce nouveau standard étendu à tous les magnétoscopes se heurte à quelques problèmes.

Après bien des errances, la majorité des constructeurs a adopté la cassette 1/2 pouce pour attaquer le marché grand public, parce que celle-ci repré-

senteait un équilibre optimum entre divers facteurs : coût, encombrement, qualité de la reproduction et durée d'enregistrement. Tous les autres prototypes (cassette 1/4 de pouce de Funai ou enregistrement longitudinal de B.A.S.F. et Toshiba) sont restés sans lendemain. A l'intérieur de cet équilibre global, les trois standards dominants, V.H.S., Betamax et V 2000 proposent des solutions techniques différentes, mais dont la conception technique reste assez proche, même si les synthèses sont incompatibles entre eux. Au demeurant, cette incompatibilité ne constituait pas un véritable handicap, tant que l'utilisation prioritaire du magnétoscope consistait à enregistrer la télévision.

Les choses changent peu à peu avec le développement d'un marché de l'édition vidéo. Produire pour les trois standards constitue une contrainte lourde pour un éditeur. René Château, l'éditeur vidéo des films de Jean-Paul Belmondo, vient d'annoncer qu'il abandonne les standards Beta et V 2000 pour l'As des As et ses nouvelles productions. Les choses sont encore plus difficiles pour un vidéo-club, qui doit théoriquement stocker douze mille cassettes pour gérer les quatre mille titres actuellement disponibles sur les catalogues. En fait, le standard V.H.S., étant largement majoritaire en France (plus de 90 % des ventes de cassettes selon certaines sources), on a bien du mal à louer des films dans les deux autres standards, malgré les efforts promotionnels de Sony et de Grundig.

Ces facteurs pourraient pousser à terme vers une standardisa-

tion lorsque le poids de l'édition vidéo sera suffisamment déterminant sur la politique des constructeurs. Mais, pour le moment, ces derniers sont surtout préoccupés d'amortir les considérables efforts de recherche et de développement sur des machines, qui, conçues dès le début des années 70, n'ont été commercialisées qu'à partir de 1976, et n'ont connu de véritables succès que deux ans plus tard.

### Course à la miniaturisation

C'est ainsi que les Japonais comme l'européen Philips songent plutôt à exploiter leurs acquis technologiques pour proposer des produits dits « d'équipement complémentaire ». Après le magnétoscope de salon, on incite le consommateur à s'offrir un ensemble portable pour fixer sur la bande magnétique ses souvenirs de vacances ou ses fêtes de famille.

### VIDEOCASSETTES SELECTION

Tosca

Après les vidéocassettes du « Vidéophile », voici la deuxième collection d'opéra. Celle-ci bénéficie du prestige du Théâtre national de l'Opéra de Paris, qui a signé avec Cinéthèque un accord concernant l'édition de ses spectacles. Un luxueux coffret réunit un livret documentaire et l'enregistrement des représentations publiques.

La première cassette de la collection est consacrée à un chef-d'œuvre du répertoire, Tosca, de Giacomo Puccini, dans la merveilleuse interprétation de Kiri Te Kanawa secondée par Ernesto Veronelli (Mario) et Ingvar Wixell (Scarpia). Cette excellente distribution est le seul atout de cet enregistrement car la mise en scène lourde et pompeuse de Jean-Paul Chambras ôte beaucoup de force au spectacle. La réalisation vidéo de Dirk Sanders, limitée par les contraintes de la représentation publique, ne parvient pas à sauver le spectacle. Seules quelques surimpressions aux finales du premier et du troisième actes es-

saient de retrouver le rythme de la musique à défaut d'un réel élan dramatique.

La splendeur sonore déployée par l'orchestre de l'Opéra est quelque peu masquée par la reproduction vidéo bien en deçà, hélas, des normes de la haute-fidélité. La direction musicale de Seiji Ozawa est celle d'un orfèvre, attentif aux moindres détails aux dépens parfois des grandes lignes de forme de la partition.

J.-F.L.  
\* Tosca de Giacomo Puccini. Disponible en V.H.S., Beta et V 2000 (Socam ou Peli). Edité par Cinéthèque et distribué par G.C.R.

Les premiers ensembles de ce type étaient trop lourds et trop encombrants pour répondre véritablement aux besoins. Mais la miniaturisation a fait de rapides progrès. J.V.C., le premier, a mis au point un V.H.S. compact ne pesant que 2 kilos et utilisant une cassette de la taille d'un jeu de cartes, pourtant compatible (grâce à un adaptateur spécial) avec les magnétoscopes de salon. Grundig a fait de même avec sa cassette « baby » et un magnétoscope miniature. C'est Sony qui a réalisé le tour de force le plus impressionnant en amonçant un magnétoscope à peine plus encombrant mais utilisant la cassette Beta traditionnelle.

Cette course à la miniaturisation débouche naturellement sur le caméscope, véritable alternative électronique au Super 8. Dans un secteur où aucun

constructeur n'a pris d'avance décisive, la standardisation est plus aisée. Elle permettrait de trouver aux quatre coins du monde des vidéocassettes aussi facilement que des pellicules 24 x 36 ou des cassettes Super 8.

Les fabricants étudient donc une norme commune utilisant des bandes métal d'une largeur de 8 mm, qui autorise le stockage d'une heure d'enregistrement sous un volume très miniaturisé. Ces nouvelles cassettes, incompatibles avec les magnétoscopes existants, ne serviraient donc qu'à la production d'amateur et seraient inutilisables pour l'édition ou l'enregistrement de la télévision.

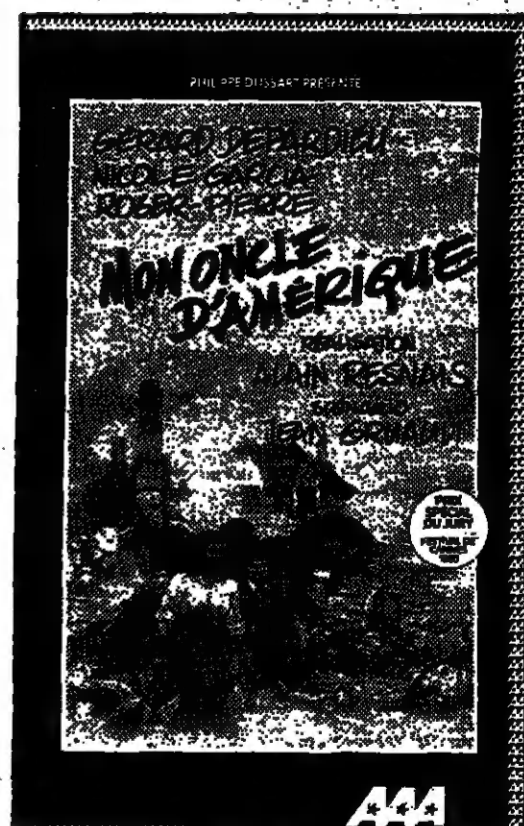
La standardisation, on le voit, est toute relative ! D'autant que Sony vient de jouer sa propre carte en présentant il y a deux mois, le Betamovie, un caméscope qui utilise la cassette Beta

traditionnelle et offre trois heures d'enregistrement. Pendant que tout le monde négocie, chacun s'empresse de marquer des points sur le concurrent.

Si l'on ajoute à tout cela que les recherches sur le vidéodisque (lecteur et enregistreur) continuent de plus belle, on s'aperçoit que l'hypothèse d'un standard mondial du magnétoscope est des plus fragiles. Seule, une mutation technologique radicale (enregistrement numérique sur support optique, par exemple) pourrait le favoriser, mais on en est encore loin. En attendant, on ne voit pas pourquoi le V.H.S. — qui représente 75 % des 20 millions de magnétoscopes vendus dans le monde — accepterait de perdre sa position dominante. Pour reconquérir le marché, l'électronique européenne devra composer avec lui.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## AAA VIDÉO



Distribution RENÉ CHATEAU VIDÉO  
4, bd Montmartre 75009 PARIS. MICHEL FABRE : 824.62.52

### PRATIQUES

#### HIFI

##### Un son à contre-courant

La firme française S.P.K. a choisi d'être à contre-courant en matière de conception d'enceinte acoustique. Cette entreprise est en effet spécialisée dans les systèmes acoustiques de forte puissance pour les particuliers ou pour les usages professionnels de qualité. Les systèmes amplifiés de S.P.K. se composent d'une paire d'enceintes à amplificateurs incorporés. Le signal sonore est séparé en trois gammes de fréquence — grave, médium, aigu — par un filtre, puis chaque voie est amplifiée séparément avant d'attaquer le haut-parleur qui lui est attribué. Il suffit donc d'un préamplificateur placé après la source platine-tourne-disque ou magnétophone — pour alimenter le système de restitution sonore. Ce schéma est directement inspiré des conceptions professionnelles et est la seule façon, selon S.P.K., de concilier dynamisme, musicalité et précision de la retransmission sonore à faible coût et haut niveau.

Le modèle S.P.K. 7311 délivre 70 watts par canal amplifié et un inverseur permet d'adapter le niveau d'entrée en cas d'utilisation d'un amplificateur intégré.

Documentation et liste des points de vente à S.P.K. audio : 6, rue Jacques-Keller, 75017, Paris. Tél. : (1) 228-60-26.

#### Adresses

Suite à de nombreuses demandes, voici les coordonnées des fabricants ou distributeurs des matériels cités dans des articles précédents, pour renseignements et listes des points de vente.

Galet presseur « PLANAX » : Planax/Absolute Sound Intel, 15, rue de Poissy, 75005 Paris (tél. : 329.49.49).

\* Audioanalyse : B.P. 173, 18004, Bourges Cedex. Tél. : (48) 50-57-37.

PHILIPPE PELAPRAT.

#### RADIO

##### C'était au temps où...

C'était au temps où la radio avait la forme d'une « grosse boîte de bakélite noire d'où émergeait toute une batterie de boutons et un haut-parleur galbé comme une conque marine », le tout surmonté de « deux cadres de bois encastrés l'un dans l'autre », enroulés de fil électrique ; c'était après que M. Marconi eut réussi à transmettre à M. Branly, par un télégraphe sans fil, ses compléments les plus respectueux, et que M. Eiffel, pour sauver sa tour, l'eut offerte aux militaires pour les besoins de la radio.

C'était au temps où les hommes politiques commencent à comprendre l'impact de l'instrument ; au temps des premiers grands reportages internationaux de Jean Masson sur Radio-Luxembourg ; au temps du Tour de France en direct sur Paris P.T.T. ; au temps où les familles se retrouvaient le soir autour du meuble impressionnant ; au temps où les stations étaient salées de spectacles ; au temps où les radio-crochets n'avaient aucune pitié ; au temps des Duranton et de leurs aventures sur l'antenne de Radio-Cité ; au temps des espérances de Jean Nohain, entouré des copains, de l'inénarrable course au trésor du Poste parisien et de Pierre Duc, son génial inventeur, des reportages de Georges Briquet, des jeux de Zappy Max et des clins d'œil de Guityr...

C'était au temps où la radio n'était que découverte, au temps où le son était si riche d'images. Au temps où la radio se disait T.S.F....

ANNICK COJEAN.

\* Quand la radio s'appelait T.S.F., de Bernard Ponsot, avec de magnifiques photos noir et blanc et une préface en brin nostalgique de Raymond Castans, qui connaît si bien l'instrument. Edit. R.T.L., archives de l'illustration, Eric Baschet.



# ACTUALITE DU DISQUE

## Classique

### « Les Noces de Figaro » par Georg Solti

Des Noces encore, oui, mais celles de Sir Georg, qui les a menées à son déclin (il y a presque dix ans déjà, il ouvrait avec elles « l'ère Liebermann », à l'Opéra de Paris, dans une production de Strahler devenue une légende), mais jamais enregistrées. Des Noces toutes de vitalité et de jeunesse, avec ce qu'il faut toutefois de nostalgie, voire de cruauté pour qu'on se sache chez Mozart.

Fort de son expérience de la scène et de sa fidélité au maître, Solti déploie sa suprématie d'organisateur, sans le moindre temps faible (la leçon du théâtre) ni le moindre excès (la familiarité avec le magicien mozartien). Premier bonheur, on participe à ce secret qui détermine les grands : sembler redécouvrir une partition qui n'est que scrupuleusement respectée. Second bonheur : une distribution réunie sous le signe de la jeunesse, mais rompue déjà à l'exercice austère qu'est le chant mozartien. Non pas une succession de numéros pour stars, mais la cohérence et la discipline d'un travail d'équipe, fusion des timbres et harmonie des intentions. Avec pour chacun, dans le ton et les manières, quelque chose d'évidemment « moderne » qui confirme qu'un nouveau style d'interprétation mozartienne est bel et bien né de ces dix ans. (Thomas Allen, Kiri Te Kanawa, Lucia Popp, Samuel Ramey, Frederica von Stade, Jane Berbié, Kurt Moll, Robert Tear, avec l'Orchestre philharmonique de Londres).

Dans une discographie aussi prolifique que magnifique, Georg Solti et ses interprètes réussissent ce pari : gagner d'emblée le sommet. (Quatre disques Decca, 591.245).

ALAIN ARNAUD.

### Les adieux de Dame Janet dans « Orphée »

Des adieux, déjà ? Mais oui, Janet Baker, la jeune élève de Lotte Lehmann, prix Kathleen Ferrier en 1955, a plus d'un quart de siècle de scène à son actif. Pour son départ, elle a choisi la rôle-titulaire de son illustre devancière, cette figure hautement mythique, mais aussi profondément humaine, cet Orphée que Gluck décrit originairement pour un castrat, puis pour un ténor et que Berlioz arrangea pour le contralto de Pauline Viardot.

Au-delà des querelles musicologiques sur l'authenticité des tessitures et le choix de la langue du livret, remercions Erato d'avoir fixé pour l'histoire lyrique l'interprétation unique de Janet Baker, bouleversante d'humanité et de sobriété, habitant son rôle du moindre récitatif au célèbre « che farò », de toute sa maturité de musicienne et de tragédienne. Un Orphée aux visages multiples, dont les inflexions vocales reflètent les inflexions du cœur, la douleur et dont la blessure, longtemps après la dernière note, continue de nous hanter. Avec la soutenance et l'émotion d'une subtilité construction sonore et rythmique, le London Philharmonic Orchestra à qui Raymond Leppard demande le difficile équilibre du classicisme, la violence des passions dans le rigorisme de la forme (solistes : Elisabeth Söderström, Elizabeth Gale, avec le Gynécée Chorus ; trois disques Erato, NUM 750.423).

A. A.

### Le piano d'Igor Markevitch

Son soixante-dixième anniversaire et sa récente édition critique des symphonies de Beethoven ont une nouvelle fois mis à l'honneur le nom d'Igor Markevitch, et donné l'occasion de célébrer en lui non seulement le chef d'orchestre, mais aussi le compositeur. Le disque s'est heureusement mis de la partie, ce qui permet de découvrir deux œuvres pour piano remontant à plus de quatre décennies, *Stefan le poète* (1939) et surtout *Variations, fugue et envoi sur un thème de Haendel* (1941).

Stefan le poète est un ensemble de sept pièces sous-titrées globalement *Impressions d'enfance pour piano*, et qui par leur propos, mais non par leur langage, s'inscrivent dans la descendance du Schumann des *Kinderszenen* ou du Debussy de *Children's Corner*. Avec les *Variations*, Markevitch mit pratiquement un terme (à moins de trente ans) à sa carrière de compositeur. Le thème, passé à la postérité sous la dénomination de *Joyeux forgeron*, est un des plus célèbres de Haendel. Les variations sont concises et bien typées, dans la grande tradition de la variation romantique, mais avec une saveur acide bien de notre temps, et la fugue à trois voix précédant le mystérieux *Envoi* terminal n'en interrompant pas l'élan, bien au contraire. Interprétation virtuose et sensible à la fois du jeune pianiste japonais Kazuo Fujii (Pavane, ADW 7103).

MARC VIGNAL.

### Les récitals de Luciano Pavarotti

Bon, c'est entendu, c'est la plus belle voix de ténor du temps, au timbre chaud et lumineux, à la trame solide et homogène, à la quinte aiguë dont l'insolence donne le frisson. Il aurait pu être un merveilleux styliste, si l'on en croit ses débuts, sa souplesse, son agilité, et ses demi-tintes le désignent naturellement pour le répertoire romantique et le jeune Verdi. Mais la tentation du virtuosisme et de ses ouvrages au succès garanti, et aussi son rêve secret de tout ténor, égalier Caruso, l'ont conduit ailleurs.

En nous offrant six ans d'enregistrements (1968-1974), Decca nous montre certes la versatilité d'un artiste surdoué, quoique continuellement pauvre d'intention dramatique et court d'imagination poétique. Mais ce palmarès souligne aussi, à contrario, l'exigence capitale de l'art du chant : se spécialiser à partir de ses moyens. A la refuser, Luciano Pavarotti a banalisé, sinon gâché ses talents naturels. Ayant descendu sa pose de voix et élargi son émission pour faire face aux écritures modernes, il a peu à peu perdu cette grâce légère et cette ductilité vocale qui faisaient merveille dans le répertoire belcantiste et dont on trouve, dans ces récitals, des preuves superbes.

Mais qu'importe le style n'est-ce pas, si les fanatiques du contre-ut et du volume sonore sont heureux ? Et si l'Amérique lui fait des triomphes ? Ces disques apportent l'émerveillement sans réserve devant un timbre d'exception. Mais ils sonnent aussi comme un *in memoriam*.

(Decca : Grands airs de ténor : *Palladio, Martha, Carmen, la Bohème, Rigoletto, Faust, Tosca, Aida, Turenio, le Trouvère*, 1 d.

59.1271. - *Morceaux de bravoure : la Fille du régiment, la Favorita, le Trouvère, le Chevalier à la rose, Guillaume Tell, les Puritains, la Bohème*, 1 d. 59.1266. - *Airs de Verdi et Donizetti : Luisa Miller, l'Due Foscari, Un Bal masqué, Macbeth, Lucia di Lammermoor, le Duc d'Alba, la Favorita, Don Sébastien*, 1 d. 59.1260. - *Concert : mélodies de Bononcini, Haendel, Scarlatti, Bellini, Tosti, Respighi, Rossini*, 1 d. 59.1268).

A. A.

### Le « Wildschütz » de Lortzing

L'analogie des titres est trompeuse. Parmi ses contemporains, ce *Wildschütz* est plus proche des *Joyeuses Commères* de Nicolai que du romantique *Freischütz*. Dépourvu en effet de toute velléité métaphysique ou symbolique, il s'offre franchement comme un opéra-comique, sans autre intention, selon son auteur même, que de « procurer à quantité d'esprits honnêtes des heures agréables ». Mais l'intention est servie par un « métier » irréprochable, sachant user de toutes les ficelles du genre, tout en maîtrisant ces lois de l'enchaînement musical et des changements de rythme, qui permettent de maintenir l'attention de l'auditeur. Ça et là, le florissant l'emporte sur la musique, mais ailleurs le comique ordinaire le cède à une mélancolie très pastorale.

L'idée heureuse est d'en avoir confié l'interprétation à une équipe de premier ordre, fidèle ainsi à la tradition allemande dans laquelle les chanteurs les plus illustres ne désignent ni le buffe ni l'opéra. Et aussi d'avoir sollicité les raffinements de la Staatskapelle de Berlin, que Bernhard Klee mène sans la moindre vulgarité ni la moindre charge. Comme toute, Lortzing avait raison : deux heures et demie parfaitement agréables solistes : Gottfried Hornik, Doris Soffel, Peter Schrier, Edith Marlis, Gertrud von Otenheim, Hans Sotin, Georgine Resick ; 3 disques DG, 2740.271).

A. A.

## Rock Variétés

### DAVID BOWIE « Portrait of a Star »

Se consacrant presque exclusivement au cinéma, il a tourné deux films, dont un avec Catherine Deneuve. David Bowie est resté à l'écart de la scène rock cette année. Il a enregistré un 45 tours avec Queen (*Under Pressure*), un autre avec Giorgio Moroder extrait de la bande sonore de *Cat People*, le film de Paul Schrader (*Putting Out Fire*) et un mini 33 tours de cinq chansons extrait de l'adaptation pour la BBC de *Baal*, la pièce de Bertolt Brecht, où il tenait le premier rôle. Mais pas d'album. Ainsi, ce coffret est une façon de le rendre présent avant les fêtes.

Il réunit trois disques qui sont sortis en leur temps, *Low* (1977), *Heroes* (1977), *Lodger* (1979), mais qui avaient été programmés à l'avance comme une trilogie. Ils appartiennent à ce que l'on peut considérer comme la troisième époque de David Bowie : la première, très anglaise, marquée essentiellement par Ziggy Stardust qui l'avait imposé comme chef de file de ce que l'on appelait à l'époque le « rock décadent » ; la seconde plus américaine qui l'avait entraîné en compagnie de John Lennon vers le funk avec *Young Americans* et *Station To Station* qui préfigurait déjà ses futurs travaux ; et enfin la troisième, conçue et réalisée avec Brian Eno.

*Low* et *Heroes* participent de la même démarche sur une construction similaire avec deux faces bien distinctes : la première plus traditionnelle, collée au rock avec des chansons dont les plus célèbres sont *Speed of Life*, *Sound of Vision* (*Low*), *Beauty and the Beast*, *Joe the Lion*, *Heroes* (*Heroes*) ; la seconde plus aventureuse où le travail de Brian Eno entrait en jeu sur des compositions, qui ouvrent les espaces, qui instaillent l'atmosphère des climats, la technologie mise au service du brassement des cultures avec des morceaux comme *Warszawa* (*Low*) ou *The Secret Life of Arabia* (*Heroes*).

De retour d'un voyage en U.R.S.S., David Bowie avait en partie enregistré *Low* au château d'Hérouville en France tandis que *Heroes*, enregistré à Berlin, était marqué par une ambiance germanique (V-2 Schneider a servi plus tard de thème principal à *Moi, Christiane F., droguée, prostituée*, dont la bande sonore réunissait plusieurs de ses compositions).

Dernier de la trilogie, *Lodger* est en quelque sorte l'aboutissement des recherches précédentes, la réunion de mille idées

en un condensé savant. Ici, les frontières n'ont plus de raison d'être : David Bowie invente la chanson moderne, la chanson technologique. Avec lui, l'aventure devient tradition. Sans s'écarter du format traditionnel de la chanson populaire, il en cache les éléments déterminants, les dissèque pour les transcender et les porter à la dimension de l'art. Il joue avec la technologie pour ouvrir de nouveaux horizons.

Il y a dans *Lodger*, outre les hits (*D.J., Boys Keep Swinging, Red Sails*) deux compositions essentielles, *African Night Flight* et *Yassassin*, tant elles sont inédites et, en un même temps, prêtes à être consommées par un large public. De façon plus précise, on retrouve à travers elles ce brassage de cultures esquissées dans les deux précédents albums : dans *African Night Flight*, l'Afrique avec ses rythmes frénétiques, ses chants rituels, répond au métal, à la précision des instruments, au concert de l'Occident ; *Yassassin*, c'est encore l'Occident avec une rythmique funky, solide, qui se mêle au folklore de l'Orient, celui de la Perse et ses envolées sinuueuses.

Ce coffret a l'avantage de présenter ce triptyque dans son intégralité, en conseillant pourtant l'achat de ces trois disques indispensables dans leur formule originale. Il ne donne en effet aucune indication ni de date ni des musiciens qui ont participé aux enregistrements et les textes ne sont pas imprimés. Par ailleurs, les pochettes qui illustrent la musique et qui, chacune en son temps, étaient la volonté de l'artiste, ont été supprimées. (3 disques RCA, 37700 ; *Low* : RCA, CPL-2030 ; *Heroes* : RCA, AFL-2522 ; *Lodger* : RCA, PL 13254).

### ANDY SUMMERS ROBERT FRIPP « I Advance Masked »

Andy Summers, c'est l'homme de Police, Robert Fripp, celui de King Crimson, guitaristes de leur état et natifs de Bournemouth. D'une certaine façon, ces deux dénominateurs communs sont à la base de cet enregistrement. Si l'initiative appartient à Andy Summers, on reconnaît bien là le goût de Robert Fripp pour tenter sur le vinyle toutes sortes d'expériences en duo. Parfois le résultat est convaincant comme avec Brian Eno, d'autres fois il l'est moins. En l'occurrence, on pencherait volontiers pour la seconde hypothèse avec ce disque essentiellement de guitares parfois secondées par des synthétiseurs.

Les deux hommes se renvoient la balle sur des échanges qui trahissent en longueur et la tête finit par nous tourner à force de tendre l'oreille d'une enceinte à l'autre. Cela ressemble bigrement à du triturage de manches en huis clos et l'on a suffisamment donné avec des gens comme John McLaughlin et Larry Coryell pour avoir encore l'envie de répondre à la demande. Ce genre d'exercice de style peut néanmoins séduire les maniaques de la guitare. (Polydor, 2311182).

### DONALD FAGEN « The Nightfly »

Climat confortable et rythmes cossards, légèrement, très légèrement teintés funky, atmosphère, atmosphère, Donald Fagen a une voix d'atmosphère. Chanteur de Steely Dan, on retrouve dans ce disque solo tous les attributs du groupe américain. La production au quart de tour, la mise en place au millimètre, les interventions à l'équerre, les compositions en nuances, les harmonies en dentelles, le feeling en souplesse et la voix, délicieusement tiède, en apesanteur, intemporel et invariablement dans le ton du moment. Charme et relaxation assurés. C'est la maison qui offre. (WEA, 923696-1).

### THE STARGAZERS « Watch This Space »

C'est dans l'air : Vic Godard and the Subway Sect tapent dans

le style crooner doo-wop, les Stargazers font dans le rock des tout débuts quand le jazz, le swing et le be-bop lui collaient encore aux jambes. Le riff en goquette, les rythmes qui sautillent, les claquements de doigts et les claquettes qui frétilent, les voix qui virevoltent, qui dialoguent à chœurs perdus, zowiee, skidoo, skiddieboo, le look est à la rescoussée et la pochette un modèle du genre Gee : les Stargazers, ça gaze. (C.B.S., 25053).

### SQUEEZE « Singles 45's and over »

Voilà une bonne idée, qu'on attendait et qui convient parfaitement à Squeeze, ce groupe anglais dont les 33 tours, à l'exception de l'indispensable *East Side Story*, sont négatifs. Rarement album de compilation ne se sera autant justifié puisqu'il réunit ici les 45 tours du groupe de 1978 à 1982.

Squeeze, en effet, est avant tout un groupe de singles qui a le talent rare, et perdu dans les années 60, de confectionner de petites perles qui vont à l'essentiel avec une économie d'ingrédients sur le format chanson. On voit leur talent de mélodiste s'affirmer au fil des années pour atteindre la perfection en 1981 avec *Temp-ted*, produit par Elvis Costello sur *East Side Story* et piqué dans la veine des Beatles. (C.B.S., AMLH 68552).

### BLUE RONDO A LA TURK « Chewing The Fat »

Ce premier 33 tours fait suite aux succès des précédents 45 tours. Blue Rondo A La Turk est en quelque sorte l'équivalent anglais de *Kid Creole* and *The Coconuts* dans l'exotisme, la dimension en moins. Là où le *Kid Creole*, comme son nom le laisse deviner, fait dans le *Creole*, les *Blue Rondo A La Turk*, comme leur nom ne l'indique pas, font dans le *salsa*. En ce sens, ils rejoignent un peu le démiurge du *Night and Day* de Joe Jackson, mais avec une intention plus ouvertement conceptuelle de coller à la mode et d'accumuler les gimmicks de façon à accrocher l'auditeur.

On passe d'une ambiance jazzy à une autre « salafite » en s'attardant parfois sur un climat reggae. C'est exotique, on l'a dit, chaleureux et remuant, parfois proche de la frénésie, c'est plein de percussions pimpantes, de cuivres pétillants, de voix pétulantes et de mélodies entraînantes. L'humour est présent, le look aussi. A l'image du titre, c'est malicieusement comme du chewing-gum, le risque, c'est que ça perde sa saveur à l'usage. (Virgin, 205083).

### JOE KING CARRASCO AND THE CROWNS « Synapse Gap (Mundo Total) »

Chemise hawaïenne, chaussures bicolorées et chaussettes rayées, le chef dignement coiffé d'une couronne pourpre, Joe King Carrasco ne recule devant rien. Dans le sud-ouest des États-Unis, il est bel et bien le roi, le roi des galipettes et celui des clubs qu'il embrasse jusqu'à des heures indues de son rock tex-mex, dans la tradition des groupes américains des années 60 à la *Question Mark* and the *Mysterians*. Un boogie torride et torique mêlé d'exotisme mexicain, pimenté de « *caramba* » et de « *olé !* » et souligné des nappes pulpeuses de l'orgue Farfisa.

A défaut de l'avoir bleu, ce king-à la sang chaud, la facézie facile et le tempérament exubérant, bondissant, exultant, roucoulant et chantant d'une voix muine et colorée des textes qui empruntent souvent à l'espagnol en décrivant des situations cocasses. Derrière ses attributs royaux, Joe King Carrasco est un roturier du rock qui ne s'attarde pas sur les protocoles, minimum d'effets et muchos fun. (Aurelia, 205045).

ALAIN WAIS.

Le Monde DE L'EDUCATION

COMPLÉTE JAOUSE

FRÈRES SŒURS VIVRE ENSEMBLE

NOËL LIVRES DISQUES JOUETS ENFANTS LE "BOOM" DU JEU ELECTRONIQUE

Créer son entreprise





SERGE BIANNIC

## Saintes écritures

par GILBERT TOULOUSE

**D** EPUIS deux semaines nous ratissons le massif desséché du Bani, repaire habituel de brigands, à la recherche du dangereux El Moumen, vétéran des combats du Sagho, qui s'y serait réfugié.

Au milieu de la journée, mes suppléants et moi, accablés par la canicule, parvenons au débouché d'un défilé inconnu, et, après avoir hésité, je donne l'ordre d'y pénétrer. Peut-être y trouverons-nous sinon notre lascar du moins un peu d'eau et de fraîcheur.

En effet, l'ombre de la gorge, où d'inséparables lauriers-roses et figuiers de Barbarie se pressent contre les murailles rouges pour nous enchanter par leurs allusions à des promesses paradisiaques, permet à la troupe, qui s'est désaltérée à un miraculeux filet d'eau claire, de progresser assez rapidement sur une vague trace, non sans que les hommes interrogent souvent du regard l'extrémité des falaises menaçantes, dont les saignées dans le gris de la roche cuite révèlent un pourpre que ne possède aucun palais au monde, temples dédiés à la gloire de la lumière.

A la dérobée, j'observe que leurs entrées sont obturées par les talus d'éboulements chus des façades où je crois distinguer encore des emblèmes, des armoiries brisées, des têtes camardes, des niches vides, des frontons aux devises effacées à demi qui, dans une langue inconnue et pourtant transparente, contiennent les mots de « mort » et de « péché ». Allons donc ! Presons !

C'est presque avant le bref crépuscule que nous atteignons une combe assez large où bondissent des écuries à touffe blanche entre de chétifs bosquets de genévriers, aux branches desquels flottent, en dépôt votif, des mèches de cheveux ayant peut-être appartenu aux fameuses reines mortes de la Transatlantique.

Je tremble. En officier saharien boucané, j'ai reconnu la sensation qui m'envahit : pas la joie. Non. La joie, je la laisse aux villes. L'exaltation glorieuse et plus encore que cela. Ma pensée confinée aux limites de mon corps se distend pour s'emparer avec avidité de tout cet espace révélateur de forces cachées, calomniées, les superbes territoires de la dissidence, de l'insoumission, que je connais si bien ; il se dilate, il n'est plus tout à fait lui-même, il me semble pourtant qu'il a ainsi atteint sa dimension normale.

Nous nous ruons vers une cabane que nous trouvons vide, au milieu de quelques carrés de fèves et de mil : le foyer est encore tiède bien qu'on y ait hâtivement jeté de l'eau pour l'éteindre ; des nippes puantes recouvrent une couche de feuilles, et, quelques instants plus tard, deux de mes hommes

partis en chasse, hilares, ramènent un petit vieux pleurnichard, négroïde, un harratin sans doute, rien de notre intriguant rebelle.

De toute évidence il n'a vu personne depuis des années, aussi bien celle où il n'y a pas eu de figues que celle où les criquets sont tombés en averse. Nous le relâchons et, d'émotion, il tombe face contre terre sous les éclats de rire des soldats. Il est temps de rétablir la discipline. En rang ! Garde à vous ! Nous allons passer la nuit ici.

C'est alors que je remarque une autre petite construction en pisé accolée à la falaise et prise dans les racines d'un olivier géant et archimillénaire, un *oleo laperrini*. Eh ! Si le vieux conservait là ses provisions, sa viande séchée ? Nous en aurions

besoin ! Je me dirige vers elle, et le nègre me court après en trébuchant dans ses babouches ; il me saisit par la manche avant qu'un soudard ne l'envoie au sol d'une bourrade. Il se met à genoux et me supplie, mais je ne comprends rien à son baragouin, et le soldat penché sur lui pour l'écouter me traduit : « Il dit rien, chef, il est fou, chibani, chibani besef, vieux, très vieux lui... »

Je m'approche de la porte, essaye de l'ouvrir ; elle résiste : pas de poignée ni de serrure ; l'ermite laisse échapper un gémissement, les interstices entre le battant et le chambranle sont entièrement colmatés avec du pisé très ancien comme si on avait voulu obtenir une fermeture hermétique : un tombeau ? De marabout ? De reine ?

Le désir m'emporte. Je pèse de tout mon poids contre cet obstacle, un furieux coup de genou parvient à faire céder le bois spongieux et verrouillé des planches de palmier ; un ultime effort, la porte grince en s'entrebaillant, puis s'obstine à ne plus bouger. Je glisse d'abord la tête dans la brèche d'ombre, et l'écroté de l'air qui pénètre dans la gorge me fait tousser. J'ordonne aux soldats de ne pas avancer et j'entre.

**A** PRÈS avoir craqué une allumette, j'identifie sur le sol de terre battue des formes étranges pour cet endroit : des livres, oui, je dis bien des livres, une centaine au moins, de très vieux livres ou rouleaux racornis, empoussiérés.

Seraient-ce les fameux livres du

Draa, ces recueils de pensées et de récits atlantes, juifs, yéménites, sabéens, dont personne n'a jamais pu prouver l'existence ? Mais moi, maintenant, j'en suis capable. Moi, petit lieutenant des sables. Les secrets du monde, de la mort ! Je comprends la peur du harratin.

Mon cœur cogne, ma tête sonne groggy, je finis par reprendre souffle, et, comme pour m'assurer que je ne m'abandonne pas à une illusion, j'avance enfin une main, saisis une de ces choses. Oui, c'est bien un livre couvert d'une épaisse poudre, mes doigts palpent le papyrus gondolé ou du parchemin en vieux filati fendillé, desquels l'écriture vibrionnesque, virale, de l'arabe coufique me saute au visage. J'ouvre un autre manuscrit, un autre encore, les feuillets s'effritent, les caractères presque cancéreux de l'hébreu, géométriques du samaritan, du libyque, du tiffin, les signes étranges d'autres écritures inconnues se mettent à grouiller, à danser, procession d'insectes noirs, prolifération de bactéries, nuées d'oiseaux infernaux.

De l'écume m'en est montée aux lèvres. Les livres contiennent toutes les formes, en eux sont répertoriées les formes pures. J'ai à nouveau sept ans : mon père vient de me faire cadeau d'une caisse de livres expédiée d'Europe, des livres pourpres à tranches dorées. Intimidé je sors un volume puis un second, les ouvre avec gêne, ils sont si impressionnants dans leurs uniformes de parade, et leurs titres sont de vrais joyaux... *Magasin pittoresque, Voyage au centre de la Terre, les Révoltes du Bounty, Cinq semaines en ballon, Chasseurs d'Afrique, Capitaines courageux, Croc-Blanc, le Livre de la jungle, l'Île au trésor*... C'est comme si l'on m'offrait la possession du monde, la tête me tourne, je n'en demandais pas tant, je pleure de joie et de crainte, je ne sais par lequel commencer, quelle est la filière à suivre ; le monde vrai, intact, insoumis s'est entrouvert devant moi avec ses mers, ses savanes, ses montagnes, ses aventuriers, ses capitaines dans la tempête, ses naufrages sur des radeaux, un ballon emporté par la tourmente au-dessus d'un volcan, des sanctuaires creusés dans le roc, des hommes à grande barbe et turban gros comme une courge, des palmeraies ensablées avec des ossements épars autour d'un puits gardé par les lions. Les images se précipitent, s'emmêlent. Maman ! Mon

doigt se promène sur les lignes à haute tension et je m'efforce d'écouter les mots en train de m'apprendre l'arrivée de la tempête, le signal de la guerre dans la forêt, le grondement d'un tremblement de terre... Maman que c'est beau !

Soudain j'avise au centre de la pièce, posé sur une grosse

Pierre, isolé comme s'il était ainsi désigné à la contemplation, à la dévotion, une sorte de répertoire à couverture de toile noire avec une étiquette sur laquelle je déchiffre péniblement, tant l'encre passée est effacée, sous des couches de crasse :

**LES ÉCRITS DIVINS**  
de Désiré Sturn  
caporal à la légion étrangère  
matricule n° (illisible)  
poste de Tataouine

Nom de Dieu ! J'en ai un frisson brûlant dans la nuque. *Les Ecrits divins* ! Ici ! Ce fameux bouquin lubrique dont une copie remonta sous le burnous du fond du désert jusqu'à la civilisation ? Oui, et j'en ai là l'original sous les yeux, ultime dépouille du poste de Tataouine anéanti par les rebelles il y a une cinquantaine d'années, peu après le départ de Sturn.

Mais, malgré mon ardeur curiosité, je ne peux aller au-delà des premiers mots de la première phrase, en eux-mêmes d'ailleurs suffisants pour imaginer la suite : « La Générale donne un bal ce soir... »

L'encre a en effet tant pâli ou a été délavée par les intempéries, et l'écriture en belles rondes appliquées est recouverte de gloses enchevêtrées, pattes de mouches, graffiti obscènes. Malheur !

Toute la nuit, dans la palpitation craintive d'une lampe à huile, je réussis, brûlé au fond de mon cœur par ce que je croyais lire, par ce que ma turpitude ajoutait au texte, à décrypter une partie du manuscrit vénérable.

Le matin suivant, malgré les lamentations du nègre, je fais emballer tous les parchemins du Draa - leur découverte assurera ma carrière - et j'y ajoute les fameux *Ecrits divins*, puis je commande le départ sans remords.

Trois semaines plus tard, sans avoir trouvé trace de notre rebelle, je déballe assez fièrement mon butin au poste de Hassi-Nouss, sur la côte atlantique. Mais, leur séculaire résistance vaincue par l'humidité océane, tous les livres sacrés ne forment plus qu'un tas de débris et de poudre. Seuls, les *Ecrits divins* étaient demeurés intacts, le papier simplement assoupli : ils me valurent sinon la gloire espérée du moins la considération de mes pairs et ma nomination comme chef de poste à Tataouine.

GILBERT TOULOUSE a publié, depuis 1964, neuf romans : *Un été en Mexique*, *le Passage du roi*, *le Prisonnier dans l'île*, *le Centre du monde*, *la Fin des temps*, *Pusch*, *Mont-Pardou*, *Crystal Palace*, *le Mercenaire* et un pamphlet, *Contre-écriture* (Belfond).